



STUDIA UNIVERSITATIS
BABEŞ-BOLYAI



EUROPAEA

3/2015

STUDIA
UNIVERSITATIS BABEŞ-BOLYAI
STUDIA EUROPAEA

3/ 2015
September

STUDIA UNIVERSITATIS BABEȘ-BOLYAI STUDIA EUROPAEA

EDITOR-IN-CHIEF:

Prof. Dr. Nicolae PĂUN

EXECUTIVE EDITORS-IN-CHIEF:

Conf. Dr. habil. Sergiu MIȘCOIU, miscoiu@yahoo.com

Conf. Dr. Georgiana CICEO

EXECUTIVE EDITORS:

Lect. Dr. Laura HERTA

Lect. Dr. Ovidiu VAIDA

EDITORIAL BOARD:

Babeș-Bolyai University:

Prof. Dr. Ovidiu PECICAN

Prof. Dr. Marius JUCAN

Prof. Dr. Vasile PUȘCAȘ

Conf. Dr. Alina ANDREICA

Conf. Dr. Mircea MANIU

Conf. Dr. Carmen LAZĂR

Conf. Dr. Valentin NAUMESCU

Asist. Dr. Ciprian BOGDAN

Asist. Dr. Christian SCHUSTER

Asist. Dr. Adrian CORPĂDEAN

Lect. Dr. Monica MERUȚIU

Lect. Dr. Șerban VAETISI

Prof. Dr. Dr.h.c. Reinhard MEYERS, WWU Münster

Prof. Dr. Albert van GOUDOEVER, Utrecht

Prof. Dr. Alfredo CANAVERO, Univ. degli Studi di Milano

Prof. Dr. Chantal DELSOL, Académie des Sciences Morales et Politiques, Paris

Prof. Dr. Michael O'NEILL, Nottingham Trent University

Prof. Dr. Philippe CLARET, Université Bordeaux IV, Montesquieu

Conf. Dr. Michael IANCU, Institut Maïmonide, Montpellier

Lect. Dr. Karen SCHLUETTER, Otto von Guericke University, Magdeburg

Dr. Hygin KAKAI, Université Abomey-Calavi, Benin

Conf. Dr. Adrian BASARABA, West University, Timișoara

Prof. Dr. Dr.h.c. Basarab NICOLESCU, Centre National de la Recherche Scientifique, Paris

Prof. Anna KRASTEVA, Nouvelle Université Bulgare, Sofia

Dr. Sergiu GHERGHINA, Goethe University, Frankfurt-am-Main

Prof. Dr. Roberto Di QUIRICO, University of Cagliari

**YEAR
MONTH
ISSUE**

**(LX) 2015
SEPTEMBER
3**

**S T U D I A
UNIVERSITATIS BABEŞ-BOLYAI
STUDIA EUROPAEA**

3

EDITORIAL OFFICE: Hasdeu no. 51, 400015 Cluj-Napoca, ROMANIA
Phone +40 264 405352

SUMAR – CONTENTS – SOMMAIRE – INHALT

Special issue on the proceedings of the International Conference
Regards croisés sur l'Afrique : démocratisation, conflits, intervention
Focus on Africa: democratisation, conflicts, intervention

SERGIU MIŞCOIU, LAURA M. HERTA

Regards croisés sur l'Afrique : démocratisation, conflits, intervention.
Focus on Africa: democratisation, conflicts, intervention. Editors' Note..... 5

**DEMOCRATISATION, ELECTIONS,
DEVELOPMENT, AND POLITICAL SYSTEMS
IN AFRICAN STATES**

CRISTIAN PREDA

Stabilité ou démocratie ? Comment réussir des élections en Afrique11

SARAH MERABTI, SERGIU MIȘCOIU

La (re)construction de l'État post-conflit : l'implication de la société civile
dans le processus démocratique au Burundi 19

LOUIS-MARIE KAKDEU

Les discours du contentieux électoral en Afrique subsaharienne : Arguments,
désaccords, recommandations.....39

VINCENT HENRY

Mouvements citoyens engagés en Afrique de l'Ouest: le cas du Burkina-Faso 57

RALUCA-MARIA TONCU

When History cannot wait: Democratization through National Conferences in
Francophone Africa. Case study: Benin and Democratic Republic of Congo.....73

**ARMED CONFLICTS,
HUMAN DISPLACEMENT, HUMANITARIAN
INTERVENTION, AND HUMAN SECURITY
IN AFRICA**

GABRIEL LEAHU

Les conflits coloniaux d'Afrique dans la correspondance diplomatique roumaine
(1878-1914). Considérations générales.....93

PAUL KUN

Intervention militaire et aide humanitaire en Afrique 107

LAURA M. HERTA

Warfare and Human (In)Security in the Horn of Africa 121

ANALYSE KIMPOLO

Mutations politiques en Afrique : pouvoir, conflits et violence dans *La Vie et
demie* de Sony Labou Tansi 145

LAVINIA-IOANA OPRIS

Civil society and post-conflict Liberia and Sierra Leone – Insights from
discourse theory 163

OANA VINTILĂ

La reconstruction post-conflit en Afrique. Mali-au carrefour de la déstabilisation politique et l'implémentation de la paix.....191

CULTURE (S), DISCOURS ET POLITIQUE EN AFRIQUE

JOSEPH ARMANDO SOBA

Cinéma et *soft power* : L'interventionnisme africain face aux intérêts français et hollywoodiens203

SIMONA JISA

La littérature face à l'histoire : le pourquoi fictionnel.....219

BENJAMIN A. MORGAN

Popular Music as Vehicle for Cultural Change Intervention: Takun J's cultural diplomacy in post-conflict Liberia.....233

BOOK REVIEWS

CLAUDIU GAIU

Souleymane Bachir Diagne, *Comment philosopher en islam ?*, Traduction roumaine par Ciprian Mihali et Andreea Rațiu, *Cum să filosofăm în islam ?*, Idea Design & Print, Cluj, 2015245

LAKATOS ARTUR

Senem Aslan, *Nation building in Turkey and Morocco. Governing Kurdish and Berber Descent*, Cambridge University Press, 2014251

**REGARDS CROISÉS SUR L'AFRIQUE :
DÉMOCRATISATION, CONFLITS, INTERVENTION.**

**FOCUS ON AFRICA:
DEMOCRATISATION, CONFLICTS, INTERVENTION.
EDITORS' NOTE**

Sergiu Mișcoiu et Laura M. Herța

Par son potentiel de développement social, culturel et économique, le continent africain dépasse aujourd'hui toutes les autres régions du monde. Etant donné l'épuisement du potentiel de croissance des pays du *Nord*, les ressources humaines et matérielles du continent africain obligent à une reconsidération des politiques actuelles et des partenariats stratégiques ayant un impact à moyen terme.

Dans ce contexte, depuis 2013, l'Université Babeș-Bolyai (UBB) propose une stratégie visionnaire par la création du Centre d'Etudes Africaines (CESTAF) censé coordonner des réseaux didactiques, de recherche et professionnels, ainsi que des projets institutionnels et scientifiques avec des entités partenaires de l'Afrique.

La préexistence des relations de coopération fonctionnelles entre l'UBB et les universités de la région valide notre démarche. Ainsi, au cours des cinq dernières années, l'UBB a accueilli et formé des dizaines d'étudiants, de doctorants et des post-doctorants, notamment à travers les mobilités soutenues par l'Agence Universitaire de la Francophonie, l'Organisation Internationale de la Francophonie et le Programme de Développement des Nations Unies. De surcroît, l'UBB a organisé deux grands programmes de recherche en partenariat avec des universités africaines – le premier, avec l'Université du Cape (Afrique du Sud), le second, en partenariat avec l'Université Abomey-Calavi (Bénin) et avec le Centre National de Recherche et Technologie de Ouagadougou (Burkina Faso).

Grâce à la Faculté d'Etudes Européennes, l'UBB est représentée au sein du Carrefour Africain pour la Recherche et le Développement (CAREDE), structure interinstitutionnelle de l'Afrique de l'Ouest qui édite la prestigieuse revue internationale *Perspectives et sociétés*. En outre, depuis 2012, l'UBB est le partenaire de l'Université Cheikh Anta Diop dans le cadre du Master Erasmus Mundus MITRA, avec huit autres universités.

Le Centre d'Etudes Africaines vise la réalisation de plusieurs objectifs. D'abord, il s'agit de mettre en place une plate-forme fonctionnelle d'interaction avec les milieux institutionnels des pays africains ainsi qu'avec les chercheurs et les étudiants des pays africains. Le Centre entend fournir par cette plate-forme des conseils aux institutions, aux chercheurs et aux étudiants africains intéressés par la réalisation d'accords ou de stages d'étude et de recherche en Roumanie et, inversement, à leurs homologues roumains intéressés par l'étude des sociétés africaines.

Deuxièmement, le CESTAF se propose de coordonner des programmes didactiques communs, dans les domaines prioritaires et d'intérêt pour les universités et les centres de recherche d'Afrique et de Roumanie. En même temps, il vise la réalisation d'une offre d'études pour les étudiants qui puisse inclure des disciplines ayant comme objet d'étude les sociétés africaines, sous différents aspects.

Puis, le Centre se propose de coordonner des programmes de recherche en partenariat avec des universités africaines, de même qu'il veut réaliser un plan interdisciplinaire et multi-annuel de recherche sur l'évolution des sociétés africaines. Nous envisageons de publier des rapports et des *policy-papers* sur les études réalisées. Qui plus est, le CESTAF vise la coordination et la réalisation des traductions de certains auteurs pertinents.

Enfin, le Centre d'Etudes Africaines se propose l'organisation des colloques, des séminaires et des conférences avec la participation des diplomates, des officiels gouvernementaux, des universitaires et des entrepreneurs africains en vue de disséminer d'information et promouvoir des opportunités de coopération avec les Etats africains parmi le public roumain.

La diversité de l'Afrique a suscité de nombreux débats scientifiques à propos d'une série d'aspects controversés, tels : la transition, la démocratisation et les élections, le populisme identitaire et le néo-présidentialisme dans les Etats africains, les conflits armés et les Etats échoués, les réfugiés et l'intervention humanitaire, le développement et la sécurité humaine. L'histoire du continent

africain a été marquée en même temps par des phénomènes internationaux comme les migrations, le colonialisme, les guerres, la géopolitique de la Guerre Froide, les évolutions postcoloniales ou la mondialisation. L'objectif principal de ce colloque est d'analyser les transformations politiques qui affectent l'Afrique et le rôle actuel et futur de du continent noir dans la politique internationale.

Le colloque international « Regards croisés sur l'Afrique : démocratisation, conflit, intervention » a été ouvert aux contributions qui relèvent de la science politique, des relations internationales, de la sociologie et de l'histoire.

Les travaux du colloque se sont déroulés dans le cadre des deux panels suivants :

- 1) *Démocratisation, élections, développement et systèmes politiques en Afrique*
- 2) *Conflits armés, réfugiés, intervention humanitaire et sécurité humaine en Afrique*

Vingt-deux intervenants et une cinquantaine des participants ont assuré le déroulement de cette manifestation scientifique, qui a été organisée par un comité scientifique dirigé par Sergiu Mişcoiu, maître de conférences et Directeur du Département de Relations Internationales de la Faculté d'Etudes Européennes et du Centre d'Etudes Africaines et par Laura Herta, lectrice et secrétaire scientifique du Département de Relations Internationales de la Faculté d'Etudes Européennes et membre du Comité Directeur du CESTAF.

L'événement a été organisé à la Faculté d'Etudes Européennes et appuyé financièrement par le Bureau Europe Centrale et Orientale de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF-BECO) à travers le Centre de Réussite Universitaire (CRU) et par l'Institut Français de Cluj (IFR-Cluj).

Ce numéro thématique de la revue *Studia Europaea* rassemble la plupart des contributions qui ont été présentées dans le cadre de ce colloque.

The diversity of Africa has prompted numerous and valuable scholarly debates on issues such as identity populism and neo-presidentialism in African states, democratisation and elections, armed conflicts and state failure, human displacement and humanitarian intervention, development and human security. The history of the African continent has been intertwined with international phenomena through migrations, colonialism, wars, Cold War geopolitics, post-colonial developments, and globalisation. The chief purpose of this conference was to analyze the current and future role of the African continent in international politics.

The International Conference *Focus on Africa: democratisation, conflict, intervention* (which took place in May 2015, in Cluj-Napoca) was open to contributions pertaining to the fields of Political Science, International Relations, history, and Security Studies.

Two main panels were envisaged by the organizers, namely 1) *Democratisation, elections, development, and political systems in African states*, and 2) *Armed conflicts, human displacement, humanitarian intervention, and human security in Africa*. Nevertheless, other interdisciplinary contributions were welcomed. Hence, a third panel, called *Culture(S), Discourses and Politics in Africa*, ensued.

This issue of *Studia Europaea* is dedicated to the proceedings of the international conference *Focus on Africa: democratisation, conflicts, intervention* which was organized by the Department of International Relations and American Studies (within the Faculty of European Studies, Babeş-Bolyai University), in collaboration with the Centre for African Studies (within Babeş-Bolyai University), and which was financially supported by AUF-BECO and IFR-Cluj.

This issue is divided in three main sections. The first one centres on *Democratisation, Elections, Development, and Political Systems in African States* and tackles issues of political particularities in different African countries. The second part is dedicated to *Armed Conflicts, Human Displacement, Humanitarian Intervention, and Human Security in Africa* and explores issues pertaining rather to the fields of International Relations and Security Studies. The last section brings together various approaches on the relations between literature, culture and politics, and is entitled *Culture(S), Discourses and Politics in Africa*.

The first section reunites articles which focus on issues pertaining to Political Science and explores aspects related to democratisation and elections, development, and political systems in African states. **Cristian Preda's** article

(*Stability or democracy? Successful Elections in Africa*) is based on the direct experience of the author (who was an electoral observer for several elections in different African states) and explains that the limitation of power is indicative for the absence of a unique rhythm within the development of African countries. **Sarah Merabti and Sergiu Mișcoiu** (in their article called *La (re)construction de l'État post-conflit : l'implication de la société civile dans le processus démocratique au Burundi*) explore how the complexity of the traditional Burundian society prevented change and postponed it toward even more authoritative governmental formulas, and focus on the contribution of civil society to the contemporary democratic transition in Burundi. Then, **Louis-Marie Kakdeu** (in *Les discours du contentieux électoral en Afrique subsaharienne : Arguments, désaccords, recommandations*) tackles the electoral complaints in Sub-Saharan Africa, by showing the recurrent arguments of failure that weaken African electoral systems and by recommending the improvement of transparency and free competition. In his article (*Mouvements citoyens engagés en Afrique de l'Ouest: le cas du Burkina-Faso*), **Vincent Henry** explains how public-spirited movements have been able to influence directly the political trajectories of certain Western African countries and exemplifies the ways of functioning and objectives of the public-spirited movements through the case of Burkina Faso. **Raluca-Maria Toncu** (*When History cannot wait: Democratization through National Conferences in Francophone Africa. Case study: Benin and Democratic Republic of Congo*) is interested in the democratization through national conferences and seeks to present the phenomenon by taking into account two entities: Benin and the Democratic Republic of Congo (DRC).

The second section brings together various approaches centred on International Relations and Security Studies and displays issues such as armed conflicts, human displacement, humanitarian intervention, and human security in Africa. The section starts with **Gabriel Leahu's** article (*Les conflits coloniaux d'Afrique dans la correspondance diplomatique roumaine (1878-1914). Considérations générales*) which analyses the African colonial expansion from the late 19th century to the early 20th century as presented in the Romanian diplomatic correspondence and observes to what extent and in what perspective the competition of the Great Powers in Africa had interested Romania. **Paul Kun's** article (*Intervention militaire et aide humanitaire en Afrique*) deals with political ethics meant to fit the means to the justified ethical goals, during humanitarian aid, and argues for a common moral responsibility of the donors and the receivers for both the means and the goals of humanitarian aid.

Laura M. Herța's article (*Warfare and Human (In)Security in the Horn of Africa*) argues that (Neo)realist, state-centric approaches do not trigger the security of states (through counter-balancing configurations and territorial gains) in the Horn of Africa and that Human Security is a more appropriate framework for analysis in this case. The article written by **Analyse Kimpolo** (*Mutations politiques en Afrique : pouvoir, conflits et violence dans La Vie et demie de Sony Labou Tansi*) analyses how Sony Labou Tansi, a Congolese writer, casts lights on the lack of democracy in some African countries through a vivid description of their socio-political environment. **Lavinia-Ioana Opriș's** article (*Civil society and post-conflict Liberia and Sierra Leone – Insights from discourse theory*) analyses civil society in the context of post-conflict Liberia and Sierra Leone through the lens provided by discourse theory as coagulated in the works of Ernesto Laclau and Chantal Mouffe. **Oana Vintilă's** article (*La reconstruction post-conflit en Afrique. Mali-au carrefour de la déstabilisation politique et l'implémentation de la paix*) tackles the conflict in Mali and questions whether we can talk about post-conflict reconstruction in a continent that is considered by the West as the figurative expression of the anarchy.

The third section brings together different perspectives under the umbrella *Culture(S), Discourses and Politics in Africa*. The section begins with **Joseph Armando Soba's** article (*Cinéma et soft power: L'interventionnisme africain face aux intérêts français et hollywoodiens*) which shows that cinema is a tool of paramount importance in the field of soft power, and examines the competition between the French film companies and Hollywood majors on the Francophone Africa film market. **Simona Jișa's** article (*La littérature face à l'histoire : le pourquoi fictionnel*) shows how identities are found in crisis and draws the attention upon the relationship between the individual, the religious problem and politics (through the reading of the novels *Alaa al-Aswany*, *L'immeuble yacoubian*, *Yasmina Khadra*, *L'attentat*, *Karine Tuil*, *L'invention de nos vies*). **Benjamin A. Morgan's** article (*Popular Music as Vehicle for Cultural Change Intervention: Takun J's cultural diplomacy in post-conflict Liberia*) is interested in soft-power campaigns targeting local attitudes, and shows how Liberian artist/rapper Takun J' "Song for Hawa" is a cultural diplomacy campaign intending to engage Liberians about the difficult topic of child rape.

STABILITE OU DEMOCRATIE ? COMMENT REUSSIR DES ELECTIONS EN AFRIQUE

STABILITY OR DEMOCRACY? SUCCESSFUL ELECTIONS IN AFRICA

Cristian Preda *

Abstract

The article is based on the direct experience of the author, who was, between 2007-2014, an electoral observer for several elections in different African states. The explanations are based on: the pace of the political transformations, the constitutional changes that acknowledge the possibility of gaining a third presidential mandate, the presence of international observers, the post-electoral violence and the postponing of elections.

Keywords: elections, Africa, presidential mandate, democracy, transition

Le titre promet peut-être beaucoup, mais ce sera quelque chose de très modeste. Je ne vais pas vous donner la recette de bonnes élections sur un continent tellement divers, mais plutôt témoigner. C'est à dire raconter une expérience directe de l'Afrique, mais avec l'oeil du politiste.

Cette expérience comprend trois volets: (a) en fait, j'ai passé une décennie en francophonie, comme membre du Conseil Permanent de l'Organisation Internationale de la Francophonie; (b) il s'agit ensuite des élections, car j'ai pu observer plusieurs scrutins, en tant que membre des missions envoyées d'Europe en terre africaine; (c) enfin, j'assume la perspective des affaires étrangères, telle qu'elle est construite au niveau du Parlement Européen, où je siège comme membre à partir de 2009.

* Professeur des universités à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest.
Contact: predai.icp@gmail.com

Les trois se mêlent: la francophonie fait elle-aussi de l'observation électorale, les affaires étrangères au Parlement Européen se conjuguent, dans mon cas, avec le développement, un domaine qui est aussi très important pour la francophonie institutionnelle. Pour être plus précis, j'ai fait au total huit missions d'observation électorale: au Mali (en 2007), au Gabon et au Mozambique (en 2009), je suis allé ensuite en Côte d'Ivoire (en 2010), en Tunisie (en 2011), au Sénégal (en 2012), en Guinée et au Madagascar (en 2013). A partir de ces missions, je vais vous proposer plusieurs remarques éparpillées, que je vais essayer de regarder d'une manière synthétique à la fin. Tous les points concernent la politique, pas l'économie.

Ma première remarque porte sur la vitesse de la transformation politique dans certains pays et le *status quo* connaissent d'autres. Il y a cinq ans et demi, la Tunisie pratiquait encore un système de contrôle des élections, qui consistait à donner aux partis d'opposition un quart des mandats. Pas plus, pas moins. Depuis la fuite de Ben Ali, on a eu des élections pour une assemblée constituante, en octobre 2011, avec une victoire attendue d'Ennahda; ensuite, à l'automne passé, une alternance gouvernementale, qui fait que les islamistes sont tout d'abord envoyés en opposition et une partie du RCD revient au pouvoir, avec les laïcs de Nidaa Tunes, au nom de la réconciliation. C'est vrai que la vitesse, on ne la devinait pas, il y a quatre ans: en effet, j'ai été observateur électoral en Tunisie en 2011, et c'est le seul scrutin où j'ai vu une votation plus courte que l'opération de compter. Tellement grand a été le désir des Tunisiens de bien faire ces premières élections! Par contre, pas de changement en Algérie voisine, où Bouteflika a été réelu, il y a un an, pour un quatrième mandat, même si gravement malade: au moment où il dépose sa candidature, il n'est capable de parler que 14 secondes. D'ailleurs, les Algériens ne reconnaissent même pas le printemps arabe. Ou, plus précisément, ils disent qu'ils ont été les premiers à le connaître, avec le Front Islamique du Salut, au début des années '90. Sous l'expression du printemps arabe, il s'agirait, donc, d'une renaissance de l'islamisme, non pas de la démocratie. Cette lecture – qui fait de la stabilité l'opposé de l'islamisme – a ses partisans en Europe. Et non parmi les amis du Maghreb. Passons. Entre l'Algérie immobile et la Tunisie en mouvement, il y a le Maroc, avec ses changements contrôlés par le Roi. Et puis, la Libye. De nouveau, qui aurait pu s'imaginer le chaos d'aujourd'hui? Je me souviendrai longtemps le cri de joie des habitants de Tunis à l'annonce de la mort de Gadhafi,

quelques heures avant l'ouverture de leur première élection sans Ben Ali. Sur l'avenue Bourguiba, on entendait: les Libyens sont avec nous maintenant! Non, ils n'en sont pas.

La révolution du Nord de l'Afrique ne s'est pas répandue vers le Sud. Mais la contestation, oui. Et l'une des causes principales est liée à la question du nombre de mandats des chefs d'Etat. On a d'ailleurs la preuve ces derniers mois, avec la chute spectaculaire de Blaise Compaoré au Burkina, et ces dernières semaines, avec les protestations au Burundi, suscitées par l'annonce du président Nkurunziza de vouloir gagner un troisième mandat. Je note en passant que les autorités de Bujumbura ont qualifié la protestation d'entreprise terroriste. Il est devenu très fréquent d'appeller ses adversaires terroristes. Et non seulement en Afrique. Regardez le cas des Maldives, transformés d'un paradis touristique en un enfer politique: l'ex-président Nasheed, qui avait réussi à casser le monopole de Maumoon Abdul Gayoom sur le pouvoir à Male, est maintenant en prison, condamné pour terrorisme. Pour revenir aux mandats en Afrique, le débat au Burundi est très proche de ce qu'on discutait chez nous en 1996 – ah, oui! – quand Ion Iliescu s'inscrit dans la course pour la présidence, après avoir gagné les élections en 1990 et 1992: c'est le désir d'un troisième mandat. Au Burundi, Nkurunziza dit ce qu'affirmait Iliescu il y a deux décennies: le mandat gagné en 2000 (1990 pour la Roumanie), avant le changement de la Constitution en 2005 (1992 chez nous) ne peut pas être compté en 2015 (en 1996, disait Iliescu). La question s'est posée aussi au Sénégal, avec Abdoulaye Wade, éternel candidat aux présidentielles – je dis cela, car à partir de 1978 il s'est présenté sept fois! C'est un record, non? En 2000, il gagne un premier mandat, contre Diouf, puis il est réélu en 2007. A la fin de 2011, à 85 ans, lui, l'opposant historique au socialisme, lui, le libéral, annonce qu'il veut un troisième mandat. La Cour constitutionnelle dit dans son avis: ah, oui, bien sûr, Monsieur le Président, votre premier mandat n'est pas 2000-2007, mais certainement 2007-2012, car en 2011 vous avez changé la Constitution. Les cinq juges constitutionnels, tous nommés par Wade, m'ont répété cela, quand j'ai fait l'observation des présidentielles à Dakar, il y a trois ans, et je les ai rencontrés pour comprendre ce qu'ils étaient en train de faire. Finalement, les citoyens ont été plus sages que les juges – cela arrive! – et ils ont donné la victoire à Macky Sall. Et, j'ajouterais, la stabilité au Sénégal.

Cela a été une surprise. En effet, durant l'hiver 2011-2012, on se montrait très inquiet pour le Sénégal, en l'opposant au bon élève que représentait à l'époque le Mali. Signe de cette appréciation: son président avait été invité, peu de temps avant, à Strasbourg, pour parler à la plénière du Parlement Européen. C'est plutôt rare d'avoir des présidents devant les députés européens, et encore plus rare d'inviter des Africains. En 2012, Amadou Toumani Touré se préparait, en effet, pour une fin tranquille de son deuxième mandat. J'avais été observateur de la Francophonie en 2007 pour les présidentielles, et durant notre rencontre ATT me disait déjà que lui, il ne fera pas comme „les autres” et ne demandera pas de changer le texte de la Constitution pour avoir un troisième mandat. Il a tenu sa parole, en dépit des réserves qu'exprimait en mai 2007 son principal adversaire, un certain Ibrahima Boubacar Keita (IBK), battu avec 71% contre 19%. En mars 2012, tout va être bouleversé: ce ne sera pas le Sénégal qui va poser problème, mais le Mali. En mars, un mois avant la présidentielle, coup d'Etat a lieu, à partir d'une révolte des militaires dans le Nord. Depuis, IBK fut élu président, mais le Mali est encore instable. De son côté, ATT est en exil au Sénégal, et en décembre 2013 il a été accusé de haute trahison par la Haute Cour, pour avoir „permis à des forces étrangères de pénétrer en territoire malien”... En politique africaine, on ne sait jamais qui est bon élève.

Avant de vouloir un troisième mandat, Wade a fait le plan de mettre son fils Karim comme successeur. Cela n'a pas marché, le gamin a perdu l'élection à la mairie de Dakar et puis, pire que cela, la lucidité, si nécessaire en politique. C'est vrai que la tentation dynastique, le désir de transmettre le pouvoir en famille, traverse tous les continents et, j'allais dire, tous les régimes: on le voit avec les Clinton et les Bush aux Etats Unis, avec les Kirchner en Argentine, avec les Castro au Cuba, avec les Thaksin en Thaïlande et les Anwar en Malaisie, avec la famille Le Pen en France, avec la succession de Kim Ir-sen, Kim Jong-il, Kim Jong-un etc. etc. En Afrique, j'ai connu directement les acteurs d'une telle ambition. J'ai rencontré en 2006 et en 2008 Omar Bongo – celui qui est resté au pouvoir plus de quarante ans! – et puis j'ai suivi l'élection de son fils Ali à la présidence de la République, en 2009, après la mort de son papa. Cela a été, pour moi, l'élection la plus mal organisée. La cause, c'était l'enregistrement des candidatures. Dix-huit au total, dont celle de Bongo jr. Trois-quatre jours avant le vote, six candidats annoncent qu'ils se retirent de la course. Le samedi d'avant le jour décisif,

quatre reviennent sur leur décision. La loi permet tout cela. Mais l'information ne circule pas si vite. Ce qui fait que le dimanche, l'ouverture du vote est retardée – parfois jusqu'à midi – pour savoir combien sont-ils ces hommes qui – avec une expression de Machiavel – ont l'ambition de devenir, d'une personne privée, prince? L'information sur le nombre de candidats était précieuse, car au Gabon on vote, en un seul tour, avec un bulletin pour chaque candidat, et l'électeur ne doit pas recevoir ni plus, ni moins. Certains quartiers de la capitale étaient très chauds, car mobilisés contre Bongo jr.: j'ai essayé de parler aux gens, mais ils étaient plus que mécontents, car ils voyaient dans la présence des observateurs un cadeau fait au pouvoir. Ce n'est pas, d'ailleurs, rare de voir l'opposition d'un pays dire qu'il ne faut en aucun cas envoyer une mission d'observation, car elle va donner de la légitimité aux organisateurs. En plus, au Gabon, ils croyaient que je suis français, ce qui les rendait particulièrement mécontents. Quand ils ont appris ma nationalité roumaine, mes interlocuteurs m'ont posé la question suivante: et alors, pourquoi avez-vous tué Ceaușescu en 1989? Il faut être préparé pour toute question, quand on fait de l'observation électorale.

Pour toute question et même pour toute situation. Je l'ai compris très bien en Côte d'Ivoire. J'y étais en 2010, à la tête d'une mission de quelques 120 experts électoraux venant de 26 pays. L'élection présidentielle aurait dû être le point final d'une crise très longue, qui avait eu comme effet le report du scrutin programmé pour 2005. La gestion du conflit avec les Forces Nouvelles qui contrôlait le Nord a dominé la scène musulmane et la fabrication des listes électorales fiables de 2007 en 2010 ont poussé le premier tour jusqu'au 31 octobre 2010. Laurent Gbagbo, socialiste s'opposant à Félix Houphouët et puis à ses successeurs, élu en 2000 au premier tour, espérait répéter la victoire une décennie plus tard, après avoir donc fait un mandat deux fois plus long que prévu. Mais il n'obtiendra que 38%. Le deuxième tour se tiendra fin novembre. En parcourant le pays du Sud au Nord, il m'a été clair que Gbagbo ne pouvait pas s'imposer. En effet, une différence de 10 points – que vont finalement montrer les urnes – ne peut pas être ignorée sur le terrain. La campagne du président était terne, celle de son adversaire suscitait l'enthousiasme. Je crois que Gbagbo lui-aussi le savait. Autrement, je ne m'explique pas sa stratégie. En effet, le soir du tour décisif, il me reçoit dans son palais. Sur la table, la liste des circonscriptions, dont les résultats devaient être annulés par le Conseil constitutionnel, selon l'avis de Gbagbo: ce sont toutes des fiefs de son adversaire, Alassane Ouattara. Et ledit Conseil le fera,

mais la Commission électorale refusera de jouer le jeu. A sontour, la mission de l'UE, que je dirigeais, n'a pas suivi Gbagbo dans l'idée de fraudes localisées uniquement dans les territoires ou Outtara avait gagné avec une différence très grande. Nos données et les résultats de la mission de l'ONU, conduite par M. Choi, qui a fait la certification des résultats, montraient une bonne tenue du scrutin. Depuis, je donne cela comme exemple de l'utilité des missions d'observation électorale: des élections bien faites peuvent apporter l'alternance politique. Par contre, j'ai dû faire évacuer les observateurs en grande urgence par le Ghana. Ils ont été en danger. Car au lieu de calmer les esprits, ces élections vont re-déclencher la guerre civile et faire approximativement 3000 morts. Gbagbo est aujourd'hui devant la Cour pénale internationale.

Des élections reportées, ce n'est pas une spécificité ivoirienne. J'en ai vu d'autres: des législatives en Guinée (Conakry) en 2013 et, la même année, seulement quelques mois plus tard, des présidentielles au Madagascar. L'explication des retards est différente: en Guinée, ces élections auraient dû se tenir en 2007, avant la mort de Lansane Conté! La crise provoquée par le coup d'Etat du capitaine Dadis Camara en 2008 et les hésitations d'Alpha Condé, élu à la tête de l'Etat en novembre 2010, ont reporté le scrutin 12 fois – si j'ai bien compté, car ce n'est pas facile – dans la plupart des cas en utilisant l'argument comme quoi les listes électorales ne sont pas fiables! Finalement, la consultation va avoir lieu, mais pas avant un dernier report de dix jours, décidé quelques heures avant une date longtemps négociée! La stratégie a aidé le président, car son parti – le Rassemblement du Peuple de Guinée – a gagné les législatives, même si cela ne lui a pas permis de disposer d'une majorité (53 sur 114 mandats). Au Madagascar, les choses ont été plus compliquées: les présidentielles se tiennent quatre ans et demi après le coup donné par le jeune D.J. Andry Rajoelina, dont la participation au scrutin sera interdite, à cause de l'âge, tout comme la participation de trois anciens chefs de l'Etat, pour d'autres raisons que l'âge – Ravalomanana, le marxiste Ratsiraka et Zafy. Un accord est conclu, après des compliquées négociations internationales: les ex- vont s'abstenir. Après une phase transitoire où Ravalomanana tente de mettre sa femme comme candidate, les élections se feront en octobre et décembre 2013: la finale sera jouée entre un candidat appuyé par Ravalomanana et qui est membre du Parti Socialiste Français – Jean Louis Robinson – et un proche de Rajoelina, Hery Rajaonarimampianina. Finalement, il n'y a pas eu deux membres du PS, qui soient présidents dans deux pays différents, car c'est celui qu'on appelle R qui va s'imposer.

Enfin, un mot sur la mission faite au Mozambique en 2009. Une élection banale: le président Armando Guebuza est réélu, en confirmant la domination du mouvement Frelimo sur le pays. Le seul enjeu était la tenue ou non d'un deuxième tour: Guebuza obtiendra 75% au premier. Il faudra, en effet, attendre 2014 pour qu'un deuxième tour soit imposé au candidat Frelimo par un candidat Renamo, Filipe Nyusi. En effet, Guebuza n'a pas changé le texte de la Constitution pour pouvoir gagner une troisième fois la plus haute fonction de l'Etat. En 2009, le seul problème, c'était la lecture des élections: les députés portugais, en grand nombre dans notre délégation du PE, ne voulaient dire que du bien, toute critique par exemple sur l'utilisation des structures de l'Etat dans la campagne étant vue comme trop méchante.

Conclusion ?

Avant de la tirer, permettez-moi de rappeler, en bref, les dernières nouvelles arrivées de tous ces pays: en Tunisie, la réconciliation est mise en doute par une certaine déception démocratique; au Mozambique, l'opposition a repris le maquis; au Gabon, Ali se prépare pour un deuxième mandat, après avoir été accusé de crime et de sorcellerie, dans les débats sur la mort de son principal adversaire, Mba Obame, qui fut - à une époque - son meilleur ami; en Guinée, l'opposition est de nouveau dans la rue, car Alpha Condé veut organiser les présidentielles avant les locales, que tout le monde attendait; en Côte d'Ivoire, le Front Populaire Ivoirien a élu Gbagbo comme président et le libérer est maintenant l'objectif premier de la stratégie du parti; le Mali existe dans la conscience du monde uniquement pour affaires de terrorisme; le nouveau président malgache a levé le domicile obligatoire pour Ravalomanana; au Sénégal, Macky Sall a annoncé que son pays envoie 2.100 soldats au Yémen, à l'appel de l'Arabie Saoudite, en devenant ainsi le quatrième pays africain qui rejoint la coalition anti-chiite, après le Maroc, l'Égypte et le Soudan; enfin, il y a deux jours, l'armée vient de déposer le président burundais, alors qu'il se trouvait en voyage à l'étranger.

Quelle synthèse faire de tout cela? Comment appeler cette caractéristique qui relie l'absence d'un rythme unique dans le développement des pays africains, le fait qu'un bon élève soit toujours en danger de devenir le pire, l'incapacité des élections de stabiliser la politique, le désir de prévisibilité

tant de fois contredit, le maintien par moyens démocratiques de longues dominations d'une famille ou d'un clan? C'est l'éternelle question de la limitation du pouvoir. Et cela n'est pas un problème africain, mais universel.

**LA (RE)CONSTRUCTION DE L'ÉTAT POST-CONFLIT:
L'IMPLICATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PROCESSUS
DÉMOCRATIQUE AU BURUNDI**

**POST-CONFLICT STATE (RE)CONSTRUCTION:
THE INVOLVEMENT OF CIVIL SOCIETY IN THE BURUNDIAN
DEMOCRATIC PROCESSES**

Sarah Merabti*, Sergiu Mişcoiu**

Abstract

The end of the 20th Century inaugurated an era of regime change and democratic fever in Central and Western Africa. Burundi made no exception to this rule, being also strongly affected by the civil wars that took place in its neighboring countries, Rwanda and D.R. Congo. But the complexity of the traditional Burundian society prevented change and postponed it and/or deflected it toward even more authoritative governmental formulas. In this article, we will analyze the contribution of civil society to the contemporary democratic transition in Burundi.

Keywords: reconstruction, civil society, democratization, transition, Burundi

Le triomphe des valeurs libérales à la fin du xx^{ème} siècle a changé la donne stratégique et géopolitique. Il a introduit un ample mouvement de démocratisation en Amérique latine, en Europe de l'est et en Afrique. Ainsi les référentiels politiques, économiques et sociaux ont basculé en laissant

* Doctorante à l'Université Paris-Est (France).

Contact: merabtisarah@live.com

** Maître de conférences habilité à diriger des recherches à la Faculté d' Etudes Européenne, Université Babes-Bolyai, (Roumanie).

Contact: miscoiu@yahoo.com

place à des valeurs communes à la communauté internationale¹. La démocratie s'est imposée progressivement comme le cadre de référence politique incontournable². Le mouvement de la démocratie a gagné l'Afrique depuis 1990 suite aux transitions démocratiques et s'est amplifié par le discours de la Baule³. De ce fait, une nouvelle architecture politique et économique s'est dessinée dans les États africains se référant à la gouvernance démocratique⁴ comme valeur universelle. Les promoteurs de la démocratie se sont multipliés au sein des organisations internationales et régionales dont les acteurs nationaux et internationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux. Ainsi les acteurs impliqués dans le processus démocratique ont étendu leur champ d'intervention en s'impliquant dans différentes phases de la consolidation démocratique comme l'architecture constitutionnelle, la surveillance des élections libres et multipartite, la formation de la société civile, le développement des institutions étatiques, la réforme du système policier, et la bonne gouvernance.

Nous estimons que le processus de démocratisation est fragile dans certains pays africains suite à des facteurs endogènes ou/et exogènes et connaît des failles, révélées dans le cas du Burundi, par le refus d'alternance au pouvoir (candidature présidentielle anticonstitutionnelle), fragilité interne et institutionnelle (tentative de putsch militaire- implication des forces militaires), absence d'État de droit (cour constitutionnelle sous l'influence du pouvoir),

¹ Nous entendons par communauté internationale une communauté englobant tous les États, sinon tous les individus de la planète. Selon la définition de Marie-Claude Smouts, Dario Batistella, Pascal Vennesson, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2006, pp. 68 et 506.

² Sergiu Mișcoiu, Hygin Kakaï et Kokou Folly Hetcheli (dir.), *Recul démocratique et né o-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași, Institutul European, 2015, p. 198.

³ Au cours du sommet franco-africain de la Baule, le président Mitterrand conditionne désormais l'aide de son État à la mise en place des institutions légitimées par des élections pluralistes et transparentes ainsi que sur le respect des droits de l'homme. Il avait déclaré en substance que: «l'aide normale de la France serait plus tiède en face des régimes qui se comporteraient de façon autoritaire sans accepter d'évolution vers la démocratie, et enthousiaste vers ceux qui franchiraient le pas avec courage», dans *La politique étrangère de la France*, juin 1990, p. 132.

⁴ La gouvernance démocratique insiste sur la nécessité de libéraliser la vie politique afin de soutenir le développement. Elle met en avant la démocratie libérale (participation, décentralisation, pluralisme politique, renforcement de la société civile, l'État de droit, respect des droits de l'homme, justice indépendante, liberté d'expression, d'association ou encore liberté de la presse, transparence, corruption circonscrite, efficacité accrue).

verrouillage médiatique (propagande), absence de liberté d'expression (emprisonnement et assassinat des opposants - recours à des milices d'État). Ces événements politiques au Burundi dressent l'échec (semi-total) de l'institutionnalisation de la démocratie et de la bonne gouvernance en période post conflictuelle. Nous nous appuyons dans notre évaluation du processus démocratique burundais sur le rôle de la société civile émergente comme référent de l'échec ou de la réussite de ce processus. Nous estimons qu'il existe une corrélation entre le développement de la société civile (libre-plurielle -forte) et la consolidation du processus démocratique (transparence-responsabilité étatique). Nous avançons l'hypothèse suivante, la société civile burundaise est un acteur émergent pouvant influencer sur le changement socio-politique dans le contexte burundais fragile et instable. Pour tester notre hypothèse, nous adopterons une méthode analytique. Nous nous focaliserons sur l'évolution de la société civile burundaise notamment sur son implication dans le processus démocratique.

Nous nous intéresserons à la configuration des rapports de pouvoir entre la société civile émergente et l'État fragile burundais. Nous tenterons de répondre aux questionnements suivants: comment la société civile prend forme dans un environnement traditionnellement hostile aux initiatives individuelles et à tout contre-pouvoir? Peut-on parler de société civile dans un État en (re)construction dont le tissu social est déchiré de toute part? La culture politique ancrée et l'infrastructure politique déterminent-ils le profil de la société civile? Existe-t-il un terreau politique et social propice à l'émergence de la société civile? Quelle est la nature des rapports (désengagement, survie, intermédiaire) de la société civile au pouvoir central? Quelles sont les implications de la société civile burundaise dans le processus démocratique? A-t-elle influencé le processus d'ouverture démocratique et la consolidation de la gouvernance démocratique?

Nous nous pencherons dans un premier temps sur l'existence évolutive de la société civile burundaise et la nature de ses rapports au pouvoir central. Nous nous intéresserons dans un second temps à l'implication de la société civile dans la consolidation de la démocratie en période post conflictuelle. Nous mettrons en exergue l'appropriation des forces locales, la base sociale, du processus de démocratisation en adoptant une approche émancipatrice (bottom-up).

Nous avançons le postulat qui suit, la société civile existe dans le système non démocratique (burundais) bien qu'elle ne réponde pas à la vision libérale de la société civile autonome et indépendante de l'État. Nous estimons que la société civile burundaise articule les besoins de la base sociale, permet la circulation des informations dans le système opaque, et fait l'écho des réalités internes. Nous nous référons au consensus de base sur la notion de la société civile comme: «la vie économique, sociale et culturelle des individus, des familles, des entreprises et des associations dans la mesure où elle se déroule en dehors de l'État et sans visée politique, en ignorant la double logique, idéologique et de souveraineté, de la vie politique, en recherchant, par contre, soit la satisfaction des besoins ou des intérêts matériels, soit le soin des autres, la convivialité, le bonheur privé, l'épanouissement intellectuel ou spirituel».

La société civile est présentée comme une société homogène aux critères et aux intérêts communs, cette approche de la société civile reflète une conception unique de la société civile. Nous confronterons deux approches de la société civile, une approche universaliste qui présente la société civile comme une société dans laquelle se reconnaissent toutes les cultures, contre une approche relativiste qui pense la société civile comme une société répondant à des critères sociaux et politiques donnés⁵. Notre étude vise à savoir si la société civile burundaise est porteuse de changements politiques et sociaux dans le paysage politique fragile et instable ou si elle cristallise les réalités politiques conflictuelles peu propices à son existence la réduisant à l'état embryonnaire.

Le Burundi: bref rappel d'une évolution postcoloniale

La tutelle belge sur le Ruanda-Urundi prend fin en 1962 avec la proclamation d'indépendance de deux nouveau pays : le Ruanda et le Burundi. D'abord une monarchie constitutionnelle, le Burundi devient une République en 1966 à la suite d'un coup d'État. La minorité tutsi conserve son emprise sur la vie politique et sur l'armée. Cette situation est à l'origine de tensions avec la majorité hutu qui mènent à de violents affrontements. Des réformes démocratiques, adoptées au début des années 1990, permettent

⁵ Chris Hann and Helisabeth Dunn, *Civil Society challenging Western Models*, London, European Association of Social Anthropologists, 1996, p. 5.

aux Hutu de jouer un rôle plus actif sur la scène politique. L'un d'entre eux est élu à la présidence du pays en 1993. Son assassinat, plus tard dans l'année, déclenche cependant de nouvelles violences qui entraînent la mort ou l'exil de dizaines de milliers de Hutu. La guerre civile qui déchire le Burundi, un des pays les plus pauvres du continent africain, prend une nouvelle tournure avec un accord de paix, signé en 2000. Les troubles continuent, mais des négociations en vue d'une fin des hostilités se poursuivent. De plus, on procède en 2005 à la composition d'un gouvernement de transition auquel prennent part des ministres hutu et tutsi. Des tensions persistantes et la situation de centaines de milliers de réfugiés continuent néanmoins de hanter le Burundi, un des pays les plus pauvres au monde⁶.

Depuis 1945, ce pays a été marqué par l'affrontement avec 6 groupe(s) ou faction(s) ayant fait, pendant les périodes indiquées, au moins 25 morts par année : le Conseil national pour la défense de la démocratie (1994-2003), la Faction militaire (forces loyales à Gervais Nyangoma) (1965), les Forces de libération nationale (1997-2006, 2008), le Front de libération nationale (1997), Palipehutu-FNL (1997-2006, 2008), le Parti pour la libération du peuple hutu (1991-1992, 1997-2006, 2008).

Au plan de l'organisation des pouvoirs, il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel; le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative. Le système électoral est du type proportionnel (liste). Le système partisan est généralement associé au multipartisme. La réconciliation nationale, la consolidation de la paix et de l'État de droit, la reconstruction et le développement économique et social sont les principaux défis du Burundi post-transition. Les accords d'Arusha signés en 2000 ont permis la mise en place d'une république multipartite à régime présidentiel où le Président occupe les fonctions de chef de l'État et chef du gouvernement⁷. Les institutions et les partis politiques doivent obligatoirement respecter des quotas entre communautés. Le premier vice-président doit être issu d'une communauté et d'un parti politique autres que ceux du Président de la République. Conformément à la Constitution, l'Assemblée Nationale est composée à 60 % de Hutu et à 40 % de Tutsi, y compris un minimum de 30 % de femmes.

⁶ Augustin Nsanze, *Le Burundi contemporain. L'État-nation en question 1956-2002*, Paris, l'Harmattan, 2003, pp. 26-44.

⁷ Filip Reytsjens, *L'Afrique des Grands Lacs en crise: Rwanda, Burundi, 1988-1994*, Paris, Karthala, 1994.

Les scrutins électoraux de 2010 se sont déroulés de façon satisfaisante malgré quelques imperfections et le boycott d'une grande partie de l'opposition. Le parti CNDD-FDD a remporté une très large majorité à l'Assemblée nationale, au Sénat et aux conseils communaux. Son candidat, Pierre Nkurunziza, a été réélu le 28 juin 2010 Président de la République (91,6% des voix). Mais dans le contexte de la tenue des élections générales en 2015 (législatives, présidentielles, collinaires et communales) le pays connaît une grave crise politique depuis le mois d'avril et la déclaration de candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Les opposants au troisième mandat ont organisé des manifestations quotidiennes. Environ soixante-dix personnes y ont trouvé la mort. Le chef de l'État a échappé, de peu, à une tentative de putsch le 13 mai. Finalement réélu haut la main, Nkurunziza a limogé des adversaires et des anciens alliés, la contestation ne pouvant pas toutefois être contenue. Les forces politiques d'opposition et les organisations de la société civile ont renforcé leurs actions de dénonciation d'un Président ayant acquis son troisième mandat d'une manière qu'ils jugent anticonstitutionnelle.

La communauté d'Afrique de l'Est, l'Union africaine et la conférence internationale pour la région des grands lacs appellent à la réouverture du dialogue entre les différentes parties pour la tenue d'élections démocratiques le plus rapidement possible.

La société civile référent du changement démocratique

Le nouvel ordre mondial a érigé une nouvelle architecture politique, économique et sociale, le triomphe de «la communauté aux valeurs démocratiques et libérales» bouleversa les Relations Internationales entre les puissances victorieuses et leurs environnements proche et périphérique. La nouvelle ère est porteuse de «valeurs universelles» comme la démocratie et la bonne gouvernance revendiquées et adoptées par des États anciennement communistes suite aux mouvements des transitions démocratiques. La gouvernance démocratique fait référence à la construction de liens entre l'État, l'économie et la société civile pour balancer la croissance, l'équité et la stabilité. La gouvernance démocratique insiste sur la nécessité de libéraliser la vie politique afin de soutenir le développement. Elle met en avant la démocratie

libérale notamment le renforcement de la société civile. On a voulu attribuer un rôle spécifique à la société civile dans le nouveau contexte politique⁸.

Ce regain d'intérêt pour la société civile vise à faire avancer l'idéologie néo-libérale, d'une part, en réduisant le rôle de l'État et la privatisation des services. D'autre part, en établissant des partenariats entre le gouvernement, les acteurs non gouvernementaux et les institutions privées. Les solutions préconisées dans le cadre des ajustements structurels, conduisant à réduire le rôle de l'État, ont placé sur un piédestal les associations et les ONG comme partenaires privilégiés dans le mécanisme de l'aide au développement. La distinction et la séparation entre l'État et la société civile sont maintenues mais la relation est en pleine mutation⁹. La société civile est le groupement d'associations et d'organisations volontaires et autonomes en dehors de l'État, du marché et de la famille qui échappent au contrôle et à l'autorité des leaders politiques. On présente la société civile, selon la vision libérale, comme un groupe social autonome et indépendant (ressources indépendantes, prise de décision) visant à articuler les intérêts des citoyens et contre balancer le pouvoir du gouvernement. L'autonomie de la société civile lui permet d'exercer une forte opposition au pouvoir. La participation plurielle de la société civile dans le processus politique donne une large légitimité aux prises de décisions. Cette démarche traduit le bon fonctionnement de la démocratie.

La société civile en Afrique émerge dans une configuration politique, sociale, et institutionnelle différente. Le paysage politique africain est caractérisé par la domination de l'État prédateur, le caractère informel des formes d'organisation, le rôle fondamental des classes et des ethnies¹⁰. La société civile dans les systèmes non démocratiques ne rencontre pas les critères d'indépendance et d'autonomie car la vie associative est largement étouffée. Par conséquent, la société civile peut être considérée comme insignifiante¹¹. Dans les pays non démocratiques l'adhésion aux organisations sociales est rarement légale, libre ou autonome, cela déforme le concept de société

⁸ Michael Bratton, *Civil society and political transition in Africa*. IDR reports, vol. 11, no. 6. Institute for Development Research, 1994.

⁹ Mikael Karlstrom, *Civil society and political imagination in Africa*, University of Chicago Press, London, 1999, p. 311.

¹⁰ Jude Howell, J. Pearce, *Civil society and development: a critical exploration*, New York, Lynne Rienner Publishers, 2001, p. 267.

¹¹ John Matthews, «Power Shift», in *Foreign Affairs*, no. 76, 1997, pp. 113 -118.

civile¹². Peut-on la considérer la société civile obsolète dans une architecture politique et sociale marquée par la non transparence, la faiblesse des institutions étatiques et la non-participation effective à la prise de décision? A-t-elle le statut d'intermédiaire entre la base sociale et le pouvoir opaque? Est-elle capable d'articuler les besoins des citoyens, d'une part, et d'informer la base sociale des prises de décisions d'autre part ?

La société civile dans les systèmes démocratiques, selon l'approche universaliste, est partie prenante du projet politique de construction et de consolidation de la démocratie dans le monde. Cette vision présente la société civile comme une bonne initiative à encourager et à renforcer. La société civile en Afrique est cruciale pour son futur développement politique¹³. Dans notre étude nous nous pencherons sur le modèle de démocratisation au Burundi à l'ère de l'ouverture démocratique. Nous nous focaliserons sur le rôle de la société civile dans une ère, marquée par le statu-quo, sous le parti unique hostile à toute forme de manifestations politique ou sociale en dehors de sa ligne de conduite et de son contrôle. Les développements politiques au Burundi ont-ils été déterminants pour l'évolution de la société civile. Peut-on parler de l'existence de la société civile au Burundi? Comment peut-elle émerger dans un contexte socio-politique fragile? Traduit-elle les clivages ethniques ou est-elle porteuse de changements instaurés par le bas ?

La société civile africaine évolue dans un contexte différent du contexte européen. Elle doit répondre aux réalités socio-politiques en s'adaptant à son architecture interne. Imposer la conception de la société civile de l'extérieur en tant que valeur universelle serait une démarche vaine. La société civile conçue en dehors des réalités internes serait une coquille vide. La non reconnaissance de la société civile africaine, conduirait à réduire l'organisation de la société civile africaine à quelques voix discordantes: «La séparation entre la société civile et l'État en Afrique est une question illusoire»¹⁴.

Il existe un mi-chemin entre l'imposition de la société civile comme valeur universelle et l'abandon de la conception fautive de contexte approprié. Il serait plus judicieux d'adapter la conception de la société civile- *approche*

¹² Morjé Howars, *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge: Cambridge University Press, 2003, pp. 51- 185.

¹³ J. W. Harbesson, *Rethinking democratic transition: lessons from Eastern and Southern Africa*, Boulder, Richard A. Joseph, 1997, p. 381.

¹⁴ Patrick Chabal, Jean Pascal Dalloz, "L'improbable société civile africaine", in Gautier Pirotte (dir.), *La notion de société civile*, Paris, la Découverte, 2007, p. 88.

adaptive- aux réalités africaines dans le respect des valeurs universelles. Le concept de société civile retrouve tout son sens uniquement en l'adoptant aux différents contextes¹⁵. A ce titre, les forces locales africaines peuvent interagir et adapter la conception européenne de la société civile aux réalités internes¹⁶.

Nous analyserons le processus évolutive de la société civile en reposant sur une approche adaptative de la société civile. Nous prétendons que le processus démocratique profite de la participation entière de la société civile. Tous les changements politiques bénéficient de l'implication à des degrés variables de la société civile. La société civile est un élément clef dans la définition et la mise en œuvre de stratégies conçues localement qui sont plus efficaces que celles importées car elles tiennent compte des réalités, des cultures et des priorités locales, elles sont assumées au niveau local, et ont l'adhésion du public.

Au début du processus de démocratisation, la société civile a réussi à déverrouiller partiellement le champ politique en s'imposant dans le nouveau contexte politique. L'expérience de la société civile se résumait essentiellement aux luttes menées contre le pouvoir despotique et les régimes répressifs visant à recouvrir leurs droits individuels et collectifs violés. Le rôle de la société civile n'est plus cantonné à ces fonctions traditionnelles de plaider et de défense des droits de l'homme. La société civile est devenue le référentiel en matière de démocratie et de gouvernance démocratique. L. Diamond¹⁷ parle de la performance de la société civile dans la démocratisation de l'Afrique.

La société civile dans le sillage des bouleversements politiques au Burundi

Le vent de la démocratie a soufflé sur le Burundi au début des années 90 où le processus démocratique a été entamé avec l'arrivée au pouvoir du major Pierre Buyoya (Uprona). La vague des transitions démocratiques a remis sur la scène politique et sociale le rôle de la société civile conçue comme force de dissidence et de changement contre les régimes despotiques.

¹⁵ Howell, *op. cit.*, p. 102.

¹⁶ Chris Hann and Elizabeth Dunn, *Civil society: challenging western models*, European association of social anthropologists, London, Routledge, 1996, p. 182.

¹⁷ Larry Diamond, *Developing democracy toward consolidation*, Baltimore, Johns Hopkins University press, 1999, p. 353.

La société civile est «*l'ensemble de citoyens qui s'organisent consciemment en vue de promouvoir et défendre les droits et valeurs de tous vis-à-vis de l'État*»¹⁸. Cette conception (Gramsci) de la société civile reflète l'adoption des valeurs libres et universelles mais connaîtra des évolutions ayant trait au statut et au rôle de la société civile dans les systèmes non démocratiques.

Avant l'ouverture démocratique au Burundi, le monopartisme et le système autoritaire ont réduit drastiquement les espaces d'expression et d'action de la société civile au profit du parti-État. Le régime de l'ancien président Bagaza a pris de multiples mesures à l'encontre des églises. Par conséquent, l'église a préféré le silence au lieu de critiquer le régime pour éviter toute confrontation avec l'État. L'ouverture politique, avec l'arrivée au pouvoir du président Buyoya, a permis aux églises de sortir de leur mutisme. Elles sont redevenues des centres de réflexion et d'action servant de lieu d'expérimentation communautaire de certains principes et pratiques ex: le sens du compromis, la tolérance et le dialogue. L'ouverture démocratique, le multipartisme et la liberté d'expression ont été légalisés dans la Constitution de 1992 -article 26:«*toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression dans le respect de l'ordre public et de la loi*».

Cette disposition a rapidement trouvé son expression concrète dans la création de partis politiques concurrents de l'Uprona dont le plus important est le Frodebu. Les premières élections démocratiques- 1er juin 1993- donnant la victoire à Melchior Ndadaye (Frodebu) avec 64% de voix ont engendré une véritable explosion dans la naissance des organisations. La libéralisation des espaces d'expression a permis aussi aux ONG internationales de se manifester comme acteurs importants en s'engageant dans la promotion du pluralisme et de la diversité.

La société civile burundaise a commencé à s'élargir quantitativement et qualitativement. Elle s'est engagée dans la consolidation de la démocratie et ses attributs suite à l'observation des élections présidentielles. A l'instar de la Ligue Iteka, des organisations de la société civile se sont affirmées depuis le début des années 90 comme éléments moteurs de l'avancée de la société civile burundaise. La Ligue est passée de l'expression des objections sur la violation des droits à une intrusion remarquée sur la scène publique en se positionnant comme promoteur de la bonne gouvernance, de la justice et gardien du respect des libertés.

¹⁸ Joseph Bigiriumwamil « Quelle société civile pour quel Burundi », in *Le Renouveau* du 1^{er} juillet 1999.

Ce débouché démocratique échouera le 21 octobre suite au coup d'État militaire -Tutsi- faisant sombrer le pays dans une crise généralisée aux allures d'une véritable guerre civile. Cette situation politique a pesé sur la sécurité et la stabilité des pays limitrophes et régionaux (armement des milices, déstabilisation politique, vagues de réfugiés). Le durcissement de la crise a incité le Major Pierre Buyoya à reprendre le pouvoir par un coup d'État militaire en juillet 1996. La communauté internationale s'est saisie de la situation en ouvrant des négociations de paix «accord d'Arusha» impliquant l'Union Africaine¹⁹. Après d'âpres négociations l'Accord d'Arusha a été signé le 28 août 2000 reconnu comme accord fondateur du processus de transition. Il prône l'exigence d'une réconciliation et d'une unité nationale et prévoit le principe des équilibres ethniques. Un des points faibles de l'Accord d'Arusha est le fait que les groupes armés radicaux tels que le Conseil national pour la défense de la démocratie Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD) et les Forces Nationales de Libération (FNL) ou encore les «Ailes» des partis tutsis, opposés aux négociations, n'étaient pas inclus dans les négociations. Ces velléités ont retardé la mise en application de l'accord d'Arusha jusqu'à début novembre 2001. Un accord global de cessez-le-feu a été trouvé le 16 novembre 2003 entre le gouvernement de transition et le CNDD-FDD de Pierre Nkurunziza annonçant l'entrée au gouvernement du CNDD-FDD.

La déstabilisation politique engendrée par la guerre civile et ses conséquences (embargo- isolement du pays) n'ont pas favorisé la consolidation de la société civile. Au contraire, les années qui ont suivi étaient caractérisées par une décroissance dans la création des associations souvent politisées et ethnicisées. L'affaiblissement progressif de l'État, consécutif à la crise, a créé des besoins immenses et par voie de conséquence des attentes et naturellement de nombreux chantiers pour la société civile²⁰. Suite aux négociations d'Arusha, des initiatives se sont développées pour entamer le processus de réconciliation et, avec la signature de l'Accord, la société civile a connu une renaissance. Les ONG internationales se sont lancées dans des activités de

¹⁹ Mise en place la mission internationale d'observation au Burundi (MIOB) avril 1994 aux cotés de la mission de maintien de la paix des Nations Unies déployée en juin 2004. Nous citerons aussi le rôle important de l'Afrique du Sud dans l'aboutissement des négociations.

²⁰ Assitou N'Ddinga, *Domination et résistances de l'Afrique centrale: changements et enjeux*, Paris, l'Harmattan, 2003, p. 104.

prévention de conflit. Le processus de recherche et de construction d'une paix durable, pour qu'il soit intériorisé, nécessite l'implication de la société civile à plusieurs niveaux: médiation entre les belligérants, rapprochement des différentes composantes de population et leur cohabitation pacifique et enfin la conception et la consolidation d'initiatives de réconciliation.

L'effectivité et la pérennité du processus de reconstruction de la paix sont conditionnées par l'implication et la mobilisation de la société civile. La société civile a un rôle très important dans l'environnement post conflictuel. Son champ d'intervention n'est plus réduit à la surveillance des élections, participation aux processus de réconciliation ou la défense des droits de l'homme. Il s'est élargi à la reconstruction de l'État, l'instauration des institutions étatiques solides. La société civile est considérée comme la troisième force à mobiliser en corrélation avec le gouvernement et la communauté internationale dans leurs efforts conjoints destinés à la reconstruction de la paix.

Devant la faillite de nombreux États africains la société civile a un rôle de plus en plus accru à jouer, singulièrement dans les questions de développement et en réponse à la crise de l'État «la performance de la société civile dans la démocratisation de l'Afrique»²¹. La société civile ne reflète pas toujours les valeurs démocratiques car elle représente une arène de conflits d'intérêts des différents groupes (économique, social, politique) la composant. D'après L.Diamond²² la société civile est criblée de problèmes de pauvreté- corruption- népotisme- opportunisme et ethnicisme en reflétant le paysage politique et social existant. Nous avançons l'hypothèse que la société civile s'adapte aux réalités internes et émerge dans le contexte politique et social fragile. Steffan Darnolf²³ reconnaît l'existence des organisations et des associations (droits de l'Homme, droits des fermiers...etc.) sans admettre l'existence de la société civile dans laquelle les individus s'organisent à l'extérieur de la famille et articulent leurs intérêts autour de l'État. Il pointe le fonctionnement non démocratique des groupes et associations dans leur organisation et leur mode opératoire en les qualifiant de «société civile sous développée».

²¹ Diamond, *op. cit.*, p. 353.

²² *Ibidem*.

²³ Steffan Darnolf, *Democratic electioneering in Southern Africa*, Goeteborg, Goeteborg University Press, 1997, p. 220.

Nous ne pouvons omettre les faiblesses et les obstacles au développement de la société civile liés au contexte politique burundais en particulier. Cela dit, nous croyons en l'existence de la société civile au sein de l'État fragile car la faiblesse de la société civile est liée au contrôle exercé par l'État comme acteur dominant de la vie politique et sociale. Outre le contrôle de l'État la société civile souffre des enjeux de pouvoir et de partenariat entre l'État et les bailleurs de fonds et entre les organisations de la société civile.

Limites et contradictions du processus de démocratisation au Burundi

La société civile en Afrique opère dans un environnement politique très particulier dans lequel les institutions étatiques sont embryonnaires ou parfois faibles, elle se substitue à la faiblesse des institutions étatiques. Cette réalité socio-politique traduit différentes contraintes comme la complexité de la structuration d'une société civile forte et viable marquée par les divergences ethno-religieuses et par la présence de groupes hostiles à la reconstruction de l'État. Dans le cas du Burundi, il existe une forme d'ethnisation du pouvoir par la minorité Tutsi qui domine et gouverne le pays depuis trois décennies. La société civile est appelée à jouer un rôle déterminant dans le cas où l'État n'est pas assez ou peu performant. La société civile en Afrique comporte souvent des groupes ou associations non organisées ou non civiques suite à la désintégration de l'autorité centrale, l'absence de la loi et de l'exercice du droit. Elle est un réservoir d'organisations organisées (renforcent la cohésion sociale et améliorent la vie des populations) et non organisées (sèment le doute et fomentent la violence ex: mafia, groupes paramilitaires) à l'extérieur du contrôle de l'État²⁴.

L'implication de la société civile burundaise dans la reconstruction de l'État exige une totale intégration et appropriation des objectifs visés par le processus. La construction d'un État de droit et d'institutions solides et indépendantes ne peut se faire sans le concours de tous les acteurs de la construction «gestion participative». La création et le renforcement de la

²⁴ Daniel N. Posner, *Civil society and the Reconstruction of Failed States, when states fail: causes and consequences*, Princeton, Princeton University Press, 2004, p. 1.

société civile sont impératifs pour la promotion de la démocratie dans le monde, notamment en Afrique où la société civile est inexistante ou est à l'état embryonnaire²⁵. Elle est un acteur incontournable dans la consolidation de la paix, elle participe à l'application des accords de paix et à la mise en œuvre des prérogatives prises par les institutions nationales²⁶. En outre la société civile a la capacité d'identifier plus rapidement les menaces et les tensions «*la société civile pourra aider l'ONU à neutraliser ces menaces*»²⁷. Elle a la faculté de mener une diplomatie directe et de toucher toutes les communautés dans un cadre libre de toute contrainte et pression. La société civile est à même de fournir ce travail sur le théâtre post conflit aux acteurs extérieurs qui ont souvent une fausse perception des réalités sur le terrain²⁸. Elle est aussi un acteur facilitateur de dialogue inter-ethnique et inter-religieux mais aussi un intermédiaire entre l'État et les populations et entre celles-ci et les acteurs externes.

Pour mieux cerner le rapport de l'État à la société civile dans une architecture aussi complexe, nous confronterons deux approches. La première approche prétend que l'adoption des valeurs universelles par la société internationales (libéralisme, globalisation, démocratisation, droits de l'homme) répond à la mutation de la *souveraineté étatique* (capacité, légitimité, responsabilité) vers la *souveraineté des individus*²⁹. La seconde approche fait de l'État le seul détenteur de la force légitime et le garant de la souveraineté sur le plan national et international. Elle reconnaît que la société civile contrebalance la souveraineté de l'État sans pour autant profiter des attributs de l'État³⁰.

²⁵Carew E. Boulding et Jami Nelson-Nunez, « Civil society and Support for the Political System in Times of Crisis », *Latin American Research Review*, vol. 49, No. 1. 2014, p. 4.

²⁶ Manal A. Jamal, "Democracy Promotion, Civil Society Building, and the Primacy of Politics", *Comparative Political Studies*, vol 45, no. 1, April 2010, p. 13.

²⁷ Déclaration du Président du Groupe de personnalités éminentes du Secrétaire général sur les relations entre l'ONU et la société civile, SG/ p142090-ORG/1416, 21 juin 2004 [http://clioweb.espaceweb.usherbooke.ca/hst125/regles_nbp.html], consulté 25 avril 2015.

²⁸ Tanja Hohe, « The clash of paradigms: international administration and local political legitimacy in East Timor », *Contemporary Southeast Asia*, no. 3, 2002, p. 570.

²⁹ Don E. Scheid, *The ethics of armed humanitarian intervention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 133.

³⁰ Nous faisons référence à l'approche classique de la société civile de (Tocqueville, Hegel, Hobbes, Locke).

L'organisation de la société civile burundaise tente de pallier aux défaillances de l'État en matière de développement économique et de bonne gouvernance ce qui engendre un conflit majeur entre l'État et la société civile³¹. Les États africains ne rencontrent pas les critères du pouvoir étatique (dans le sens webérien). Le continent africain est le foyer des États fragiles et faillis engendrant la fracture de la souveraineté. Les États africains connaissent des conflits traduisant le désordre politique à des fins politiques. Cette situation a un impact sur la société civile qui est un espace dans lequel les citoyens s'engagent dans des associations volontaires et élaborent des moyens pour faire face aux principes non démocratiques et contrer l'influence de la sphère privée³².

En guise de conclusions

La société civile regroupe des intérêts divergents, susceptibles de paralyser la vie sociale et politique, visant à satisfaire les multiples besoins de ses membres. Dans le contexte africain, l'État souffre de fragilité et d'incapacité à répondre aux besoins des citoyens. Cette situation fragilise davantage l'État. Le grand défi pour la démocratie au Burundi est qu'elle doit à la fois achever la création d'un État nation en même temps qu'elle doit se doter d'une société civile saine. Comment la société civile peut être encouragée à croître dans un État en reconstruction? Est-ce que le modèle de la société civile, organisée et participative au bien collectif, peut se greffer sur une société post conflit? Comment peut-elle jouer un rôle pivot en l'absence d'institutions capables d'assurer les droits élémentaires à la population? Est-ce que la société civile est un levier de la reconstruction de l'État, si c'est le cas comment peut-on encourager et renforcer son habilité à jouer ce rôle? Comment peut-elle sortir des clivages de la société (ethnie, religion, nationalisme) pour assurer le bien et les intérêts collectifs?

Nous nous référons à la société civile burundaise pour comprendre plus clairement la nature de l'interférence et de l'interdépendance des deux acteurs (la société civile et l'État). L'histoire du Burundi post indépendance est

³¹ Julius O. Ihonybere, "The state and ethnicity in Africa", in E. Ike Udogu, *The issue of political ethnicity in Africa*, England, Ashgate, 2001, pp. 59-78.

³² Ebenezer Obadare, *The Hand book of civil society in Africa*, Kansas, University of Kansas, 2014, p. 109.

jalonnée de troubles sanglants qui mettent en exergue l'existence de sérieux problèmes entre les deux principales ethnies. Le pays connaît des violences constitutives et structurelles. L'histoire récente du Burundi est émaillée par les soulèvements et massacres interethniques, assassinats politiques, procès politiques expéditifs et préfabriqués, opérations terroristes, tentatives de putsch, répression.

La transition démocratique a permis l'émergence d'une société civile appelée à jouer un rôle important dans l'avenir. Par exemple, le rôle de l'église comme observateur indépendant aux cours des élections de 1993. Dès sa naissance, la société civile burundaise a compris le pari qu'elle pouvait tirer d'une action commune en faveur de la paix dans le cadre du processus de démocratisation. En 1993 les groupes de la société civile prend une position claire, ferme et sans équivoque en faveur du retour à la légalité constitutionnelle. A titre d'exemple la ligue Iteka a joué un grand rôle en 1993 dans la lutte contre l'idéologie du génocide et en faveur de la levée du blocus imposé au Burundi³³.

La société civile burundaise joue un rôle dans le domaine du développement notamment dans la consolidation de la démocratie. Les implications politico-institutionnelles de la fragilité de l'État (absence de l'État de droit- déficit d'autonomie- développement du sous-développement humain dans l'État fragile) mettent l'accent sur l'intégration de plusieurs acteurs dans le redressement de l'État fragile. La société civile en Afrique est un acteur majeur dans la consolidation du processus de démocratisation. Elle a la capacité de redresser les faiblesses de l'État en Afrique³⁴. Mais les organisations de la société civile ne tendent pas toutes à la démocratisation de la société. En Afrique, un bon nombre d'organisations non gouvernementales sont bien constituées mais servent les intérêts d'un petit groupe de personnes³⁵.

³³ A l'instar de la ligue burundaise des droits de l'homme (ligue Iteka) des associations se sont engagées dans le processus démocratique du pays. La ligue Iteka a été constituée en 1990. Elle est la première organisation indépendante de défense des droits humains à avoir été reconnue officiellement au Burundi et à avoir reçu l'autorisation d'exercer ses activités. En 2000, la ligue comptait 1.000 membres. Elle est un élément moteur de l'avancée de la société civile burundaise et s'est imposée depuis sa création comme l'une des organisations de défense des droits de l'homme parmi les plus actives et les plus en vue du pays.

³⁴ Dale McConky, Peter A. Lawler, *Faith, morality and civil society*, Michigan, University of Michigan, 2009, p. 132.

³⁵ Goran Hyden, *African politics in comparative perspective*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013, p. 309.

Les relations peuvent être au minimum bonnes entre l'État et la société civile quand il s'agit des actions de développement mais elles peuvent être mauvaises lorsque les associations tentent de constituer des contre-pouvoirs en dénonçant la violation des droits ou en menant d'autres actions civiques.

La société civile burundaise est entachée de faiblesses (manque de cohésion interne- cristallisation du clivage villes/campagne- faible collaboration entre l'administration et la société civile). Toutes ces associations ont en commun d'être perçues comme des contre-pouvoirs, qui à défaut d'être contre le pouvoir sont des chiens de garde, des freins et des contrepoids gênants jouant pleinement leur rôle de porteuses de forte opinion, de consensus et de ciseleurs de mœurs politique, de modérateurs, d'aiguillonneurs du pouvoir, ce qui n'a pas manqué d'inquiéter ce dernier qui s'empresse lui aussi de créer, dans les rouages des structures similaires.

S'il faut reconnaître que certaines associations font des efforts réels d'objectivité et d'indépendance, d'autres plus nombreuses n'échappent pas aux sphères d'influence ethniste. Mais nous pensons que le destin de la société civile et celui de la démocratie sont liés à condition que celle la soit bien définie. La société civile au Burundi reste sous l'autorité de l'État, l'universel prime sur le particulier. La société civile burundaise dans son rapport avec l'État ne reflète pas la conception Hegelienne de l'État. La société civile ne peut porter de projet qui n'émane pas de l'État donc toute initiative doit provenir de l'État. La société civile émerge dans un milieu fragile non protégé par une réglementation spécifique, manipulable et entre les mains de groupes minoritaires (médias, associations, ONG).

S. Darnolf rejette la capacité de ces groupes et associations d'exister et de perdurer sans le soutien de l'État et des bailleurs de fonds internationaux³⁶. Cette dépendance se traduit par l'adoption des lignes directrices de l'État et l'exécution de l'agenda international des organisations non gouvernementales. Divisée dans son orientation idéologique, elle rencontre des difficultés pour faire le poids par rapport au régime anti-démocratique. Les faiblesses liées à l'organisation de la société civile et au soutien financier de la société civile sont défavorables au développement de la société civile mais elles ne peuvent menacer ou étouffer la société civile.

³⁶ Darnolf, *op. cit.*, p. 220.

Bibliographie

Ouvrages:

- Ben Hammouda, Hakim (1995), *Histoire économique et politique d'un conflit: Burundi*, Paris : L'Harmattan.
- Chabal, Patrick et Dalloz, J. Pascal, (2007), "L'improbable société civile africaine", Pirotte, Gautier (dir.), *La notion de société civile*, Paris: La découverte, p. 88.
- Darnolf, Steffan (1997), *Democratic Electioneering in Southern Africa*, Goeteborg: Goeteborg university press.
- De Lespinay, Charles et Mworoha, Émile (2001), *Construire l'État de droit : le Burundi et la région des Grands lacs*, Paris : l'Harmattan.
- Diamond, Larry (1999), *Developing Democracy toward consolidation*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Djoumessi, Jean-Baptiste (2011), *Société civile l'autre voie du développement de l'Afrique*, Paris: l'Harmattan.
- Gaëtan, Sebudandi et Richard, Pierre-Olivier (1996), *Le drame burundais: hantise du pouvoir ou tentation suicidaire*, Paris: Karthala.
- Gahama, Joseph (2000), *Démocratie, bonne gouvernance et développement dans la région des grands lacs*, Bujumbura: Université du Burundi.
- Galy, Michel et Sannella, Elena (2007), *Les défis de l'État en Afrique: actes du colloque de Milan*, Centre de recherche et de formation sur l'État en Afrique; Paris : l'Harmattan.
- Germain, Jean-Bosco, Matenda, Esambu (2014), *Conflits identitaires et enjeux économiques internationaux dans la région des Grands lacs*, Paris: l'Harmattan.
- Guichaoua, André (1995), *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda*, Paris : Karthala
- Hann, Chris et Dunn, Helisabeth (1996), *Civil Society challenging Western Models*, London: European Association of Social Anthropologists.
- Harbesson, J. W. (1997), *Rethinking democratic transition: lessons from eastern and southern Africa*, United States: Boulder.
- Howars, Marc Morjé (2003), *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge: Cambridge University Press.

- Howell, Jude et J. Pearce (2001), *Civil society and development: a critical exploration*, United States: lynne Rienner publishers.
- Ihonvbere, Julios (2001), "The state and ethnicity in Africa", in : Udogu (ed), *The issue of political ethnicity in Africa*, England, Ashgate Publishing company, p78.
- Karlstrom, Mikael (1999), *Civil society and political imagination in Africa*, London: university of Chicago press.
- Kuengienda, Martin (2008), *La crise de l'État en Afrique et modernité politique en question*, Paris : L'Harmattan.
- Lemarchand, René (1995), *ethnocide as discourse and practice*, Cambridge: University.
- Loada, Augustin et Wheatley, J. René (2014), *Transitions démocratiques en Afrique de l'Ouest: processus constitutionnels, société civile et institutions démocratiques*, Paris : L'Harmattan
- Mashimango, A. Abou-Bakr (2015), *Violences et conflits en Afrique des Grands lacs*, Paris: l'Harmattan.
- McConky, Dale, et Lawler, Peter (2009), *Faith, morality and civil society*, Michigan : University of Michigan.
- Mișcoiu, Sergiu, Kakăi, Hygin et Hetcheli, Kokou Folly, (2015), *Recul démocratique et né o-présidentialisme en Afrique centrale et occidentale*, Iași, Institutul European.
- N'Ddinga, Assitou (2003), *Domination et résistances de l'Afrique centrale: changements et enjeux*, Paris: l'Harmattan.
- Niemegeers, Marcel (1995), *Les trois défis du Burundi: décolonisation, démocratie, déchirure*, Paris: l'Harmattan.
- Nkouta, Daniel (2014), *Autour de l'État-nation en Afrique: le cas du Congo-Brazzaville*, Paris: l'Harmattan.
- Nsanze, Augustin (2003), *Le Burundi contemporain: l'État-nation en question*, Paris: l'Harmattan.
- Nyamtwe, Alain Aimé (2009), *Démocratie et ethnicité au Burundi: essai sur des mots et des acteurs autour d'un enjeu de justice et de pouvoir*, Paris: Parole et silence.
- Obadare, Ebenezer (2014), *The Hand book of civil society in Africa*, Kansas: University of Kansas.
- Posner, Daniel (2004), *Civil society and the Reconstruction of Failed States: when states fail: causes and consequences*, London: Princeton University Press.

- Reyntjens, Filip (1994), *L'Afrique des grands lacs en crise: Rwanda, Burundi*, Paris: Karthala.
- Reyntjens, Filip (2012), *La grande guerre africaine: instabilité, violence et déclin de l'État en Afrique centrale*, Paris: les Belles lettres.
- Scheid, Don (2014), *The ethics of armed humanitarian intervention*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Sindjoun, Luc (2002), *L'État ailleurs: entre noyau dur et case vide*, Paris: Economica.
- Sy, Ousmane (2009), *Reconstruire l'Afrique: vers une nouvelle gouvernance fondée sur les dynamiques locales*, Paris: Laballery.
- Thede, Nancy (2015), *Hybridité politique et résistances dans les pays du Sud: trajectoires inattendues de la démocratie locale*, Paris: Karthala.

Revues:

- Bigiriuwami, Joseph (1999), "Quelle société civile pour quel Burundi», in *Le Renouveau*, 1^{er} juillet.
- Boulding Carew E. et Nelson-Núñez Jami (2014), "Civil society and Support for the Political System in Times of Crisis", *Latin American Research Review*, vol. 49, no. 1.
- Bratton, Mathiew (1994), "Civil society and political transition in Africa", IDR Reports, volume 11, number 6. Institute for Development Research.
- Hohe, Tanja (2002), "The clash of paradigms: international administration and local political legitimacy in East Timor", *Contemporary Southeast Asia*, no. 3.
- Jamal, Manal (2010) "Democracy Promotion, Civil Society Building, and the Primacy of Politics", *Comparative Political Studies*, vol. 45, no. 1
- Matthews, John (1997), "Power Shift", in *Foreign Affairs*, no.76.

LES DISCOURS DU CONTENTIEUX ELECTORAL
EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE :
ARGUMENTS, DÉSACCORDS, RECOMMANDATIONS

THE DISCOURSE OF ELECTORAL CONTESTATION
IN SUB-SAHARAN AFRICA:
ARGUMENTS, DISAGREEMENTS, RECOMMENDATIONS

Louis-Marie Kakdeu*

Abstract

In which aspects disagreements emerge in the organization of elections in Africa? This article tries to deal with electoral complaints in Sub-Saharan Africa. It shows the recurrent arguments of failure that weaken African electoral systems. It presents the breaches of Independent Electoral Commissions and brings out commonly used fraud techniques. It recommends the improvement of transparency and free competition.

Keywords: electoral system, electoral disagreements, fraud techniques, Independent Electoral Commission, transparency

Introduction

Depuis l'avènement du multipartisme dans l'essentiel des pays africains au début des années 1990¹, le boycott ou la dénonciation du système électoral est récurrent. Par exemple, au Burundi, l'opposition et la société

* Louis-Marie KAKDEU, PhD, est un ethnolinguiste et politologue camerounais spécialiste de la théorie du discours et de l'anthropologie politique. Il est actuellement chercheur post-doctorant en sciences politiques et chercheur-associé au Centre d'Etudes Africaines de l'Université Babes-Bolyai, Roumanie et intervenant au Centre de Recherche et d'Action pour la Paix en Côte d'Ivoire.

Contact: kakdeu@yahoo.fr

¹ P. Quantin, « Les élections en Afrique: entre rejet et institutionnalisation », *Revue Polis*, Groupe de Recherches Administratives, Politiques et Sociales, 2002.

civile avaient annoncé le 26 juin 2015 le boycott des élections du 29 juin 2015 après celui des élections de 2010. De même, en Côte d'Ivoire, les élections présidentielles prévues en 2005 n'avaient pu se tenir qu'en 2010 et depuis lors, les principaux partis d'opposition boycottent les élections dans ce pays. En Guinée, Togo, Benin, Cameroun, la situation reste la même. L'on entend parler de « mascarade » ou de « simulacre d'élection » en référence à l'absence des conditions d'une « élection libre et transparente »². L'on réclame des « élections paisibles et inclusives » en référence à l'absence des procédés visant soit à intimider certains candidats et leurs militants, soit à les exclure du processus électoral. La question est de savoir quels sont ces manquements récurrents qui sont décriés dans les systèmes électoraux africains. Quelle est la pomme de discorde ? Quelles recommandations pertinentes peut-on faire ?

En Afrique subsaharienne, nous traiterons du cas des Etats membres de deux communautés économiques que sont la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui regroupe 15 pays (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo) et la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) qui regroupe dix pays (Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Tchad, Sao Tomé-et-Principe). Quatre langues officielles sont parlées dans ces pays à savoir : le français, l'anglais, le portugais et l'arabe.

Nous parlons de système électoral en référence à un processus qui permet de désigner les représentants du peuple par un corps électoral donné³. Ce processus est confronté au problème de fraude électorale qui renvoie à tous les mécanismes visant à influencer le résultat des élections en faveur d'un candidat. En rapport avec la fraude, le système électoral « constitue aussi un facteur important d'orientation positive du vote populaire, puisque sa logique et sa dynamique [...] influencent de façon souvent déterminante le choix de l'électeur »⁴. Uniquement en 2015, au moins huit élections

² E. Adjovi, *Une élection libre en Afrique : la présidentielle du Bénin de 1996*, Paris, Karthala, 1998.

³ Jean-Claude Zarka, *Systèmes électoraux*, Ellipses, coll. « Mise au point », 1998, p.3.

⁴ Thanassis Diamantopoulos, *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.11.

présidentielles étaient programmées en Afrique notamment au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger, au Nigeria, en Guinée, au Togo, au Soudan et au Burundi. Sur le chemin de la conquête ou de la conservation du pouvoir, on note la difficulté d'un dialogue constructif autour de l'organisation de ces élections : des accusations de fraude fusent de toute part. Qu'en est-il effectivement ? En marge du regard politique et partisan, l'objectif de ce travail est de s'appuyer sur les discours du contentieux électoral pour faire un diagnostic des systèmes électoraux des pays concernés et ressortir les manquements et les techniques de fraude observées. Il se divise en deux parties : d'abord les arguments sur les manquements des Commissions électorales indépendantes et ensuite, la catégorisation des techniques de fraudes. Sans avoir la prétention d'en faire un bilan exhaustif, nous exploitons les données disponibles dans la littérature et les analysons sur la base de notre propre expérience du terrain. Notre analyse concerne la période allant de 2005 à 2015.

1. Les désaccords sur les Commissions électorales indépendantes

Dans l'essentiel des pays étudiés, les « Commissions électorales indépendantes »⁵ avaient remplacé le ministère de l'intérieur dans l'organisation des élections en vue de garantir « des élections équitables, libres et transparentes » dans un contexte où le Président de la République qui nomme le ministre de l'intérieur était le plus souvent candidat. Loin d'avoir la prétention d'en faire un bilan exhaustif, la question que nous nous posons est juste de savoir si cette promesse a été tenue au vu des différentes opérations électorales déjà observées sur le continent. Que ne marche-t-il pas et que faut-il améliorer ?

1.1. Les désaccords perçus au niveau institutionnel

Les commissions électorales indépendantes n'ont pas tenu leur promesse de neutralité et d'autonomie. En dehors d'un pays comme le Ghana, elles ont toujours gardé un lien institutionnel avec l'administration publique

⁵ Mathias Hounkpe et Ismaila Madior Fall, *Les Commissions électorales en Afrique de l'Ouest : Analyse Comparée*, Deuxième édition, Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2011.

d'une part et le régime au pouvoir d'autre part, ce qui les expose aux accusations de collusion et de conflits d'intérêts. Ce lien est soit de nature budgétaire dans la mesure où ces commissions sont financées par le gouvernement ou par une subvention du gouvernement et des bailleurs de fonds, soit de nature politique dans la mesure où les membres sont nommés par décret présidentiel, soit de nature administrative dans la mesure où le découpage des circonscriptions électorales, la sécurisation du vote et la proclamation définitive des résultats dépendent toujours des pouvoirs publics. Le biais est que l'administration publique est politisée dans l'essentiel des pays étudiés. Par exemple, au Burkina Faso, des cellules politiques existaient dans les ministères sous le président Blaise Compaoré de façon à y coopter implicitement tous les fonctionnaires. Aussi, les administrations se vident pendant les périodes de campagnes électorales⁶. Par exemple, en Côte d'Ivoire, lors de la campagne électorale pour les élections couplées municipale-régionale qui étaient prévues du 5 au 19 avril 2013, la presse avait déploré que les fonctionnaires du ministère des ressources animales et halieutiques soient « en déplacement à Bondoukou et Tanda à l'Est du pays pour le compte du ministre »⁷.

En ce qui concerne la désignation des membres, deux modèles émergent principalement : la désignation des représentants des partis politiques comme en Côte d'Ivoire ou en Guinée et la désignation des personnalités dites « apolitiques » dont la « neutralité »⁸ est supposée reconnue de tous comme au Sénégal et dans les pays anglo-saxons (Libéria, Sierra Leone, Gambie, etc.). D'autres pays combinent les deux systèmes comme au Niger ou au Burkina Faso. Les critères de neutralité retenus dans l'essentiel des cas sont : l'âge avancé, l'expérience ou la religion. Pour cela, on note donc

⁶ Raphaël Elono, *Africa, lève-toi et marche !*, Publibook, 2011. p.286.

⁷ Lire l'article de presse de Fulbert KOFFI, 04 avril 2013, « Côte d'Ivoire: les bureaux de l'administration publique se vident pour cause d'élection », Abidjan, Oeil d'Afrique. Disponible sur [<http://oeildafrique.com/cote-divoire-les-bureaux-de-ladministration-publique-se-vident-pour-cause-d-election/>], consulté le 25 juillet 2015.

⁸ Zekaria Ould Ahmed Salem, « Gouvernance électorale et invention de la neutralité : la création de l'observatoire national des élections (ONEL) au Sénégal », in Patrick Quantin (dir), *Voter en Afrique : différenciations et comparaisons*, Colloque organisé par l'AFSP, Centre d'étude d'Afrique Noire-Institut d'études politiques de Bordeaux 7-8 mars 2002, Paris, L'Harmattan, col. Logiques Politiques, 2004, pp. 149-184.

une forte prévalence des retraités ou des personnes du troisième âge. Par exemple, la moyenne d'âge des membres du Conseil électoral est de 65,64⁹ ans au Cameroun.

L'on note dans l'esprit de leur création que les Commissions électorales en Afrique n'ont pas été bâties sur le principe de l'expertise (appel d'offres) mais, sur celui de la subjectivité des modes de désignation. Dans les faits, la neutralité du décret présidentiel qui nomme ces membres (partisans ou neutres) est discutable, ce qui pousse les opposants à croire que les pouvoirs en place gardent toujours une mainmise sur l'institution. Sur la base des expériences empiriques, ces opposants ne s'imaginent pas un Président de la République qui prendrait des actes en sa défaveur. Par exemple, sous contrainte de la Communauté internationale, le Président Laurent Gbagbo (2000-2011) avait accepté de signer les accords de Pretoria pour la paix en Côte d'Ivoire négociés du 3 au 6 avril 2005 à Tshwane qui lui réservaient seulement les 1/3 des membres de la Commission électorale (CEI) parce qu'il gardait pour lui la possibilité de nommer le président du Conseil constitutionnel qui proclame les résultats définitifs. Ce marché de dupes avait conduit à la crise postélectorale de 2011 dans la mesure où la partialité des résultats provisoires de la CEI (2/3 des membres à l'opposition y-compris son président) s'était confrontée à la partialité des résultats définitifs du Conseil constitutionnel. De façon générale, les régimes en place tirent toujours les ficelles de l'organisation des élections. Par exemple, après avoir eu 7 membres de la Commission électorale (CEI) sur 12 lorsqu'il était dans l'opposition, le Président Ouattara au pouvoir depuis 2011 en Côte d'Ivoire a gardé pour sa Majorité 10 membres sur 17 ainsi que la présidence de la CEI. Il en va de même à Elections Cameroon (ElecCam) accusé d'être « un ministère de l'intérieur-bis » où l'on note la présence des caciques du parti au pouvoir et l'absence de l'opposition. Pis, bien que la proximité du Conseil constitutionnel (Cour constitutionnelle) qui proclame les résultats définitifs avec le candidat et/ou le régime sortant soit décriée, le premier tient toujours sa nomination du second. Par exemple, en violation des dispositions légales¹⁰, le Président Ouattara s'était immédiatement séparé à son arrivée en 2011

⁹ Nous n'avons pas trouvé les informations sur la date de naissance du membre Ahmadou Gouroudja.

¹⁰ Au sens de l'article 90 de la Constitution de 2000, le mandat du président limogé devait courir de façon non renouvelable jusqu'en 2015.

du président du Conseil constitutionnel, Paul Yao-N'Dré proche de son prédécesseur, pour y installer le 3 février 2015, soit 6 mois avant les élections présidentielles prévues en octobre 2015, Mamadou Koné, un de ses proches issu de l'ex-rébellion¹¹. Depuis lors, l'opposition ne cesse de dénoncer la volonté de truquer les élections.

L'exception vient du Ghana où par la loi N°451 du 06 juillet 1993 portant création de « The Electoral Commission Act », le Parlement avait consacré une Commission pérenne dont le Président et ses Vice-présidents sont inamovibles à moins de commettre des fautes graves dans des conditions définies par la loi. Dans ce cas, le critère de neutralité est l'inamovibilité. Sinon, dans aucun pays, les membres de la Commission électorale ne tiennent leur légitimité du peuple par voix d'élection directe ou indirecte (par leurs représentants aux Parlements locaux ou nationaux). Toutefois, au Ghana, les dépenses électorales sont inscrites au budget général de l'Etat (« Consolidated Fund »), ce qui permet de garantir une certaine indépendance vis-à-vis du gouvernement et d'éviter des risques de partialité liés à la « certification des élections » par des bailleurs de fonds étrangers disposant des intérêts économiques à protéger dans le pays comme ce fût le cas en Côte d'Ivoire en 2010. En d'autres termes, l'ingérence internationale est perçue comme un facteur de dépendance dans l'organisation des élections en Afrique subsaharienne.

1.2. Les désaccords perçus au niveau technique

Malgré la multiplication des moyens mis à la disposition des Commissions électorales, on note la persistance à chaque élection des fraudes ou des accusations de fraude comme si rien n'avait changé. Par exemple, au Togo, un « système unifié de collecte et de centralisation pour les élections et les statistiques » (SUCCES) avait été mis sur pied en vue des élections présidentielles d'avril 2015 pourtant, des contestations vives ont été enregistrées à l'issu du vote. En effet, le candidat Jean-Pierre Fabre, au regard des articles 101 (nouveau), 102 (nouveau) et 103 (nouveau) du Code électoral, a dénoncé le « mode opératoire » du SUCCES qui ne prenait pas en compte la nécessité de la « signature matérielle » des membres du bureau

¹¹ Au titre de la rébellion des Forces nouvelles, il avait déjà occupé le poste de Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'homme dans les gouvernements Banny 2, Soro I et II de 2006 à 2010, et le poste du président de la Cour suprême.

de vote ouvrant ainsi des voies aux manipulations des résultats. En Guinée, c'est « l'opération de saisie » qui avait fait l'objet de vives constations entre 2011 et 2015, les différentes parties ne s'entendant pas sur le choix des entreprises Waymark et Sabari technologies comme opérateurs (prestataires) en raison des « incompatibilités » dans les fichiers et des accusations de conflits d'intérêts.

Au plan technique, l'on dénonce principalement les incapacités dont le pouvoir d'enrôlement, la rapidité, la fiabilité et la sécurité des données. L'on dénonce aussi les techniques de collecte des résultats dont les appels téléphoniques du bureau de vote vers le serveur vocal interactif (SVI), l'utilisation de SMS et l'utilisation de Fax ou d'internet, le problème étant que le manque de connexion dans les bureaux de vote oblige les opérateurs à procéder aux transferts des données dans des lieux privés en violation du code électoral. En effet, l'on déplore la substitution des experts aux représentants des candidats prévus par le code électoral dans un contexte où la neutralité de ces experts est remise en cause au regard de leur mode de désignation non-compétitif comme en Guinée. Le même problème de connexion internet justifie aussi le retard du continent dans la mise en œuvre du vote électronique comme en Namibie qui en a fait l'expérimentation le 28 novembre 2014 lors des élections présidentielles et législatives. La solution technique n'est toujours pas trouvée pour la généralisation de cette innovation technologique qui porte l'espoir de la mobilisation des « nés libres » entendus comme jeunes en âge de voter nés après les vagues de démocratisation de 1990.

Suite à ces difficultés au niveau technique, un Réseau des Commissions électorales de la CEDEAO (RESAO) avait été créé en février 2008 dans le but de faciliter le partage d'expériences et de travailler à l'harmonisation des normes électorales. Mais, malgré les efforts d'amélioration constante, on observe toujours des manquements importants au niveau du fichier électoral à cause de la non-maîtrise du contrôle des habitants : non seulement tous les citoyens en âge de voter ne participent pas au processus électoral, mais des doutes persistent sur l'identité des votants. Pis, les Commissions électorales ne maîtrisent toujours pas, dans la quasi-totalité des cas, toutes les opérations liées au vote. Dans leurs missions « d'organisation et de supervision des élections », il s'agit principalement de la préparation et de la tenue du scrutin et non, à l'exception de la Commission électorale

sierra léonaise, des missions telles que le découpage du territoire en matière électorale, la fixation du calendrier électoral, etc.

Le point de désaccord est que le découpage des circonscriptions électorales est une technique de fraude utilisée par les régimes en place pour amenuiser les chances de l'opposition dans leurs fiefs en causant un coup fatal à la libre compétition. Par exemple, en Guinée forestière dans l'un des fiefs de l'UFR du candidat Sidya Touré, le nombre de votants dans certains bureaux de vote aux dernières législatives du 28 septembre 2013 était de deux électeurs seulement, ce qui avait été préjudiciable au score final de ce parti aux proportionnelles. Aussi, le calendrier électoral reste une arme fatale pour les partis d'opposition. Par exemple, au 1^{er} août 2015, l'on ne savait toujours pas avec exactitude si les élections présidentielles se tiendraient le 25 octobre 2015 en Côte d'Ivoire, ce qui ne permet pas aux candidats de se préparer convenablement. En République Démocratique du Congo où l'on s'oppose à une troisième candidature du Président Kabila, l'opposant Vital Kamerhe pose le même problème : « Nous avons exigé un calendrier global. Pourquoi un calendrier global ? Parce que les élections doivent se terminer par les élections présidentielles administratives nationales en 2016, c'est-à-dire trois mois avant le 19 décembre 2016 à minuit, date de la fin du deuxième mandat du président Kabila. »¹²

Un autre désaccord non susceptible d'être résolu par les Commissions électorales est la non-concordance souvent décriée entre le fichier électoral et le recensement général de la population organisé par l'administration publique en marge des opérations électorales. Par exemple, au Cameroun en 2011, le décret portant répartition des sièges par circonscription électorale n'avait pas tenu compte du dernier recensement général de la population de 2005 conformément à la réglementation en vigueur comme l'avait aussi signalé la mission d'observation électorale de l'Union Européenne¹³. Aussi en Guinée, le principal opposant au régime du Président Alpha Condé dénonce les incohérences des résultats du dernier recensement général de la population en ces termes :

¹² Lire la déclaration sur RFI sur le lien : [<http://www.rfi.fr/afrique/20150102-recensement-rdc-vital-kamerhe-denonce-manipulation-katanga/>], consulté le 1^{er} août 2015.

¹³ Lire la déclaration sur le lien : [http://eeas.europa.eu/delegations/cameroon/press_corner/all_news/news/2013/20131009_1_fr.htm], consulté le 1^{er} août 2015.

« Le gouvernement veut manifestement utiliser ce recensement comme maillon majeur de la chaîne de fraudes programmées pour l'élection présidentielle de 2015. (...) Sinon, lorsqu'on sait que la population électorale représente généralement entre 45 et 50% de la population totale, comment expliquer que Kaloum qui compte 60 000 électeurs soit dénombré à 62 000 habitants? Ou les 123 000 électeurs pour 137 000 habitants de Dixinn ? Ou encore les 700 000 électeurs pour 1 900 000 habitants de la région de Kankan, contre 1 200 000 électeurs pour 1 600 000 habitants de Conakry ? (...) Il est clair que l'objectif du pouvoir est d'ajuster, le moment venu, le nombre d'habitants pour le rendre cohérent avec le nombre d'électeurs, en accroissant ces derniers dans les fiefs du RPG, tout en les réduisant dans les zones de l'opposition. »¹⁴

Au Togo, l'on note le même point de désaccord. Suite aux résultats jugés discutables du recensement général de la population de 2010 (RGPH-4), l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), principal parti d'opposition, avait rendu public deux memoranda au sujet de la fraude : le mémorandum N°12-081/ANC/ BN-SG du 15 Mars 2012, intitulé « Mémorandum de l'ANC sur la nécessité d'un nouveau recensement électoral » et le mémorandum N°13-086/ANC/ BN-SG du 11 avril 2013 intitulé « Mémorandum de l'ANC sur la nécessité d'une cohérence entre les données du recensement général de la population et de l'habitat en 2010 (RGPH-4) et celles du recensement électoral de 2013 ». Ces textes dénoncent le même phénomène qu'en Guinée :

« Ainsi, en comparant la population électorale maximale estimée à 3 304 300 pour 2013, avec les effectifs des inscrits établis par la CENI pour les années électorales passées, on constate que dès 2003, le fichier électoral du RPT affichait déjà 3 218 803 électeurs inscrits, un chiffre très proche du maximum actuel, montrant que, sans aucun égard pour le taux d'accroissement de la population togolaise, les listes électorales de 2003 avaient été abondamment et abusivement gonflées, au point de prendre une avance de 10 ans sur les réalités statistiques et démographiques de notre pays ! »¹⁵

¹⁴ Lire l'article de presse de Jeanne Fofana sur le lien :

[<http://www.kababachir.com/2015/02/07/recensement-general-population-lien-fichier-electoral-rassure-gouvernement/>], consulté le 1^{er} août 2015.

¹⁵ Lire ces textes sur le site de l'ANC disponible sur le lien : [<http://www.anctogo.com/de-la-necessite-dune-coherence-entre-le-recensement-general-rgph-4-et-le-recensement-electoral-de-2013-10012>], consulté le 1^{er} août 2015.

En effet, le fichier électoral qui est une base de données contenant l'ensemble des listes électorales, des lieux de vote et des bureaux de vote doit s'adapter aux mutations permanentes de la population électorale. Ce processus d'adaptation est source de fraudes susceptibles d'inverser les résultats électoraux. Par exemple, suite au changement de fichier entre les deux tours des élections présidentielles de 2010 en Guinée, le premier du premier tour (Cellou Dalein Diallo avec 43%) qui s'était allié au troisième (Sidya Touré avec 17%), avait finalement perdu les élections contre le deuxième du premier tour (Alpha Condé) qui n'avait obtenu que 19%.

Le désaccord au niveau technique est l'inexistence d'un système d'état civil fiable et sécurisé qui permet de savoir avec exactitude qui est en droit de voter conformément à la loi électorale. Au Sénégal comme dans beaucoup d'autres pays, les inscriptions sur les listes électorales se font sur la base de la carte nationale d'identité dans un contexte où la police n'est pas entièrement décentralisée (police municipale) et où l'on peut établir sa carte à n'importe quel coin du pays. Par conséquent, il est difficile de vérifier l'identité des personnes qui s'inscrivent sur des listes électorales dans une circonscription où le contrôle des habitants n'est pas maîtrisé. L'introduction de la biométrie a été faite pour pallier ce manque mais, la fraude persiste au niveau de l'opération technique de saisie des données. Par exemple, le processus irrégulier de passation de marché aux entreprises Waymark et Sabary Technologies en Guinée dans l'opération technique des élections, avait été décrié par l'opposition et la société civile après les présidentielles de 2010. Cela pose aussi un problème de transparence et de bonne gouvernance comme c'était déjà le cas à l'époque où les élections étaient organisées par l'administration publique.

De même, le processus de recrutement des cadres régionaux et locaux desdites Commissions électorales indépendantes n'est pas toujours transparent, ce qui permet aux pouvoirs politiques de positionner leurs relais locaux. En clair, même si au niveau central, l'on respecte un certain quota des membres de l'opposition ou une certaine forme de neutralité politique des personnalités nommées, au niveaux régional et communal, on enregistre un relâchement dans la recherche de cette neutralité avec l'introduction massive des militants des partis au pouvoir qui s'occupent de faire remonter de façon sélective les résultats au niveau central. Pis, comme au Togo ou en Guinée, bien qu'une Force de Sécurité Electorale (FOSEL) soit créée pour la sécurité

des opérations électorales, elle est accusée d'être essentiellement faite des agents publics (politisés) mis à la disposition de la Commission électorale sans aucune précision sur le mode de sélection et d'affectation. Cela veut dire que les démembrements de la Commission électorale indépendante n'ont pas permis aux candidats de l'opposition de suppléer leur manque de scrutateurs dans tous les bureaux de vote. Ils n'ont pas permis aussi d'éviter des violences (pré)postélectorales qui sont des blocages du processus politique constituant des manquements en matière de sécurisation et d'éducation civique des citoyens pendant l'expression des suffrages.

1.3. Pistes de réforme des Commissions électorales

En absence d'indépendance, de transparence et d'efficacité dans l'action, les Commissions électorales sont accusées d'être une énième institution bureaucratique et « budgétivore ». Au moins trois pistes de réforme sont possibles :

D'abord, il faudrait faire des réformes institutionnelles pour garantir l'autonomie de ces Commissions. Au niveau technique, cela suppose de confier à ces Commissions l'organisation de tout le processus du vote allant de la programmation à la proclamation des résultats comme en Sierra Léone. Au niveau financier, comme au Ghana, l'autonomie budgétaire devrait être garantie afin d'éviter l'ingérence des gouvernements ou des bailleurs de fonds extérieurs. La réforme devrait surtout permettre de changer le critère de neutralité pour résoudre les problèmes de collusion avec les pouvoirs en place. L'immovibilité permettrait aux membres des Commissions électorales de se sentir plus libres. Aussi, leur désignation par votation directe ou indirecte par le peuple ou ses représentants garantirait mieux leur indépendance en lieu et place des désignations actuelles par nomination du Président de la République.

Ensuite, au niveau de la transparence, si l'on opte pour une commission paritaire entre l'opposition et le pouvoir comme en Guinée, alors il faudrait poursuivre la même logique au niveau des démembrements territoriaux en charge de la collecte et du transfert des résultats au niveau central. En effet, l'on ne centralise ou ne saisit au niveau central que les données vraies ou fausses venues du terrain. En l'état, le mode de désignation des agents de terrain n'est pas transparent. La transparence repose aussi sur la fiabilité du fichier électoral. Cela passe nécessairement par la réforme du contrôle des habitants. Pour ce faire, il faudrait assurer la décentralisation

de la police afin qu'elle soit liée non plus à l'administration centrale mais, aux collectivités locales. Le fichier électoral crédible ne pourra être basé que sur celui de ceux qui habitent effectivement la circonscription.

Enfin, le point d'achoppement reste celui de la morale publique considérablement affectée par la recherche de la survie. Il sera difficile en Afrique d'instaurer une vraie démocratie lorsque les « ventres seront affamés ». L'instrumentalisation de la faim et/ou de la famine par les pouvoirs en place se traduit par le blocage des ascenseurs sociaux dans le but de marchander le vote. Il convient de libéraliser la société afin que les citoyens puissent s'exprimer librement sans conséquences sur leur intégrité physique et morale et sur leur ascension sociale.

2. Catégorisation des techniques de fraudes électorales

Nous entendons par fraude électorale toute tentation d'un camp à vouloir détourner en sa faveur tout ou partie du corps électoral. Comment fraude-t-on les élections de nos jours dans les pays étudiés et comment peut-on s'en prémunir ?

2.1. *Fraudes au niveau administratif et financier*

La première technique est le charcutage électoral. Il s'agit de la dissimulation des intentions de fraude dans les opérations de recensement général de la population en procédant au rétrécissement du fief électoral de l'adversaire. Par exemple, les Camerounais ont appris à leurs dépens depuis le recensement général de la population en 2005 que les régions du Littoral et de l'Ouest (fief de l'opposition) n'étaient plus les plus peuplées du Cameroun au profit des régions de l'Extrême-Nord et du Centre (fief du pouvoir en place). On observe aussi le découpage tendancieux des circonscriptions électorales. Dans les fiefs de l'opposition aux législatives par exemple, on affecte moins de sièges pour réduire le volume de candidats éligibles et moins de bureaux de vote pour réduire le nombre de votes exprimés alors que dans les fiefs du pouvoir, on gonfle à suffisance le nombre de sièges et on démultiplie à suffisance le nombre de bureaux pour faciliter le vote des partisans. Par exemple, en Guinée en 2010, on a enregistré l'existence des bureaux de vote de moins de 10 votants dans les fiefs de l'opposition qui ont permis d'annuler

l'incidence des victoires locales. Aussi, au Togo en 2013, l'Organisation Internationale de la Francophonie a relevé dans son rapport l'existence du problème de « gonflage » du fichier électoral dans la partie nord du pays. On peut observer aussi la répartition inégale des moyens de campagnes. Cela consiste à assurer le non-financement de l'opposition et l'utilisation des moyens de l'Etat par le pouvoir en place.

2.2. *Fraudes au niveau législatif*

La première technique est le durcissement des conditions d'éligibilité ou de vote dans le but d'exclure tout ou partie des adversaires ou de l'électorat. Le fraudeur dissimule ses intentions dans la loi électorale. C'est le cas de l'ivoirité¹⁶, de l'exclusion de la diaspora, du refus de la double nationalité, de la manipulation de la limite d'âge (minimale ou maximale), des contraintes de séjour au pays (augmentation du nombre d'années requis), etc. Par exemple, en vue d'écarter son principal adversaire, Alassane Dramane Ouattara alors ancien premier ministre qui n'était pas de père et de mère ivoiriens, le Président Henri Konan Bédié fit voter en vue des élections de 1995 la loi n° 94-642 du 13 décembre 1994 portant code électoral qui prévoyait les dispositions suivantes en son article 49 :

« Nul ne peut être élu président de la République, s'il n'est âgé de 40 ans révolus et s'il n'est ivoirien de naissance de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance. Il doit n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne ».

Par ailleurs, dans les différents codes électoraux, on note le maintien du flou dans la définition de la citoyenneté de façon à rendre possible le vote à la fois sur le lieu de résidence et sur le lieu d'origine. Cela permet l'organisation des votes multiples et des charters d'électeurs en absence d'un système de centralisation efficace des données biométriques.

2.3. *Fraudes au niveau opérationnel*

Il s'agit par exemple de la composition partisane de la Commission électorale et du corps électoral qui demeure en faveur du pouvoir en place.

¹⁶ E. Diom, *Côte d'Ivoire : un héritage empoisonné*, Paris, l'Harmattan, 2008.

En effet, les citoyens identifiés comme faisant partie des partisans de l'opposition ne sont pas toujours inscrits sur les listes électorales ou encore, ils sont éloignés des bureaux de vote se trouvant dans leurs lieux de résidence habituelle dans le but de les décourager d'aller voter. A cela s'ajoute des problèmes logistiques comme l'impression et la distribution inégale des cartes et bulletins de vote ou le manque d'éclairage des bureaux de vote. Par exemple, pour les élections législatives et municipales du 30 septembre 2013 au Cameroun, seuls 748 091 cartes d'électeur étaient distribuées à la date du 16 juin 2013 sur un total de 5 000 105 cartes imprimées, ce qui avait créé une confusion considérable au niveau des électeurs. Aussi, au Nigéria lors des élections présidentielles du 28 mars 2015, 300 bureaux de vote étaient encore ouverts le dimanche 29 mars 2015 sur un total d'environ 150 000 à cause des problèmes liés aux lecteurs de carte ou aux retards dans la livraison des urnes dans les bureaux de vote.

Les bourrages des urnes sont organisés lors de l'opération du transport des urnes suite aux incidents provoqués et avec la complicité des agents chargés de la sécurisation des votes. Ce mécanisme s'accompagne par la falsification des PVs et des signatures des représentants des candidats dans les bureaux de vote. Les opérations de fraudes qui se passent aussi et surtout au niveau de l'opération de saisie informatique. Cela consiste à entrer dans le système des données falsifiées de manière à combler les faiblesses de la collecte des votes sur le terrain. Cette technique majeure permet de rendre possible le résultat voulu. Cela passe par l'attribution indue des suffrages, la création de doublons ou des électeurs fictifs (ne remplissant pas les conditions de vote en raison de leur mort ou de leur minorité).

2.4. *Fraudes au niveau moral*

Le plus grand facteur favorisant la fraude avant, pendant et après le scrutin reste la corruption. L'argent permet d'acheter les voix¹⁷, les observateurs, les leaders politiques, etc. Par exemple, les campagnes électorales sont inégales. Les plus riches se voient leurs campagnes favorisées même en dehors des périodes électorales en jouant sur l'absence d'indicateurs pertinents de contrôle. Cela passe par l'utilisation des moyens de l'Etat au service d'un

¹⁷ Antoine Socpa, « Les Dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'études africaines* 157, 2000, en ligne, URL : [<http://etudesafriques.revues.org/5>].

candidat (logistique, médias publics, agents publics, finances publiques, etc.). Aussi, les leaders politiques corrompus appellent au boycott, à l'abstention ou à la non-inscription de leurs partisans sur les listes électorales. Par exemple, au Cameroun en 2011, le Social Democratic Front (SDF), principal parti politique d'opposition, s'était retrouvé au bord de l'implosion après son appel au boycott des inscriptions sur les listes électorales. En effet, le 14 septembre 2010, le président du parti, Ni John Fru Ndi appelait au boycott des inscriptions un jour après que Kah Walah, membre du Comité exécutif national (NEC) qui claquera la porte du parti plus tard en vue de créer le Cameroon People's Party (CPP), appelait aux inscriptions massives :

« Les Camerounais et les Camerounaises en ont marre de ce système qui dure depuis 50 ans. Nous n'en voulons plus. Du moment où nous avons opté pour une alternance par les urnes, il est important et urgent que nous nous inscrivions sur les listes électorales »¹⁸.

La corruption concerne aussi et surtout les scrutateurs (représentants des candidats) qui acceptent contre récompenses le bourrage des urnes et la falsification des procès-verbaux. Cela n'épargne pas les membres du conseil constitutionnel qui rejettent les recours et les observateurs internationaux dont les rapports sont souvent complaisants sur certains candidats.

2.5. *Pistes de solutions aux problèmes de fraudes*

L'équation à résoudre tout au long des opérations de vote consiste à s'assurer du respect des principes de base d'une élection démocratique qui sont la transparence, la libre compétition, la libre représentation et la libre participation. De nos jours, la multi-polarisation des opérations de vote complique ce processus. En l'état, l'organisation du vote est confiée à une Commission électorale (indépendante), tandis que la sécurisation et la programmation du vote reste entre les mains de l'administration publique politisée, et la proclamation des résultats définitifs entre les mains de la cour suprême ou de la cour constitutionnelle inféodée à l'Exécutif. En clair, le gouvernement tire toujours les ficelles. Il convient de confier toutes les opérations de vote (y-compris la programmation, la sécurisation et la proclamation) à la commission électorale (indépendante).

¹⁸ Lire l'article de Félix C. Ebolé Bola sur le lien : [<http://www.nkul-beti-camer.com/ekang-media-press.php?cmd=article&Item=982&TAB=-1Marcien&SUB=0>], consulté le 1^{er} août 2015.

Pour mobiliser un corps électoral juste, il convient de progresser vers le vote non plus sur présentation d'une carte électorale mais, sur présentation de sa pièce d'identité délivrée par la municipalité (contrôle des habitants). Il faudrait investir non plus pour s'inscrire sur une liste électorale mais, pour mettre à jour régulièrement un fichier des habitants par circonscription afin que chaque habitant puisse voter et contrôler son vote dans son quartier. Des applications électroniques pourraient permettre de nos jours de rendre possible cette mesure et de mettre sur pied des systèmes parallèles de centralisation des votes. Aussi, il convient d'exiger l'annulation pure et simple des élections en cas d'ambiance de guerre qui permet d'entretenir la violence dans un fief électoral en vue de contraindre les partisans de l'adversaire à renoncer d'aller voter comme ce fût le cas en Côte d'Ivoire en 2010 avec les dégâts importants en vies humaines (plus de 3000 morts). Les candidats, les électeurs et la société civile devraient s'activer à engager des contentieux préélectoraux qui permettent d'exiger le respect de la loi électorale. Enfin, la presse d'investigation devrait s'organiser pour contribuer à la transparence électorale.

Bibliographie

- Adjovi, E. (1998), *Une élection libre en Afrique : la présidentielle du Bénin de 1996*, Paris, Karthala.
- Diamantopoulos, Thanassis (2004), *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Diom, E., (2008), *Côte d'Ivoire : un héritage empoisonné*, Paris : L'Harmattan.
- Elono, Raphaël (2011), *Africa, lève-toi et marche !*, Publibook.
- Hounkpe, Mathias et Fall, Ismaila Madior (2011), *Les Commissions électorales en Afrique de l'Ouest : Analyse Comparée*, Deuxième édition, Abuja, Friedrich-Ebert-Stiftung.
- Ould Ahmed Salem, Zekaria (2004), « Gouvernance électorale et invention de la neutralité : la création de l'observatoire national des élections (ONEL) au Sénégal », in Patrick Quantin (dir) *Voter en Afrique : différentiations et comparaisons*, Colloque organisé par l'AFSP, Centre d'étude d'Afrique Noire-Institut d'études politiques de Bordeaux 7-8 mars 2002, Paris, L'Harmattan, col. Logiques Politiques, pp. 149-184.

-
- Quantin, P. (2002), « Les élections en Afrique: entre rejet et institutionnalisation », *Revue Polis*, Groupe de Recherches Administratives, Politiques et Sociales.
- Socpa, Antoine (2000), « Les Dons dans le jeu électoral au Cameroun », *Cahiers d'études africaines* 157, en ligne, URL : [\[http://etudesafricaines.revues.org/5\]](http://etudesafricaines.revues.org/5).
- Zarka, Jean-Claude (1998), *Systèmes électoraux*, Ellipses, coll. « Mise au point ».

MOUVEMENTS CITOYENS ENGAGÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST; LE CAS DU BURKINA-FASO

PUBLIC-SPIRITED MOVEMENTS IN WESTERN AFRICA; THE EXAMPLE OF BURKINA-FASO

Vincent Henry*

Abstract

We attend since a few years almost everywhere in the world the multiplication of public-spirited movements which make a commitment in the political arena. They form themselves and get organized thanks to the new technologies and to a massive use of the social networks. Some of these movements have been able to influence directly the political trajectories of certain countries even by bringing down certain authoritarian regimes. It is the case of the "colour revolutions" in Eastern Europe, of the "Arab Spring" or most recently and less successfully of the "Umbrella revolution" in Hong-Kong.

Africa is also concerned by this phenomenon. This article studies ways of functioning and objectives of the public-spirited movements in Western Africa by taking the example of a country in full democratic transition, Burkina Faso.

Keywords: Burkina-Faso, Western Africa, African Policy, Citizen Movements, Democratization process, African youth

* Vincent Henry est doctorant en sciences politiques à l'Université Paris-Est. Il est également chargé de mission de coopération à l'Institut Français de Roumanie et enseigne à la faculté des Lettres de l'Université Babes-Bolyai de Cluj. Il collabore régulièrement à plusieurs revues francophones spécialisées sur l'Europe centrale et orientale. Il a également été directeur aux programmes du Bureau Europe centrale et orientale de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Contact : vincent.henry@institutfrancais.ro

Ce court article s'attache à l'analyse d'un phénomène politique et social observable en Afrique de l'Ouest depuis quelques années. A l'instar des autocrates chassés par les printemps arabes plusieurs dirigeants africains longtemps considérés comme inamovibles ont soit été chassés du pouvoir soit sérieusement bousculés par des mouvements populaires spontanés.

Le premier évènement de ce genre s'est déroulé au Sénégal entre 2011 et 2012. Abdoulaye Wade était alors à la suite d'une décision contestée de la Cour Constitutionnelle, candidat pour un troisième mandat présidentiel qui lui semblait assuré au début de la campagne. C'était sans compter sur l'influence d'un mouvement hétérogène, le M23, qui allait cristalliser le mécontentement social d'une partie de la population. Une des composantes du M23, "Y en a marre" est née de la mobilisation d'artistes, de chanteurs populaires dans la jeunesse et contribua énormément à la mobilisation de cette dernière, une mobilisation qui allait amener la chute d'Abdoulaye Wade et l'élection de son principal opposant, Macky Sall. Un phénomène en tout point semblable allait faire chuter pour les mêmes raisons et par les mêmes moyens le président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, candidat lui à un cinquième mandat en 2014. A Ouagadougou c'est le "balai citoyen" qui allait contraindre Compaoré à quitter le pouvoir et à s'exiler. Ces mouvements semblent par ailleurs faire des émules dans certains pays comme la république démocratique du Congo avec "le Filimbi" ou "Ca suffit comme ça" au Gabon, le Burundi connaît également des mouvements semblables.

Notre travail se propose d'éclairer ce phénomène en nous penchant plus particulièrement sur le cas d'un pays et d'un mouvement qui nous a semblé particulièrement symbolique de ce que nous avons appelé des *mouvements citoyens engagés*, ce cas c'est celui du Burkina-Faso et du mouvement "Balai citoyen".

I. Un contexte démographique particulier

Ces mouvements ont pour commencer une caractéristique commune, ils sont le fait de très jeunes citoyens, ils montrent une véritable prise en main de la jeunesse africaine par elle-même et une volonté de faire évoluer une situation qui place une grande partie de cette jeunesse dans une situation de précarité et de frustration plus qu'inquiétante:

L'Afrique est de loin, la région la plus jeune du monde. Selon les dernières estimations des Nations-Unies, les moins de 25 ans représentent plus de 60% de la population globale du continent et un peu plus de 40% de la population active. Les jeunes dont l'âge est compris entre 18 et 24 ans sont au nombre de 200 millions sur le continent, ils devraient être 340 millions dans vingt ans. Les jeunes Africains, de par leurs aspirations, leurs visions du monde et leur nombre constituent aujourd'hui un enjeu stratégique majeur pour la stabilité et le développement de leurs pays respectifs.

Ce qui pourrait être une force énorme est cependant aujourd'hui loin d'être une chance de sortir le continent de la pauvreté qui continue à accabler certaines régions du continent¹. La jeunesse africaine constitue plutôt dans son ensemble un véritable bombe sociale à retardement. Le politologue ivoirien Jean-Jacques Konadje compare la frustration accumulée par la jeunesse africaine à un "tsunami silencieux"². Konadje s'inquiète particulièrement des effets de la violence symbolique faites à de jeunes africains de plus en plus diplômés, de mieux en mieux informés mais dont un très grand nombre est condamné au chômage, à l'oisiveté, à la précarité par des économies incapables d'utiliser les forces vives de plus en plus en nombreuses et par des régimes gérontocratiques plus ou moins autoritaires qui les empêchent de prendre leur destin en main. Konadje parle à propos de ces jeunes relégué de "spectateurs du désespoir quotidien".

Cette absence de reconnaissance amène certains à des comportements extrêmes; émigration à tout prix, violence et criminalité. Le mouvement que nous avons souhaité présenter de façon plus circonstancié nous est apparu comme le fruit d'une réaction de cette jeunesse pour reprendre pleinement son destin en main et trouver des solutions à ses difficultés en refaisant irruption sur le terrain politique que la jeunesse du continent semblait avoir en grande partie abandonné depuis des années.

¹ Cf; "Jeunesse africaine, bombe à retardement ou opportunité à saisir? Kingsley Ighobor, 2013. [<http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/mai-2013/jeunesse-africaine-bombe-%C3%A0-retardement-ou-opportunit%C3%A9-%C3%A0-saisir>]

² Cf; "Etre jeune en Afrique. Géopolitique d'un tsunami" in [diploweb.com](http://www.diploweb.com), le 3 mai 2015. [<http://www.diploweb.com/Etre-jeune-en-Afrique-Geopolitique.html>]

II. Retour sur l'histoire récente du Burkina-Faso. De l'indépendance aux mouvements citoyens

Nous allons donc nous efforcer d'illustrer cette tendance en étudiant plus particulièrement le cas du Burkina-Faso tant il nous semble représentatif des évolutions actuelles. Son histoire politique permet également d'éclairer les enjeux mais aussi les références des mouvements citoyens africains sous un jour particulier.

Pour bien comprendre les enjeux et les spécificités du mouvement social qui traverse ce pays, il nous semble donc indispensable de revenir sur son histoire récente.

II.1 Une indépendance chaotique

Le Burkina est un petit État enclavé et sans ressources naturelles importantes de 16 millions d'habitants. Après son indépendance en 1960, l'ancienne colonie française qui était alors la Haute-Volta connaît une longue période de troubles politiques et de coups d'État militaires à répétition qui plongent le pays dans la misère et un désordre chronique. Au début des années 80, le gouvernement du colonel Saye Zerbo alors au pouvoir offre à un jeune officier le poste de Secrétaire d'État à l'Information ; ce jeune officier s'appelle Thomas Sankara :

Thomas Isidore Noël Sankara est issu d'une famille catholique, ses capacités sont remarquées dès ses études secondaires. D'abord tenté par la prêtrise, il opte pour la carrière militaire et entre au Prytanée Militaire de Kadiogo. Le brillant aspirant officier bénéficie d'une série de stages de perfectionnement au Cameroun, en France, à Madagascar puis au Maroc où il se lie à un autre jeune officier ambitieux, un certain Blaise Compaoré. De tous ces séjours à l'étranger, un va le marquer tout particulièrement, celui qu'il passe à l'Académie militaire d'Antsirabe. Sankara passera deux ans dans la «Grande île» de Didier Ratsiraka alors en plein tournant socialiste. Son stage militaire se poursuit par un service civil où il sert les grandes travaux initiées par la République démocratique de Madagascar. Ces deux années vont profondément l'influencer et l'amener à se poser les questions qui vont marquer tout son parcours politique futur ? Comment se débarrasser du poids de l'héritage colonial ? Quelles sont les meilleures voies pour le développement des pays africains ? Comment s'affirmer sur la scène internationale ? Comment sortir les populations du continent d'une misère asservissante ?

II.2 Une figure charismatique

De retour en Haute-Volta, il s'illustre dans une courte guerre contre le Mali voisin et devient en 1976 commandant du centre national d'entraînement commando de Pô. Dans ces mêmes années, il fonde avec entre autres Blaise Compaoré un groupe d'officiers très anticolonialiste et marqué à gauche, le ROC (Regroupement des Officiers Communistes). Nommé au Ministère de l'Information en 1981, il tente d'y imposer un nouveau style en luttant contre la gabegie et la corruption endémique. Empêché d'appliquer pleinement ses idées, il démissionne néanmoins rapidement mais sa tentative malheureuse le fait connaître et le rend populaire.

Un nouveau coup d'État se produit en novembre 1982 et porte au pouvoir le major Jean-Baptiste Ouedraogo. Sankara est nommé premier Ministre en janvier 1983. Très rapidement, ses prises de position en faveur du non-alignement et son opposition virulente à la «Françafrique»³ lui valent d'être arrêté et emprisonné au mois de mai de la même année. Une arrestation qui survient immédiatement après la visite du conseiller pour les affaires africaines de François Mitterrand, Guy Penne. La population réagit violemment à cette arrestation sur laquelle plane de fort soupçons d'intervention extérieure. Des émeutes éclatent, l'ami de Thomas Sankara, Blaise Compaoré va saisir l'occasion pour renverser le pouvoir en place. Ce nouveau putsch porte au pouvoir Thomas Sankara. Il prend la tête d'un Conseil National de la Révolution composé de jeunes officiers, parmi lesquels on compte évidemment Blaise Compaoré. Une des premières décisions du CNR est de changer le nom du pays trop marqué par la période coloniale. La Haute-Volta devient le Burkina-Faso, le *Pays des Hommes Intègres*.

II.3 Une tentative d'émancipation

Les idées révolutionnaires de Sankara et de ses proches sont mises en application. Ils tentent de lutter contre la corruption et la bureaucratie, remplacent le pouvoir des chefs coutumiers par des comités révolutionnaires locaux. Ils s'attaquent aux grandes questions du développement en faisant de l'éducation de la population une priorité absolue que ce soit l'éducation des enfants ou celles des femmes. Ils œuvrent également à améliorer l'accès aux soins pour tous. Obsédé par la notion d'indépendance, le Burkina de

³ Cf; Jean-Pierre Bat, *Le syndrome Foccart*.

Sankara promeut à travers le monde un anti-impérialisme virulent en essayant en premier lieu de prendre ses distances avec la France et les alliés «françafricains» de l'époque, notamment la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny. Le Burkina-Faso essaye pour cela d'atteindre l'autosuffisance en promouvant la production locale et en limitant les importations, notamment de produits alimentaires. Sankara dans des discours restés célèbres dénonce aux plus hautes tribunes internationales les accords qui lient son pays aux institutions financières internationales. Il dénonce ce qu'il appelle «la dette odieuse» en des termes qui peuvent rappeler étrangement des discours actuels dans certains pays d'Europe.

Malgré l'enthousiasme et l'adhésion de la population dont bénéficie le régime à ses débuts, les résultats tardent à venir et Sankara cherche à se rapprocher du bloc de l'Est, sans toutefois s'aligner pleinement sur lui.

II.4 La chute

Le régime de Sankara avec ses fortes tendances guevaristes peut être aujourd'hui considéré comme populiste et sa confrontation avec les réalités économiques, sociales et géopolitiques a été difficile. Si on ne peut pas parler de révolution violente, la période est tout de même marquée par de nombreuses violences, le plus souvent commises par des comités révolutionnaires locaux, pas toujours bien contrôlés.

En 1987, Thomas Sankara lui-même reconnaît un certain nombre d'erreurs qu'il souhaite rectifier. Il est trop tard car il s'est fait de nombreux ennemis puissants à l'extérieur du pays, pêle-mêle les réseaux français, la Côte d'Ivoire mais aussi le Libérien Charles Taylor qu'il a refusé d'aider lors d'une tentative de coup d'État militaire de ce dernier à Monrovia. Le soutien à l'intérieur du pays s'affaiblit également notamment celui d'officiers anciennement très proches, parmi lesquels Blaise Compaoré, entré en relative disgrâce. Pendant l'été 1987, Une large campagne de diffamation par tracts est organisée sans que l'on en connaisse clairement l'origine, le soutien populaire s'affaiblit. Le 15 octobre 1987 un commando militaire abat Thomas Sankara, qui se faisait une fierté d'être accessible et peu protégé, et sept de ses proches collaborateurs.

L'assassinat de Sankara n'a à ce jour jamais été lucide clairement. Beaucoup d'hypothèses circulent sur l'organisation de ce complot qui a pu être soutenu par différents pays, la Côte d'Ivoire, le Liberia voire la Libye.

Les soupçons les plus lourds pèsent néanmoins sur celui qui va s'emparer du pouvoir après cet événement et qui n'est autre que l'ami disgracié, Blaise Compaoré.

Les réalisations ou les échecs du régime de Sankara prêtent aujourd'hui encore à discussion mais il a incontestablement réussi, sa mort précoce dans des conditions tragiques y contribue certainement, à faire naître un courant d'espoir à travers le continent alors sans perspective et accablé par la corruption et la misère. Il a su montrer que l'Afrique pouvait prétendre à un autre type de dirigeant, soucieux de son peuple et capable d'insuffler un sentiment de fierté.

II.5 Le long régime de Blaise Compaoré

Compaoré dissout le comité de révolution nationale, il impose l'état d'exception jusqu'en 1991. Une constitution est adoptée cette même année, Compaoré est alors officiellement élu en l'absence de toute opposition réelle.

Il impose un régime semi-autoritaire contesté une première fois par la rue en 1993, les contestataires sont alors violemment réprimés. En 1997, il modifie une première fois la constitution pour pouvoir être réélu en novembre 1998, quelques jours après il sera fortement soupçonné d'avoir commandité le meurtre d'un célèbre journaliste et opposant, Norbert Zongo. Cette accusation lui vaut d'être mis au ban de la communauté internationale pour quelque temps. Au début des années 2000, il revient néanmoins sur le devant de la scène internationale car le Burkina est considéré comme le pays le plus stable dans une région troublée. Les atteintes à la démocratie se poursuivent néanmoins : En 2005, la constitution est modifiée à nouveau ce qui lui permet d'être élu une nouvelle fois. En 2010, il est à nouveau réélu pour ce qui devait être son dernier mandat. Le pouvoir commence néanmoins à s'user. En 2011, la mort d'un lycéen passé à tabac par la police provoque une vague d'émeutes et de contestation qui dureront plusieurs mois.

La longévité de Compaoré au pouvoir (28 ans) s'explique en partie par le rôle de sage et de médiateur qu'il a su jouer dans la région. Ami des pires dictateurs, putschiste et autocrate, il a néanmoins su se rendre indispensable en Afrique de l'Ouest grâce à ses relations et à ses talents de négociateur. Par ailleurs, cette stabilité, en dépit évident des nombreuses atteintes aux droits humains perpétrés par le régime avait fait du Burkina un bon élève des institutions financières internationales qui louaient la bonne gestion et la solidité du pays.

II.6 Le coup de trop

Compaoré va pourtant tenter le coup de force de trop en 2014. Dans la perspective des élections présidentielles de 2015 auxquelles il veut à nouveau se présenter, il tente une troisième modification constitutionnelle mais après les printemps arabes, après la chute de son ami Abdoulaye Wade au Sénégal, le contexte politique en Afrique de l'Ouest a changé. Compaoré allait l'apprendre à ses dépens.

Un amendement de la constitution burkinabaise datant de 2000 stipulait qu'un président élu ne pouvait effectuer que deux mandats, non rétro-actif il permit à Compaoré d'être reconduit en 2005 et 2010, las, ne voulant pas s'arrêter en si bon chemin, il tente en octobre 2014 de faire abroger cet amendement par le Parlement malgré les protestations de l'opposition. C'est sans compter sur une la mobilisation populaire; le 28 octobre, des centaines de milliers de manifestants sont dans les rues⁴. Le 29, la grève générale est proclamée, le lendemain en dépit des violences policières la foule envahit les lieux de pouvoir; Assemblée Nationale, palais présidentiel ainsi que les sièges de la radio et de la télévision nationale. Les émeutes vont faire une trentaine de victimes et une centaine de blessés. L'état de siège est proclamé et Blaise Compaoré s'adresse aux Burkinabés en déclarant vouloir ouvrir des négociations. C'est trop tard, il est contraint à la démission et à la fuite. C'est l'armée française qui l'exfiltrera vers la Côte d'Ivoire⁵.

II.7 Le processus de transition

Le processus de transition s'enclenche alors et il commence de façon très classique. Le Lieutenant-colonel Zyda, chef de la garde présidentielle se proclame président et assure garantir le bon déroulement à venir du processus de transition et l'organisation d'élections libres. Les analystes les plus cyniques pensent alors que la révolution burkinabaise a fait long feu et qu'une nouvelle fois un militaire en a remplacé un autre. Ils se trompent, le chef de file de l'opposition Zéphirin Diabré déclare le 3 novembre travailler

⁴ Cf; [<http://www.afrik.com/burkina-le-balai-citoyen-veut-nettoyer-chez-compaore>]

⁵ Cf; Le Monde du 4 novembre 2014;

[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/11/04/burkina-faso-la-france-a-aide-a-evacuer-blaise-compaore_4517437_3212.html]

avec l'armée pour la mise en place d'un Conseil de transition. Le 17 novembre ce conseil nomme Président Michel Kafando, un diplomate chevronné. Zida est son premier Ministre.

Ce processus de transition se poursuit aujourd'hui lentement et devrait mener à l'organisation d'élections générales. Dans le cadre de cette transition forcément complexe, les décisions des élites politiques sont contraintes par la vigilance des mouvements de jeunes qui ont menés la révolte contre Compaoré et qui accompagnent de façon très suivie et minutieuse toutes les étapes de cette transition, bien décidés à ne pas se faire voler «leur» révolution.

II.8 Le rôle de la jeunesse et de la société civile

En ce mois de novembre 2014 qui a vu la chute d'un des plus anciens dirigeants africains encore en fonction, c'est bien à un épisode marquant d'un «printemps africain» auquel nous avons assisté. Combat politique, ce mouvement renvoie également à des luttes de classes d'âge et à un profond conflit intergénérationnel. 60% de la population du Burkina n'était pas née quand Blaise Compaoré a pris le pouvoir en 1987. Les mouvements qui l'ont balayé marquent la montée de ces jeunes voulant prendre toute leur place dans le jeu politique en s'opposant au pouvoir des notables et à la gérontocratie. Thomas Sankara, en son temps, menait déjà ce même combat. Sankara est une référence pour ces jeunes burkinabés engagés et qui se font appeler les «enfants de Thomas Sankara». Les regards sont aujourd'hui tournés sur «le pays des Hommes Intègres» avec crainte mais aussi avec espoir quant au devenir de sa transition démocratique.

Le mouvement le plus emblématique de cette jeunesse burkinabaise est sans conteste le «balai citoyen» lancé dès le printemps 2013 par des figures populaires parmi les jeunes, artistes, musiciens, rappeurs. Il s'inspire ainsi très largement du M23 et plus particulièrement du mouvement «Y en a marre» acteurs décisifs de la chute de Wade deux années auparavant. Un des initiateurs du mouvement, le rappeur Smokey, expliquait en ces termes le choix du symbole :

«On a modestement appelé ça le «balai citoyen» et c'est tout un symbole. Le Burkina-Faso a besoin d'un sacré nettoyage. Depuis presque trente ans on subit, on subit et on ne réagit pas. Il y a une part infime de la

population qui a commencé à s'enrichir impunément pendant que le reste dégraisse. Je crois qu'il est grand temps de foutre un bon coup de balai à tout ça pour crier notre ras-le-bol».

III. Une tentative de caractérisation de ces mouvements de citoyens engagés

Nous allons tenter de parcourir quelques caractéristiques du mouvement du «balai citoyen» et des autres mouvements africains auxquels on peut aisément le rapprocher afin d'expliquer leur émergence, leur fonctionnement et leur pouvoir d'attraction en reprenant largement la typologie qu'en avait fait le journaliste Benjamin Roger pour le magazine *Jeune Afrique*⁶.

«Y en a marre» au Sénégal, le «Balai citoyen», le «Filimbi» en République démocratique du Congo mènent des luttes politiques mais ce sont avant tout **des mouvements citoyens informels**. Ils n'ont pas de hiérarchie et ne sont pas structurés comme le seraient un parti politique, un syndicat ou même une association. Tout citoyen qu'il soit ou non en âge de voter peut les rejoindre et se réclamer d'eux. Il n'y ni carte d'adhésion, ni cotisation ce qui n'empêche pas les membres de collecter ou de fournir des fonds quand le besoin s'en fait sentir.

Ces mouvements se caractérisent tous par la jeunesse de leurs membres, ces activistes ont presque tous entre quinze et trente ans. Ces jeunes sont néanmoins politisés, du Burkina au Gabon, du Sénégal au Rwanda ils s'opposent ouvertement aux régimes autoritaires de leurs différents pays en prônant les valeurs démocratiques, cette opposition est pacifique et évite dans la mesure du possible tout recours à la violence. On retrouve parmi eux la claire conscience d'être une génération sacrifiée qui n'entend plus se laisser faire. Les adhérents à ces mouvements considèrent qu'il est de leur devoir de participer de façon active à la gestion de la chose publique, leur participation massive et collective étant à leurs yeux le seul moyen de faire évoluer la situation dans laquelle ils se trouvent. La dimension collective de leur action constitue la principale rupture avec la façon de faire des générations précédentes.

⁶ Benjamin Roger, *L'essor des sentinelles de la démocratie* in *Jeune Afrique*, mars 2015.
[<http://www.jeuneafrique.com/228193/politique/y-en-a-marre-balai-citoyen-filimbi-l-essor-des-sentinelles-de-la-democratie/>]

Un autre point commun à ces mouvements est d'être porté par des personnalités connues issues notamment du milieu de la musique. C'est le cas des rappeurs Thiat et Kilifeu au Sénégal ou Smockey au Burkina ou encore du chanteur de reggae Sam's K le Jah toujours au Burkina. Ces têtes d'affiches maîtrisent l'art de la parole et bénéficient de par leur activité professionnelle de tribunes publiques régulières (scènes de concerts ou interview dans les médias) qui leur permet de faire passer leur message au plus grand nombre. Outre ces artistes, ces mouvements bénéficient également du soutien de grandes figures intellectuelles comme le journaliste sénégalais Fadel Barro ou l'avocat burkinabé Guy Hervé Kam.

Ils partagent également un sens inné de la communication et de la formule choc qui tient souvent lieu de programme. Leurs noms même sont autant de signe de défiance et de revendications sans appel «Balai citoyen», «Y en a marre» «Filimbi» (le sifflet en swahili) ou encore «Ça suffit comme ça» au Gabon.

Tous maîtrisent parfaitement les codes d'une communication simple et efficace, quelque fois un peu potache que l'on utilise à l'envi dans l'espace public ou sur les réseaux sociaux. Les rues de Dakar voient ainsi fleurir les tee-shirts noirs barrés du slogan «Y en a marre» à chaque manifestation quand à Ouagadougou les balais sont régulièrement sortis des placards à chaque étape un peu tendue de la transition en cours. Par ailleurs et à l'instar des mouvements qui ont animé les printemps arabes, les révolutions de couleurs à l'Est de l'Europe ou même les rues de Madrid, les mouvements de jeunes africains ont fait des réseaux sociaux un instrument de mobilisation et de débat essentiel et structurant. En créant des pages regroupant des dizaines de milliers d'abonnés, ils mobilisent leurs troupes, informent de leurs actions et visent à toucher mais aussi à faire participer le plus grand nombre.

Pour revenir à des caractéristiques plus proprement africaines mais aussi sur des questions de fond plus que de forme il est évident de voir que ces mouvements partagent et s'inscrivent dans une mythologie révolutionnaire commune. Les sympathisants des mouvements mentionnés se perçoivent volontiers comme des héritiers des grandes figures respectées et admirées sur le continent tels Thomas Sankara ou Patrice Lumumba. De ce fait, leurs meneurs se posent en défenseurs d'une idée que l'on croyait oubliée, le *panafricanisme*⁷ auquel ils redonnent une vigueur nouvelle en fustigeant violemment l'impérialisme occidental.

⁷ Pour découvrir ce courant de pensée; Amzat Boukari Yabara, *Africa Unite, histoire du panafricanisme*.

En bons défenseurs du panafricanisme, ces mouvements sont logiquement transfrontaliers, les membres des différents groupes voyagent à travers le continent, considèrent suivre les mêmes buts et sont solidaires les uns des autres tout en estimant que l'union fera leur force sur l'ensemble du continent. Un des fondateurs du collectif «Y en a marre» le chanteur Thiat expliquait ainsi cet objectif dans un entretien accordé au magazine « Opinion internationale⁸» :

Un de nos objectifs est de lancer une union africaine des peuples qui représenterait vraiment les Africains, pas comme l'Union Africaine actuelle qui est une institution déconnectée des gens.

Cette dimension transfrontalière explique le développement et la résistance de ces différents mouvements, tous se renforcent mutuellement à travers des échanges, des rencontres, des ateliers, des prises de position communes. Apparue en 2011 au Sénégal «Y en a marre» a largement servi de modèle et de déclencheur au niveau continental. Leur popularité médiatique leur a permis de se faire connaître, de voyager et de mettre en place ce que l'historienne Séverine Awenengo Dalberto qualifie «d'entrepreneuriat politique et citoyen» par un soutien et un véritable transfert de compétences aux activistes d'autres pays africains, à l'image de ce qu'avait pu faire le mouvement serbe OTPOR en Europe orientale dans les années 2000. Le rappeur Kilifeu expliquait ainsi ce fonctionnement «Il y a une vraie dynamique qui est en train de se mettre en place. Nos mouvements sont connectés: On se rencontre, on discute sur les meilleures façons de se mobiliser et de s'ériger en sentinelles face à nos dirigeants.

IV. Quelques exemples d'actions concrètes au Burkina

La façon dont le «balai citoyen» accompagne la transition est particulièrement révélatrice des objectifs et des modes de fonctionnement de ces mouvements civiques, ses meneurs n'essayent pas de s'imposer au pouvoir mais jouent en quelque sorte un rôle de garde-fou en imposant leurs vues dans le débat public et en surveillant le pouvoir politique.

⁸ Cf; [http://www.opinion-internationale.com/2015/07/20/les-transitions-politiques-a-lassaut-de-lafrique_36209.html]

Ils peuvent participer à l'actualité politique ainsi dès novembre 2014, le «balai citoyen» participe avec le pouvoir à l'élaboration d'une charte de la transition. En mars 2015, ils organisent de grande manifestations en faveur de la proposition de nouveau code électoral qui exclue des élections les anciens partisans de Compaoré ce qui attire par ailleurs les plus grandes réserves des partenaires occidentaux du pays⁹.

Les Cibals et les Cibelles comme se nomment eux-mêmes les participants au mouvement contribuent à des actions civiques en organisant dans les villages des actions de sensibilisation sur le droit de vote ou en organisant des actions ou des collectes de fond pour y améliorer l'accès aux soins, à l'éducation ou à l'eau potable reprenant ainsi les grands projets de leur modèle Sankara. Ils œuvrent également pour la mémoire de leur mentor auxquels ils rendent le premier hommage solennel et public depuis sa mort en décembre 2014. Ils insistent également pour que l'enquête sur sa mort soit réouverte, ce qui sera fait dès le printemps 2015¹⁰. Ils permettent également le retour de la veuve de Sankara au Burkina. Enfin dans leur volonté d'exporter leurs idées et de soutenir les autres mouvements naissants, des militants sont envoyés en RDC (où certains sont d'ailleurs temporairement arrêtés) ou organisent au mois de mai une grande manifestation de soutien aux opposants hostiles à la possibilité d'un troisième mandat pour le président Nkurunziza au Burundi.

V. Limites et fragilités du mouvement

Être une «sentinelle vigilante et permanente» telle était l'ambition affichée par les fondateurs du «balai citoyen» lors de l'officialisation du mouvement en août 2013¹¹. Dès ses débuts les membres du «balai » déclarent constituer un mouvement politique et non pas un parti politique et affirme qu'aucun ne cherche à obtenir un poste au sein d'un gouvernement ou d'un autre. Le but qu'il s'assigne est de fédérer les citoyens indifféremment de leurs orientations politiques afin qu'ils prennent position dans le débat

⁹ Ce nouveau code électoral a finalement été invalidé par la Cour de justice de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) le 13 juillet 2015.

¹⁰ Voir blog de Bruno Jaffré sur Mediapart: [<http://blogs.mediapart.fr/blog/bruno-jaffre>]

¹¹ Cf; [<http://burkina24.com/2013/08/25/le-balai-citoyen-la-sentinelle-de-la-bonne-gouvernance-au-faso-prend-faction/>]

public et qu'ils s'emparent des outils de la démocratie représentative. Le mouvement reconnaît souhaiter un changement profond de la société burkinabaise en luttant contre la mauvaise gouvernance et l'appropriation des biens publics par les proches du pouvoir. Le «Balai citoyen» n'a cependant pas de programme politique, il ne veut être qu'un moyen de pression permanente sur la classe politique.

Ce positionnement est la force du mouvement, ses leaders se gardent bien de montrer une quelconque ambition politique car ils seraient alors immédiatement abandonnés par leurs sympathisants. Ce positionnement peut aussi être perçu comme une faiblesse. L'absence de structure dirigeante et la position d'observateur critique adoptée ne permet pas l'élaboration de solutions de gouvernement ni le renouvellement de la classe politique puisque les membres du mouvement ne veulent pas en devenir des acteurs directs. Le risque est donc de tomber dans une attitude de critique permanente et peu constructive, une position somme toute assez confortable au regard des problèmes à affronter. Par ailleurs la mise en scène des actions, des prises de positions et des discours des uns des autres créé parfois un sentiment d'auto-célébration narcissique qui profite largement à la construction de l'image de certaines figures du mouvement, notamment celles issus du monde artistique.

Cependant et malgré les limites assumées de la démarche et la dimension parfois velléitaire des discours et des actions, les mouvements citoyens engagés ont permis à la jeunesse de plusieurs pays africains de retrouver un intérêt pour la chose publique. En réveillant une société civile longtemps passive, ces mouvements constituent une première étape importante vers le rétablissement de systèmes démocratiques fonctionnels en Afrique de l'Ouest.

Une jeunesse en marche

Nous allons conclure en laissant la parole à ces jeunes engagés et citer un extrait d'une tribune parue dans le Monde en avril 2014¹², une tribune signée par différents mouvements burkinabé, sénégalais et congolais.

¹² [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/04/17/nous-sommes-la-nouvelle-jeunesse-africaine-engagee_4618336_3212.html]

Nous sommes une nouvelle force citoyenne qui a fini d'émerger en Afrique. Les longues détentions, les harcèlements et la répression de nous feront pas reculer. Nous sommes Filimbi. Nous sommes Lucha. Nous sommes Balai Citoyen. Nous sommes Y en a marre.

Nous sommes ceux qui ont remplacé les armes par leurs voix, leurs balais et leurs sifflets pour la démocratie. Nous sommes ceux qui placent la bonne gouvernance, la responsabilité de l'État et le respect des libertés fondamentales au cœur de leurs revendications [...]

Rejoignez-nous dans nos actions pour la libération de nos camarades. Nous sommes Filimbi. Nous sommes Lucha. Nous sommes Balai Citoyen. Nous sommes Y en a marre. Nous sommes ceux qui ont remplacé les armes par leurs voix, leurs balais et leurs sifflets pour la démocratie. Ni comploters, ni terroristes, nous sommes la jeunesse africaine émancipée!

Le Burkina-Faso devrait voir s'achever prochainement sa période de transition démocratique avec la tenue des élections générales prévues le 11 octobre 2015. A quelques mois de ce moment crucial, les tensions s'accumulent entre les caciques de l'ancien régime et les tenants du pouvoir actuel, entre l'armée et le gouvernement ou entre différents leaders de la transition. Contribuer à maintenir la correction du scrutin, empêcher que les guerres de clan ne l'emportent sur l'intérêt général, favoriser des élections les plus inclusives possibles sont les objectifs auxquels les mouvements citoyens du Burkina devront s'atteler, une épreuve qui permettra de mesurer leur influence réelle sur le long terme et constituera sans nul doute un véritable test de maturité.

Bibliographie

- Bat, Jean-Pierre (2012), *Le syndrome Foccart, la politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Folio Gallimard.
- Yabara, Amzat Boukari (2015), *Africa Unite, histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte.
- Kaboré, Roger Bila (2002), *Histoire politique du Burkina-Faso*, Paris, L'Harmattan.
- Jaffré, Bruno (2007), *Biographie de Thomas Sankara, la liberté ou la mort*, Paris, L'Harmattan.

Jaffré, Bruno (2000), *Les années Sankara*, Paris, L'Harmattan.
Ouatarra, Vincent (2014), *L'Ere Compaoré*, Paris, Publibook.
Makebe, Sarr Baye (2012), *Y en a marre*, Paris, L'Harmattan.

Sitographie :

Sur la question de la jeunesse africaine :

Rapport du PNUD, de l'OCDE et la Banque Africaine de Développement,
Perspectives économiques en Afrique,
<http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>

pour suivre l'actualité du Burkina-Faso :

Radio France Internationale, <http://www.rfi.fr/tag/burkina-faso/>
Le Faso, principal quotidien du pays, <http://www.lefaso.net/>
Les échos du Faso, <http://lesechosdufaso.net/>
Le magazine *Jeune Afrique*, <http://www.jeuneafrique.com/pays/burkina-faso/>
Burkina 24, site d'information, <http://burkina24.com/>
Page facebook du balai citoyen,
<https://www.facebook.com/CitoyenBalayeur>

**WHEN HISTORY CANNOT WAIT:
DEMOCRATIZATION THROUGH NATIONAL CONFERENCES
IN FRANCOPHONE AFRICA
CASE STUDY: BENIN AND DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO**

Raluca-Maria Toncu*

Abstract

In order to understand the outcome of national conferences and to answer to main questions of this research (about the importance of national conferences for Africans, the place and impact of national conferences in political development of those states, for political world and political science), my approach focused on some causes. There were some factors which conditioned the outcome of the conferences and I analyzed comparatively some common factors for both cases and their influence in the process of democratization: the nature of previous regime, the role of political elite, the role of civil society, the role of Catholic Church, the process of state-building and the pressure of the main external powers (former colonial powers and United States.)

Keywords: national conferences, neo patrimonial regimes, state-building, civil society, Catholic Church

Introduction

There were two main strategies of democratization in Africa, depending on the nature of the previous regimes and the choices of the incumbent presidents: the pattern used by some leaders who accepted to

* Raluca-MariaToncu is MA student at The Faculty of Political Science, University of Bucharest, studying the "European and Romanian Politics" MA Program. The Author is also undergraduate at the Faculty of Letters, University of Bucharest. She graduated the Faculty of Political Science, University of Bucharest in 2014 and realized her Bachelor thesis on democratization in Francophone Africa through National Conferences, developing two case studies, Benin and Democratic Republic of Congo.
Contact: toncu.raluca@gmail.com

hold „free” elections hoping to yield them in order to maintain themselves in power (specific especially for former English colonies) and the pattern of national conferences, specific for Francophone Africa.

My research focuses on the second pattern, the democratization through national conferences and seeks to present the phenomenon by taking into account two entities: Benin and the Democratic Republic of Congo (DRC).

You might ask: why Benin and DRC? Benin is too small if compared with DRC, then their position on the continent is very different, etc. and that's true. But my interest was to find out how transition was initiated through national conference, taking into account some previous common factors which these countries (but not only) had in common. These factors which had the main influence over this process, from my point of view, were: the nature of political regime, „state-building” (in Fukuyama's terms¹) or making a new institutional architecture, the importance of civil society and religious groups –especially Catholic Church which had the main role in transition- and the influence of external powers –USA, former colonial powers-.

Last but not least, a national conference took place in each one of these countries; it was invented as the best solution by far and managed to succeed in Benin, but failed in the Democratic Republic of Congo.

The main questions of this research are about the importance of national conferences for Africans, the place and impact of national conferences in political development of those states, for political world and political science. That's why I considered that a view of the previous situation of national conferences help us to a better understand of the role, impact and outcome of these conferences. I analyzed comparatively some factors existing in both cases and their influence on this process. In my point of view, we must find out the causes in order to notice the importance and impact of effects. I wanted to find out how theories of Huntington about institution and political changes and Fukuyama of state-building can apply to African transition through national conferences.

My hypothesis is that national conferences were an African invention which occurred when history couldn't wait, when internal and external context and an emerging awareness of a national entity and public welfare

¹ Francis Fukuyama, „The Imperative of State-Building”, in *Journal of Democracy*, Vol.15, No.2, April 2004, pp. 17-31.

beyond individual or ethnic groups made pressures for change. When Benin found out this solution, it was not another Poland, but an “African Poland”, it didn’t imitated the way in which Poland initiated transition in Europe, because national conferences were more complex regarding the dimensions –representatives of a variety of groups-, the influence it exerted over a number of African states, the leading role of Catholic Church and the inner causes of African states which I’m going to expose further.

Furthermore, the originality of Benin’s national conference is given by the fact that it was put forward by Kérékou, but also recommended by France. At the end of ‘89a national conference seemed to be the best solution because it had a precedent: there was another crisis in Benin in 1979 and the regime saved the situation by organizing a “conference des cadres”; when Kérékou was talking about national conference in 1989, he was thinking at the conference from 1979.² Then, there had to be a sort of a national or public, collective awareness in order to be able to organize such a process.

I made use of some theories, writings of some well-known writers of this domain, especially, Michael Bratton and Nicholas van de Walle³ who wrote about neopatrimonialism and political transition in Africa, Samuel Huntington⁴, Francis Fukuyama,⁵ which guided my research.

Neopatrimonial regimes of Mobutu SeseSeko and Mathieu Kérékou

First of all, the biggest cause from which flourished the others, was the nature of political regime. The Independence of African states occurred in the context of Cold War and, as Huntington noticed⁶, the two giants conflicting in the Cold War, USA and Soviet Union, put forward two opposed models for new African states, ready to be swallowed into this turmoil.

² Thomas Bierschenk, “Democratization without Development: Benin 1989-2009”, in *Springer Science*, 25 July 2009, pp 337-357, p. 340.

³ Michael Bratton, Nicolas Van de Walle, “Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa” in *World Politics*, Vol.46, No.4, July 1994, pp. 453-489.

⁴ Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, 1973.

⁵ Francis Fukuyama, *op. cit.*, pp. 17-31.

⁶ Samuel P. Huntington, *op. cit.*, pp. 7-8.

First of them stressed the need of free elections, a superficial democracy and economic aid and the second one, stressed the political dimension, an alternative of “governments that can govern”.⁷ But the way in which these governs governed, we’re going to find out.

As for previous political regime, I chose the two authoritarian leaders, because after the Independence, African countries were marked by internal struggles for power and Mathieu Kérékou in Benin and Mobutu SeseSeko in DRC ended that period and introduced stability, if compared with previous period; they had an important role in state-building process and they succeed to maintain themselves in power until they were removed peacefully (Kérékou), or violently (Mobutu). In order to delimitate their states of former colonial powers which were on the same side with the USA during the Cold War, the independent states chose the opposite pattern put forward by Soviet Union⁸, that of an authoritarian regime. But, African leaders adapted these new regimes to African “authenticity” (a notion invented in 1972 by Mobutu and taken afterwards in various degrees by all African leaders)⁹. With this respect, the resulted political regimes were “hybrid”, a “military-Marxist regime” in Benin¹⁰ and an “authentic” one in RDC, based on Mobutuism.¹¹ These delimitations went further and both leaders abrogated even the constitutions adopted around the independence.

State-building process

After independence, both leaders brought a relative stability, stopping for a while the struggles for power and this which should have been vital for their cardinal mission: state-building¹². Before the colonization, there had

⁷ *Ibidem*, p. 8.

⁸ Crawford Young, “The Heritage of Colonialism”, in John Harbeson si Donald Rothchild (Ed.), *Africa in World Politics. Reforming Political Order*, Fourth Edition, Westview Press, 2009, p. 33.

⁹ Peta Ikambana, *Mobutu’s Totalitarian Political System. An Afrocentric Analysis*, Routledge, New York & London, 2007, p. 24.

¹⁰ Thomas Bierschenk, *op. cit.*, p. 341.

¹¹ Préambule du Consitution du 15 août 1974 du Congo Zaire [<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cd1974.htm>], 25 May 2015.

¹² Fukuyama defines *state-building* as a process of building new guvernmental institutions and streightening of the existing ones (p. 17).

never been states-in a modern sense- in Africa, but they took shape at the independence, overlapped on former colonies. So to speak, „state” was imported by former colonies as a new form of organization of a political community which needed new institutions. State-building means in these cases, a matter of political and economical integration in a state structure /at a state level before that regional or local level.

Therefore, another problem linked to the political regime was that of state-building. When a political community steps forward and surpasses the traditional period, or when the ancient regime, the old institutions don't work and achieve their aims no more, there is a need for change. Decolonization offered such a context and independence meant creation of independent, sovereign states, so a need for new institutions. It was a time for “state-building” in Fukuyama's terms. This was the point neglected by USA: the construction of new political institutions suitable for this new construction.¹³

But, besides the authoritarian regimes (the Mobutu's regime slipped down towards a totalitarian regime especially from 1974 on), “state-building” was a failure. Huntington defined an institution as an expression and “behavioral manifestation of the moral consensus and mutual interest”¹⁴, but as we can notice, institutions created after the independence (and I am not referring to the period between independence and coming into power of Kérékou-1974-and Mobutu -1965-, a period full of violence and struggles for power among different ethnic groups, but to the period of their political regime, associated with the process of state-building).

For a few years (until 1974 for DRC and 1979 Benin), it seemed that both leaders and their regimes were those who would lift their states, because of an economic development and a relative political stability, the investments into public services and public policies, in education, health system, and so on.¹⁵ But then, both leaders practiced misleading economic policies, without paying attention to the economic costs of their network of clients which they were building at that time. They inherited their countries with a good economic background and the slightly growth during the first years of their

¹³ Samel P. Huntington, *op. cit.*, pp. 7-8.

¹⁴ *Ibidem*, p. 10.

¹⁵ James Putzel, Stefan Lindemann and Claire Schouten, *Drivers of Change in the Democratic Republic of Congo: The Rise and Decline of The State and Challenges for Reconstruction*, Crisis States Research Center, DESTIN, Working Paper No. 26, 2008, pp. v-vi.

regime¹⁶, made them to think that public resources are infinite. At the beginning, public resources were bigger than the network of clients, but in a couple of years the network was growing and the resources (natural or national treasury) proved themselves to be limited and overcome by supporters of political regime.

Therefore, at the beginning of these regimes, it seemed that a sort of ‘mutual interest’ was attained. But soon after, there was no compatibility anymore among the interests of different groups of society and between them and those of the leaders and their “clients”, because these neopatrimonial regimes were characterized first of all by the authoritarian leaders who managed to maintain their position thanks to a system of clients.¹⁷ In such circumstances, state-building was used by Kérékou and Mobutu for personal purposes, not public ones, in order to maintain them in power and to maintain the system which they had created. With this respect, institutions were used as means of control for the access and distribution of power and resources. This control was exerted by means of the authoritarian regime and one-single party which was parasitizing all state’s institutions. Besides, the control of means of coercion was under the monopoly of the president¹⁸, who strengthened them and named in charge of them their relatives or friends¹⁹, people they could trust.²⁰

Civil society

Building their political regime, both leaders subordinated state-building to this aim and very soon civil society started to be excluded from benefits by regime, even if all people were “represented” through the unique party. Mutual interest and moral consensus were produced by leader’s (Mobutu) will or the will of a small group, an oligarchy (Benin-Central Committee of PRPB), imposed as national interest, but it was in fact the private interests of leader and his clients.

¹⁶ Peta Ikambana, *op. cit.*, pp. 32-37.

¹⁷ Michael Bratton, Nicolas Van de Walle, *op. cit.*, p. 458.

¹⁸ Robert Bates, *When Things Fell Apart. State Failure in Late-Century Africa*, Cambridge University Press, 2008, p. 45.

¹⁹ *Ibidem*, pp. 45-46.

²⁰ Martin Meredith, *The Fate of Africa. A History of the Continent Since Independence*, Public Affairs, New York, 2011, p. 434.

With this respect, here is the paradox of these regimes: they claimed themselves to be the expression and manifestation of the whole people, a unity, but in fact, they divided society into 2 main sides: outsiders and insiders and the number of outsiders grew constantly up to the national conferences.

Up to the beginning of the '80, both leaders had built their clientelist network, eliminated opposition (Mobutu did that very violently, using imprisonment and murder, or using institutions to give death sentences executed in public space as an example for all those who would try to challenge or oppose the system²¹). There was no political unity, because anew cleavage occurred: the pluralism was eliminated and those excluded from political expression or economic opportunities formed the group of outsiders which was getting bigger and bigger. Insiders were those useful for the regime to survive and their number decreased constantly up to the end; they were motivated by the material (economical), social benefits, their support was neither unconditioned, nor conditioned by a sort of belief or public/national loyalty.

This cleavage, insiders-outsiders, implied an ethnic calculus. Among those who were privileged, in both cases, were leader's relatives and his ethnic group; Here are some differences between the two leaders: Mobutu privileged especially the Binza group which had supported him to take over the power, but excluded almost entirely the provinces from east (Katanga, both Kivu, etc.) which led those people to develop local networks semi-autonomous²². This cleavage also led to ethnic conflicts and Mobutu took care to provoke them in order to limit any attempt to overthrow him, applying the principle "divide and rule". In Benin, Kérékou tried to use the Marxism-Leninism in order to create a kind loyalty beyond the ethnic one, but he didn't succeed in the end²³. Then, the ethnic group of Kérékou –Somba- was too small and too far from the capital city, so he had to obtain a larger support than that and he privileged

²¹ Peta Ikambana, *op. cit.*, pp. 56-59.

²² Heinrich Matthee, "The context and dynamics of war in Congo-Kinshasa since august 1998", in *Scientia Militaria, South African Journal of Military Studies*, Vol.28, No.2, 1998, pp. 252-264, p. 253.

²³ Tyler J. Dickovick, "Legacies of Leftism: ideology, ethnicity and democracy in Benin, Ghana and Mali", in *Third World Quartely*, Vol. 29, No. 6, 2008, p. 1124.

a majority of people, not a minority, as Mobutu did. So, Kérékou focused more on the integration and de-ethnicisation into the organizations of PRPB, so to speak, into bureaucracy and military force.²⁴

In order to give privileges and to satisfy their supporters, both leaders made a process of nationalization, which in DRC was an 'authentic' one, named 'zairianization'²⁵ (from the name of the country, Zair). This was one of the last big stages of exclusion and those excluded from formal means, began to use the informal ones and the main field where they did that was economics. The informal economy expanded very fast,^{26 27} attracting even insiders who considered it a new form of enriching, or the former insiders who were at that moment outsiders, because of economic crisis which made leaders to reduce their networks and to throw away "useless" people. All average citizens were pushed into informal economy by increasing bad living conditions. Both leaders were aware of this phenomenon, but they took their advantages from that.

It is worth to notice that all these characteristics highlights that during these political regimes, both states turned into "predatory states" in Douglass North's terms.²⁸

Political opposition

In the last decade, in DRC a political opposition was strengthening; it was led by Etienne Tshisekedi, which challenged more and more the establishment. The Catholic Church was increasingly active too: politicians and bishops wrote to Mobutu and explained that the country was in collapse and the solution was a national forum which would decide a new direction. But Mobutu reacted violently, arresting politicians, people, killing

²⁴ *Ibidem*.

²⁵ Kisangai N. F. Emizet, "Confronting Leaders at the Apex of the State: The Growth of the Unofficial Economy in Congo", in *African Studies Review*, Vol. 41, No.1 (April 1998), pp. 99-137, pp. 103-104.

²⁶ Thomas Bierschenk described the informal economy of Benin in *op.cit.*, p. 345.

²⁷ James Putzel described the informal economy of Zaire in *op. cit.*, p 12.

²⁸ Douglass C. North, *Structure and Change in Economic History*, W.W. Norton & Company, Inc., New York, 1981, p. 22.

them and so on.²⁹ At the external pressures, Mobutu allowed in 1987 the party Union pour la Democratie et le Progres Social- led by Tshisekedi to exist officially, but tried constantly to intimidate it, sending army to stop any meeting.³⁰

At the end of '80, both states were in collapse: corruption at any level in any institution, economic crisis with an informal economy surpassing the formal one, a neglected army, a huge unemployment rate, students without a future, no public investment, strikes, etc. So, internal context exerted pressures for change.

External pressures

At the beginning, USA and the western block thought that economic growth leads to political growth, but they thought wrong, because all the external aid was controlled by the president and used according to his will and interests, not for public policies³¹. At the end of Cold War, western block needed no more supporters around the world and through International Financial Institutions, decided to limit its financial aid and to condition it by some changes, both political and economic. Being in a state of bankruptcy, Benin and DRC couldn't deny such demands.

This was an important factor of initiating transition, because at that moment external donors, demanded political changes for the first time besides the economic ones. In the report of World Bank, from 1989, political demands were clearly mentioned: it was time for "less govern, but better governance"³². Kérékou was more obedient to those demands, but Mobutu tried to avoid them, exerting pressure over the multinational and local companies in order to obtain incomes and to maintains his aims.³³

²⁹ Peta Ikambana, *op. cit.*, p. 59.

³⁰ *Ibidem*, p. 60.

³¹ Robert Bates (*op. cit.*, p. 44) and Martin Meredith (*op. cit.*, p. 434) described more about this topic regarding Benin and R. Bates (*Ibidem*) and Alex Thompson (*An Introduction to African Politics*, 3rd edition, Routledge, 2010, pp. 233-239) gave more details about Zair.

³² World Bank, *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*, Nov. 1989, pp. 37-38, [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSCContentServer/IW3P/IB/1999/12/02/000178830_98101901364149/Rendered/PDF/multi0page.pdf], 25 May 2015

³³ Heinrich Matthee, *op. cit.*, p. 254.

Catholic Church

Catholic Church was the best organized institution after the ruling party. Its activism was given by the fact that it was excluded by both leaders in the name of “authenticity”, because Catholic Church was a remnant of the colonial period. During these political regimes, Catholic Church was the only institution which succeeded to give cohesion beyond ethnic identity, to unite outsiders and to give them at least a moral support; it was “the big player, the body to which they turn in time of crisis.”³⁴ Then, when state couldn’t offer basic public services, in education, health, etc., Church helped people, as it did during the colonial time.³⁵ From this point of view it is no wonder why these societies trusted this religious institution and gave it the leading role during national conferences. Then, the majority of these people were Catholics (around 50% out of entire population of 60 million in DRC at the end of ‘80s³⁶), so it was its moral duty to protect its followers. In Benin, a certain opposition of Catholic Church occurred in 1974, when Kérékou adopted Marxism-Leninism as the guiding ideology and then nationalized all catholic schools. Then, Church expanded its social actions, both in towns and villages and that was interpreted as a stimulant for awakening of a slight, local awareness.³⁷ In Zaire, the opposition between Catholic Church and political regime began in 1972, as a result of Mobutu’s “authenticity” which changed all Christian names, abolished all Christian celebration and subordinated Church to the unique party. From that moment on, Catholic Church was increasingly critical, but active criticism of regime unfolded during the last decade.³⁸ In DRC too, Church was an alternative of dysfunctional state.

In 1985 in Benin took place a council of bishops regarding not a religious issue *stricto sensu*, but a political one: they wrote a letter for Kérékou demanding him to accept students’ requests.³⁹ In Zaire, bishops sent a letter to Mobutu in 1990, blaming the nature of political regime as a source of

³⁴ Patrick Claffey, *Christian Churches in Dahomey-Benin. A study of their socio-political role*, BRILL, Leiden, Boston, 2007, p. 222.

³⁵ James Putzel, *op. cit.*, p. 42.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ Patrick Claffey, *op. cit.*, pp. 194-195.

³⁸ James Putzel, *op. cit.*, p. 42.

³⁹ Thomas Bierschenk, *op. cit.*, p. 342.

state's bankruptcy⁴⁰. Besides, Catholic Church had an important role starting with its highest level. Between 1980 and 1990, Pope John Paul II visited Africa 12 times, including 2 visits in Benin and 2 in Zaire; the new Pope, adopted a new discourse and moved the accent on new concepts: "development" (*Populorum Progressio*) and "solidarity".⁴¹

The important role of Catholic Church in these states is emphasized by the fact that a bishop chaired the national conference –Catholic Church had a leading role of transition in most of African countries with national conferences-; after elections, Catholic Church retired, but remained a supervisor of socio-political evolution.⁴²

The important role of Catholic Church in this process is given by the fact that political vacuum created, opposition forces being fragmentized, fragile, as well as the civil society. All institutions were weak and people needed a moral, neutral authority, as a mediator among civil and political elites.

Civil Society

At the late of '80 something happened in the collective mentality; people felt that the gap between them and those in power, between mutual interests and interests of those in charge, was too big and began to act. The main actors were from academic world, students and professors, workers, but they were weak in Benin and much weaker in Zaire. Social movements of that time were a sign of an emerging civil society. Some authors (Bierschenk⁴³, Dickovick⁴⁴, for instance) stated that Kérékou's politics of integration into PRPB of population along with a de-ethnicisation beyond ethnic lines, was a good thing for this mobilization and made it possible. In other words, Kérékou succeeded in a higher degree than Mobutu to create a sort of 'national' identity, an awareness which is above ethnic, regional, identities, etc.

In Benin, in 1989 there were many strikes in Universities, then workers joined them into a general strike. Krekou, who was hesitating, was thus forced to make a decision, because external powers didn't want to help

⁴⁰ Peta Ikambana, *op. cit.*, p. 31.

⁴¹ Patrick Claffey, *op. cit.*, pp. 202-203.

⁴² *Ibidem*, p. 219.

⁴³ Thomas Bierschenk, *op. cit.*, p. 344.

⁴⁴ Tyler J. Dickovick, *op. cit.*, p. 1129.

him and army was undisciplined and didn't support Kérékou anymore⁴⁵. Kérékou announce a constitutional reform, a national conference and the abandonment of Marxism-Leninism, on 7 December 1989.

In Zaire, civil society was almost inexistent in terms of contesting the establishment, because the state of entire exclusion of some ethnic groups and the state's collapse made groups to struggle each other; Mobutu 'helped' them in order to obstruct the raising of a powerful opposition. But the challenge came from Universities: the strikes from the 1970s made Mobutu to integrate students in his system, but in the late of '80 there were too many unemployed people and students had no future after studies.⁴⁶ Mobutu initially accepted some concessions under the external pressures (the decrease of financial aid) on 24 April 1990, but not for a national conference.⁴⁷

Then, the international context –the fall of communism in Europe and the end of Cold War– was favorable to democratization, because these regimes had no legitimacy anymore.

National Conferences

Babacar Gueye defined 'national conference' as "an invention, an African contribution at the theory of democratization", composed by representatives of different organizations from civil society and the outcomes are variable.⁴⁸ Let's see how they unfolded in Benin and DRC.

Benin was a pioneer in this process, because it initiated it, it found this solution to initiate and negotiate transition and it was the only one where national conference had a real success. The conference was unfolding between

⁴⁵ Thomas Bierschenk, *op. cit.*, pp. 339-340.

⁴⁶ Peta Ikambana, *op. cit.*, p. 34.

⁴⁷ According to Bobb F. Scott, *Historical Dictionary of Democratic Republic of the Congo (Zaire) African Historical Dictionaries*, No. 76, The Scarecrow Press, Inc., Lanham, Maryland, and London, 1999, p. xxx, on 24 April 1990 Mobutu announced the end of single-party regime and the beginning of a two-parti system. But Bierschenk, *op. cit.*, p. 25, wrote that that decision lead to an explosion of number of political parties: more than 200 parties were founded, having an ethnic base. Martin Meredith, *op. cit.*, p. 437, agrees with Bierschenk and adds that this was Mobutu's plan, because he wanted a split political arena, not a strong opposition. This was called 'multi-mobutuism'.

⁴⁸ Babacar Guèye, "La démocratie an Afrique: success et resistances", in *Pouvoirs*. Nr.129, 2009, pp 5-25, p. 5.

19 and 28 February 1990 and many authors stressed more the importance of its outcome: the schedule of transition, free and competitive elections, the institutions of transition and so on. But from my point of view, there is another huge importance on this conference, before the outcome to occur and which is somehow neglected. There participated 493 delegates at the conference, including those of ruling party⁴⁹ and their gathering and work highlighted that it was for the first time over many decades, or maybe for the very first time in these state's history, when mutual interests, moral consensus and an identity at a national level were attained against private interests of individuals or ethnic groups. The national conference couldn't take place if those people weren't aware of public welfare, if they weren't aware that they had to do something for them as a nation, as a unity, something which the unique party hadn't succeed to attain during the authoritarian regime, but it determined this awareness in the end. The single party hadn't succeeded to integrate people voluntarily in a strong unity, but involuntarily it determined their integration into a unity against the regime and when it occurred, it turned against the regime itself.

At that moment, institutions created and those designed by national conference worked for public interests and put forward public policies. The delegates had the tough work to create institutions based on public/ national loyalty, not tribal, ethnic, etc. It was the moment of a real state-building which should have been done soon after independence. 'Conference Nationale de la Forces Vives de la Nation' was chaired by archbishop of Cotonou, Isidor de Souza; on February 25 the conference proclaimed itself sovereign⁵⁰. The delegates established institutions of transition (Haut Conseil de la Republique- the Parliament of transition, the most important institution with legislative and juridical powers⁵¹, chaired by the same archbishop, a new govern, Nicephore Soglo being elected as prime-minister of transition), but Kérékou was maintain as president with limited powers until the scheduled elections⁵². What is worth to notice is that transition unfolded according to the schedule;

⁴⁹ Pearl T. Robinson, "The National Conference Phenomenon in Francophone Africa", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 36, nr. 3, 1994, pp. 575-610, p. 575.

⁵⁰ Thomas Bierschenk, *op. cit.*, p. 340.

⁵¹ Noel Dossou-Yovo, "The experience of Benin", in *International Journal on World Peace*, vol. 16, No. 3, September 1999, pp. 59-74, p. 68.

⁵² Martin Meredith, *op. cit.*, pp. 434-435.

elections took place in 1993 and Kérékou entered the competition, but Soglo managed to succeed and Kérékou accepted the results and retired. The elections were qualified by international observers fair and free.⁵³ In 1990 Freedom house⁵⁴ qualified Benin as “partly free”-until 1990 Benin had been not free- and beginning with 1991 Benin became a “free” country.

The national conference of Benin was broadcasted all over the continent and then pressures for such a peaceful change occurred in other countries. Thereby, between 1990 and 1993, 7 countries held national conferences⁵⁵: Gabon, Congo, Mali, Togo, Niger, Zaire and Chad. In all these states, the national conference declared itself *souveraigne*, except Gabon.

For Baraton and de Walle, there were 4 main types of neopatrimonial regimes in Africa, Benin having a „plebiscitary one-party system” and DRC the „personal dictatorship” system. The Benin’s political regime is characterized – as a distinctive mark- by holding elections, with a massive public participation (at least 90%), but the only role of these elections is to reconfirm the incumbent president. Personal dictatorship is characterized distinctively by a strong exclusion, a very strong ruler with an absolute power.⁵⁶ These authors make a causal link between the type of political regime and the way in which transition unfolds: with this respect, in Benin, the plebiscitary one-party system is a „cause” in itself of National Conference, and in RDC, personal dictatorship is a „cause” of failure of NC, the ruler may be removed only with violence.

Keeping this in mind, let’s see briefly how Mobutu dealt with conference. Following the same principle, divide and rule, Mobutu declared on April 24, 1990 the acceptance of multi-party system and encouraged many satellite parties to emerge, because he didn’t want a strong opposition, but a weak one.⁵⁷ As a result, there emerged over 200 parties, weak, small, having an ethnic background. He promised even a national conference, but he postponed it several times, because he didn’t plan to be removed. He used his presidential guard, well paid, to repress the protests. But external powers, as USA or Great Britain, stated that they wouldn’t give any

⁵³ *Ibidem*.

⁵⁴ [<http://www.freedomhouse.org/>], 25 May 2015.

⁵⁵ Pearl T. Robinson, *op.cit.*, pp. 580-581.

⁵⁶ Michael Bratton, Nicolas Van de Walle, *op. cit.*, pp. 474-475.

⁵⁷ *Ibidem*.

support, especially financial, if he didn't liberalize political and economical field⁵⁸. In such a context, Mobutu announced a national conference for August 1991; there participated 2670 delegates and the Conference even succeeded to declare itself *souveraigne* and make Mobutu accept it.⁵⁹ The conference was interrupted by Mobutu and his men under the pretext of army's rebellion, but under external pressures he accepted to share power with opposition: he coexisted with transitional institutions created by national conference, but when they tried to limit Mobutu's power, he dismissed them.⁶⁰

The national conference of Zaire followed the same pattern as that of Benin, but it didn't succeed, because Mobutu was too powerful to be overthrown. There were adopted important documents: a transitional act and others for a constitutional revision, new institutions of transition and socio-political ones; the delegates established a transitional government led by Tshisekedi adopted new economic, political, social policies and Mobutu accepted all of them initially; he had to remain in power until scheduled elections.⁶¹

The national conference in Zaire was chaired by a catholic bishop, Laurent Monsengwo⁶². Zaire's national conference was so radical and determined to change, that it changed all national symbols considered as signs of Mobutu's regime.

Meanwhile, external pressures continued. President Bush sent 3 letters to Mobutu in 1992 demanding him to retire, but he didn't want. Then President Clinton even retired the US ambassador in Zaire as a sign of protest.⁶³

Mobutu ignored the conference, ordered its closure, dismissed Tshisekedi and even arrested the members of HCR on 24 February 1993 and kept them hostages for 3 days⁶⁴; he reinstated the constitution of 1967, dismissed the parliament of transition, made a summit of parties closed to him, and in October 1993 made a fusion between the parliament of transition

⁵⁸ Martin Meredith, *op. cit.*, p. 433.

⁵⁹ Peta Ikambana, *op. cit.*, p. 39.

⁶⁰ Martin Meredith, *op. cit.*, p. 437.

⁶¹ Peta Ikambana, *op. cit.*, pp. 39-43.

⁶² *Ibidem*, p. 44.

⁶³ Martin Meredith, *op. cit.*, p. 439.

⁶⁴ Peta Ikambana, *op. cit.*, p. 46.

and his parliament and it was fully realized on January 1994.⁶⁵ On 30 January 1995 the parliament voted to postpone the scheduled elections for 9 July 1997, then the archbishop was dismissed⁶⁶ and thus any trace of national conference was erased.

Thus national conference of Zaire ended and Mobutu's personality and his ability to manipulate opposition allowed him to maintain in power until 1997 when he was overthrown violently by a rebellion led by Kabila.

Conclusions

In this paper I tried to highlight the importance of national conferences for Africans, the place and impact of national conferences in political development of those states which held them. I wanted to analyze some common factors and their influences over national conferences.

I analyzed the neopatrimonial regimes of Kérékou and Mobutu with their single party system and clientelist networks, how they used the process of state-building for personal purposes not for public interest, how the institutions created during their regime weren't based on 'moral consensus' and 'mutual interest, as Huntington defined political institutions.

Then, these regimes hadn't succeeded to unite all civil society into a unique entity, but led to the opposite result: a new cleavage between insiders –those useful for the regime to survive, the clientelist network- and outsiders, those excluded from political expression and economic benefits. Besides, these regimes succeeded involuntarily –by exclusion– to give birth of an emerging of collective awareness that the emerging civil society had to make something for public welfare. From my point of view, this was the most important thing which happened with these people, before national conferences and their outcome. It was for the first time over many decades, or maybe for the very first time in their history when public welfare, moral consensus and mutual interest was taking into account and formed the core of national conference's debates, beyond personal or ethnic interest. At that time they became aware that they are a national entity and change couldn't occur if they put forward private interest.

⁶⁵ Bobb F. Scott, *op. cit.*, p. xxxii.

⁶⁶ *Ibidem*, p. xxxiii.

The Catholic Church had a leading role, because it was an old, well organized institution, from colonial time and when state was dysfunctional, it provided basic services or at least a moral support. Church was a firm opponent of the authoritarian regimes along with a weak political opposition and contributed to the emerging awareness of people. That's why these people gave it the leading role in transition, because it was the last source of trust.

Finally, the nature of political regime and personality of incumbents proved to influence the outcome of national conferences, as Bratton and Van de Walle wrote. The plebiscitary regime of Benin and Kérékou's attempt to incorporate all social categories were benefic for emerging of civil society and social movements. In the end all these factors led to a positive outcome of conference, with free elections and a peacefully change of regime. On the other hand, Mobutu's strong personality and his ability to manipulate political opposition helped him to manipulate and destroy the national conference and to maintain in power until 1997 when he was overthrown violently by Kabila.

Bibliography

Primary sources:

Consitution du 15 août 1974 du Congo Zaire

[<http://mjp.univ-perp.fr/constit/cd1974.htm>], 25 May 2015

World Bank, *Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth*, November 1989, 37-38 [http://www-wds.worldbank.org/servlet/WDSContentServer/IW3P/IB/1999/12/02/000178830_98101901364149/Rendered/PDF/multi0page.pdf], 25 May 2015

The site of Freedom House [<http://www.freedomhouse.org/>], 25 May 2015

Secondary sources:

Babacar Guèye, (2009), "La démocratie an Afrique: success et resistances", in *Pouvoirs*. No.129, 5-25

Bates, Robert, (2008), *When Things Fell Apart. State Failure in Late-Century Africa*, Cambridge University Press

Bierschenk, Thomas, (July 2009), "Democratization without Development: Benin 1989-2009", in *Springer Science*, 337-357

- Bratton, Michael, Van de Walle, Nicolas, (July 1994), "Neopatrimonial Regimes and Political Transitions in Africa" in *World Politics*, Vol.46, No.4, pp 453-489
- Claffey, Patrick, (2007) *Christian Churches in Dahomey-Benin. A study of their socio-political role*, BRILL, Leiden, Boston
- Dickovick, Tyler J., (2008), "Legacies of Leftism: ideology, ethnicity and democracy in Benin, Ghana and Mali", in *Third World Quarterly*, Vol. 29, No. 6
- Dossou-Yovo, Noel, (1999), "The experience of Benin", in *International Journal on World Peace*, vol. 16, No. 3, 59-74
- Emizet, Kisangai N. F., (April 1998), "Confronting Leaders at the Apex of the State: The Growth of the Unofficial Economy in Congo", in *African Studies Review*, Vol. 41, No.1, pp 99-137
- Fukuyama, Francis, (April 2004), "The Imperative of State-Building", in *Journal of Democracy*, Vol.15, No.2, 17-31
- Huntington, P. Samuel, (1973), *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press
- Ikambana, Peta, (2007), *Mobutu's Totalitarian Political System. An Afrocentric Analysis*, Routledge, New York&London
- Matthee, Heinrich (1998), „The context and dynamics of war in Congo-Kinshasa since august 1998", in *Scientia Militaria, South African Journal of Military Studies*, Vol.28, No.2, 252-264
- Meredith, Martin, (2011), *The Fate of Africa. A History of the Continent Since Independence*, Public Affairs, New York
- North, Douglass C., (1981), *Structure and Change in Economic History*, W.W. Norton& Company Inc., New York,
- Putzel, James, (2008), Stefan Lindemann and Claire Schouten, *Drivers of Change in the Democratic Republic of Congo: The Rise and Decline of The State and Challenges for Reconstruction*, Crisis States Research Center, DESTIN, Working Paper No. 26
- Robbinson, Pearl T., (1994), "The National Conference Phenomenon in Francophone Africa", *Comparative Studies in Society and History*, vol. 36, No. 3, 575-610
- Scott, Bobb F., (1999), *Historical Dictionary of Democratic Republic of the Congo (Zaire) African Historical Dictionaries*, No. 76, The Scarecrow Press, Inc., Lanham, Maryland and London

Young, Crawford, (2009), "The Heritage of Colonialism", in John Harbeson
si Donald Rothchild (Ed.), *Africa in World Politics. Reforming Political
Order*, Fourth Edition, Westview Press

Thompson, Alex, (2010), *An Introduction to African Politics*, 3rd edition, Routledge,
233-239

**LES CONFLITS COLONIAUX D'AFRIQUE DANS LA
CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE ROUMAINE (1878-1914)
CONSIDERATIONS GENERALES**

**COLONIAL CONFLICTS IN AFRICA IN THE ROMANIAN
DIPLOMATIC CORRESPONDENCE (1878-1914)
GENERAL CONSIDERATIONS**

Gabriel Leahu*

Abstract:

The article analyses the African colonial expansion from the late 19th century to the early 20th century as presented in the Romanian diplomatic correspondence. The aim of our initiative is to highlight to what extent and in what perspective, the competition of the Great Powers in Africa had interested Romania, a European state without any involvement or opportunity to work "abroad".

On another level, we have been able to observe how aspects of world history are presented in the Romanian diplomatic documents archived by the Ministry of Foreign Affairs. At the same time, it is obvious that Romanian diplomatic documents provide the necessary nuances, confirmations and additions to what was known about the foreign collections of documents and archive material used by the works of foreign historians, completing in a positive way the image of the mentioned period.

Keywords: Africa, Romania, the Great Powers, colonial expansion, Romanian diplomatic correspondence

L'Afrique! Le Continent Noir, si proche géographiquement mais tellement éloigné par l'exotisme et le mystère, sources de l'imaginaire collectif européen, sans beaucoup de rapport avec la réalité africaine, est entré tard

* Prof. univ. dr., Faculté d'Histoire, Université Chrétienne „Dimitrie Cantemir”, Bucarest.
Contact: gabrielleahu@yahoo.com

dans l'attention des scientifiques. Les actions des missionnaires et des explorateurs dans la première moitié du XIX^e siècle ont suscité la curiosité du public, et puis l'intérêt les pays industrialisés. C'est ainsi que l'Afrique a été explorée et prise en possession par les Européens.

Entre 1880 et 1914, le Continent Noir devient la principale zone de la compétition coloniale, où se bousculent aussi bien les grandes puissances coloniales que des Etats disposant des ambitions de grande puissance, tous visant une petite tranche du « gâteau africain » - d'après l'expression plastique du roi belge Léopold II¹. A la veille de la Première Guerre Mondiale, seulement l'Ethiopie et le Libéria ne faisaient pas partie d'un empire colonial, gardant leur indépendance - par la résistance armée dans le premier cas et par la protection des États-Unis dans l'autre.

Le sujet entamé peut susciter la confusion, non pas par la jonction - apparemment forcée - entre la Roumanie et l'Afrique, mais plutôt par la question de fond, l'expansion coloniale.

Pourquoi l'Afrique et non pas une autre zone de conflit colonial? Composante fondamentale des relations politiques internationales de la période, la confrontation coloniale connaît ici des moments d'intensité maximale, prêts à déclencher des guerres. Mais, elle donne aussi naissance à un étrange rapprochement entre les Etats européens rivaux jusque-là (France - Allemagne ; Italie - France; Angleterre - France).

À son tour, l'analyse de l'expansion coloniale en Afrique à travers la correspondance diplomatique roumaine a été soumise à une triple motivation. Tout d'abord, c'était intéressant de rechercher comment l'activité coloniale a été reçue par un Etat européen sans aucune implication ni chance d'activités "à l'étranger". Deuxièmement, nous avons eu la possibilité d'inverser l'angle habituellement utilisé dans l'historiographie roumaine, et d'observer comment les aspects de l'histoire du monde sont présentés dans les documents diplomatiques roumaines; typiquement, les historiens roumains ont été plus intéressés par la façon dont les étrangers avaient regardé notre histoire. Finalement, le but de notre initiative est de mettre en évidence dans quelle mesure et dans quelle perspective la concurrence des grandes puissances en Afrique avait intéressé la Roumanie.

¹ Expression utilisée par Léopold II dans une discussion avec un diplomate belge en 1877 - J. Stengers, « L'Impérialisme colonial de la fin du XIX^e siècle, mythe ou réalité », dans *Journal of AfricanHistory*, no. 3/1962, p. 488.

Notre intérêt pour ce sujet a surgi d'une conférence tenue par le regretté académicien Gheorghe Platon, que nous avons entendu comme étudiant de la Faculté d'Histoire - Philosophie, Université "Al. I. Cuza"², et qui concernait les **Panamas**³ roumaines à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, y compris l'affaire Hallier. Le contexte est connu, la matière a été solidement abordée⁴, mais la partie intéressante a été la réaction des participants au procès par rapport au discours jugé arrogant et insultant de Raymond Poincaré, l'avocat de Hallier, et en particulier les deux boutades célèbres : « Nous sommes aux portes de l'Orient où tout est pris à la Légère » et « Un Français ne présente jamais des excuses ». Le public a réagi immédiatement, et a condamné l'engouement français, scandant le nom de la station perdue dans le Soudan Nilotique, "Fachoda!" "Fachoda", où se sont confrontées les deux corps expéditionnaires, dirigées par le capitaine Marchand et le général Kitchener et où la France s'est retirée humiliée⁵.

Au cours de la recherche, signifiant le traitement d'une énorme quantité de documents diplomatiques dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères, nous avons eu la satisfaction de découvrir des rapports qui traitaient, parfois in extenso, un certain nombre de problèmes coloniaux, comme l'occupation de la Tunisie par la France (1881) et de l'Egypte par la Colombie (1882), la conférence coloniale de Berlin (1884-1885), la création du condominium anglo-égyptien sur le Soudan nilotique (1898), l'aventure italienne en Abyssinie finalisée par le désastre d'Adua (1896), et la première crise marocaine (1905). La découverte de nombreux documents originaux regardant la présence roumaine en Egypte, dans le contexte de la crise égyptienne de 1882, nous a permis de pouvoir contribuer à compléter les informations existantes sur les démarches qu'on remplissait pour établir une représentation diplomatique au Caire, achevés en 1906⁶.

D'où vient cet intérêt notoire pour les questions africaines? Etait-ce seulement l'attraction pour les lieux et événements exotiques, ou plus que cela?

² Durant l'année universitaire 1978-1979.

³ (Allusion aux fraudes commises pendant le creusement du canal de Panama) affaires frauduleuses à grande échelle.

⁴ Marian Ștefan, 1900: *L'Affaire Hallier*, revue *Magazine Historique*, mai et juin 1992.

⁵ Patricia Wright, *Conflict on the Nil. The Fachoda incident of 1898*, Heinemann, London, 1972.

⁶ Gabriel Leahu, "Romania and Egypt, in the late nineteenth and early twentieth century", dans *Les Annales d'Université Valahia Targoviste*, Section Histoire et Archéologie, tome XI, no. 2, 2009.

La conquête de l'indépendance de l'Etat a profondément changé les prémisses de la politique étrangère roumaine, l'objectif immédiat étant de renforcer la position de la Roumanie dans le concert européen. Vulnérable par sa jeunesse, sa taille, ses objectifs, et occupée à éviter l'isolement politique et sa transformation en objet de compensation pour les grandes puissances, la Roumanie ne pouvait pas ignorer le rapport de forces international. En outre, comme un Etat indépendant, elle entraînait dans un système dont elle était obligée de connaître et de respecter les règles, pour pouvoir accomplir ses aspirations. Nous pensons que cela est à l'origine de la préoccupation particulière donnée par les décideurs de la situation internationale dans la diplomatie roumaine qui regardaient attentivement tout changement d'équilibre des pouvoirs en Europe et dans le reste du monde⁷.

La période entre la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle était une avant-garde dans la vie internationale de la course aux colonies, déroulée particulièrement en Afrique, par de nombreuses puissances européennes impliquées pour des raisons et aux degrés différents. La recherche sur la correspondance diplomatique de l'époque démontre que la Roumanie était intéressée par le phénomène colonial dans le but de relever tout élément nouveau qui pouvait changer l'équilibre des pouvoirs dans le monde. L'attention hautement différenciée portée à l'intérêt national a été subordonnée

⁷ Voir les Rapports diplomatiques de la période (**Fond Archive Historique** – correspondance diplomatique jusqu'en 1894. *Belgique* tomes 186 (1861-1885); 187 (1885-1886); 188 (1887-1889); 189 (1890-1894); *Congrès International de Berlin sur le Congo*, tome 190; *Angleterre* tomes 191 (1880-1887); 192 (1885-1889); 193 (1890-1894); *France* tomes 238 (1876-1884); 239 (1885-1889); 240 (1890-1894); *Allemagne*: tomes 241 (1852-1879); 242 (1880-1884); 243 (1885-1888); 244 (1888-1889); 245 (1880-1891); 246 (1892-1894); *Grèce* : vol. 247 (1851-1884); *Italie* : tomes 263 (1880-1885); 264 (1885-1889); 265 (1890-1892); 266 (1893-1894); *Turquie* : tomes 304 (1880-1888); 305 (1881-1888); 306 (1885-1889); 311 (*Les Rapports du consul général au Salonique*, 1879-1894); 312 (*Les Rapports du consul à Bitolia*, 1892-1894). **Fond 21** – Rapports politiques 1878-1913: *Berlin* : tomes 19 (1878-1895); 20 (1896-1897); 21 (1898-1904); 22 (1905-1913); *Bruxelles* : tomes 23 (1895-1898); 24 (1899-1904); 25 (1905-1909); 26 (1911-1913); *Caire* : tome 31 (1906-1913); *Constantinople* : tome 36 (1898); *Haye* : tome 66 (1908-1913); *Londres* : tomes 67 (1897-1898); 68 (1905-1913); *Paris* : tomes 69 (1877-1898); 70 (1899-1901); 71 (1902-1903); 72 (1904); 73 (1905-1907); 74 (1908-1913); *Rome* : tomes 83 (1877-1896); 84 (1897-1898); 85 (1899-1902); 86 (1903); 87 (1903-1908). **Fond 71** – Dossiers spéciales 1900-1919 - *Abyssinie* : vol. 1; *le Congo Belge* : vol. 34; *Italie* : vol. 39; *Maroc* : tomes 71 et 72; *La Guerre russo-japonaise*: tome 80. **Fond 75** - Consuls honorifiques, 1881-1931-*Egypte* : tome 15.

aux actions coloniales, à la lumière des moments de tension qui ont suivi, mais aussi des rapprochements entre les Etats, parfois complètement inattendus. Les exemples les plus significatifs sont offerts par le soutien accordé par Bismarck à l'expansion française, du Congrès de la Paix de Berlin⁸ au gouvernement de Jules Ferry en passant par le rapprochement entre la France et l'Italie après une vingtaine d'années de conflits⁹, et surtout la fondation de l'Entente cordiale en 1904¹⁰. Chaque fois, le terrain de la réconciliation était colonial, provoquant de surprenantes dérogations aux revendications importantes et longtemps soutenues, ce qui démontre une fois de plus le caractère secondaire des conflits coloniaux. Il est un fait souligné par la Légation roumaine à Paris à l'occasion de la guerre anglo-boer : les événements en Afrique du Sud ont causé "des actions réflexes avec des répercussions dans les approches qui peuvent être réalisées entre les Grandes Puissances"¹¹. L'Italie renonce à ses créances sur la Tunisie et le Maroc, mais on reconnaît ses droits sur Tripolitaine; la France accepte la prépondérance de la Grande-Bretagne à l'Egypte en échange de sa liberté d'action au Maroc; l'Allemagne convient en 1911 avec le protectorat français au Maroc et en obtient des compensations en Afrique centrale; et les exemples peuvent continuer. Les cas mentionnés confirment le troc politique largement pratiqué

⁸ Nous avons la confirmation de cette préoccupation par un document diplomatique roumain. Aux conversations entre le représentant français Waddington et Bismarck, menées dans les coulisses du Congrès de Berlin, prend part aussi Radowitz, qui en 1882 était l'ambassadeur d'Allemagne à Athènes. Ici, dans une discussion qu'il a avec le représentant de la Roumanie, C. Esarcu, sur l'affaire égyptienne en plein essor, le ministre allemand avoue que «la politique de l'Allemagne était de pousser la France en Egypte et en Tunisie et de donner à ses intérêts et à son ambition une direction susceptible de la faire, autant que possible, perdre de vue sur l'Alsace et la Lorraine, ou en cas de vengeance, de rendre difficile et infructueuse toute agression française contre l'Allemagne." De ses entretiens avec Radowitz, C. Esarcu a conclu que "l'occupation de la Tunisie par les troupes françaises avait déjà été mise en place lors du Congrès de Berlin." Archive MAE, Fond Archive historique, tome 191, f. 115, *Rapport de la Légation de Roumanie à Athènes*, le 26 mai / Juin 7, 1882.

⁹ R. Gildea, *Barricades and Borders. Europe 1800-1914*, Oxford University Press, 1987, p. 336; J.B. Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 1993, p. 144; A. J. Grand, H. Temperley, *Europe 1789-1939*, Longmans, London, 1944, p. 399.

¹⁰ Duroselle, *op. cit.*, p. 323-324; voir aussi Renouvin, *Histoire des relations internationales. III. 1871-1945*, Hachette, Paris, 1994, p. 177; Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*, Oxford University Press, Oxford, 1971, p. 407.

¹¹ Archive MAE, fonds 21, vol. 70, f. 93, *Rapport de la Légation de Roumanie à Paris*.

par les Grandes Puissances chaque fois que leurs intérêts vitaux n'étaient pas touchés, phénomène clairement observé aussi par les diplomates roumains¹².

Peut-être mieux que les recoupements réalisés, la diplomatie roumaine était attirée par les moments de tension causés par la concurrence coloniale en Afrique, car le climat international était profondément altéré par la menace d'un conflit générale. Ainsi, à cause de l'Égypte, du Soudan nilotique et du Maroc, dans les capitales européennes, on parlait de guerre. Même si les adversaires changeaient, la possibilité d'une épidémie de conflagration inquiétait les diplomates roumains qui tenaient compte de ses possibles effets négatifs sur la Roumanie. Pour cette raison, le ministre roumain à Berlin, George Vârnăv Liteanu, était si angoissé à cause des complications de la crise égyptienne car il estimait que les Puissances intéressées pouvaient trouver, en plus de celles prévues au Congrès de Berlin, la possibilité d'une «nouvelle approche de la question de l'Orient»¹³.

Dans ce contexte, il y avait des problèmes d'interférence égyptienne et danubienne. La France avait soutenu, à côté de tous les gouvernements, le point de vue austro-hongrois sur le Danube inférieur, en recommandant à la Commission européenne du Danube d'accepter la proposition Barrère, qui favorisait bien sûr l'Autriche-Hongrie. En échange, Charles de Freycinet, le premier-ministre français, espérait obtenir le soutien des Puissances Centrales dans le règlement du problème égyptien. Les calculs français se sont avérés erronés, parce que Berlin, en accord avec Vienne, Rome et Pétersbourg, a évité de soutenir le rétablissement de la paix au long du Nil par une intervention armée. Offensé par ce refus inattendu, Freycinet limite le soutien accordé initialement à la question du Danube. Pour cette raison, le diplomate roumain appréciait l'arrangement franco-austro-hongrois comme un avertissement important pour «les peuples de l'Orient», ce qui impliquait une poursuite

¹² Gr. I. Ghica, le ministre roumain à Paris, a commenté un article paru dans *Le Siècle* du 18 Avril 1903, citant un éditorial de Times sur les conflits coloniaux car, l'auteur de l'article était d'avis que «à tous les égards dans lesquels les intérêts des deux pays pourraient entrer en collision, il ne peut pas apparaître des litiges qui ne sont pas faciles à résoudre avec un peu de respect mutuel et de la bonne volonté». Archive MAE fonds 21f. 81-83, *Rapport de la Légation de Roumanie à Paris*, le 7 Juin de 1903.

¹³ Archive MAE, fond Archive historique, tome 191, f. 104-106, *Rapport de la Légation de Roumanie à Berlin*, le 11/23 mai 1882.

attentive de l'évolution du problème égyptien¹⁴. Cela explique principalement l'intérêt avec lequel la crise égyptienne a été poursuivie plus longtemps, avec des moments d'intensité maximale en 1882 et par la suite jusqu'en 1887. La préoccupation de la Roumanie pour le déroulement de ce problème était si grande que cela a suscité la réaction des Grandes Puissances, l'Allemagne considérant que notre pays ne devrait pas s'inquiéter plus que le Reich à cet égard¹⁵. Dans la même perspective globale, Duiliu Zamfirescu regarde les actions de l'Italie en Abyssinie, qu'il met en correspondance avec celles de l'Albanie par l'intermédiaire d'une éventuelle action de la flotte italienne dans les eaux turques, en vue de compenser l'échec subi à Amba Alagi¹⁶.

Au-delà de cet intérêt général, la diplomatie roumaine a été préoccupée par l'implication de ses alliés dans les conflits provoqués par l'expansion coloniale en Afrique. Pour cette raison, dans le cas de l'Allemagne et de l'Italie, on observe une double perspective par laquelle les problèmes coloniaux sont abordés dans la correspondance diplomatique roumaine. Ainsi, nous avons les rapports des ministres roumains à Berlin, Rome, Paris, Bruxelles, Londres, qui observent directement comment, pour des raisons économiques, politiques ou idéologiques, la fièvre de la colonisation commence à saisir de larges couches de population et l'influence de leurs initiatives coloniales sur les relations internationales. À leur tour, les ministres des Affaires étrangères et surtout ceux initiés suite à l'existence du traité secret d'alliance entre la Roumanie et la Triple Alliance, sollicitent des informations précises sur les conséquences des actions coloniales sur l'Allemagne et l'Italie. Il suffit de rappeler seulement le cas d'Al. N. Lahovary, qui demandait, en Juin 1894, au ministre roumain à Bruxelles « une relation plus précise et impartiale » sur le traité anglo-congolais du 12 mai, en insistant sur des questions précises concernant les intérêts allemands ignorés et la mesure dans laquelle ils coïncidaient avec ceux de la France ou d'un autre Etat¹⁷. Tout aussi convaincant étaient les demandes de Dimitrie A. Sturdza sur la Conférence Coloniale de Berlin et les actions italiennes en Abyssinie¹⁸.

¹⁴ *Idem*, tome 191, f. 187-189, *Rapport de la Légation de Roumanie à Berlin*, le 29 juillet /10 août 1882.

¹⁵ *Ibidem*.

¹⁶ Archive MAE, fond 21, tome 83, f. 118-119, *Rapport de la Légation de Roumanie en Italie*, le 8/20 décembre 1895.

¹⁷ Archive MAE, fond Archive historique, tome 190, *Lettre de cabinet adressée par Al. N. Lahovary à G. Bengescu*, le 16/28 juin 1894.

¹⁸ Archive MAE, fond 21, tome 83, f. 239-241.

Au-delà des complications produites dans les relations internationales par les approches ou les tensions entre les grandes puissances comme conséquence à l'implication agressive en Afrique, les diplomates roumains sont attirés par la similitude de la situation de la Roumanie avec celle de certains pays africains. L'exemple le plus représentatif est l'Égypte, état sous suzeraineté ottomane seulement par le nom et qui voulait obtenir l'indépendance à travers une «révolution nationale». Par conséquent, le mouvement d'Urabi Pacha en 1881-1882 a été apprécié positivement, la solution entrevue pour résoudre définitivement le problème égyptien n'étant pas l'intervention des Grandes Puissances, mais le développement de l'indépendance de ce peuple¹⁹. En outre, la présence de Roumains et en particulier ceux qui étaient affectés par des troubles à l'Alexandrie et au Caire et qui demandaient constamment l'établissement d'un consulat, avait gardé éveillé l'intérêt pour Égypte²⁰.

De même, l'intérêt des diplomates roumains pour les affaires coloniales provenait aussi des innovations apportées au droit international par cette nouvelle préoccupation des Grandes Puissances. On ne prenait en discussion que l'Acte final de la Conférence de Berlin, qui avait établi de nouveaux principes de droit régissant la concurrence coloniale.

La permanente comparaison de la correspondance diplomatique roumaine - traitant les questions coloniales mentionnées - avec des sources externes, nous a permis de relever les connaissances nuancées de nos diplomates au sujet des motivations et des moyens d'action des Grandes Puissances coloniales pour atteindre les objectifs coloniaux africains, ainsi que la pertinence et la validité des analyses faites par les diplomates roumains en poste dans des capitales étrangères, pas nécessairement celles des puissances coloniales.

Cela fonde notre conviction selon laquelle la curiosité vers les événements quelque peu exotique d'Afrique (préoccupation spécifique aux médias et aux journaux de voyage) était moins à l'origine de la préoccupation des représentants roumains pour les problèmes coloniaux que les conséquences que celles-ci ont eu sur la tension des relations internationales, et aussi ses

¹⁹ Archive MAE, fonds Archive historique, tome 191, f. 136-138, *Rapport de la Légation de Roumanie à Berlin*, le 10/22 juin 1882.

²⁰ Gabriel Leahu, *op. cit.*, *passim*.

éventuelles répercussions sur la Roumanie. Dans cette perspective, les diplomates roumains ont précisément capturé les moments-clés dans les relations internationales de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Cela s'illustre par les profondes analyses réalisées toujours par Liteanu sur la diplomatie bismarckienne, qui visait à isoler la France, en neutralisant ses potentiels alliés et en stimulant son appétit colonial. Le diplomate roumain avait observé, avec un sens aigu surprenant pour un contemporain des événements, que dans la vision du chancelier allemand, la politique coloniale était tout simplement un outil diplomatique utilisé pour faire mettre hors de «son Europe» le désir de revanche de la France, et «l'agitation perpétuelle des Grandes Puissances pour influence». De cette façon, la politique coloniale contribuait, malgré les difficultés, à assurer la paix sur le continent européen. Il était évident, pour Liteanu, que l'activité coloniale jouait le rôle de soupape de sécurité pour détendre ou détourner les contradictions européennes²¹. Le caractère mimétique et velléitaire du colonialisme italien a été capturé avec précision par le ministre roumain à Rome, I. Obedenaru, lors de l'analyse sur la «fièvre de colonisation» qui englobait l'opinion publique au début de 1885²². Également, au cours de la catastrophe d'Adua et du procès du général Baratieri, I.N. Lahovary déplorait le malheureux mélange de la politique dans le domaine militaire, dès sa nomination à la commande des troupes opérant en Abyssinie, jusqu'à l'atmosphère créée par Francesco Crispi, qui avait empêché les commandants de juger "libre et clair" quand il était dans le jeu du «prestige de l'armée et l'honneur de la monarchie»²³. Dans la même lancée, sont écrits les rapports venus de Paris, Bruxelles, Londres, Constantinople, Athènes.

La surprise initiale, causée par la qualité exceptionnelle des rapports analysant les questions coloniales, fut atténuée par la compréhension du fait que les représentants de la Roumanie dans les capitales européennes étaient de véritables personnalités, qui se sont imposées par leur culture,

²¹ Archive MAE, fonds Archive historique, tome 191, f. 124-125, *Rapport de la Légation de Roumanie à Berlin*, le 5/17 juin 1882.

²² Archive MAE, fonds Archive historique, tome 264, f. 3-6, *Rapport de la Légation de Roumanie en Italie*, le 20 janvier / 1 février 1885.

²³ Archive MAE, fonds 21, tome 83, f. 200-201, *Rapport de la Légation de Roumanie en Italie*, le 27 juin 1896.

leur charme personnel et leurs relations dans les environnements politiques et sociaux les plus divers. Ce sont autant de raisons qui leur ont permis de discuter sur un pied d'égalité avec les autres représentants de la diplomatie européenne et d'avoir accès à des informations de première main. Les diplomates comme Ion Ghica (Londres), GV Liteanu (Berlin), I. Obedenaru, Duiliu Zamfirescu (Rome), George Bengescu (Bruxelles), Ion Bălăceanu (Vienne, Londres), EN Lahovary (Paris, Rome), Constantin Esarcu (Athènes), I. Ollănescu (Constantinople) se sont imposés par une profonde connaissance de la réalité politique des pays où ils travaillaient, et par la capacité de comprendre les ressorts intimes des actions des Grandes Puissances en Europe et dans le monde. L'exactitude des informations et la profondeur des analyses qui démontrent le mécanisme compliqué de diverses initiatives diplomatiques et qui déchiffrent les véritables raisons des tensions internationales, soutiennent du point de vue de notre recherche, le haut degré de professionnalisme des diplomates roumains.

Jugeant l'activité des diplomates roumains par la perspective à clarifier les causes et les conséquences de la politique coloniale sur les relations internationales en général et sur la Roumanie en particulier, nous sommes convaincus (après l'achèvement d'une partie importante de la correspondance diplomatique roumaine), de l'importance cruciale de notre démarche dans la formation d'une image correcte et cohérente du niveau des décideurs du pays. Cela explique la demande expresse adressée dans diverses circonstances aux diplomates roumains, de soumettre des rapports spéciaux sur les questions coloniales qui agitaient les chancelleries européennes. Leur étude nous a permis de voir, dans tous ces cas, le privilège des facteurs non économiques dans l'expansion coloniale, même si les aspects économiques sont aussi pris en compte.

Simultanément, on enregistre des distinctions entre les diverses manifestations coloniales, ce qui démontre que les auteurs étaient conscients de la nécessité de ne pas juger globalement les actions des Grandes Puissances, chacune ayant des intérêts et des modalités d'action spécifiques. Ainsi, les préoccupations prédominantes et concrètes de l'expansion britannique peuvent être renforcées par un discours prononcé par Lord Salisbury au banquet donné par le Lord Maire de Londres le 9 Novembre 1897: « *Nous ne voulons pas occuper des territoires seulement pour les faire apparaître sur les cartes géographiques comme appartenant à nous. Notre objectif est essentiellement pratique. Nous*

voulons ouvrir le plus grand nombre de marchés possible, mettre en contact autant de consommateurs et de producteurs que possible, et ouvrir de nouvelles routes et les fleuves de cet immense continent. Et nous souhaitons que le commerce puisse continuer sans entrave sur le Niger, le Nil, le Zambèze (...) »²⁴.

En même temps, les rapports sur l'occupation de l'Égypte et les conflits avec les Français pour le Soudan nilotique, soulignent les intérêts stratégiques mondiaux de la Grande-Bretagne concernant le canal de Suez dans le premier cas et la possibilité de menacer sa présence sur la vallée du Nil, dans le deuxième cas²⁵. Pour ces raisons, une mise en garde dans le jugement des motivations des actions des Grandes Puissances en Afrique s'est imposée aussi du point de vue des diplomates roumains. La deuxième observation qui se dégage est que l'expansion coloniale en Afrique est perçue essentiellement du point de vue des actions déroulées par les Grandes Puissances, la conception des diplomates roumains étant dominée naturellement par l'époque dans laquelle ils vivaient, par l'eurocentrisme et la foi dans la mission civilisatrice de l'homme blanc. À l'exception notable de l'Égypte, les Africains n'existaient pas, même si la politique de la force et de la domination n'était pas appréciée dans aucun des cas examinés²⁶.

On peut nous interroger, à la fin de nos travaux de recherche, sur l'influence que la bonne connaissance de l'expansion coloniale des grandes puissances en Afrique et de la crise qu'elle a causée dans les relations internationales avait eue sur la politique étrangère roumaine. Même si, avec le niveau atteint par notre documentation, nous n'avons aucune preuve concrète, mais seulement circonstancielle, nous pouvons quand même affirmer qu'elle importait autant que le jeu colonial impliquait des changements dans l'équilibre de forces dans les Balkans ou affectait la position internationale de l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Italie, en aggravant le climat général avec la menace d'une conflagration générale en Europe.

²⁴ *Idem*, vol. 67, f. 89 – 95, *Rapport de la Légation de Roumanie à Londres*, le 10 novembre 1897.

²⁵ Archive MAE, fond Archive historique, tome 190, f. 55, *Télégramme de la Légation de Roumanie à Londres*, le 22 mai / 4 juin 1894. Voir aussi f. 56, télégramme de 28 mai / 9 juin 1894. Voir aussi W. Langer, *op. cit.*, p. 135, 137-138.

²⁶ Archive MAE, fond Archive historique, tome 191, f. 104-106, *Rapport de la Légation de Roumanie à Berlin*, le 11/23 mai 1882.

En même temps, il est évident que les documents diplomatiques roumains apportent des nuances nécessaires, des confirmations et des ajouts à ce qui était connu sur les collections étrangères de documents et de matériels d'archives utilisées par les travaux des historiens étrangers, en complétant heureusement l'image de la période allant de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle.

Bibliographie

Ministère des Affaires Etrangères, Fond Archive Historique – correspondance diplomatique jusqu'en 1894. *Belgique* tomes 186 (1861-1885); 187 (1885-1886); 188 (1887-1889); 189 (1890-1894); *Congrès International de Berlin sur le Congo*, tome 190; *Angleterre* tomes 191 (1880-1887); 192 (1885-1889); 193 (1890-1894); *France* tomes 238 (1876-1884); 239 (1885-1889); 240 (1890-1894); *Allemagne*: tomes 241 (1852-1879); 242 (1880-1884); 243 (1885-1888); 244 (1888-1889); 245 (1880-1891); 246 (1892-1894); *Grèce* : vol. 247 (1851-1884); *Italie* : tomes 263 (1880-1885); 264 (1885-1889); 265 (1890-1892); 266 (1893-1894); *Turquie* : tomes 304 (1880-1888); 305 (1881-1888); 306 (1885-1889); 311 (*Les Rapports du consul général au Salonique*, 1879-1894); 312 (*Les Rapports du consul à Bitolia*, 1892-1894). **Fond 21** – Rapports politiques 1878-1913: *Berlin* : tomes 19 (1878-1895); 20 (1896-1897); 21 (1898-1904); 22 (1905-1913); *Bruxelles* : tomes 23 (1895-1898); 24 (1899-1904); 25 (1905-1909); 26 (1911-1913); *Caire* : tome 31 (1906-1913); *Constantinople* : tome 36 (1898); *Haye* : tome 66 (1908-1913); *Londres* : tomes 67 (1897-1898); 68 (1905-1913); *Paris* : tomes 69 (1877-1898); 70 (1899-1901); 71 (1902-1903); 72 (1904); 73(1905-1907); 74 (1908-1913); *Rome* : tomes 83 (1877-1896); 84 (1897-1898); 85 (1899-1902); 86 (1903); 87 (1903-1908). **Fond 71** – Dossiers spéciales 1900-1919 - *Abyssinie* : vol. 1; *le Congo Belge*: vol. 34; *Italie* : vol. 39; *Maroc* : tomes 71 et 72; *La Guerre russo-japonaise*: tome 80. **Fond 75** - Consuls honorifiques, 1881-1931-*Egypte* : tome 15.

Duroselle, J.B. (1993), *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris : PUF.

Gildea, R. (1987), *Barricades and Borders: Europe 1800-1914*, Oxford: Oxford University Press.

- Grand, A. J., Temperley, H. (1944), *Europe 1789-1939*, London : Longmans.
- Leahu, Gabriel, (2009), *Africa. Un continent disputat (1878-1912)*, București: Editura didactică și pedagogică.
- Leahu, Gabriel, (2009), "Romania and Egypt, in the late nineteenth and early twentieth century", dans *Les Annales d'Université Valahia Târgoviște*, Section Histoire et Archéologie, tome XI, no. 2, 147 - 161.
- Renouvin, P. (1994), *Histoire des relations internationales. III. 1871-1945*, Paris : Hachette.
- Stengers, J. (1962), « L'Impérialisme colonial de la fin du XIX^e siècle, mythe ou réalité », dans *Journal of African History*, no. 3, 469 - 491.
- Taylor, A.J.P. (1971), *The Struggle for Mastery in Europe, 1848-1918*, Oxford: Oxford University Press.
- Ștefan, Marian (1992), „1900: Afacerea Hallier”, *Magazin Istoric*, mai et juin.
- Wright, Patricia (1972), *Conflict on the Nil. The Fachoda incident of 1898*, London: Heinemann.

INTERVENTION MILITAIRE ET AIDE HUMANITAIRE EN AFRIQUE

MILITARY INTERVENTION AND HUMANITARIAN AID IN AFRICA

Paul Kun*

Abstract

A central problem of the actual political ethics is to fit the means to the justified ethical goals. In our case, it is the situation when, for rescuing the civil population from a state affected by a civil war or another military conflict, the donor must utilize a certain military means. What is our view about the goals of the humanitarian aid and why this political action is more and more perceived as harmful? Our thesis is that is a common moral responsibility of the donors and the receivers for both the means and the goals of the humanitarian aid and we cannot assume that only a part is responsible.

Keywords: humanitarian aid, military intervention, political ethics, moral responsibility, civil war

Pourquoi ne sommes-nous pas capables à réagir d'une manière adéquate quand nos semblables se confrontent avec des situations de crise qui leurs menacent la vie ? Pourquoi les bonnes intentions tournent en mauvaises? Certains critiques de l'aide humanitaire, notamment de celui qui suppose une intervention militaire, nous disent que, en réalité, les pays

* Paul Kun est Maître des conférences à l'Université de l'Ouest de Timisoara. Études en philosophie à l'Université de Bucarest, D.E.R.A. à l'École Doctorale de Bucarest, le doctorat en philosophie à l'Université Babes-Bolyai de Cluj. Boursier de New Europe Collège de Bucarest. Domaines d'intérêts de recherche actuelle : l'éthique politique, l'anthropologie philosophique, la théorie du nationalisme, la théorie des élites politiques. Travaux publiés sur l'éthique appliquée, sur l'épistémologie, la théorie de la communication politique.

Contact: bbckoo@gmail.com

donateurs ne visent pas des buts altruistes, ils ne résonnent pas à la souffrance des autres, mais ils suivent leurs propres buts égoïstes ou même néo-colonialistes. On arrive ainsi à penser que l'aide humanitaire est non seulement inutile, mais dangereux pour les receveurs¹. La situation se complique s'il s'agit d'un pays en pleine guerre civile : les armées en conflit utilisent les aides apportées par les humanitaires pour la continuation de la guerre, aux dépens de la population civile. Pour cela, Linda Polman formule d'une manière assez claire la question suivante : Si l'aide est devenu un aspect stratégique de la guerre, la prétention de neutralité faite par les organisations de l'aide humanitaire reste-elle encore justifiée?² L'idée de tous ces critiques est celle d'une certaine hypocrisie des humanitaires qui se comportent, d'après un exemple utilisé par Polman, comme si, en 1943, ils apportaient des ressources au camp nazi de concentration de Mauthausen, tout en sachant qu'elles seront utilisées par les bourreaux contre leurs victimes. Bien sûr, tous ces critiques se fondent sur des tragédies réelles, sur des situations dans lesquelles le résultat de l'intervention humanitaire a été le pire. Comment on a arrivé à ce changement de signification de l'aide humanitaire ? Comment on a arrivé à soupçonner les humanitaires de mauvaise conscience ?

L'aide humanitaire est, premièrement, une forme de don. Le don peut être conçu soit comme quelque chose rationnel, motivé par les rapports de communication-coopération entre les gens, comme une forme particulière d'échange, soit comme quelque chose irrationnel, immotivé, individuel ou collectif, mais sans aucun rapport avec les échanges économiques ou sociaux.³ Dans la première situation, le don établit une certaine relation sociale entre le donneur et le receveur, pendant que dans la dernière il n'y a que l'acte unilatéral du donneur, qui ne comporte rien de la part du receveur. La

¹ Ainsi, un article de *New Yorker*, le 3 novembre 2010, "The moral hazards of humanitarian aid. What is to be done", écrit par Philip Gourevitch, est précédé par une fable qui raconte l'histoire d'un singe qui veut sauver un poisson de se noyer. Le seul regret du singe, quand il voit le poisson agonissant, après il a été arraché de l'eau, est qu'il n'a pas intervenu plus tôt. D'une manière ironique, Gourevitch souligne l'incapacité de l'humanitaire à comprendre et à réagir d'une manière adaptée.

² *The Crisis Caravan. What's wrong with humanitarian aid ?*, Metropolitan Books, New York, 2010, pp.10-11.

³ Voir à ce sujet l'étude de Jacques T. Godbout, "Les « bonnes raisons » de donner", publié dans la revue *Anthropologie et Sociétés*, vol. 19, no 1-2, 1995, pp. 45-56. Québec : département d'anthropologie de l'Université Laval.

première position est soutenue par les adeptes de l'approche économique du don, pendant que la dernière est embrasée par ceux qui refusent la réduction économique. Ainsi Jean-Paul Sartre exprime clairement une telle position : « Une des structures essentielles du don est la reconnaissance de la liberté des autres : le don est occasion [...] de transformer le donné en une autre création, bref en un autre don. Ainsi l'humanité ne se referme jamais sur soi, elle est toujours ouverte, car en aucun cas elle ne se prend elle-même pour fin. Elle se réalise par-dessus le marché »⁴. C'est-à-dire que, en donnant, le donneur renonce non seulement à l'objet, mais aussi au droit de lui fixer un but : c'est la liberté du receveur de décider sur la fin de l'objet du don. Une telle vision sur le don, si on applique à l'aide humanitaire, a pour principale conséquence le fait que le donneur doit se borner à faire la donation, tout en laissant au receveur la liberté à décider sur l'utilisation de l'aide. Ainsi l'intervention militaire, dans le cas d'un pays affecté par la guerre et, par conséquent, par la famine et le danger d'une catastrophe humanitaire, devient moralement injustifiée, une fois que le receveur (qu'il soit l'État ou des ONG locaux) a la liberté à décider sur la destination et l'utilisation de l'aide. Le point faible de l'argumentation de Sartre c'est le fait que, dans le cas de l'aide humanitaire, l'intervention militaire est demandée justement par le fait que le receveur n'a plus la possibilité à exercer sa *liberté*. Que faire, à qui s'adresser dans un pays qui est, au fait, partagé entre plusieurs factions armées qui, chacune se réclame comme l'unique représentant légitime de l'État, mais en fait menace au moins une partie de la population avec l'extermination ou la purification ethnique ?⁵ S'il n'y a plus de l'autorité étatique, il n'y a aussi de liberté. Mais s'il n'y a pas de sujet politique, reste toujours un sujet, c'est le sujet de l'aide humanitaire, la population civile, menacée par la famine et la destruction provoquées par la guerre.

Je veux présenter dans cet essai une position différente par rapport aux positions déjà présentées : l'aide humanitaire n'est ni une relation essentiellement économique (une échange des équivalents), ni un acte unilatéral de donation. Pour cela, je veux introduire une notion morale, celle de « responsabilité ». C'est-à-dire, que l'aide humanitaire est une relation de responsabilité commune entre le donneur et le receveur. La responsabilité est l'élément essentiel de la relation. Cette notion est, d'ailleurs, le liant

⁴ *Cahiers pour une morale*, Paris, Gallimard, 1983, p. 177.

⁵ C'est le dilemme actuel du conflit de Syrie.

évident pour l'action conjuguée des ONG civiles et des forces militaires auxiliaires. Mais, cela ne va pas sans difficultés : ainsi, Catriona Gourlay⁶ montre que « L'armée a de tout temps combattu pour défendre des intérêts politiques, collectifs ou nationaux. Les forces militaires sont entraînées et payées pour recourir à la violence en se conformant à certaines règles afin d'atteindre des objectifs fixés par les gouvernements. L'action d'une armée est donc toujours fondamentalement politique, même si sa mission peut comprendre des objectifs humanitaires « neutres » d'un point de vue politique. » Même si c'est vrai que l'action militaire n'est que le prolongement de l'action politique, nous devons garder dans la pensée le fait qu'il s'agit des militaires des forces ONU ou des soldats volontaires qui agissent pour des raisons plutôt humanitaires que politiques. La remarque de Gourlay est valable s'il s'agit des militaires autochtones, déjà impliqués dans un conflit politique. Pour les forces de paix les choses vont différemment et, on peut dire, que l'objectif premier « des organisations humanitaires civiles est de soulager les souffrances de tous » et valable aussi pour eux. « La réalisation de cet objectif implique de pouvoir atteindre toutes les populations concernées. » Mais cela, ne suppose, aucunement, qu'il faut « que les organisations soient perçues comme des acteurs neutres dénués de toute motivation politique », parce que la neutralité est aussi un engagement politique : les ONG et les forces armées ont le même but : sauver le plus grand nombre de vies, indépendamment de la position par rapport au conflit politico-militaire.

Cette différence fondamentale entraîne inévitablement des tensions entre militaires et civils au niveau de l'action humanitaire. La coopération civilo-militaire dépend en effet de la politisation de l'intervention militaire et de la façon dont cette mission est admise par les parties concernées. Si la population locale n'accepte pas cette action ou si l'armée est perçue comme une partie au conflit, alors les tensions se multiplient entre acteurs civils et militaires et les organisations humanitaires civiles prennent leurs distances par rapport à l'armée.

Pour présenter directement les choses, je veux poser le problème suivant : la situation est, au moins, paradoxale, d'un part, des états et gouvernements donneurs, qui cherchent, en intervenant, à aider certains

⁶ « Des partenaires distants : la coopération civilo-militaire dans les interventions humanitaires ». Le document qu'on peut consulter à l'adresse [http: www.apan.org].

pays qui se confrontent avec des gros problèmes causés par des désastres naturels ou par des guerres, d'autre part les critiques de ces donateurs, qui reconnaissent la gravité de la situation, mais critique « l'intervention » des pays donateurs. Certaines critiques semblent raisonnées et nous allons les examiner plus loin, pour voir s'il s'agit de quelque chose qui tient de la présence de l'armée dans le paysage ou de la complexité de la situation.

Mais, premièrement, examinons-nous les rapports entre les agents de l'aide – il s'agit, d'habitude, des ONG – et ceux de la force armée. Du point de vue des opérations, les humanitaires et les militaires se rencontrent sur des territoires visés par des opérations de paix. Ils sont obligés à communiquer entre eux. Les ONG ont besoin d'entretenir des relations avec les militaires pour connaître les emplacements des points de contrôle et savoir les franchir afin de livrer l'aide aux populations.

Ils peuvent aussi bénéficier de renseignements sur la sécurité afin de minimiser les risques dans les zones de conflit et post-conflit. De leur côté, les militaires doivent, pour leur mandat de sécurisation des territoires, connaître les différents acteurs qui opèrent dans leur zone. Les ONG peuvent fournir certains renseignements sur des populations, leur état sanitaire, les conditions humaines, les restrictions de mouvements, permettant aux militaires d'accroître leur connaissance de l'environnement.

L'augmentation des relations militaires/humanitaires n'est pas sans soulever plusieurs difficultés. Un certain nombre d'ONG voient négativement l'implication de l'armée dans leur secteur d'activités. L'implication des militaires a été perçue, certaines fois, comme contrevenante aux principes humanitaires des ONG centrés sur l'idée de neutralité et d'impartialité de l'aide.

Nous pouvons remarquer que, dans ce cas, même si, les deux parties ont des buts spécifiques, leur but commun est identique, c'est-à-dire la préservation de la vie de la population civile et que les divergences sont liés plutôt à la complexité de la situation⁷ du point de vue militaire que à l'attitude partisane des militaires.

Il existe un autre reproche adressé aux donateurs, celui que les pays riches utilisent la pauvreté, notamment des pays africains, pour s'en débarrasser du surplus de production économique, notamment agricole, aux dépens de pays aidés, dont l'agriculture est affaiblie, par le fait que les

⁷ Les critiques des ONG ont visé certaines situations ponctuelles.

produits fournis par l'aide, en étant gratuits, ils font une concurrence évidente avec les produits locaux. L'argument peut paraître correct, mais il existe certaines objections, dont je veux seulement les énoncer :

1. Une économie en crise – catastrophe naturelle ou politique – ne se comporte pas comme une économie normale, c'est-à-dire le marché n'est plus libre – même dans un pays riche. La situation humanitaire réside justement dans le fait que l'économie est bloquée, que le marché ne fonctionne plus, qu'une grande partie de la société est menacée, notamment par la famine. Même dans les pays moins riches, quand il y a une telle situation, les institutions de l'État se mobilisent pour assurer, gratuitement, l'aide humanitaire. On peut dire que l'aide est humanitaire dans la mesure même dans laquelle est gratuit.⁸
2. L'aide est, par définition, assurée avec l'accord et à la sollicitation explicite des autorités de l'État affecté. La Corée du Nord a refusé, en plusieurs reprises, l'aide humanitaire, pour des raisons politiques. En dépit, de l'amertume provoquée par le refus, les États donateurs ont respecté la décision du gouvernement coréen, tout en insistant sur la nécessité de l'aide. Les seules situations quand on peut ignorer une telle demande sont celles quand il n'y a plus une autorité politique reconnue, c'est-à-dire quand la crise humanitaire est accompagnée par une crise politique – une guerre civile, un coup d'État etc. Cette situation est assez rare en d'autres parties du monde – le récent tremblement de terre du Népal, par exemple, mais extrêmement fréquente en Afrique. La crise politique change beaucoup le contexte de l'aide humanitaire, comme nous allons voir plus loin. Dans ce cas-là, la priorité est de sauver le plus de ceux affectés par la détresse, au gouvernement local lui revenant la responsabilité de trouver les mesures nécessaires pour le rétablissement du fonctionnement de l'économie.
3. Intervention militaire est présentée, par les critiques de l'aide humanitaire, comme la preuve de l'attitude néo-colonialiste, impérialiste etc. des pays donateurs, comme étant une affliction de la souveraineté du pays en détresse, un mélange dans les affaires

⁸ C'est la raison pour laquelle nous parlons de « don ».

internes du pays en cause. En réalité, l'intervention est justifiée seulement par des raisons de sécurité du personnel qui assurent le ravitaillement de la population affectée par la situation de détresse. Le personnel militaire ne participe pas au conflit militaire ou politique, mais seulement protège les convois humanitaires des attaques armées qui mettent en danger la vie du personnel humanitaire. Ceci a été, par exemple, le cas en Somalie. Si les militaires s'absenteront, alors le but de l'aide humanitaire ne soit plus atteint. Au fond, l'aide humanitaire est destinée à la population civile et non plus aux militaires en conflit pour le pouvoir politique dans ce pays. Mais la présence des militaires peut aggraver la situation politique, parce qu'il y a une source supplémentaire de conflit, la présence militaire étrangère.

4. Ce dernier aspect apporte un élément supplémentaire pour notre tableau : le fait que l'aide est destinée à la population affectée par la situation de crise, indépendamment et au dehors de son attitude envers la situation qui a produit la crise, envers les parties en conflit. La population peut envisager l'aide comme une sorte de reconnaissance de la justesse de son position politique, sans aucun rapport avec la situation qui a provoqué l'aide, c'est-à-dire la catastrophe qui menace les vies des gens. Ainsi, on arrive à un changement d'attitude envers le personnel humanitaire et envers leur pays. L'hostilité envers celui qui veut t'aider, pas seulement le manque de reconnaissance. Les prises d'otages parmi le personnel humanitaire sont possible justement parce que la population en détresse adopte le point de vue de ceux qui sont en conflit.

L'effet cumulé de tous ces critiques est le découragement de l'aide humanitaire. La raison est simple : si l'aide humanitaire n'a aucune, d'après ces critiques, justification éthique, mais plutôt économique, politique etc., alors à quoi bon faire tous ces efforts ? Si l'aide humanitaire cesse d'être un signe de la bonne-volonté éthique et le moyen d'échapper à un certain malaise de conscience, alors à quoi bon dépenser tant d'argent et du temps ?

La justification morale est, pour beaucoup des compagnies occidentales, une bonne manière d'améliorer leur image. La responsabilité sociale corporatiste (RSC) est devenue le moteur principal des grandes compagnies internationales. L'image publique est devenue plus importante

que la qualité des produits : la raison est simple. La qualité du produit est devenue moins signifiante dans le choix du produit. L'idée de la consommation responsable met l'accent plutôt sur d'autres aspects. Par exemple, une compagnie hollandaise qui commercialise du thé produit en Thaïlande, a acheté une page entière dans la revue *Fortune* pour se présenter comme étant une compagnie qui est préoccupée par les conditions de vie et de travail du personnel thaïlandais. Aucune parole sur la qualité du thé, c'est-à-dire on présente la compagnie, pas le produit.

L'activité humanitaire est, pour beaucoup des compagnies, une source d'améliorer leur image publique, de se présenter comme étant sensibles à la souffrance des démunis. Cette justification est acceptée et approuvée, valorisée et, au fond, tant qu'elle existe, c'est peu important si elle est fondée sur un sentiment de compassion authentique ou il s'agit, simplement, de devoir accompli. Le fait que quelqu'un est prêt à renoncer à un avantage pour un semblable en détresse est le fait qui compte. Et, de ce point de vue, est immoral à supposer que celui-ci fait ce qu'il fait, il le fait pour des mauvaises intentions ou par une mauvaise conscience, parce qu'il se sent coupable envers celui qui souffre. Même s'il existe des gens qui, du point de vue psychologique, se sentent coupables envers ceux qui souffrent, cela ne signifie nullement qu'ils sont vraiment, du point de vue moral, coupable tant qu'ils n'ont pas commis quelque chose de mauvais contre ceux-ci. Donc, est immoral, mais aussi contre-productif, parce que celui qui peut assoupir sa mauvaise conscience en contribuant à l'aide humanitaire, il le fait seulement si cette action le soulage, lui procure vraiment ce sentiment qu'il a fait quelque chose de bien. Si l'attitude envers cette action, l'image même de l'aide humanitaire sont démoralisés, alors il va chercher un autre moyen de soulagement moral.

Il s'agit aussi d'un problème d'identité, notamment pour les sujets du volontariat humanitaire : les volontaires répondent à un appel, et projettent dans leur acte ce qu'ils sont socialement, ce qu'ils pensent et ce à quoi ils croient. Façonnés par leur milieu socio-culturel, ils orientent leurs pratiques de solidarité en fonction de leur identité, d'où l'existence d'une cohérence entre leur profil socio-culturel et les causes qu'ils soutiennent. C'est en ce sens que l'on peut dire que le volontariat est un acte socialement déterminé, fruit de la conjonction entre l'action associative et les inclinations

"socio-généreuses" des volontaires.⁹ Si on leur conteste la dimension morale de leur identité personnelle, alors on met en cause justement la raison principale pour laquelle ils ont embrassé cette activité de volontariat. Le cas est plus dramatique si nous considérons le cas des militaires impliqués dans des actions humanitaires » si, pour une raison ou une autre, ils n'ont pas réussi à réaliser le but pour lequel ils se sont mobilisés, leur identité personnelle est en crise profonde. C'était le cas du colonel Romeo Dallaire, qui a dirigé les militaires ONU pendant les massacres de Rwanda ou des militaires hollandais qui ont fait partie du contingent de Srebrenica : Dallaire n'a pas réussi à dépasser la culpabilité provoquée par la mort de 2 millions de rwandais et s'est-il suicidé; beaucoup des soldats hollandais ont passé par des crises de dépression profonde causées par le fait qu'il n'ont pas empêché les exécutions des civiles bosniaques.

Il existe, bien sûr, des dilemmes provoqués par les agents impliqués, notamment par les ONG : l'un des plus importantes c'est celui concernant les standards de l'action humanitaire. D'un part, il est besoin de tel standard pour évaluer l'activité de chaque ONG d'une manière objective, impartiale. D'autre part, chaque situation est trop complexe et trop spécifique pour être réduite et mesurée. Les standards fixent les buts et les moyens et jugent le succès ou l'échec de l'action en ignorant, certaines fois, les buts et les moyens particuliers impliqués par l'action concrète. D'autre part, nous avons un ensemble fini de standards et, de l'autre, une diversité des ONG, avec des buts et des moyens différentes, difficiles à réduire et à mesurer. C'est pour cela que beaucoup des ONG réclament la renonciation à la standardisation et l'adoption des critères plus spécifiques.¹⁰

Les ONG sont, ainsi, coincées entre les exigences des donateurs et les demandes concrètes de ceux auxquels l'aide est destinée. Certains critiques des ONG humanitaires parlent d'un certain « brouillard de l'humanitaire »¹¹, c'est-à-dire de l'incapacité des ONG à évaluer d'une manière objective la situation avec laquelle doivent répondre. Les critiques reprochent notamment le fait que les ONG sont orientées plutôt vers l'action sur place que vers

⁹ Conformément à Ariane Epée, « Donner aujourd'hui – Éléments pour une sociologie du don caritatif », essai publié dans *Polis*, Vol. 9, Numéro spécial, 2001/2002.

¹⁰ Peter Walker; Daniel Maxwell, *Shaping the Humanitarian World*, Routledge, 2009, p. 147.

¹¹ En anglais « fog of humanitarianism », d'après l'expression « fog of war » qui suggère l'incapacité à prévoir les intentions de l'ennemi pendant la guerre.

l'évaluation des ressources, des moyens et des solutions envisagés. Ce reproche souligne un autre aspect qui, d'habitude, est ignoré par les critiques, il s'agit de l'urgence de l'aide humanitaire. Ainsi le temps est la dimension essentielle de l'aide : la situation est telle que l'action est prévalent sur toute évaluation. Bien sûr, les ONG ont une expérience suffisante pour faire des évaluations préliminaire, mais ce qui compte c'est l'urgence de l'action sur le camp. L'évaluation compte plus dans le cas de l'intervention militaire, comme s'était le cas de Rwanda¹², ou l'ampleur du conflit a été sous-évalué par les responsables du Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans le cas du Darfur, aussi, il a fallu deux années pour réussir à « calibrer » d'une manière adéquate le contingent militaire.

Contrairement aux certaines critiques, l'appui militaire est plutôt sous-évalué que surévalué : justement, pour n'être pas accusés de « neo-colonialisme » ou « neo-impérialisme », les pays donateurs ont la tendance d'envoyer des contingents réduits, avec une efficacité sur mesure, fait qui peut contribuer, d'une manière négative, à la détérioration de la situation humanitaire.

Certains critiques suivent justement le but d'un remplacement de l'aide humanitaire, qui est rejeté pour des raisons d'hypocrisie et inefficacité, par d'autres moyens, notamment par des rapports institutionnels de coopération économique. Mais, ici on revient à la différence essentielle entre l'aide humanitaire (qui est urgente, immédiat et à court terme) et l'aide de développement (qui est réfléchi, médiat et à long terme) : chacun tient d'une logique différente et suive des buts différent, tel que ni l'aide humanitaire ne peut pas remplacer l'aide de développement, mais aussi ni l'aide de développement ne peut pas remplacer l'aide humanitaire.

Une autre polémique¹³ a été suscitée par le devoir de protéger¹⁴ qui sera le but principal de l'aide humanitaire : « protéger » c'est assez ambigu. S'il s'agit de protection contre la famine, les maladies ou les intempéries, les ONG peuvent assurer une telle protection et c'est leur responsabilité

¹² Peter Walker, *op. cit.*, p. 148.

¹³ Violeta Schubert et Mark Smith ont fait une présentation de cette polémique dans « 'Strange Bedfellows?' Security, Humanitarianism and the Politics of Protection », *Melbourne Journal of Politics*, Vol. 32, 2007.

¹⁴ En anglais, „duty to protect”.

principale. Mais, s'il s'agit de la protection contre des menaces humaines à la vie de la population, alors les ONG sont impuissantes et les seuls qui peuvent faire quelque chose pour les gens en cause et pour les membres des missions humanitaires eux-mêmes sont les militaires. Schubert et Smith ont remarqué une tendance toujours plus forte, d'une part, des ONG de s'éloigner des militaires – à la raison de l'utilisation de la force brute - de l'autre côté, des donateurs de voir les ONG comme capables d'assurer la protection de civiles contre la violence guerrière – ce qui suppose une certaine qualification militaire du personnel humanitaire. Tout cela aboutisse soit à une tension toujours plus forte entre les deux parties, humanitaire et militaire, soit à une dangereuse exposition des vies des volontaires de la mission humanitaire, incapables de protéger non seulement la vie des autres, mais aussi leur propre vie.

Dans ce contexte de la nécessité de la présence militaire, on parle aussi d'une « politisation » de l'aide humanitaire. On sait que les principes sur lesquels a été construite l'action humanitaire ont été l'universalité, l'indépendance, la neutralité et l'impartialité de l'aide. Les commencements de l'aide humanitaire ont été faite par des représentants de religions (Croix Rouge, Croissant Rouge), qui été d'une manière évidente, non-combattants et non-affiliés politiquement. Les organisations nouvelles (*Greenpeace*, *Les Médecins sans frontières*) ont une structure et motivation assez différente, suffisante pour justifier les doutes. Ainsi l'Agence RIA Novosti a publié sous le titre « Syrie : la crise humanitaire, prétexte à une intervention militaire, la déclaration de Serguei Lavrov, le ministre russe des Affaires Étrangères : *« Nous ne voulons pas transformer la crise humanitaire en bulle spéculative et tenter de façon politisée de mettre tout sens dessus dessous et de revenir à une intervention militaire. »*¹⁵

Les discussions autour de la politisation de l'aide humanitaire ont été provoquées notamment par l'action des ONG américaines en Afghanistan¹⁶, qui ont été accusées par des activistes afghans mais aussi français, pendant

¹⁵ La déclaration de M. Lavrov a été reprise par le site du poste *La voix de la Russie* et est accessible à l'adresse [<http://fr.sputniknews.com/>].

¹⁶ Mohammed Haneef Atmar, un activiste afghan, a accusé le fait que les ONG américaines ont aidés les talibans, conformément au Devon Curtis, "Politics and Humanitarian Aid: Debates, Dilemmas and Dissension", dans *Humanitarian Policy Report*, 10, 2001, p. 4.

la guerre soviéto-afghane, mais aussi, après la chute du régime des talibans¹⁷. Cette politisation de l'aide humanitaire est, aujourd'hui, le plus souvent invoquée, notamment par ceux qui sont part dans les conflits militaires qui ont provoqué l'urgence humanitaire, et qui, donc, adoptent une position partisane. Bien sûr, il y a des situations dans lesquelles certaines États, pour des raisons particulières (religieuses, ethniques ou économiques) interviennent dans un autre pays, en invoquant l'aide humanitaire, mais sans le respect des principes énoncés plus haut.¹⁸ Mais, dans le cas des institutions internationales ou des ONG humanitaires, le soupçon de la politisation est risqué et peut mettre en échec l'action humanitaire elle-même. Cela nous fait à conclure que, aussi, tous ceux qui se prononcent sur ce sujet sont responsables, au moins en partie, du succès ou de l'échec et qu'on ne peut pas et, par conséquent, on ne doit pas présenter, d'une manière présomptueuse, une action d'aide humanitaire comme politisée seulement parce que nous partageons des idées politiques, religieuses ou autres différentes par rapport à celles partagées par ceux qui s'efforcent à aider leurs semblables en détresse.

Bibliographie

- Curtis, Devon (2001), "Politics and Humanitarian Aid: Debates, Dilemmas and Dissension", in *Humanitarian Policy Report*, 10, 3-19.
- Epée, Ariane, « Donner aujourd'hui – Éléments pour une sociologie du don caritatif », essai publié dans *Polis*, Vol. 9, Numéro spécial, 2001/2002, 25-61.
- Godbout, Jacques T. (1995), "Les « bonnes raisons » de donner", in *Anthropologie et Sociétés*, vol. 19, no 1-2, 45-56.
- Polman, Linda, (2010), *The Crisis Caravan. What's wrong with humanitarian aid?*, New York, Metropolitan Books.

¹⁷ Cf. le commentaire de Martin Dieux, « Le danger de la confusion humanitaire/militaire en Afghanistan », qui parle d'une « conception américaine » sur l'aide humanitaire. L'article est accessible à l'adresse [<http://www.youphil.com>].

¹⁸ C'est le cas des « convois humanitaires » russes destinés pas à la population affectée par la guerre d'Ukraine, mais aux séparatistes.

Sartre, Jean-Paul (1983), *Cahiers pour une morale*, Paris, Gallimard.

Schubert, Violeta, Smith, Mark (2007), "Strange Bedfellows? Security, Humanitarianism and the Politics of Protection », *Melbourne Journal of Politics*, Vol. 32, 25-44.

Walker, Peter; Maxwell, Daniel (2009), *Shaping the Humanitarian World*, London, Routledge.

WARFARE AND HUMAN (IN)SECURITY IN THE HORN OF AFRICA

Laura M. Herța*

Abstract:

The main purpose of this article is to show that certain postulates of Realist and Neorealist thinking in International Relations (IR) are not really applicable on the regional configurations in the Horn of Africa. The main goals herein are: 1) to identify and underline certain endemic sources of insecurity in the Horn of Africa and 2) to argue that state-centric views on security in this region do not offer solutions for the security of individuals. The main argument which will be built throughout this article is that (Neo)realist, state-centric approaches do not trigger the security of states (through counter-balancing configurations and territorial gains) in the Horn of Africa and that Human Security is a more appropriate framework for analysis in this case. Basically the argument is that "powerful states" mean different things when exploring different regions and the huge difference between highly militarized states (hence powerful in material terms), on the one hand, and weak states, on the other, needs to be emphasized.

Keywords: Horn of Africa, warfare, security, regional hegemony, (Neo)realism, Human Security

Introduction

The main purpose of this article is to show that certain postulates of Realist and Neorealist thinking in International Relations (IR) are not really applicable on the regional configurations in the Horn of Africa.

* Laura M. Herța holds a PhD in History and is currently Lecturer in International Relations within the Department of International Relations and American Studies, Faculty of European Studies, and member of the Centre for African Studies (Babeş-Bolyai University). Contact: laura.herta@euro.ubbcluj.ro

Therefore, the article will be structured as follows: the first part will briefly outline some of the arguments and contentions of the Realist and Neorealist theory, by focusing on key concepts such as power, hegemony, centrality of states, state security. Then the discussion on the meaning of security in IR literature will follow suit, by focusing on the “widening and deepening” of security, and by emphasizing the arguments embedded in Human Security. The second part of the article will explore the weaknesses of states in the Horn of Africa and traits of insecurity, by looking at both the recurrence of inter-state wars and at the proliferation of intra-state violence.

As such, the main goals herein are: 1) to identify and underline certain endemic sources of insecurity in the Horn of Africa and 2) to argue that state-centric views on security in this region do not offer solutions for the security of individuals.

The main argument which will be built throughout this article is that (Neo)realist, state-centric approaches do not trigger the security of states (through counter-balancing configurations and territorial gains) in the Horn of Africa and that Human Security is a more appropriate framework for analysis in this case. Basically the argument is that “powerful states” mean different things when exploring different regions and the huge difference between highly militarized states (hence powerful in material terms), on the one hand, and weak states, on the other, needs to be emphasized.

Realism and Neorealism: main tenets and caveats regarding security and war

Despite numerous discussions on the limits of (Neo)realism and the abundant and outstanding criticism formulated against this theoretical approach, there is one predominant idea in IR: that (Neo)realism is a crucial and challenging theory within the study of International Relations/International Politics/World Politics, which ignited a pivotal transformation in thinking about the international system and the behaviour of states within it. A great deal of coherent and innovative works emerged as both *a criticism against* and *a tribute to* (Neo)realism.¹ As Richard Ashley formulated it, “Neorealism

¹ See, for example, Alexander Wendt’s title of his prestigious and widely quoted book *Social Theory of International Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1999), which represents a critical view against (Neo)realism, but also a tribute to renowned Neorealist scholar Kenneth Waltz and his seminal book *Theory of International Politics* (1979).

[...] is a progressive scientific redemption of classical realist scholarship. It serves the interests of classical realism under new and challenging circumstances [...] neorealism is twice blessed. It is heir to and carries forward both of the great revolutions that preceded it: realism against idealism, and science against traditionalist thought.”²

Realism is mainly associated with classical realism and the work of Hans Morgenthau and focuses on the human nature (and hence occurrence, recurrence, and ubiquity of conflict) which is inherently predisposed to power-seeking and dominance. Morgenthau defined power broadly as “anything that establishes and maintains the control of man over man.”³ As John Mearsheimer explained the classical realist thinking, “virtually everyone is born with a will to power hardwired into them, which effectively means that great powers are led by individuals who are bent on having their state dominate its rivals.”⁴ One key feature of Realism is its commitment to rationality, meaning that state leaders are rational leaders who are able to calculate positive outcomes that produce the maximization of power for the state. One other major concept introduced by Morgenthau is “the balance of power”, which the scholar described as “necessary outgrowth” of “power politics”.⁵ Robert O. Keohane emphasized that “the ‘balance of power’ is for Morgenthau a ‘universal concept’”, but the term was used so broadly to prove its universality that it became inconsistent. Hence, “without coherent definitions of ‘power’ and ‘balance of power’, Morgenthau was unable to create a consistent and convincing theory.”⁶

Neorealism emerged during the Cold War period (more precisely in the 1970s) and extended and nuanced the precursors’ arguments, chiefly by shifting the attention to the international system in which states are determined

² Richard Ashley, “The Poverty of Neorealism”, in Robert O. Keohane (ed.), *Neorealism and its Critics*, New York: Columbia University Press, 1986, p. 160.

³ See Hans Morgenthau’s *Six Principles of Political Realism*, in *Politics among Nations*, New York: Knopf, 1948.

⁴ John J. Mearsheimer, “Structural Realism,” in Tim Dunne; Milja Kurki; Steve Smith (eds.), *International Relations Theories: Discipline and Diversity*, Oxford: Oxford University Press, 2006), p. 72.

⁵ Morgenthau, *op. cit.*, p. 161.

⁶ Robert O. Keohane (ed.), *Neorealism and its Critics*, New York: Columbia University Press, 1986, p. 13.

to behave and interact. One prominent scholar was Kenneth Waltz. According to Keohane, "for Waltz, a good theory will not merely point to the importance of power and the balance of power, as Morgenthau did, but will account for the recurrent formation of balances of power in world politics, and tell us how changing power configurations affect patterns of alignments and conflict in world politics."⁷ For Kenneth Waltz, the anarchic nature of the international system allows for conflict to emerge and "states are unitary actors who, at minimum, seek their own preservation and, at maximum, drive for universal domination."⁸

Ole Waever underlined that "security is, in historical terms, the field where states threaten each other, challenge each other's sovereignty, try to impose their will on each other, defend their independence [...]"⁹ The Realist postulates have been dominating the field of Security Studies throughout time and especially during the Cold War, when *national security* became the centrepiece of concern. The Realist account on *national security* is indicative for the materialist-loaded conception of states' ability to maximize the military capabilities in order to address the security problem. On the systemic level, the international system was (and always is) governed by anarchy (and ubiquity of conflict/violence/attack) which led to an international order wherein *security from outside threats* was the essence of rational thinking. Therefore, *statism* and *self-help* are overriding principles whereas power was exclusively and overwhelmingly centred on military capacity. Thus, states ("like-units" in Kenneth Waltz's terms¹⁰) are mainly preoccupied with external threats. Basically, issues of security were concerned with the "phenomenon of war" and with "the study of the threat, use and control of military force."¹¹

Neorealism did not focus on human nature, since it is actually a systemic theory which argues that conflict, power-seeking behaviour, and war are the results if the anarchic international order. Anarchy governs the

⁷ Keohane, *op. cit.*, p. 15.

⁸ Kenneth Waltz, *Theory of International Politics*, Reading: Addison Wesley, 1979, p. 118.

⁹ Ole Waever, "Securitization and Desecuritization", in Barry Buzan; Lene Hansen (eds.), *International Security* (volume III *Widening Security*), London: Sage Publications, 2007, pp. 66-98.

¹⁰ Waltz, *Theory of International Politics*.

¹¹ Stephan Walt, "The Renaissance of Security Studies", *International Studies Quarterly*, 1991, 35 (2), pp. 211-139.

international system and since there is no higher authority above states to regulate inter-state relations or hamper warmongering behaviour, then “international anarchy is the permissive cause for war.”¹²

“Some states may hunger for power for power’s sake. Neorealist theory, however, shows that it is not necessary to assume an innate lust for power in order to account for the sometimes fierce competition that marks the international arena. *In an anarchic domain, a state of war exists if all parties lust for power. But so too will a state of war exist if all states seek only to ensure their own safety [...].*”¹³

Hence, what prevails in inter-state relations is prudence (about the capabilities of others), self-help (since states can only rely on themselves for protection) and the inherent security dilemma, and survival (which represents states’ most important interest). Power relations on the international scene are proportional to the distribution of capabilities (always measured in military terms, *i.e.* material forces).

Kenneth Waltz talked about the “permissive cause of war” in his book *Man, the State and, War* (from 1954) but, as Cynthia Weber keenly noted, in his *Theory of International Politics* (1979), “Waltz extends international anarchy from a cause of war into a systemic ordering principle of the international system, a move which gives birth to the tradition of (neo)realism”¹⁴, also called structural realism. For Waltz, then, anarchy and the distribution of capabilities are ordering principles of the international structure. States counter-balance each other (especially in a bipolar system) while at the same time trying to maximize their power (since this is the best and rational thing to do in an anarchical structure) and trying to cope with the security dilemma.

Cynthia Weber argued that there is something missing from the world as anarchic structure described by Waltz and that is *fear*, meaning that the security dilemma is attributable to the international anarchy *per se*,

¹² Kenneth Waltz, *Man, the State, and War* quoted in Cynthia Weber, *International Relations Theory. A critical introduction*, Second edition, London and New York: Routledge, 2006, p. 16.

¹³ Kenneth Waltz, “The Origins of War in Neorealist Theory,” in Robert I. Rotberg and Theodore K. Rabb (eds.), *The Origin and Prevention of Major War*, New York: Cambridge University Press, 1989, pp. 43–44. Emphasis added.

¹⁴ Cynthia Weber, *International Relations Theory. A critical introduction*, Second edition, London and New York: Routledge, 2006, p. 16.

when actually it is only when state-leaders are taken by fear that they see that conflicts emerge within the conditions of anarchy.¹⁵ Cynthia Weber used the 1963 British movie *Lord of the Flies* (based on the homonymous novel written by William Golding) to indicate that anarchy alone does not lead to conflict (unless it is supplemented with fear among participants). C. Weber's point is to show that "anarchy does not create the fear that Waltz theorizes in *Theory of International Politics*. Rather, fear creates the effects that Waltz attributes to anarchy – prioritizing survival, self-help over cooperation, and either conflict or competitive balancing."¹⁶

The end of the Cold War spurred an interesting and rich debate on whether (Neo)realism still offers valid assumptions about the new international system/order. Critical, constructivist, and liberal voices in IR tried to emphasize (Neo)realism's poverty. Kenneth Waltz, though, recharged the main tenets by rejecting, *inter alia*, the liberal peace thesis:

"Democracies may live at peace with democracies, but even if all states became democratic, the structure of international politics would remain anarchic. The structure of international politics is not transformed by changes internal to states, however widespread the changes may be. In the absence of an external authority, a state cannot be sure that today's friend will not be tomorrow's enemy."¹⁷

The arguments and work of Kenneth Waltz have been associated with *defensive realism* and other Neorealist scholars (such as John Mearsheimer) gained prominence under the banner of *offensive realism*.

According to Mearsheimer, "there is a limitless power struggle [...] but what drives it is not an appetite for power in the human animal, but a search for security that is forced by the anarchic structure of the international system."¹⁸ In this sense, Mearsheimer shares the idea of power-seeking behaviour with Hans Morgenthau, but, as a structural realist, he identifies a different cause for this, namely the anarchic condition of the international

¹⁵ Weber, *op. cit.*, pp. 31-32.

¹⁶ *Ibidem*, p. 32. Emphasis in the original.

¹⁷ Kenneth Waltz, "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, Vol. 25, No. 1 (Summer 2000), p. 10.

¹⁸ Glenn H. Snyder, "Mearsheimer's World—Offensive Realism and the Struggle for Security. A Review Essay", *International Security*, Vol. 27, No. 1, Summer 2002, p. 151.

system. The latter is also a shared understanding of states' behaviour on the international scene between Waltz and Mearsheimer, but the two neorealist scholars separate intellectually and analytically when the following question is addressed: how much power do states want?

"For defensive realists, the international structure provides states with little incentive to seek additional increments of power; instead it pushes them to maintain the existing balance of power. Preserving power, rather than increasing it, is the main goal of states. Offensive realists, on the other hand, believe that status quo powers are rarely found in world politics because the international system creates powerful incentives for states to look for opportunities to gain power at the expense of rivals and to take advantage of those situations when the benefits outweigh the costs. A state's ultimate goal is to be the hegemon in the system."¹⁹

Ultimately, for Neorealists, the chief objective for states is security. In Waltz's defensive realism, states are able and ready to accept risks and "and more willing to live with only a modest amount of security" whereas in Mearsheimer's offensive realism, "security might be defined crudely as the probability that one's core interests will not be challenged or violated over some reasonable time span."²⁰ According to Mearsheimer, "it makes good strategic sense for states to gain as much power as possible and, if the circumstances are right, to pursue hegemony. The argument is not that conquest or domination is good in itself, but instead that having overwhelming power is the best way to ensure one's own survival."²¹

In previous articles, my main attempt was to underline that the (Neo)realist understanding of power and security does not capture a complex dynamic of violence, as is the case of most African new wars, which display state weakness, internal fragmentation, proliferation of militias, civil wars, and the spill-over effects of conflicts in neighbouring states. Hence, the materialist dimension built on the triangle security-weaponry-military strength neglects *ontological security* and the groups' and the individuals' security is not primarily addressed, since the state is the provider of internal

¹⁹ John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*. New York: W.W. Norton, 2001, *apud Ibidem*, pp. 151-152.

²⁰ Snyder, *op. cit.*, p. 153.

²¹ Mearsheimer, *Structural Realism*, p. 72.

security.²² In what follows, I will briefly introduce Human Security, distinguish the dynamic of insecurity in the Horn of Africa, and then try to show the merits of Human Security when discussing the concepts of power and security in the Horn.

Human Security

In the 1990's, the extension of non-traditional, "widening" and "deepening" debate on security moved away the objectives of policy (and the essence of theorizing) from the military to economic, societal, environmental, and human security.²³ The focus of concern shifted from the *security of nations* to the *security of groups and individuals*. Hence, in 1994, the United Nations Development Programme issued the *Human Development Report* marking the transition "from nuclear security to human security," or to "the basic concept of human security" defined as safety from "such chronic threats as hunger, disease and repression," and "protection from sudden and hurtful disruptions."²⁴

In 1995, the International Commission on Global Governance vertically extended security by showing that "global security must be broadened from its traditional focus on the security of states to the security of people and the planet."²⁵ That same year the United Nations Secretary-General

²² Laura M. Herta, "Humanitarian Intervention and Human Security – Sociological, Critical, and Constructivist Approaches to (In)security in Africa", in Valentin Naumescu (ed.), *Democracy and Security in the 21st Century: Perspectives on a Changing World*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2014, pp. 343-381; Laura M. Herta, "Intra-state violence in DR Congo and Human Security – Perspectives from International Relations Theories", in Wolfgang Benedek, Vanda A. Dias, Lisa M. Heschl, Matthias C. Kettemann, Reinmar Nindler, Kalkidan N. Obse, Stefan Salomon (eds.), *An African Spring? Human Rights and Security in Times of Change*, European Training and Research Centre for Human Rights and Democracy (ETC), Graz, 2014, pp. 186-218.

²³ The Copenhagen School and its leading scholars Barry Buzan, Ole Waever, Jaap de Wilde, Lene Hansen and Emma Rothschild revisited the concept of security by focusing on its broadening attributes. See Barry Buzan; Ole Waever; Jaap de Wilde, *Security: A New Framework for Analysis*, Boulder: Lynne Rienner, 1998 and Barry Buzan; Lene Hansen (eds.), *International Security* (volume III *Widening Security*), London, Sage Publications, 2007.

²⁴ *Human Development Report 1994*, United Nations Development Programme (UNDP), New York, Oxford, Oxford University Press, 1994.

²⁵ The Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood*, Oxford: Oxford University Press, 1995, p. 78.

called for a “conceptual breakthrough” enhancing or protecting “the security of people in their homes, jobs and communities.”²⁶ And the Commission on Human Security has concentrated on “distinct but interrelated areas concerned with conflict and poverty, protecting people during violent conflict and in post-conflict situations, defending people who are forced to move, overcoming economic insecurities ...”²⁷

As emphasized elsewhere²⁸ as well, Edward Newman captured different approaches on human security. The first one, wherein “scholars of human security argue that for many people in the world [...] the greatest threats to ‘security’ come from internal conflicts, disease, hunger, environmental contamination or criminal violence”. In this approach, the focus is on the individuals’ confrontation with the threats which from their own state and not from an ‘external’ adversary. A second “approach to human security is narrower, and focuses on the human consequences of armed conflict and the dangers posed to civilians by repressive governments and situations of state failure”; in this understanding, the brutality of the modern armed conflicts indicates that civilians are deliberate targets and conflict is associated with refugees flows, humanitarian disasters, child soldiering, and human displacement. It follows then, that “conventional security analysis is woefully inadequate for describing and explaining the realities of armed conflict and its impact upon humanity.”²⁹

The United Nations presents Human Security as “practical policy framework for addressing widespread and cross-cutting threats” and emphasizes its core goals:

“Recognizing that threats to human security vary considerably across and within countries, and at different points in time, the application of human security calls for an assessment of human insecurities that is

²⁶ Boutros Boutros-Ghali, “Let’s get together to halt the unravelling of society” quoted in Emma Rothschild, “What is security?”, in Barry Buzan; Lene Hansen (eds.), *International Security* (volume III *Widening Security*), London, Sage Publications, 2007, p. 3.

²⁷ Commission on Human Security, *Human Security Now*, Commission on Human Security, New York, 2003.

²⁸ Herta, *Humanitarian Intervention and Human Security*, p. 367.

²⁹ Edward Newman, “Critical human security studies”, *Review of International Studies*, 2010, 36, pp. 80-81.

people-centred, comprehensive, context-specific and preventive. Such an approach helps focus attention on current and emerging threats to the security and well-being of individuals and communities.”³⁰

Basically, the idea behind human security is to explore and remedy individuals’ insecurities. This approach was triggered by the re-configuration of international politics in the aftermath of the Cold War and by the globalization of world politics. As such, there was a need to formulate policies and design strategies for addressing global threats, like HIV, pollution, global warming (which singular states cannot solve), but also a need to pinpoint to particularities of insecurity in certain regions. Another development during the last decades was the decrease in inter-state warfare, but at the same time the proliferation of intra-state armed conflicts affecting huge numbers of civilians. Therefore, Human Security emerged as both a response to such new threats (mostly affecting the individuals, hence it’s people-centred stance) and as a conceptual breakthrough in International Relations and Security Studies.

The Horn of Africa and (in)security

When attempting to address the region called the Horn of Africa, two approaches are found. The narrowest geographical delimitation includes Djibouti, Eritrea, Ethiopia, and Somalia in the Horn.³¹ According to some, the “proper Horn” comprises Ethiopia, Somalia, Djibouti, Sudan and, since 1991, Eritrea.³² Another approach refers to the Greater Horn of Africa and hence to a broader geographical delimitation. Martin R. Rupiya and Alfred G. Nhema mention the Horn as comprising the seven states of Ethiopia, Eritrea, Djibouti, Sudan, Somalia, Uganda and Kenya, while for Samson S. Wasara “originally,

³⁰ United Nations, United Nations Trust Fund for Human Security, *Human Security Approach*, [<http://www.un.org/humansecurity/human-security-unit/human-security-approach>], accessed July 2015.

³¹ [www.ifrc.org], accessed May 2015.

³² Martin R. Rupiya; Alfred G. Nhema, “A Regional Security Perspective from and for the Horn of Africa”, in Hans Günter Brauch; Úrsula Oswald Spring; Czeslaw Mesjasz; John Grin, Pál Dunay; Navnita Chadha Behera; Béchir Chourou; Patricia Kameri-Mbote; P. H. Liotta (eds.), *Globalization and Environmental Challenges. Reconceptualizing Security in the 21st Century*, New York, Berlin, Heidelberg: Springer, 2008, p. 801.

the Horn was composed of Djibouti, Ethiopia and Somalia”³³, but “the Horn is an expanding region that includes Kenya, Sudan, and Uganda, through belonging to Inter-Governmental Authority on Development (IGAD).”³⁴ In delineating the Horn, Berouk Mesfin points to the inter-related patterns and interactions among several states pertaining to the Horn of Africa:

“Uganda [...] and Yemen, Libya and Egypt are no less involved in the issues and processes of the region and certainly have an impact on power balances and developments. All these states share social and cultural values emanating from a centuries-old tradition of interrelationships, common religious practices and economic linkages. Furthermore, the political fate of each state in the region has always been inextricably intertwined with that of neighbouring states.”³⁵



Source: Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
[www.eda.admin.ch]

³³ *Ibidem*.

³⁴ Samson S. Wasara, “Conflict and State Security in the Horn of Africa: Militarization of Civilian Groups”, *African Journal of Political Science*, 2002, vol.7, no. 2, p. 43.

³⁵ Berouk Mesfin, “The Horn of Africa security complex”, in Roba Sharamo; Berouk Mesfin (eds.), *Regional Security in the post-Cold War Horn of Africa*, Monograph 178, 2011, p. 3.

Scholars and analysts refer to the Horn of Africa as “virtually synonymous with crisis” and emphasize the marginalized position the region has in world affairs, which “has created a vacuum increasingly filled by regional rivals engaged in destabilizing proxy wars.”³⁶ Also, the postcolonial legacy and institutional deficiencies in weak state structures are described as follows: “it is also a region in which postcolonial boundaries and state institutions themselves are coming under increasing strain, and may or may not survive in their present form long into the twenty-first century.”³⁷

In this region, features of warfare and conflict-related patterns of insecurity are “deeply rooted in economic underdevelopment, environmental hazards, repressive political systems, and competition over natural resources and external linkages.”³⁸ The region is associated with a “complex web of insecurity”³⁹ and the following causes could be synthesized:

- Power struggles, ethnic, religious or clan-based discrimination⁴⁰, African “strongmen”
- Persistence of inter-state wars, proxy wars, and military interference in neighbouring countries
- Intra-state warfare, warlords, civilian militarization
- Civilian displacement, poverty, famine, food insecurity

Samson Wasara underlined that “political exclusion, economic marginalization, and social discrimination threaten the security of citizens and often the state is perceived as the primary threat to their survival.”⁴¹ The persistence and long incumbency of African strongmen (such as Idi Amin

³⁶ Ken Menkhaus; John Prendergast, “Conflict and crisis in the Greater Horn of Africa”, *Current History*; May 1999; 98, 628, p. 213.

³⁷ *Ibidem*.

³⁸ Wasara, *op. cit.*, p. 43.

³⁹ John Siebert, “Human Security: Setting the Agenda for the Horn of Africa”, *The Ploughshares Monitor* Summer 2009 Volume 30, Issue 2, [http://ploughshares.ca/pl_publications/human-security-setting-the-agenda-for-the-horn-of-africa/], accessed May 10, 2015.

⁴⁰ See details in Endalcachew Bayeh, “Human security in the Horn of Africa: Trends and Challenges”, *International Journal of Multidisciplinary Research and Development*, 2014; 1(7), pp. 344-345.

⁴¹ Wasara, *op. cit.*, p. 46.

Dada, Mengistu, Nimeiri or Siad Barre) have led to political exclusion and the separation between domestic politics and citizens demands (by allocating power and control to certain groups and discriminating and marginalizing the others). Often, the removal of such strongmen produced power vacuum at the centre and led such states to the verge of collapse.⁴²

Both types of warfare are present in the Horn. On the one hand, there is a constant persistence of inter-state warfare (Ethiopia *versus* Somalia, Ethiopia *versus* Eritrea, Sudan *versus* South Sudan⁴³) and, as observed by Berouk Mesfin, the proxy wars in the Horn of Africa represent a “logic of subversion”.⁴⁴ On the other hand, intra-state violence and internal armed conflicts also pervade the lives of civilians, amounting to civil wars that threaten the very existence of states in the region. The immediate consequence for the region is massive human displacement, refugee flows, and internally displaced people (IDPs).

The apparent cause for inter-state wars in the Horn is that the “region’s states will continue to try to survive as cohesive and united entities and to defend their territorial integrity”⁴⁵ but in fact most of the military strategy does not serve the interest of the state, but the particularistic objectives of state leaders and their ambition to hold on to power. As Berouk Mesfin has formulated it, “regional security is intimately linked to the survival and interests of regimes in place as well as of rebel movements, which actually all gain from conflict and are respectively a part and manifestation of the problem rather than part of the solution.”⁴⁶ According to Eboe Hutchful, “popular security has been sought through ethnicity, vigilantism and other primordial and non-formal institutions, away from (and often against) the

⁴² This was amply described and analyzed by William Zartman, (ed.), *Collapsed States: The Humanitarian Challenge to the United Nations*, Boulder: Lynne Rienner, 1995.

⁴³ See details in Wasara, *op. cit.*, pp. 48-51.

⁴⁴ Mesfin, *op. cit.*, p. 16. The author summarizes other analyses on this issue as follows: “Mengistu engaged Barre in a proxy guerrilla war in which they each supported the other’s insurgent. The Christian fundamentalist Lord’s Resistance Army received support from Islamist Sudan in retaliation for Uganda’s support for the Sudan People’s Liberation Army. Sudan’s support for the Eritrean Islamic Jihad invited Eritrean support for the Sudan People’s Liberation Army and the National Democratic Alliance, which was even allowed to occupy the Sudanese embassy premises in Asmara.”

⁴⁵ *Ibidem*, p. 22

⁴⁶ *Ibidem*, p. 21

state.”⁴⁷ Hence, shifting the focus from state leaders’ interests and the logic of state security to the actual victims of warfare, namely civilians, we could argue that a different conceptual framework offers more insights on the insecurity of the citizens. Therefore, a human security approach and a non-Western account of African state formation and institution building provide a coherent view on how humanitarian crises could be solved and human suffering and insecurity could be ended.

Another source of insecurity in the Horn of Africa is represented by droughts, famines, disruption of pastoralists’ lives, which triggered environmental degradation, scarcity of resources, food insecurity, poverty, famine⁴⁸, and human insecurity. Berouk Mesfin indicated that “the Horn of Africa can be characterised as the most deprived and poorest region in Africa, if not in the world” where “droughts result in food deficits each year, thereby making the Horn of Africa one of the regions with the greatest food insecurity in the world.”⁴⁹ In 2011, for example, the International Committee of the Red Cross “provided emergency food rations to more than 1.2 million people, emergency water rations to 347,000 people and shelter materials to 561,060 IDPs” in Somalia.⁵⁰

After what was called the warlords armed conflicts in the early and mid-1990s in Somalia, in recent years another threat is posed by piracy and terrorism⁵¹ and hence the region was considered a hot spot in the war against terrorism, but Mesfin has contended that

“[...] the diffusion of modern military technologies and state-of-the-art techniques of organisation, which the US approach entailed, went beyond the modernisation of the military or the transfer of weapons. It led to the institutionalised surveillance of entire populations and the blind, wholesale suppression of all political opponents, leading in effect to the diffusion of ideas, such as Islamist fundamentalism, with resultant security problems, particularly in Somalia.”⁵²

⁴⁷ Eboe Hutchful, “Africa: Rethinking Security”, *African Journal of Political Science*, volume 3, number 1, June, 1998, p. 5.

⁴⁸ See Bayeh, *op. cit.*, p. 345 and Rupiya; Alfred G. Nhema, *op. cit.*, pp. 803-804.

⁴⁹ Mesfin, *op. cit.*, p. 4.

⁵⁰ ICRC *Annual Report 2011*, Somalia, p. 150, [<http://www.icrc.org/>].

⁵¹ Bayeh, *op. cit.*, p. 344.

⁵² Mesfin, *op. cit.*, p. 20.

Do Realist and Neorealist postulates apply to the Horn of Africa?

In this section, the goal is to test the validity of certain (Neo)realist assumptions in the case of behaviours, strategies, and actions pursued by states in The Horn of Africa. Also, the aim is to prove its limited applicability for states in this region and to argue that human-centric approaches could be more relevant in addressing local particularities and in apprehending the meaning of state power.

As mentioned previously, in Mearsheimer's offensive realism, "security might be defined crudely as the probability that one's core interests will not be challenged or violated over some reasonable time span."⁵³ When applied to the case of two states in the Horn, which are considered would-be regional hegemons, the following questions are raised: does Sudan, does Ethiopia attain this through militarization? Are they able to reach this state of security, wherein their interests are not threatened? No, in fact, instead of expansion (through acquiring new territories), they actually lost parts of their territories. Eritrea broke away from Ethiopia in 1993 whereas South Sudan gained independence from Sudan in 2011. Moreover, "security moves in the offensive realist scenario are moves of territorial expansion, which involve actually taking something from others, rather than merely preparing to do so, as with arms procurement or alliance formation."⁵⁴ The two countries are competing for regional hegemony (not only between themselves, but also against Kenya), and still they were not able to eliminate the challenges of weaker states in the region (like Somalia or Eritrea), and they used much of their power (at times in vain) to counteract internal threats.

As Snyder indicated, "the security dilemma, in most formulations [...], emphasizes how power and security competition can occur between states that want nothing more than to preserve the status quo."⁵⁵ In the Horn of Africa, though, the two countries were not able to preserve the status quo, since new countries emerged on the world scene (Eritrea, in 1993, and South Sudan, in 2011). But, maintaining the status quo is the rationale

⁵³ Snyder, *op. cit.*, p. 153.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 156.

⁵⁵ *Ibidem*, p. 155.

behind states' actions in neorealist terms. And yet, two would-be regional hegemonies, relying on power and the military sector, failed in this respect.

According to postulates of offensive realism, "states should maximize power, and their ultimate goal should be hegemony, because that is the best way to guarantee survival."⁵⁶ In Mearsheimer's analysis, "hegemony is applied both globally and regionally."⁵⁷ As explained by Peter Toft, Mearsheimer believes that the main "strategy for gaining power is war and conquest", because "a successful war may oust the rival from the ranks of the great powers thereby making the aggressor safer."⁵⁸ One cannot say that this was the case with Sudan and Ethiopia. In materialist terms, security maximization occurred in the Horn of Africa through arms procurement, counter-balancing, deterrence, buck-passing, but security was not attained. Somalia has been on the verge of collapse for years, Sudan and Ethiopia have waged unsuccessful wars and also have lost parts of their territories, not conquered others. In this case, aggressive behaviour did not bring safety.

One of Mearsheimer's main assumptions is "that the main goal of states is survival. States seek to maintain their territorial integrity and the autonomy of their domestic political order. They can pursue other goals like prosperity and protecting human rights, but those aims must always take a back seat to survival, because if a state does not survive, it cannot pursue those other goals."⁵⁹ I now try to build an argument which indicates that the opposite would ensure the power of states in the Horn of Africa. Here I would like to draw the attention to the difference between highly militarized states (hence powerful in material terms), on the one hand, and weak states, on the other. In fact, both are attributes of many states in the Horn, they are highly militarized, prone to waging wars against neighbours, and committed to arms procurement and alliance building to secure realist state interests. But, at the same time, they have impoverished populations, scarcity of resources, precarious health systems, debilitated economies, and frail institutions. In this sense, states seem powerful (in material or military terms) but are often considered as part of the poorest and region in the world.

⁵⁶ Mearsheimer, *Structural Realism*, p. 75.

⁵⁷ Peter Toft, John J. Mearsheimer. *An Offensive Realist between Geopolitics and Power*, Institut for Statskundskab, 2003, p. 6.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 7.

⁵⁹ Mearsheimer, *Structural Realism*, p. 74.

According to other accounts, "in the Horn of Africa, Kenya, Ethiopia, and Sudan are all plausible hegemonies but each is hampered by having interests in other regions (Kenya, Sudan) or by internal or regional conflict (Sudan, Ethiopia)."⁶⁰ Most states in the Horn seem prepared militarily to fence off external threats and counteract regional rivals/enemies, but in fact they wage devastating and exhausting wars against rebel movements and parts of their societies. In this cycle, another action is worth mentioning: the more regional states are challenged from within by rebellions and insurgencies, the more the states in the Horn spend money to support similar sub-state groups operating in their rival neighbouring countries with the apparent purpose of destabilizing and weakening them. The chief interest should rather be to gather the support of their own population, thus gaining also control over internal territories and preserving the status quo (like neorealist thinking suggests).

"The Horn of Africa experiences conflicts that set states against states and communities against communities resulting in political turbulence and human tragedy. This situation is connected with the inability of states to pursue rational policies that call for social cohesion. Governments and dissident political movements induce civilians to become accomplices of senseless wars. Thus, conversion of civilian populations into military and paramilitary groups is a common feature of this region."⁶¹

According to Richard Ashley's lucid critique, "Neorealism is bound to the state [...] Thus, for purposes of theory, the state must be treated as an unproblematic unity: an entity whose existence, boundaries, identifying structures, constituencies, legitimations, interests, and capacities to make self-regarding decisions can be treated as given, independent of transnational class and human interests and undisputed, (except perhaps by other states)."⁶² The state is, then, seen as "singular actor with a unified set of objectives in the name of the collective good."⁶³ Such a description does not fit to states

⁶⁰ Terrence Lyons, Gilbert M. Khadiagala (eds.), *Conflict Management and African Politics: Ripeness, Bargaining, and Mediation*, New York: Routledge, 2008, p. 88.

⁶¹ Wasara, *op. cit.* p. 39.

⁶² Richard Ashley, "The Poverty of Neorealism", in Robert O. Keohane (ed.), *Neorealism and its Critics*, New York: Columbia University Press, 1986, p. 268.

⁶³ *Ibidem*, p. 270.

in the Horn of Africa, but also, according to this understanding, in our globalized world (wherein threats seldom come from regional rivals, but become rather global or internal), many world countries would be excluded from the register of “unproblematic unity”.

As explained by critical constructivist David Campbell, Michel Foucault has already talked about a “society of security” and argued that this entails “practices of *national security* and practices of *social security* [which] structure intensive and extensive power relations, and constitute the ethical boundaries and territorial borders of inside/outside, normal/pathological, civilized/barbaric.”⁶⁴ At the same time, Campbell noted, “while traditional analyses of power are often economistic and negative, Foucault’s understanding of power emphasises its productive and enabling nature.”⁶⁵ The actions pursued by states in the Horn are consistent with the (Neo)realist power-seeking behaviour, but do not achieve the goals prescribed. The issue here is centred on the state and its inner weaknesses previously underlined, since major parts of the populations are not empowered, and the *enabling* nature of security is absent. Another scholar eloquently expressed it like this:

“The ability to project ‘security’, then, as a common good (‘equal protection under the law’), is one of the crucial achievements of the modern state, requiring in turn the ability to engineer perceptions and (to some degree) illusions, of which, surely, the notion of ‘security forces’ has to be one of the best contemporary examples. For most Africans, however, the reality has been that of force (or worse, violence); Africans have too often seen the ‘force’, and hardly ever the ‘security’, in ‘security forces’.”⁶⁶

Two perceptions of security could be tackled in countries of the Horn: the first one is formulated by state leaders, it aims at military external threats, and is based on strategies of disproportionate militarisation (in relation to resources and economic realities) in order to deter and to offset the rivals/enemies. The other one is embedded in communities and populations whose sense of insecurity targets primarily the state itself in which they live. Samson Wasara described how “dissident groups launch recruitment

⁶⁴ David Campbell, *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1992, p. 255.

⁶⁵ *Ibidem*.

⁶⁶ Hutchful, *op. cit.*, p. 5. Emphasis added.

campaigns among disenchanted civilian groups while governments go for forced conscription” and indicated that “experience from Sudan, Kenya and Uganda shows those cattle rustlers and armed bandits take the advantage of civil wars or interstate wars to acquire modern assault rifles for their criminal motives.”⁶⁷ This scenario shows that weaponry is actually de-statized and is no longer controlled by the government (in a unitary military strategy confronting external threats) and that the state is weakened from within. The state is highly militarized from an outsider perspective, but in fact the state is weak because it is eroded from inside. And civilians are completely disenchanted with the state’s actions and military spending while at the same time trying to survive the ensuing violent conditions.

A Human Security approach on this region would point to a different set of states’ actions and development: “rather than achieving security through armaments, human security would be achieved through sustainable human development” because in such a conceptual individual-centred framework “the focus [is] on the safety and security of the individual rather than the defence of borders and survival and security of states and regimes.”⁶⁸ Human-centred approaches lead to apprehending the weakness of states’ institutions in the Horn of Africa, but also to understanding the weakness of civil societies in rebounding and rallying around certain stable leaders. Accordingly, human-security perspectives indicate solutions for enabling the citizens, but would also strengthen the state on the long run and would redress the gruesome features of states in the Horn, as explained by Wasara: “the decline of the role of state as guarantor of protection and human security is serious in the region. Thus, countries in the Horn of Africa are more vulnerable to internal insecurity than from neighbouring countries as it appears on the surface.”⁶⁹

Up to now, though, “in order to hold on to power, hold the state together and defend it against the claims and attacks of other states and rebel movements” the irrational ambition of governments was to “build and

⁶⁷ Wasara, *op. cit.*, p. 40.

⁶⁸ John Siebert, “Human Security: Setting the Agenda for the Horn of Africa”, 2009, *The Ploughshares Monitor*, Summer 2009 Volume 30 Issue 2, 2009, [http://ploughshares.ca/pl_publications/human-security-setting-the-agenda-for-the-horn-of-africa/], consulted May 10, 2015.

⁶⁹ Wasara, *op. cit.*, p. 47.

maintain military forces of large dimension” which, as shown by Mesfin, leads to scarcity of resources since “excessive militarisation entails an increased burden” and “[is] wasteful, resulting in social projects in education or health remaining stagnant or even non-existent.”⁷⁰ My analysis tried to underline that states’ security in the Horn of Africa should come from within, from the *enabling of citizens*, meaning bottom-up participatory initiatives meant to strengthen states’ institutions.

Conclusion

The combination of strongmen with military spending in order to strengthen the state has not proven a viable solution in the Horn of Africa. The militarization of the state does not match the immediate threats and impoverishes the society, producing human insecurity and the crippling of states’ institutions.

Traditional conceptions of security, based on states’ militarization (meant to counteract external threats) have proven ineffective in the case of the Horn of Africa, since it has not produced the safety/security of states through counter-balancing configurations and territorial gains, or by engaging in aggressive and offensive behaviour. Security maximization occurred in the Horn of Africa through arms procurement, counter-balancing, deterrence, buck-passing, but security was not attained. Somalia has been on the verge of collapse for years, Sudan and Ethiopia have waged unsuccessful wars and also have lost parts of their territories, not conquered others. In this case, aggressive behaviour did not bring safety. Even though highly militarized and pursuing military offensive strategies, states in the Horn of Africa are more vulnerable to internal insecurity than from neighbouring rivals/enemies.

A human-centred “reading” of the scenarios in this region leads to broadly understanding the sources of insecurity, the weakness of states’ institutions in the Horn of Africa, and the local vulnerabilities. Accordingly, human-security perspectives indicate solutions for enabling the citizens which would also strengthen the states from within on the long run.

⁷⁰ Berouk Mesfin, *op. cit.* p. 13.

Bibliography

- Bayeh, Endalcachew (2014), "Human security in the Horn of Africa: Trends and Challenges", *International Journal of Multidisciplinary Research and Development*, 2014; 1(7), 341-346
- Buzan Barry; Hansen, Lene (2009), *The Evolution of International Security Studies*, Cambridge, Cambridge University Press
- Campbell, David (1992), *Writing Security. United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis: University of Minnesota Press
- Commission on Global Governance (1995), *Our Global Neighbourhood*, Oxford: Oxford University Press
- Commission on Human Security (2003), *Human Security Now*, Commission on Human Security, New York
- Herta, Laura M. (2014), "Humanitarian Intervention and Human Security – Sociological, Critical, and Constructivist Approaches to (In)security in Africa", in Valentin Naumescu (ed.), *Democracy and Security in the 21st Century: Perspectives on a Changing World*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 343-381
- Herta, Laura M. (2014), "Intra-state violence in DR Congo and Human Security – Perspectives from International Relations Theories", in Wolfgang Benedek, Vanda A. Dias, Lisa M. Heschl, Matthias C. Kettemann, Reinmar Nindler, Kalkidan N. Obse, Stefan Salomon (eds.), *An African Spring? Human Rights and Security in Times of Change*, European Training and Research Centre for Human Rights and Democracy (ETC), Graz, 186-218
- Human Development Report 1994* (1994), United Nations Development Programme (UNDP), New York, Oxford, Oxford University Press
- Hutchful, Eboe (1998), "Africa: Rethinking Security", *African Journal of Political Science*, volume 3, number 1, June
- ICRC *Annual Report 2011* (2011), Somalia, [<http://www.icrc.org/>], consulted in September 2013
- Keohane, Robert O. (ed.) (1986), *Neorealism and its Critics*, New York: Columbia University Press

- Lyons, Terrence; Khadiagala, Gilbert M. (eds.) (2008), *Conflict Management and African Politics: Ripeness, Bargaining, and Mediation*, New York: Routledge
- Mearsheimer, John J. (1995), "The False Promise of International Institutions", *International Security*, Vol. 19, No. 3 (Winter, 1994-1995), 5-49
- Mearsheimer, John J. (2006), "Structural Realism," in Tim Dunne; Milja Kurki; Steve Smith (eds.), *International Relations Theories: Discipline and Diversity*, Oxford: Oxford University Press, 71-88
- Médecins sans Frontières, *Assisting the Somali Population affected by the humanitarian crisis of 2011*, [<http://www.msf.org/>], consulted in September 2013
- Menkhaus, Ken; Prendergast, John (1999), "Conflict and crisis in the Greater Horn of Africa", *Current History*; May 1999; 98, 628, 213-217
- Mesfin Berouk (2011), "The Horn of Africa security complex", in Roba Sharamo; Berouk Mesfin (eds.), *Regional Security in the post-Cold War Horn of Africa*, Monograph 178, 1-30
- Mouritzen, Hans (2005), "Kenneth Waltz: a critical rationalist between international politics and foreign policy", in Iver B. Neumann; Ole Wæver, *The Future of International Relations. Masters in the Making?*, London and New York: Routledge, 71-95
- Newman, Edward (2010), "Critical human security studies", *Review of International Studies*, 2010, 36, 77-94
- Rothschild, Emma (2007), "What is security?", in Barry Buzan; Lene Hansen (eds.), *International Security* (volume III *Widening Security*), London, Sage Publications
- Rudloff, Peter (2013), "Offensive Realism, Defensive Realism, and the Role of Constraints", *The Midsouth Political Science Review*, Volume 14, December 2013, 45-77
- Rupiya, Martin R.; Nhema, Alfred G. (2008), "A Regional Security Perspective from and for the Horn of Africa", in Hans Günter Brauch; Úrsula Oswald Spring; Czeslaw Mesjasz; John Grin; Pál Dunay; Navnita Chadha Behera; Béchir Chourou; Patricia Kameri-Mbote; P. H. Liotta (eds.), *Globalization and Environmental Challenges. Reconceptualizing Security in the 21st Century*, New York, Berlin, Heidelberg: Springer, 801-810

- Siebert, John (2009), "Human Security: Setting the Agenda for the Horn of Africa", 2009, *The Ploughshares Monitor*, Summer 2009 Volume 30 Issue 2, [http://ploughshares.ca/pl_publications/human-security-setting-the-agenda-for-the-horn-of-africa/], consulted May 10, 2015.
- Snyder, Glenn H. (2002), "Mearsheimer's World—Offensive Realism and the Struggle for Security. A Review Essay", *International Security*, Vol. 27, No. 1, Summer 2002, 149–173
- Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC)
[www.eda.admin.ch], consulted May 4, 2015.
- Toft, Peter (2003), *John J. Mearsheimer. An Offensive Realist between Geopolitics and Power*, Institut for Statskundskab
- United Nations, United Nations Trust Fund for Human Security, *Human Security Approach*, [<http://www.un.org/humansecurity/human-security-unit/human-security-approach>], accessed July 2015
- Walt, Stephan (1991), "The Renaissance of Security Studies", *International Studies Quarterly*, 35 (2), 211–139
- Waltz, Kenneth (1979), *Theory of International Politics*, Reading: Addison Wesley
- Waltz, Kenneth (2000), "Structural Realism after the Cold War", *International Security*, Vol. 25, No. 1 (Summer 2000), 5–41
- Wasara, Samson S. (2002), "Conflict and State Security in the Horn of Africa: Militarization of Civilian Groups", *African Journal of Political Science*, vol.7, no. 2, 39–60
- Weber, Cynthia (2006), *International Relations Theory. A critical introduction*, Second edition, London and New York: Routledge
- Wendt, Alexander (1999), *Social Theory of International Politics*, Cambridge: Cambridge University Press
- XXX, "Roundtable: The Battle Rages On. John J. Mearsheimer versus Paul Rogers, Richard Little, Christopher Hill, Chris Brown and Ken Booth", in *International Relations*, 19(3), 2005, 337–360, [<http://mearsheimer.uchicago.edu/pdfs/A0036.pdf>], consulted in May 2015
- Zartman, William, (ed.) (1995), *Collapsed States: The Humanitarian Challenge to the United Nations*, Boulder: Lynne Rienner

MUTATIONS POLITIQUES EN AFRIQUE : POUVOIR, CONFLITS ET VIOLENCE DANS *LA VIE ET DEMIE* DE SONY LABOU TANSI

POLITICAL CHANGE IN AFRICA: POWER, CONFLICTS AND VIOLENCE IN SONY LABOU TANSI'S *LA VIE ET DEMIE*

Analyse Kimpolo*

Abstract:

In many African countries, the political power is more often than not controlled by authoritarian governments. Armed conflicts and insecurity break out when political figures emerging from the populations resist in a violent or non-violent way to the anti-democratic power. This article analyses how Sony Labou Tansi, a Congolese writer, casts lights on the lack of democracy in some African countries through a vivid description of their socio-political environment. The political violence leads to the dispersion of African populations and their migration towards peaceful nations. This situation contributes, in a certain extent, to the internationalization and globalization of cultures, a theme explored by postcolonial studies

Keywords: political violence, resistance, conflicts, human rights, African countries

L'intérêt des auteurs Africains pour des sujets sociopolitiques s'exprime à travers les nombreuses productions littéraires qui interrogent l'exercice du pouvoir, réfléchissent sur les modalités de son fonctionnement ou dévoilent simplement de manière plus ou moins perçante un réel fortement marqué par les tragédies politiques. L'histoire de l'Afrique au sud du Sahara reste, depuis des siècles, marquée par la récurrence des

* Analyse Kimpolo is a PhD student in Littérature française et comparées at the Université Paris IV Sorbonne. She is a former Erasmus Mundus scholarship holder.
Contact: kimpoloanalyse2004@yahoo.fr

violences le plus souvent liées à l'exercice du pouvoir et à la politique : violence de l'esclavage, de la colonisation, des guerres civiles, des injustices sociales, des drames politiques des maladies graves qui déciment des villages entiers. Dans plusieurs œuvres littéraires, les mutations politiques, sources de désordre, de conflits et de violences sont transfigurées en fiction narrative pour dire l'histoire et représenter la réalité quotidienne que vivent les peuples.

Dans ce travail, nous nous intéressons aux faits sociopolitiques, aux conflits armés et aux résistances qui ont marqué la période postindépendance, à la manière dont l'écriture de certains auteurs comme Sony Labou Tansi intègre des scénographies de fonctionnement et de dysfonctionnement du pouvoir, de conflits et de la résistance pour rendre compte de la manière dont les mutations politiques (particulièrement au Congo, pays d'origine de Sony) ont affreusement affecté l'environnement sociopolitique. La particularité de cet auteur est d'avoir abordé la douloureuse question de la colonisation et des réalités postcoloniales avec une certaine distance. Tout en représentant l'histoire et le réel, il utilise les ressources de l'imaginaire ainsi que les possibilités du langage pour décrire, faire voir comment la cruauté et le tragique tendent à déstabiliser et évincer l'espoir du progrès et d'un avenir meilleur.

L'objet de cet article est d'examiner le passage de la colonisation à la décolonisation puis à la démocratisation, non pas pour en faire un inventaire, ni une étude sociologique mais pour s'interroger sur le sens de la décolonisation et de la démocratisation dans ces anciennes colonies. Quelques questionnements peuvent orienter notre réflexion : la décolonisation n'a-t-elle finalement été qu'un mirage ? Comment se pense la démocratisation dans certains pays africains ? Quel serait son contenu dans ces nouveaux états ? Dans l'hypothèse où le passage à la décolonisation et un peu après vers les années 1990 à la démocratisation a nourri l'espoir d'un monde meilleur, comment expliquer les drames, les terreurs et les destructions chaotiques qui ont suivi la proclamation de l'indépendance et l'instauration de la démocratie dans ces états ? Nous examinerons également la manière dont les questions sociales, culturelles, et économiques qui ont émergé suite aux changements politiques ont favorisé les conflits, les violences et les maux qui en découlent.

Nous nous proposons d'analyser la question du pouvoir, des conflits, de violence et de la résistance dans les pays nouvellement indépendants à la lumière des théories postcoloniales pour trois raisons essentielles. D'abord

parce que ces théories marquent le moment inaugural de la pensée postcoloniale et la résistance de l'Homme noir face à la domination coloniale¹. Ensuite parce que le deuxième moment, celui situé autour des années 1980, est caractérisé par la publication des œuvres majeures comme *L'Orientalisme*², *The World, the Text, the Critic*³ d'Edward Said qui posent les fondements de la théorie postcoloniale. Dans ces œuvres l'auteur montre en effet que le projet colonial est également porté par une économie symbolique dont la violence est aussi bien épistémique que physique ; violence très présente dans les anciennes colonies. Cette violence, parfois poussée à l'extrême est celle que Labou Tansi décrit dans *La Vie et demie*. Enfin parce que le troisième moment s'articule sur la globalisation. Ce dernier moment nous permettra par exemple de nous situer sur le rôle actuel et futur de l'Afrique dans la politique internationale dans le sens où il porte, entre autres, la réflexion sur *l'humanité-à-venir*. Les théories postcoloniales nous semblent aussi opérantes dans la perspective d'Achille Mbembe, pour qui, elles permettent d'envisager la place de l'État dans la réalité et dans l'imaginaire des sociétés, l'interpénétration entre l'État et la société⁴.

Pouvoir et violences postcoloniales

À propos du pouvoir dans les pays nouvellement indépendants, Achille Mbembe constate le pouvoir se caractérise par une tension entre gouvernants et gouvernés⁵. Cette remarque nous paraît très intéressante dans l'approche du pouvoir et des violences postcoloniales que décrit Labou Tansi dans son ouvrage. Dans la république de la Katamalanasia présenté

¹ Nous avons déjà montré dans nos travaux antérieurs comment l'écriture de Sony s'emploie à résister contre la domination coloniale, infléchissant par exemple la langue française ou mettant en crise certains stéréotypes.

² Edward W. Said, *L'Orientalisme. L'Orient crée par l'Occident*, Paris : Seuil, 1980.

³ Edward W. Said, *The World, the Text, the Critic*, Cambridge: Harvard University Press, 1983.

⁴ Luc Sindjoun « Études internationales », *Revue Erudit*, vol. 29, n° 2, 1998, pp. 541-542. Compte rendu de l'ouvrage de Richard Werbner et Terence Ranger (dir.), *Postcolonial Identities in Africa*, London : Zed Books, 1996, [<http://id.erudit.org/iderudit/703916ar> DOI: 10.7202/703916ar], consulté le 5 juillet 2015. p. 541.

⁵ Luc Sindjoun, *op. cit.*, p. 541.

par son narrateur, le Guide Providentiel, chef de la république plonge le pays dans une sanglante dictature, Martial s'y oppose farouchement, les tensions sont vives entre le peuple et le pouvoir.

Les différents coups d'états militaires qui se sont succédés dans plusieurs pays africains à partir des années 1960 ont en effet englouti tous les espoirs qui accompagnent les indépendances ; espoirs de voir être installer des systèmes démocratiques et d'une vie meilleure.

Le passage de la colonisation à l'indépendance a été accueilli par les intellectuels africains et ceux qui luttèrent à leurs côtés comme une victoire sur le colonialisme. L'indépendance, en tant que nouvelle réalité politique, a suscité beaucoup d'optimisme parce qu'elle était censée conduire les peuples à la modernité et au progrès. Pourtant, en moins d'une décennie, cet optimisme va se métamorphoser en désenchantement et désillusion. Dans la grande majorité des pays, l'indépendance a déçu. On observe une escalade de l'arbitraire, de la tyrannie et de la dictature dans ces états souvent dirigés par des régimes armés.

Déjà fragiles par leur inexpérience, plusieurs événements vont de plus en plus participer à l'ébranlement de ces jeunes nations : les coups d'états militaires qui débouchent sur des guerres civiles, la déstabilisation économique, la destruction du tissu social et des infrastructures. Le changement politique des années 1960 n'a apporté que la désolation. Les auteurs africains francophones et anglophones s'inspirant de ces faits se sont mis à décrire cette réalité, parfois en l'amplifiant, pour mieux montrer ce qui se dérobe quelquefois à la conscience. Les œuvres littéraires de cette période sont donc axées pour la plupart sur la dénonciation des abus de pouvoir et sur « [...] l'homme qui est plus que jamais résolu à tuer la vie [...] » (p. 9) comme l'indique Labou Tansi. Vers la fin des années 1970, décennie où est publié *La Vie et demie*, la situation semble plus chaotique.

Labou Tansi fait ainsi du sujet politique, l'élément essentiel de sa fiction narrative. C'est à partir de la dégradation de l'environnement économique et sociopolitique par un régime dictatorial sanglant et absurde que Labou Tansi décrit le fonctionnement de l'institution politique. La violence politique et militaire se manifeste à travers les répressions grandissantes et incessantes sur le peuple. Le président de la république imaginaire de la Katamalanasie, le Guide Providentiel, caractérisé dès l'incipit par la cruauté et le cynisme, joue un rôle capital dans ces répressions. Le récit de *La Vie et*

demie s'ouvre d'ailleurs dans une atmosphère de terreur et de violence accentuée par la décapitation de Martial, le principal opposant, ainsi que des membres de sa famille, dans une chambre spéciale, la Chambre Verte, réservée pour ce genre de crimes. On peut lire :

« S'approchant des neuf loques humaines que le lieutenant avait poussées devant lui en criant son amer « voici l'homme », le Guide Providentiel eut un sourire avant de venir enfoncer le couteau de table [...] La loque-père sourcillait tandis que le fer disparaissait lentement dans sa gorge. [...] Le sang coulait à flots silencieux de la gorge de la loque-père. » (p. 11-12).

La mise en scène de cette décapitation alerte le lecteur sur la violence et les scènes macabres qui vont doublement rythmer le récit ainsi que la vie politique de la Katamalanasie. Aider par l'armée, le Guide a mis en place des méthodes spécifiques et barbares pour éliminer ses opposants. S'il tue facilement à l'arme à feu, il est capable également de recourir au couteau et d'autres instruments pour faire subir la torture à ses adversaires avant de leur donner la mort. Le Guide n'hésite pas à dépecer le corps de son principal opposant pour vouloir asseoir son autorité : « le Guide Providentiel lui ouvrit le ventre du plexus à l'aine comme on ouvre une chemise à fermeture Eclair, les tripes pendaient, saignées à blanc [...] le Guide Providentiel enfonça le couteau dans l'un puis dans l'autre œil » (p.12-13). La barbarie du Guide s'intensifie au fur et à mesure que le récit progresse. Pour torturer d'autres personnages comme le docteur Tchi, le Guide se montre encore plus cruel :

« On l'avait emmené à poil devant le Guide qui n'eut aucun mal à lui sectionner le « Monsieur » (...) Beaucoup de ses orteils étaient restés dans la chambre de torture, il avait d'audacieux lambeaux à la place des lèvres et, à celle des oreilles deux vastes parenthèses de sang mort, les yeux avaient disparu dans le boursoufflement excessif du visage, laissant deux rayons de lumière noir dans deux grands trous d'ombre » (p. 36-37).

Cette description rend bien compte de l'horrible sort que l'homme politique réserve à son peuple. Ces exécutions effroyables hantent le lecteur, l'informent sur la manière dont certains opposants ont souffert le martyr après les indépendances. Ce véritable concert de barbarie a différents objets :

sécuriser le pouvoir, terroriser tous ceux qui veulent s'opposer au régime et faire régner la peur. Ces corps maltraités, déchiquetés et méconnaissables ont perdu toute la valeur humaine. L'intérêt du narrateur est de montrer les intrigues qui sous-tendent les enjeux de pouvoir postindépendances.

On peut certes admettre que ces violences ne constituent qu'une fiction, puisque le texte littéraire est un univers autonome construit à travers une stratégie narrative. Pourtant, certains détails alertent sur la ressemblance avec des situations historiques. Les descriptions parfois grossies et imaginaires, reflètent dans une certaine mesure la réalité comme l'affirme Justin Bisanswa : « Le Guide providentiel dans *La Vie et demie* de Sony Labou Tansi n'existe pas dans le réel, mais il a des correspondants dans la réalité : certains dignitaires africains tenants du pouvoir »⁶.

La gestion du pouvoir dans ces nouveaux états rappelle la remarque de l'auteur dans une interview : « Dans nos pays les dictateurs ne supportent pas les adversaires politiques ; et les tuent puisqu'ils disposent du pouvoir, de l'argent, des armes et mêmes de l'appareil judiciaire »⁷. Ces descriptions dévoilent comment la barbarie et la répression constituent des méthodes de gouvernance. Ce qui fait que certains amis de Labou Tansi n'ont pas échappé à ce traitement : « J'ai écrit *La Vie et demie* dans la douleur. Plusieurs de mes amis ont été assassinés en 1977 [...] mes amis n'étaient pas en mesure de commettre un tel crime politique. Leur exécution est une sorte de règlement de comptes »⁸. Il est alors possible de faire un parallèle avec la réalité politique postcoloniale, la façon dont les nouveaux dirigeants pensent le pouvoir et la violence dont il s'est revêtu. Toutes ces questions peuvent se résumer dans la définition que donne Damien Bédé à *La Vie et demie* :

« L'objet du discours de Sony Labou Tansi est indéniablement la pratique du pouvoir en Afrique. Cette question, prétexte à l'élaboration du discours romanesque, est envisagée à partir de la représentation des avatars du pouvoir politique : les guides providentiels et leurs

⁶ Justin Bisanswa, « Figures et spectres », *Revue Tangence*, n°75, été 2004, p. 63-82, en ligne, [<http://id.erudit.org/iderudit/010784ar>], DOI 10.7202/010784ar.

⁷ Pierrette Herzberger-Fofana, « Entretien avec Sony Labou Tansi », *Mots Pluriels*, n°. 10, mai 1999, [<http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP1099slt.html>], consulté le 5 juillet 2015.

⁸ Pierrette Herzberger-Fofana, « Entretien avec Sony Labou Tansi », *Mots Pluriels*, n°. 10, mai 1999, [<http://www.arts.uwa.edu.au/Motspluriels/MP1090stl.html>], consulté le 5 juillet 2015.

représentants. Sony Labou Tansi dévoile dans roman tous les travers politiques : dictatures, le règne de l'absolu, et ou de l'arbitraire, les assassinats politiques, etc. Il dénonce tous les jeux politiques »⁹.

Le pouvoir postcolonial, incarné par un seul individu, ne fonctionne qu'au travers de la violence comme si sans elle, il serait impuissant. Or, en instaurant la terreur, les Guides règnent en maîtres absolus. D'ailleurs s'ils s'appellent Guides, c'est pour exprimer leur domination, comme l'indique l'article premier de la constitution de la Katamalanasia : « le pouvoir appartient au guide », bien qu'ironiquement la suite ajoute « le guide appartient au peuple » (p. 128). Ceci rappelle certains chefs d'états qui se sont arrogé le titre de « pères de la nation » pour régner à vie. Dans le récit, le guide Jean-Cœur-de-Père, même sombrant dans sa folie refuse de céder le pouvoir : « il devint fou dans la même nuit (...) Mais il n'était pas fou au point de se laisser ravir les rênes du pays » (p. 128). Le deuxième article de la constitution qu'il fait adopter, écrit dans la langue des fous « *yelo yelomanikatana* » signifie « souverain à vie » (p. 128). En faisant adopter un article incompréhensible, il confisque la parole du peuple et impose son règne.

Ces tableaux décrivent un état en situation d'échec dans le sens où il plonge le peuple dans des crises interminables, tout en le situant dans un temps où tout est possible selon la formule de David Rousset. On ne peut parler de progrès dans ces états où les populations sont continuellement assommées : « [...] pour un oui ou pour un non, [ils] s'exposaient à l'imaginable et à l'inimaginable » (p. 145). Tout se règle à l'arme, sans procès les gens sont envoyés « au cimetière des Maudits où une fosse commune, je dirais un four commun, les attendaient » (p. 145). Le pouvoir s'enterre dans une perversion totale. S'il érige des cimetières qu'il appelle « cimetières des Maudits », on comprend à quel point la violence est effroyable et les valeurs perverses.

Le vol, le viol, la gabegie sont légitimés. Les dirigeants politiques s'enrichissent illicitement sur le dos des populations maltraitées. On invente des stratagèmes pour s'enrichir et on se vante de la « gestion carnassière » des finances publiques (p.162). Un ministre donne à son homologue le conseil suivant :

⁹ Damien Bédé, « Le réel et la fiction dans *La Vie et demie* », in D. Gérard Lezou et Pierre N'da (dir), *Sony Labou Tansi, témoin de son temps*, Limoges, Collection francophonies, 2003, p. 242.

«Tu verras : les trucs ne sont pas nombreux pour faire de toi un homme riche, respecté, craint (...) Le pognon vient de là-haut. Tu n'as qu'à bien ouvrir tes mains. D'abord tu te fabriques des marchés : médicaments, constructions, équipement, missions. Un ministre est formé de vingt pour cent des dépenses de son ministère. Si tu as de la poigne tu peux fatiguer ce chiffre à trente, voire quarante pour cent » (p. 34).

Le narrateur évoque également les guerres fratricides entre Yokam et la Katamalanasia qui rappellent certains conflits interethniques. Les populations sont frappées par les maladies, privées de médicaments et des soins de premières nécessités, alors que les infirmières non qualifiées donnent « la nivaquine pour soigner les plaies » (p. 113). En revanche, les guides et leurs partisans vivent dans l'excès et l'insouciance : « deux cent vingt-huit fêtes sont organisées par an » (p. 129). Le gouvernement confisque les libertés, génère l'insécurité et maintient le peuple dans un perpétuel dénuement. La paix et la démocratie ne sont pas envisageables dans ces états ; Yourma est par exemple « la ville de l'insécurité physique, morale, pécuniaire » (p. 162).

Mais ces jeunes états ne sont pas seuls responsables des violences postcoloniales ; on s'en aperçoit par récurrence du syntagme « la puissance étrangère qui fournissait les guides ». Les guides sont installés au pouvoir et soutenus par les puissances étrangères qui continuent à les manipuler, à leur fournir des armes destinés aux coups d'état : « C'était le lundi 16 mai de cette année-là que Jean-Cœur-de-Père avait été assassiné par son fils Jean-sans-Cœur, dans un coup orchestré avec la bénédiction de la puissance étrangère qui fournissait les guides », alors qu'un autre membre proche du pouvoir, Jean Cuvette « assurait le transport des minerais, d'abord vers la puissance étrangère qui fournissait les guides, puis vers d'autres pays. » (p.153-157). En corrompant et en semant les discordes entre le régime et son peuple, ces puissances trouvent le moyen de s'emparer des ressources naturelles des pays¹⁰.

¹⁰ Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : La Découverte, 2013. C'est dans son chapitre sur « démocratisation et internationalisation » qu'Achille Mbembe montre qu'« Aujourd'hui encore, elle [la France] est connue, à tort ou à raison, pour son soutien le plus tenace, le plus retors et le plus indéfectible aux satrapies les plus corrompues du continent et aux régimes qui, justement, ont tourné le dos à la cause africaine. » p. 26.

Mais pendant toute la trame du récit, le narrateur ne décrit pas seulement un état en crise, il met aussi en avant une forme d'opposition et de résistance pour rendre l'espoir qui pourra instaurer « un temps où chaque homme sera une forteresse » (p. 152).

Autoritarisme/Dictature ? et résistance

Dans *La Vie et demie* le pouvoir politique s'identifie selon la conception antinomique. Il peut être situé dans la perspective de J. Gil qui pense que le pouvoir est un phénomène difficile à saisir dans toute sa totalité. Pour le comprendre, ce critique s'appuie sur la liaison de paradigmes dialectiques qui débouchent sur la formation d'unités aux termes opposés et qu'il appelle « antinomies du pouvoir »¹¹. Cette conception antinomique du pouvoir nous paraît opérante dans le sens où dans *La Vie et demie*, le pouvoir génère une tension : d'une part, le Guide Providentiel qui en est l'incarnation et dont la force ainsi que la répression constituent les moyens de l'exercer ; d'autre part, le versant que cette pratique du pouvoir suscite et qui se positionne en contre-pouvoir dont le but est de neutraliser le pouvoir absolu du Guide. L'identification du pouvoir à la conception antinomique nous situe bien dans la perspective de Foucault qui considère que « là où il y a du pouvoir, il y a de la résistance »¹² Chez Labou Tansi, la violence du pouvoir entraîne, voire renforce l'opiniâtreté de la résistance.

C'est donc dans le contexte du pouvoir que Labou Tansi trouve la matière qui nourrit son imaginaire et son écriture. C'est au cœur du pouvoir, dans sa violence et ses failles les plus imperceptibles que le narrateur laboutansien trouve une attitude pouvant le disqualifier : l'incapacité du gouvernement des guides Providentiels à décimer ses opposants, car ni Martial, ni les gens de Martial, ni les innocents ne meurent jamais définitivement, « ils entrent tous dans la curieuse mort de Martial » (p. 86). Si le narrateur laboutansien présente en amont une gouvernance postcoloniale que la

¹¹ J. Gil cité par Isaac Bazié, « Corps-signe et esthétique de la résistance chez Sony Labou Tansi », [french.chauss.utoronto.ca/sa-sa/ASSA-11-12/vol4.No11-12.Bazie.pdf - Google Chrome, p.233-247], consulté le 20 juin 2015.

¹² Michel Foucault cité par Pierre Janin et Alain Marie, « Violences ordinaires » in *Politique africaine* n°91, Paris Karthala, octobre 2003, p. 6.

violence irrigue de bout en bout, il invente en aval une résistance qui réagit proportionnellement à ce pouvoir absolu. L'intérêt d'une telle entreprise réside dans le sens que l'auteur veut donner à la vie. Sachant que les peuples africains sont déjà surexposés à la violence par une histoire chargée de mort tragique, le nouveau pouvoir, né des décombres de la colonisation devrait inventer des nouvelles façons de conduire les peuples, avoir un nouveau rapport avec les peuples au lieu de sombrer de plus en plus dans la cruauté. Si certains gouvernements massacrent ses opposants, cherchent à annihiler des groupes ethniques, comme pour le génocide rwandais par exemple, la résistance que le narrateur laboutansien met en scène est marquée par une volonté de vie, une vraie lutte pour la sauvegarde de la vie et des valeurs humaines.

Nous avons déjà montré que le narrateur présente dès l'incipit un chef d'état qui veut à tout prix éliminer ses opposants pour régner en toute sérénité. C'est d'ailleurs en cela que le Guide, dans une pratique cannibalisme, demande que le corps de Martial soit mangé pour ne laisser aucune de sa trace et l'effacer complètement. Cet épisode est très marquant et peut avoir une double signification : d'une part il rappelle les pratiques quasi-génocidaires de certains dirigeants africains. D'autre part, il s'agit d'une métaphore d'un monolithisme social, un déni de démocratie et donc une volonté de perpétuer le monopartisme. Pourtant, malgré les différentes formes de destruction du corps de Martial par le Guide qui veut finir une fois pour toute avec lui : morcèlement, démantèlement, réduction en lambeaux, en pâté, en termitière puis mangé par les siens, Martial ne cède pas, il résiste, refuse de mourir.

« Il [le Guide] se mit à tailler à coups aveugles le haut du corps de la loque-père, il démantela le thorax, puis les épaules, le cou, la tête ; bientôt il ne restait plus qu'une folle touffe de cheveux flottant dans le vide amer, les morceaux taillés formaient au sol une sorte de termitière (...) Vous allez me bouffer ça, dit le Guide Providentiel » (p. 16).

Face à tout ce traitement, Martial impose sa présence par une autre forme d'existence et de nombreuses réapparitions ; il refuse de s'éteindre définitivement car selon lui « s'accepter c'est le sommet de la lâcheté humaine, n'existe que celui qui se refuse » (p. 149). Le corps démembré de l'opposant continue donc à défier son bourreau. C'est un corps qui ne semble pas faire l'économie de moyens fort divers pour faire triompher la vie. Lorsqu'il est

disséqué, les tripes pendues et saignants, toute la vie de Martial vient se cacher dans ses yeux (p.12) ; coupé en deux à hauteur du nombril (p. 14), ayant encaissé des balles de plusieurs chargeurs du revolver du Guide, la vie de Martial vient se cacher au niveau de sa touffe de cheveu (p. 16). Plus le Guide multiplie les manières de tuer la vie, plus Martial multiplie les possibilités de sauvegarder la vie. Les diverses réapparitions de Martial après sa mort symbolisent son omniprésence.

C'est surtout à des moments cruciaux que le fantôme de Martial, « le haut de son corps » apparaît : au cours des meetings du Guide ou lorsqu'il est en intimité avec son épouse pour le perturber. Mais paradoxalement, Martial ne revient pas pour se venger et chercher à tuer le Guide. Sa résistance est plutôt orientée vers le désir de continuer à faire vivre avec ses idées, avec son humanisme. D'ailleurs, au cours de ses nombreuses réapparitions, le narrateur le présente dans un mutisme, sans aucune attitude vengeresse. C'est en cela qu'il fait peur au Guide. Sa simple omniprésence, son refus de mourir est suffisant pour troubler et déstabiliser le pouvoir en place. Cette attitude est efficace dans le sens où elle restreint et fragilise le pouvoir du Guide qui s'oriente davantage vers la traque de son opposant.

Les guides, les membres du gouvernement et leurs partisans supportent mal les nombreuses réapparitions de Martial ou la forte pression de son omniprésence. Ils plongent dans la plupart des cas dans les états de délire, se brûlent ou se donnent la mort. Ces événements sont assimilables aux démissions et à une faiblesse du pouvoir. Le Guide Jean-Cœur-de-Père est poussé au suicide parce qu'il ne peut pas vivre avec la tâche d'encre noire indélébile que Martial lui a laissé sur le front : « [il] se versa l'essence sur le corps après avoir inondé le bûcher (...) Je meurs pour vous sauver de moi. » (p. 141-142). Il en est de même pour le colonel O qui se tire une balle dans l'œil.

Les diverses réapparitions de Martial, que ce soit avec son corps physique ou de façon immatérielle à travers sa réincarnation, symbolisent la force de la liberté, de la paix, de la démocratie et de l'humanisme. Si Martial refuse de mourir ou réapparaît assez souvent c'est parce qu'il s'agit d'une symbolique de lutte acharnée contre l'injustice. Ce qui explique d'ailleurs le phénomène de réincarnation dans l'arbre généalogique de Martial dont toute la descendance lutte pour perpétuer les idées de justice. L'idéal de justice, le désir de faire triompher la démocratie conduisent les partisans de

Martial à inviter le pouvoir à une vraie réflexion sur le sens de l'assassinat : « Tuer Excellence, est un geste d'enfant. Le geste de ceux qui n'ont pas d'imagination. » (p. 163). Ils incitent le gouvernement à s'interroger sur sa pratique de la violence : « Et puis, jusqu'à quel point les tuez-vous ? Ils reviennent vivre au fond de notre cerveau. Ils vivent dans tous vos gestes. Ils bougent dans votre sang. [...] Pour qui tuons nous ? » (p. 163). Il s'agit de l'échec de l'injustice. Si Martial n'a pas de fusil et n'est pas soutenu par les puissances étrangères, ses idéaux constituent une arme très puissante qui évince les dictateurs, les empêchant de régner à vie puisque, ironie du sort ils sont rattraper par la justice ou par leur propre violence et meurent.

Par son refus de mourir, Martial veut montrer au Guide qu'un opposant n'est pas fait pour être éliminé. Il convient de le considérer comme une dialectique enrichissante qui permet d'étendre sa propre réflexion, de percevoir le sens de certaines choses qui nous échappent. Or, les dirigeants africains oublient souvent cet aspect. Pour beaucoup, l'opposant est un ennemi à abattre. Le corps morcelé de Martial s'étant concentré dans une simple « touffe de cheveux flottant dans le vide amer » devient la symbolique de la ténacité de la raison et des valeurs humaines qui subsistent en dépit d'une violence inimaginable.

Martial résiste jusqu'à imposer sa marque, son encre noire indélébile sur ses adversaires et même sur sa fille : « Il constata que ses mains étaient devenues noires, d'un noir d'encre de Chine ; plus tard, le Guide Providentiel passa des journées à vouloir laver ce noir de Martial à tous les savons et à tous les dissolvants du monde, le noir ne disparut pas » (p. 16). Chaïdana la fille de Martial, sa descendance et les partisans de Martial que l'on appelle « les gens de Martial » recourent à la non-violence pour résister contre le pouvoir. Alors qu'il est l'interdit d'écrire le mot « enfer », jugé dangereux par le pouvoir, les gens de Martial l'écrivent partout. Le Guide se résout à détruire toutes les traces, cependant il n'arrive pas à effacer celle gravée sur son front.

Les gens de Martial utilisent le contre-populisme pour résister au régime puisque les guides s'adonnent au populisme, en organisant fréquemment des fêtes, des rassemblements, des meetings auxquels les populations sont obligées de participer : « Le Guide Providentiel parla de l'unité à ce moment difficile de la déshumanisation générale des humains, de la révolution devenue une nécessité inconditionnelle à la survie des

Noirs en particulier et des pauvres en général, du manque de cohésion dans les rangs pour une action populaire » (p. 40). C'est pourtant pendant ces moments que règne souvent une forte confusion dans la foule. Il a par exemple suffit qu'un individu crie « A bas les flics et la flicaille ! » (p. 39) pour perturber le meeting, déstabiliser le guide et rappeler sa violence.

En mettant en avant une résistance inflexible face à un pouvoir despotique, l'auteur cherche à montrer qu'il n'y a pas de dictature qui soit plus forte que les idées de justice, de paix, de démocratie et d'humanisme. Cette dictature fait certes beaucoup de victimes au sein de la population, mais celles-ci restent des martyrs et des héros du peuple. Les massacres répétés des guides et l'intensification de méthodes discriminatoires ne découragent pas les opposants ou les peuples. La douleur de la torture et de la mort deviennent paradoxalement des éléments qui fortifient les marginalisés. Les dictateurs meurent définitivement alors que les martyrs continuent à vivre à travers leurs idées.

Des horizons indéfinis ?

Nous avons montré comment les peuples utilisent à la fois des méthodes pacifiques et violentes pour mettre en danger le pouvoir en place. On peut s'interroger sur l'intérêt d'une telle mise en scène : d'un côté un pouvoir absurde et de l'autre côté une opposition inflexible. Serait-il possible d'envisager un avenir dans un état plongé dans une violence perpétuelle ? Y aurait-il encore un espoir au milieu des désastres occasionnés par les mutations politiques ? Un tel pays, un tel continent peut-il encore jouer un rôle capital dans la politique internationale ?

La violence postcoloniale que décrit Labou Tansi conduit au cœur de la réflexion sur ses conséquences dans la durée. Les derniers chapitres de son ouvrage font d'ailleurs paradoxalement référence à la destruction et à l'espoir d'un renouveau. Plusieurs images de l'engloutissement d'un monde ancien caractérisé par la barbarie et de la construction d'un monde nouveau reviennent. L'image de la chute progressive des guides et de l'implantation de la république sécessionniste de Darmelia en est une illustration. La guerre qui éclate entre Katamalanasia et la république de Darmélia s'inscrit sur un ton apocalyptique, termine le récit principal avec la disparition totale des

guides, le triomphe de la liberté et des idées de démocratie. Elle aboutit à la victoire de Martial et des gens de sa secte. Le dénouement positif débouche sur une forme d'espérance. Si dans la durée, on remarque les crises interminables, les violences politiques ont fait naître différentes attitudes au sein de la population.

Lorsqu'on revient sur le récit, on relève un certain nombre d'éléments permettant d'analyser la situation sociopolitique de l'Afrique et nous situer sur son rôle actuel et avenir sur la scène internationale. Les mutations politiques des années 1960 ont tout d'abord accentué la carence des idées de liberté et de démocratie. Elles ont ensuite nourri l'égoïsme et la perversion de l'homme et la femme politiques, ôtant parfois à la population une certaine forme d'espérance. Face à la déchéance des sociétés africaines aggravée dans les années 1990 avec l'échec des démocraties dans certains pays, de nouveaux comportements voient le jour au sein des populations. La perte de l'espoir forme ce qu'Achille Mbembe appelle : « l'enkystement de pans entiers de la société et l'irrésistible désir, chez des centaines de millions de personnes, de vivre partout ailleurs dans le monde plutôt que chez eux – volonté générale de fuite, de défection et de désertion »¹³. La « volonté de fuite » est la résultante de l'échec des états, de la désillusion des indépendances et de la démocratie. Elle est accentuée par un populisme sanglant qui entretient la concupiscence du peuple pour le maintenir dans le dénuement, alors que l'état devient un instrument d'enrichissement illicite pour les gouvernants.

Reconsidérée sous un autre angle, cette « volonté de fuite », inscrit l'Afrique dans une espèce de dynamique de la mondialisation. Ces populations toujours en mobilité, fuyant les violences et crises politiques, les maladies, les problèmes environnementaux, la corruption, font de l'Afrique, un lieu de transit comme c'est le cas pour certains pays d'Amérique latine. À travers leur mobilité à l'intérieur ou à l'extérieur du continent, l'espace africain vit une certaine forme transnationalisation. La « volonté de fuite », participe à la « *La culture du fraying* – (...) pour ceux qui sont en route pour l'ailleurs »¹⁴. C'est une culture qui ouvre à une analyse très controversée. Mais nous pouvons la classer dans le cadre de la théorie postcoloniale, celle qui, selon

¹³ Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit : essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : La Découverte, 2013, p. 21.

¹⁴ Achille Mbembe, *op. cit.*, p. 22.

Achille Mbembe, s'articule autour d' « une pensée de l'*enchevêtrement* et de la *concaténation* »¹⁵. Pour ce critique, la pensée postcoloniale insiste « sur le fait que l'identité s'origine dans la multiplicité et la dispersion ; que le renvoi à soi n'est possible que dans l'*entre-deux*, dans l'interstice entre la marque et la démarque, dans la *co-construction* »¹⁶. Trois aspects importants se dégagent à travers la pensée d'Achille Mbembe : le premier s'attarde sur la notion de l'identité, montrant que l'identité ne peut être unique dans le processus de la mondialisation. Le deuxième porte sur la dispersion cherchant à circonscrire les flux de mobilités qui s'observent à travers le monde. Le troisième est celui qui situe les populations dans une double dynamique d'intégration et de reconstruction ou de ré-enracinement dans un espace autre que leur pays d'origine. Cette reconstruction de l'identité exige l'addition de plusieurs cultures telle qu'elle se dégage dans les œuvres des écrivains comme Fatou Diome pour qui l'identité trouve son sens dans l'hybridité : « Chez moi ? Chez l'Autre ? Etre hybride, l'Afrique et l'Europe se demandent, perplexes, quel bout de moi leur appartient »¹⁷. Il se dégage dans les interrogations de Fatou Diome, une pensée de la transnationalisation et de l'universalité. C'est en effet dans ce brassage, cette rencontre avec l'autre pour faire un avec des origines et des identités multiples que la critique de l'humanisme et de l'universalisme européens s'interroge sur la possibilité « d'une politique du semblable » dans un monde dorénavant multiculturel. D'ailleurs, Fredric Jameson n'avait-il pas déjà remarqué que le résultat des processus de mondialisation serait inévitablement « l'intégration forcée des pays du monde entier ? »¹⁸ Le monde multiculturel s'inscrit dans l'ouverture, l'intégration, le partage de nos différences et dans l'humanisme. Senghor avait déjà annoncé cette perspective dans *Œuvre Poétique* lorsqu'il évoque la « renaissance du monde ». La volonté de fuite ainsi que la culture du frayage tant mieux que mal donne au migrant le sentiment d'être partout dans le monde comme chez lui. Elle participe à la recreation du monde en tant que pluralité et universelle.

¹⁵ *Ibidem*, p. 82.

¹⁶ *Ibidem*, p. 83.

¹⁷ Fatou Diome, *Le Ventre de l'atlantique*, Paris : Anne Carrière, 2003, p. 294.

¹⁸ Fredric Jameson, « Notes on globalization as a philosophical issue », dans Fredric Jameson et Masao Miyoshi (dir.), *The Cultures of Globalization*, Durham: Duke University Press, 1998, p. 57.

Conclusion

Enfin, cet article se situe dans la perspective de Jean-Paul Sartre qui, dans la *Critique de la raison dialectique*, souhaite établir l'intelligibilité de l'histoire, exhumant l'exigence de chercher à comprendre les périodes les plus irrationnelles de l'histoire contemporaine, celles caractérisées par le surgissement d'une violence extrême. La période postindépendance est marquée par l'installation des pouvoirs autoritaires voire des dictatures qui plongent certains pays dans des violences parfois extrêmes. Ces pouvoirs nourrissent des oppressions, des conflits armés, créent l'insécurité au sein des populations, qui, dans une réaction non-violente ou violente cherchent à s'opposer à l'autoritarisme ou simplement à se saisir à leur tour du pouvoir.

En mettant en avant des scénographies de violence, Labou Tansi montre en effet la souffrance sociale et politique des Africains pendant les périodes de mutations politiques. Les violences sociopolitiques ont dans une certaine mesure engendrer ou accentuer des mouvements migratoires, la dispersion des populations ; une thématique chère aux études postcoloniales dans le sens où la dispersion des populations dans d'autres sociétés et cultures participent au processus d'hybridation ou interculturel, voire à la globalisation culturelle. Si E. Glissant préfère parler de « poétique de la relation », car dans le processus de mondialisation, la rencontre, le partage des différences constituent le nœud de la multiplicité et de la diversité. Cette internationalisation des cultures et des populations entraîne également la dispersion des élites qui contribuent à enrichir de différentes manières le monde. C'est ce que font d'ailleurs des écrivains et artistes de la nouvelle génération, à travers des thématiques diverses telles que le mirage de l'immigration, la nécessaire réappropriation du destin politique de l'Afrique par les Africains dans un cadre démocratique.

Bibliographie

- Bédé, Damien (2003), « Le réel et la fiction dans La Vie et demie », in D. Gérard Lezou et Pierre N'da (dir), *Sony Labou Tansi, témoin de son temps*, Limoges, Collection francophonies.
- Diome, Fatou (2003), *Le Ventre de l'atlantique*, Paris, Anne Carrière, 2003.

- Jameson, Fredric (1998), « Notes on globalization as a philosophical issue », in Fredric Jameson et Masao Miyoshi (eds.), *The Cultures of Globalization*, Durham: Duke University Press.
- Mbembe, Achille (2013), *Sortir de la grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : La Découverte.
- Said, Edward W. (1980), *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, Paris : Seuil.
- Said, Edward W. (1983), *The World, the Text, the Critic*, Cambridge: Harvard University Press.
- Labou Tansi, Sony (1979), *La Vie et demie*, Paris : Seuil.

Articles en ligne :

- Bazié, Isaac, « Corps-signe et esthétique de la résistance chez Sony Labou Tansi », [french.chauss.utoronto.ca/sa-sa/ASSA-11-12/vol4.No11-12.Bazie.pdf-Google Chrome], 233-247, 20 juin 2015.
- Bisanswa, Justin, (2004), « Figures et spectres », *Revue Tangence*, n°75, 63-82, en ligne, [http://id.erudit.org/iderudit/010784ar, DOI 10.7202/010784ar].
- Herzberger-Fofana, Pierrette (1999), « Entretien avec Sony Labou Tansi », *Mots Pluriels*, n°. 10, mai 1999, [http://www.arts.uwa.edu.au/Motspluriels/MP1090stl.html], consulté le 5 juillet 2015.
- Sindjoun, Luc « Études internationales », *Revue Erudit*, vol. 29, n° 2, 1998, 541-542. Compte rendu de l'ouvrage de Werbner, Richard et Terence Ranger (dir.), *Postcolonial Identities in Africa*, London : Zed Books, 1996, 292 [http://id.erudit.org/iderudit/703916ar DOI: 10.7202/703916ar], 5 juillet 2015

CIVIL SOCIETY AND POST-CONFLICT LIBERIA AND SIERRA LEONE – INSIGHTS FROM DISCOURSE THEORY¹

Lavinia-Ioana Opreș*

Abstract

The aim of this article is to analyse civil society in the context of post-conflict Liberia and Sierra Leone through the lens provided by discourse theory as coagulated in the works of Ernesto Laclau and Chantal Mouffe. It is our contention that external interventions by donors were guided by a hegemonic articulation which envisaged civil society as a clearly defined moment in a discourse which equated reconstruction with development and good governance. In addition to mapping some of the consequences of the aforementioned hegemonic discursive articulation, we also plan to use the proposed framework to determine whether this articulation has been fully dislocated.

Keywords: discourse theory, post-conflict, civil society, Liberia, Sierra Leone

Introduction

The brutal civil wars which plagued both Liberia (1989-2003) and Sierra Leone (1991-2002) for more than a decade paved the way for the two countries to be globally recognised as post-conflict societies in dire need of multi-sectoral peacebuilding measures. The immediate dilemma that arises out of this situation concerns the nature and characteristics of the peacebuilding process and its elements, including civil society. However, instead of

¹ **Acknowledgements:** This work was possible due to the financial support of the Sectorial Operational Program for Human Resources Development 2007-2013, co-financed by the European Social Fund, under the project number POSDRU/159/1.5/S/132400 with the title „Young successful researchers – professional development in an international and interdisciplinary environment”.

* Lavinia Opreș is PhD candidate at the Faculty of European Studies (Babeș-Bolyai University).
Contact: lavi_opres@yahoo.com

attempting to determine the best framework for civil society as an agent of peacebuilding and post-conflict reconstruction, the following article asserts that fixed optimal solutions to this issue cannot be identified. It is therefore our contention that tracing the discursive articulation of various post-conflict constructs offers a more accurate image of our subject-matter by depicting various peacebuilding solutions as competing hegemonic articulations rather than static approaches that can be evaluated and implemented in a purely technocratic manner.

Given the mental framework outlined above, the current paper has two intimately interconnected research questions: firstly, we aim to trace the main coordinates of the discursive articulation of post-conflict civil societies in Liberia and Sierra Leone and secondly, we endeavour to determine whether the dominant discursive articulation has been deconstructed and how this purpose may have been achieved.

The methodology employed in achieving this purpose is based on applying the framework of discourse theory as envisioned by Ernesto Laclau and Chantal Mouffe in order to analyse the articulation of post-conflict reconstruction discourses as represented in secondary sources such as institutional documents, development practice and academic literature.

In terms of the actors involved in the aforementioned articulations, the main focus is on donors as the source of the hegemonic discursive construct that emerged immediately after the two civil conflicts, on civil society manifestations that found themselves on different sides of an antagonistic relationship and, last but not least, on national governments. It is noteworthy that the concept of donors is left deliberately vague, generally encompassing multilateral institutions (such as the World Bank, the IMF or the UNDP), bilateral donors embodied by national government agencies and International Non-Governmental Organisations (INGOs).

So as to effectively implement the proposed research method, the first two sections of our paper focus on its theoretical and empirical basis, while the third part traces the main coordinates of the dominant discourse on post-conflict civil society in Liberia and Sierra Leone; this task followed by a section detailing attempts that have been made towards the deconstruction of the dominant discursive patterns. The paper concludes by pointing out that, despite a concerted effort towards deconstruction, an alternative hegemonic construct is still in its articulation stages.

Discourse theory – conceptual clarifications

As foreshadowed in the introduction, the current section will focus on a few key concepts in discourse theory as explained by Ernesto Laclau and Chantal Mouffe. As a comprehensive description of their theoretical articulation is beyond the scope of the current research effort, the substance of our explanation lies in four key notions that will be essential in our analysis: empty signifiers, nodal points, hegemony and antagonism.

Before tackling these essential coordinates, it is opportune to offer a brief presentation of the approach towards discursive meaning that constitutes the hidden backbone of this paper. An appropriate starting point for this task is represented by Laclau and Mouffe's contention that "no discursive formation is a sutured totality"². In their interpretation, fully fixed, absolute identities are continuously sought after, even as their realisation remains constitutively impossible.

For Laclau and Mouffe, discourse results from an 'articulatory practice' that modifies the identity of its elements. Moments represent "differential positions, insofar as they appear articulated within a discourse" while an element is "any difference that is not discursively articulated".³ The impossibility of closure for any identity stems from the fact that "the transformation of elements into moments is never complete"⁴. As a result, any regime of meaning is only a temporary encoding of the social, a false objectivity, whose limits always carry within them the possibility of its subversion since "there is no social identity fully protected from a discursive exterior that deforms it and prevents it becoming fully sutured"⁵. It is consequently impossible for any discourse to become an immutable ordering principle with permanently fixed moments because, no matter how 'objective' or 'fixed' a representation of truth might seem, it is ultimately subject to deconstruction and re-articulation in a continuous search for what Ernesto Laclau very aptly terms 'an absent fullness'.

² Ernesto Laclau; Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics (Second edition)*, London, New York: Verso, 2001, p. 106.

³ *Ibidem*, p. 105.

⁴ *Ibidem*, p. 107.

⁵ Laclau, Mouffe, *op. cit.*, p. 111.

The discursive space of the 'absent fullness' as a constant partially sutured totality is populated by the empty signifier. Simply put, an empty signifier is "a signifier without a signified"⁶, which can emerge because every system of signification requires an object whose production is actually impossible⁷.

In other words, the 'absent fullness' is an overarching, universal, fully fixed ordering principle that remains forever elusive but also constantly requires articulation. It is as a response to this impossibility that empty signifiers emerge. An elucidating example is formulated by Ernesto Laclau and Lilian Zac: in a context of absolute disorder, the introduction of *an* order which ensures the continuity of the community is required. But this continuity does not have any actual content of its own as it is an "absent plenitude that could not be exhausted by any of the concrete forms that would attempt to realize it."⁸

Although any attempt to articulate the content of an empty signifier is condemned to failure by default (as it falls short of fulfilling the aforementioned absent fullness), this does not mean that such attempts can simply be arrested. What happens is that the 'absent fullness' embodied by the empty signifier "has to be represented/misrepresented by one of its particular contents"⁹. This way, the unattainable objectivity is expressed by an essentially subjective decision, while the universal is represented by a particular content which can only have a temporary and apparent claim to representing the 'ultimate closure'. As Ernesto Laclau very suitably explains, "what we are dealing with is, *the presence of an absence, and the ideological operation par excellence consists of attributing that impossible role of closure to a particular content that is radically incommensurable with it.*"¹⁰

We have deliberately chosen to start these conceptual clarifications by referring to empty signifiers because it is their presence that enables the

⁶ Ernesto Laclau, *Emancipation (Second edition)*, London, New York: Verso, 2007, p. 36.

⁷ *Ibidem*, p. 40.

⁸ Ernesto Laclau, Lilian Zac, "Minding the Gap: The Subject of Politics", in Ernesto Laclau (ed.), *The Making of Political Identities*, London: Verso, 1994, pp. 15-16.

⁹ Ernesto Laclau, "Deconstruction, Pragmatism, Hegemony", in Chantal Mouffe (ed.), *Deconstruction and Pragmatism: Simon Critchley, Jacques Derrida, Ernesto Laclau and Richard Rorty*, London, New York: Routledge, 1996, p. 61.

¹⁰ Ernesto Laclau, *The Rhetorical Foundations of Society*, London, New York: Verso 2014, p. 14.

formation of a discursive logic defined by a hegemonic articulation around certain nodal points that only becomes possible through the existence of social antagonism. To clarify, we assert that empty signifiers carry the capacity of becoming nodal points, which "are the privileged signs around which a discourse is organized"¹¹ A nodal point results through the creation of a chain in which signifiers enter into an equivalential relation with all other elements of the system, thus in effect cancelling their differences as such.¹² However, the links of the chain do not become completely devoid of their own particularity; they are transformations which come to represent different names for the absent fullness¹³, different incarnations of the particular content which fills the empty signifier.

This observation enables us to see exactly how a discursive system carries within itself the possibility of its own dislocation: as more moments enter into a chain of equivalence, their differential character is progressively obscured¹⁴, to the point where the chain can only represent itself negatively, through relating to an enemy, a threatening other, which its master 'incarnation' is not.¹⁵ We may note that the excluded elements, as well as obscured differences in the chain of equivalence carry within themselves the possibility of dislocation followed by a hegemonic re-articulation: the frontier which enabled the signifier to express its meaning in the first place is the very source of its potential subversion.

Once we have clarified how an empty signifier coalesces into a nodal point, it is imperative to acknowledge the fact that the "relation by which a particular element assumes the impossible task of a universal representation, is [...] a *hegemonic* relation."¹⁶ Therefore, the whole process described above is actually the means through which hegemony is constructed: a particular, concrete meaning determines a partial fixation of the discursive field by presenting itself as a universal nodal point, a complete embodiment of the 'absent fullness' expressed through an empty signifier. In the words of Chantal

¹¹ Marianne Jørgensen; Louise Phillips, *Discourse Analysis as Theory and Method*, London: SAGE Publications, 2002, p. 28.

¹² Laclau, *Emancipation*, pp. 38-39.

¹³ Laclau, *The Rhetorical...*, p. 14.

¹⁴ *Ibidem*, p. 15.

¹⁵ Laclau, Mouffe, *op. cit.*, p. 128.

¹⁶ Laclau, *Deconstruction...*, p. 61.

Mouffe, we need to “accept that every consensus exists as a temporary result of a provisional hegemony, as a stabilization of power, and that it always entails some form of exclusion...”¹⁷

At this time, we come back to a notion which has already been partially explained through our discussion concerning the creation of a threatening otherness: the exclusion which takes place is the mark of social antagonism, which carries an intrinsic connection to the hegemonic articulation by being its enabler.¹⁸ Indeed, the very process of hegemonic articulation through the creation of equivalential chains is impossible without acts of power which unmask any social objectivity as essentially political and carrying the traces of “the acts of exclusion which govern its constitution”¹⁹. Because every instance of hegemonic articulation is bound to rule out certain elements, antagonism will inherently accompany it as the concrete form of an ‘us *versus* them’ relation built on exclusion.

Having reached a point where our four key concepts, as well as the links between them have become as clear as possible, we now express our commitment towards employing them in an analysis of the post-conflict discursive environment of the case studies described in the next section. On a cautionary note, not only actual texts (documents) will be placed under scrutiny, but also practices of peacebuilding actors as, according to Laclau and Mouffe, they are well within the realm of discourse.

Liberia and Sierra Leone – a tenuous background for civil society

After establishing the theoretical underpinnings of our paper in the previous section, we now move on towards briefly outlining the historical conditions for the emergence, functioning and development of civil society up until the post-conflict period in Liberia and Sierra Leone. Even though

¹⁷ Chantal Mouffe, “Deconstruction, Pragmatism and the Politics of Democracy” in Chantal Mouffe (ed.), *Deconstruction and Pragmatism: Simon Critchley, Jacques Derrida, Ernesto Laclau and Richard Rorty*, London, New York: Routledge, 1996, p. 11.

¹⁸ Jacob Torfing, “Discourse Theory: Achievements, Arguments, and Challenges” in David Howarth, Jacob Torfing (eds.), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Palgrave: Macmillan, 2005, p. 15.

¹⁹ Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, London, New York: Verso, 2000, p. 21.

our case-studies do not share a colonial history, they do share very similar experiences of exclusion which can be paradoxically traced back to the anti-slave movement and continued, as we shall see, for the entire twentieth century period that culminated with the civil wars.

As far as Sierra Leone is concerned, after it became an official crown colony at the beginning of the nineteenth century, the British imposed a highly divisive system at all levels of the country. One of the main instruments of this system was the privileging of the anglicized Creole or Krio population.²⁰ A small minority of the population, they benefited from access to Western education and their influence developed, thus contributing to their belief in their own superiority.²¹ The second instrument employed by the British was the creation of a system of hereditary 'ruling' families and lifetime paramount chiefs who enjoyed considerable power ensured by customary law; this way, a further gap was created between these families and the rest of the population.²²

While this short exposition is far from comprehensive, our purpose was demonstrating that, prior to independence in 1961, the Sierra Leonean society had developed mechanisms that played a strong dissuasive role in terms of participation in the political arena. Even though the first years after independence were marked by tentative hope and an (ethnically biased) opening of the political field, the ascent to power of the All People's Congress (APC) of Siaka Stevens in 1967 steadily brought exclusion to the fore once again and transformed it into the *modus operandi* of the state.

After a coup that briefly removed him from power, Stevens' rule through the APC was marked by the ruthless elimination of all modes of contestation to the system: freedom of the press, of speech and of association were curtailed, students were prevented from becoming a force of opposition, political patronage became a prevailing practice and the youth was either co-opted by the state, forced to go abroad or became progressively disenchanted. All of these tendencies culminated in 1978, when the APC

²⁰ J. Peter Pham, "Lazarus Rising: Civil Society and Sierra Leone's Return from the Grave", *The International Journal of Not-for-Profit Law*, vol. 7, no. 1, 2004, p. 2, [http://www.icnl.org/research/journal/vol7iss1/art_2.htm], 8 September 2014.

²¹ C. Magbaily Fyle, *Historical Dictionary of Sierra Leone*, Lanham, Toronto, Oxford: The Scarecrow Press, 2006, p. 101.

²² Myriam Denov, *Child Soldiers Sierra Leone's Revolutionary United Front*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, p. 52.

constitutionally became the single party.²³ As a result of these evolutions, the space for civil society activism was severely eroded in the pre-war years, due to both regulations and the governmental tactic of co-optation targeted at potentially unpleasant political elements. However, this did not mean that any potential for contestation coming from civil society was annihilated. We may easily notice that civic organisations such as secret societies (Poro), gender, ethnically, religiously and professionally-based organisations have constantly been a part of the local landscape.²⁴

In a strikingly familiar scenario, the Liberian state itself was arguably founded on exclusion. Although its roots are far more complicated than what can be conveyed here, the bottom line remains that, from the outset, Liberia was marked by the cleavage between the so-called Americo-Liberians, the descendants of freed slaves, and the indigenous population. In spite of comprising only around five percent of the population, the former fashioned themselves as ruling elites and imposed a structure similar to that which had previously oppressed them or their ancestors in the United States.²⁵

The discriminatory policies imposed by the Americo-Liberian settlers became visible as soon as the state assumed independence and a constitution in 1847: the constitutional order, based on the realities of the United States, denied citizenship to indigenous people while enshrining their obligation to pay taxes. While the indigenes were granted citizenship (1904) and, eventually, the right to vote as well, this cornerstone of political participation was designed as constitutionally dependent on possessing property.²⁶ In 1860, the True Whig Party was formed²⁷ as a palpable expression of the previously described order; the significance of this moment was that this particular party quickly became the dominant political force, only

²³ Amadu Sesay, et al., *Post-War Regimes and State Reconstruction in Liberia and Sierra Leone*, Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa, 2009, pp. 28-33.

²⁴ Vandy Kanyako, "The Check Is *Not* in the Mail: How Local Civil-Society Organizations Cope with Funding Volatility in Postconflict Sierra Leone", *Africa Today*, vol. 58, no. 2, 2011, p. 6.

²⁵ Abiodun Alao; John Mackinlay, Funmi Olonisakin, *Peacekeepers, Politicians, and Warlords: The Liberian Peace Process*, United Nations University Press, 2000, p. 14.

²⁶ George Klay Keih, Jr., *The First Liberian Civil War: The Crises of Underdevelopment*, New York: Peter Lang Publishing, 2008, pp. 66-67.

²⁷ *Ibidem*, p. 22.

relinquishing its privileged position forcibly in 1980. Under Willian Tubman, Liberia became a de facto one-party system²⁸, with the view of the president being that the Americo-Liberians had a “heavenly mandate to civilize and Christianize” the Native Liberians.²⁹

As the Liberian scenario suggests, participation was an inaccessible means of contestation to a large part of the population during the True Whig supremacy, given the numerous limitations placed on political rights. However, it did not necessarily remain a foreign concept. The initial relaxation under president Tolbert in the early seventies managed to prove that disaffection had become the norm and had festered and coalesced in social movements that flared in April 1979, when a broad national coalition of movements organized a massive demonstration sparked by an increase in the price of rice; this protest was brutally and bloodily silenced by the government security forces,³⁰ thus signalling a return to authoritarianism.

As a consequence of the pervasive climate of discrimination and oppression, the April 1980 coup led by low-ranking officer Samuel Doe was not a surprising development. The initial hope brought on by this long-awaited change proved to be misplaced, as Doe’s regime, both in its military and civilian tenure was highly violent, swift to deal with any political opponents, corrupt, opportunistic and ethnically biased in favour of Doe’s native Krahn group.³¹ Therefore, severe repression met widespread disenfranchisement in the years leading up to the civil war but, as in Sierra Leone, the idea of civic participation, although mostly unfeasible, was not completely discarded.

The two protracted civil wars marked the advent of an even more insecure and hostile environment for Liberian and Sierra Leonean citizens who had to contend with violence perpetrated by the NPFL (National Patriotic Front of Liberia), RUF (Revolutionary United Front), government forces and several other paramilitary groups. In addition to this, the two countries underwent what can only be termed as state failure, with even the most basic services and order being absent. As a manifestation of the consequences of

²⁸ *Ibidem*, p. 53.

²⁹ Joseph Saye Guannu, “The Political History of Liberia and the Civil War”, in Omeje, Kenneth (ed.), *War to peace transition: conflict intervention and peacebuilding in Liberia*, Lanham, Maryland: University Press of America, 2009, p. 27.

³⁰ Keih, Jr., *op. cit.*, pp. 11-12.

³¹ Alao, Mackinlay, Olonisakin, *op. cit.*, pp. 18-19.

this phenomenon, Sierra Leone was further shaken by coups (in 1992, 1996 and 1997) and attempts to reach a power-sharing agreement with the RUF.³² As far as Liberia is concerned, NPFL leader Charles Taylor came to power in 1997 through elections that were marked by fear of retaliation unless he was given the presidency. From our perspective, it is interesting and disheartening to note that Taylor refused to treat civil society organisations as potential partners in peacebuilding, perceiving them as his political opposition or as beholden to the donor community and therefore deserving to be treated with utmost suspicion.³³

In spite of this highly adverse climate, some civil society groups still attempted to carve out a political space for themselves, by attempting to become mediators or brokers of the peace process. Two very well-known examples can be referenced as proof of this statement, namely the Inter-Faith Mediation Committee in Liberia³⁴ and the Inter-Religious Council of Sierra Leone³⁵.

While our short incursion into Liberian and Sierra Leonean history has only focused on key moments and elements for civil society participation, we now have a clearer image of the climate in which the civil society operating in the post-conflict period evolved.

We may infer that, as a result of all forms of contestation being generally perceived as threats by successive governments which perpetuated the logic of exclusion, civil society organisations articulated themselves by necessity in an antagonistic, counter-hegemonic manner opposite the political establishment perceived as an enemy who was unresponsive to their demands (this conceptualization excludes, of course, groups created as state supporters by the political system). This way, classical democratic forms of political

³² Guy Arnold, *Historical Dictionary of Civil Wars in Africa*, Lanham, Toronto, Plymouth: The Scarecrow Press, 2008, pp. 317-322.

³³ Samuel Atuobi, "State-Civil Society Interface in Liberia's Post-Conflict Peacebuilding", *KAIPTC Occasional Paper No. 30*, 2010, p. 3.

³⁴ David E. Kode, "Civil Society, Conflict Resolution and Post-conflict Reconstruction in Kosovo and Liberia", in Regina List, Wolfgang Dörner (eds.), *Civil Society, Conflict and Violence: Insights from the CIVICUS Civil Society Index Project*, 2012, [<http://www.bloomsburyacademic.com/view/Civil-Society-Conflict-Violence/chapter-ba-9781780931036-chapter-005.xml>], 17 November 2013.

³⁵ Pham, *op. cit.*

participation were precluded, a fact which had significant consequences for civil society in the peacebuilding process. As a continuation, the next part of our paper traces the nature of these consequences by sketching the dominant discursive constructs that initially populated the post-conflict field.

The dominant discourse on post-conflict civil society in Liberia and Sierra Leone

As prefaced repeatedly throughout this paper, the following section will engage with the dominant discursive constructs of the initial post-conflict period by unravelling their mechanisms of articulation. Also included in this analysis are conceptualizations that, since the aforementioned initial moments, have strengthened this discursive paradigm. Our insistence on this categorization stems from the fact that, as we shall see in the last part of this paper, there have been significant evolutions within the post-conflict discursive field which need to be observed on their own merit.

To begin with, an important observation needs to be brought to the fore: the emergence of post-conflict reconstruction and peacebuilding as autonomous concepts opened up a new discursive field (between that of conflict and that of peace) which was ripe for hegemonic struggles. An empty signifier such as 'peacebuilding' naturally required a particular content to express its overarching goal.

For several key donors, the development-good governance couple emerged as the leading construct in a hegemonic relation which equated peacebuilding with a return to the temporarily derailed track of development. As we shall witness throughout the rest of the paper, development itself is an empty signifier and was therefore subjected to a process of temporary closure. Since it was an empty signifier, development could only be articulated through an antagonistic relation, which is well illustrated in the approach and documents of a key multilateral donor, namely the World Bank: in a 2003 report, the World Bank explicitly termed civil war as "development in reverse"³⁶; more accurately, civil war constitutes a deviation from the path

³⁶ Paul Collier et al., *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, A World Bank Policy Research Report, World Bank and Oxford University Press, 2003, pp. 11-32.

of development which diverts resources towards destructive activities and stymies economic growth.³⁷ Paul Collier even goes as far as to substantiate the ‘civil war as development in reverse’ thesis by calculating the costs of civil conflicts and arguing that low-income, developing countries are statistically prone to conflict.³⁸ Taking everything into account, we have summarized evidence of how a vital actor in the donor community contrasts the notion of development with a previous constitutive lack. Furthermore, the emphasis on a certain type of economic growth suggests a neoliberal initial slant to this concept of development.

However, the ‘couple’ we identified also proposed “good governance” as a second key construct, which makes it imperative to see exactly how it comes into play. In the nineties, the World Bank articulated this concept as a floating signifier in the development discourse. A floating signifier “...can assimilate different meanings depending on the nature or topic of the discourse”³⁹ and, in our current case, that meaning was an essentially technocratic one, with good governance as central to creating and sustaining an environment which fosters strong and equitable development.⁴⁰ Expectedly, this concept has since graduated to a more politically inclined signification in the development community, so a few key observations are essential for a better understanding.

Firstly, as a concept which was generally devoid of meaning, it also articulated itself in opposition to a threatening previous lack, constituted as bad governance⁴¹ or, even worse, as a shadow state/failed

³⁷ For a more detailed explanation see *ibidem*, pp. 13-14, WORLD BANK, *POST-CONFLICT RECONSTRUCTION: THE ROLE OF THE WORLD BANK*, Washington, D.C.: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 1998, p. 17.

³⁸ Paul Collier, *Development and Conflict*, 2004, pp. 1-4, [<http://www.un.org/esa/documents/Development.and.Conflict2.pdf>], 3 June 2015.

³⁹ Oana-Raluca Crăciun, “The New Populism. An analysis of the Political Discourse of Front National and LijstPim Fortuyn”, in Sergiu Mișcoiu, Oana-Raluca Crăciun, Nicoleta Colopelnic, *Radicalism, Populism, Interventionism. Three Approaches Based on Discourse Theory*, Cluj-Napoca: EFES, 2008, p. 41.

⁴⁰ WORLD BANK, *GOVERNANCE AND DEVELOPMENT*, Washington, D. C.: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, 1992, p. 1.

⁴¹ For this perspective applied to Liberia, see Edward Banka Gariba, “Post-conflict development in Liberia: Governance, security, capacity building and a developmental approach”, *African Journal on Conflict Resolution*, vol. 11, no. 2, 2011, pp. 105-132; USAID Liberia, [<http://www.usaid.gov/Liberia>], 25 July 2015.

state cycle.⁴² From this point forward the concept also needed to be filled with meaning and it is our contention that the result pointed towards a democratically inclined political project. For example, Casaburi et al. claim that, in the early 2000s, the World Bank perceived good governance along three key dimensions: *political and bureaucratic accountability, the rule of law and freedom of association and participation*, which, although intended as technical, could not escape a political bias towards more honest, transparent and representative governments.⁴³ The organization that further developed the concept of good governance was the United Nations Development Programme, which, in 1997, defined good governance

“as promoting widespread participation by all citizens, making decisions by rule of law, ensuring transparency in the actions of governance institutions, being responsive to the needs and desires of citizens, and assuring equity in the treatment of citizens, effectiveness and efficiency in the use of public resources, public accountability, and the exercise of strategic vision in planning for development.”⁴⁴

Taking these observations into account, we may safely infer that the notion of governance which is seen as conducive to development also contains elements such as rule of law, transparency, representation, civic participation and accountability, all of which point towards a political approach based on democracy. Moreover, no matter how conceptually neutral the premises of good governance might seem, power is inextricable from such a hegemonic articulation, so a political project attached to good governance does not represent an anomaly, but the norm.

As further evidence of the democratic twist assumed by this key signifier, we can submit the fact that countries such as Liberia and Sierra Leone are evaluated on governance indicators that suggest the desirability of a democratic political system (elections, Parliament, rule of law, women's

⁴² International Crisis Group, *Liberia and Sierra Leone: Rebuilding Failed States* (Crisis Group Africa Report No. 87), Dakar/Brussels, 2004, pp. 4-9.

⁴³ Gabriel Casaburi et al., “Multilateral Development Banks, Governments and Civil Society: Chiaroscuros in a Triangular Relationship, *Global Governance*, vol. 6, no. 4, 2000, pp. 497-498.

⁴⁴ UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS AND UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME, *THE CHALLENGES OF RESTORING GOVERNANCE IN CRISIS AND POST-CONFLICT COUNTRIES*, New York: United Nations, 2007, pp. 9-10.

representation).⁴⁵ Moreover, there is evidence that the international aid community active in Liberia and Sierra Leone after the 1997 and 1996 elections respectively took into account whether the president had been democratically elected (Kabbah) or not (Taylor) when deciding to engage.⁴⁶ Last but not least, typical efforts of the peacebuilding process can also be subsumed under this very broad notion of good governance as conducive to development, represented by moments such as rule of law (rebuilding of the security and justice sectors) or development in itself (poverty reduction strategies).

At this point, it is reasonable to ask where civil society fits into this post-conflict picture dominated by development and good governance. In a 1997 article tracing the dominant discourse of the time, Goran Hyden makes the following observation: it is under the 'democracy is good for development' mantra that civil society gains its relevance as a necessary ingredient with an inextricable link to forging democracy and, inherently, development.⁴⁷ These claims are substantiated by our findings up until this point: civil society is itself a floating signifier in the sense that, as civic participation is seen as a crucial part of good governance, it is implicitly expected that civil society will conceptualize its role and meaning in connection to this goal since its 'livelihood' (participation) is already subsumed under democratic governance.

In the following pages, we will focus on a few concrete examples which highlight how the articulation of civil society has been shaped by such perceptions of the donor community. The general nature of these examples can be prefaced by referring to the USAID approach to Sierra Leone, which traces opportunities for economic growth and targets sectors such as service provision, democracy, good governance, human rights and gender equality.⁴⁸ While the different approaches described in our paper are not particular to USAID, its general categories for action were or are still adopted by a large variety of donors.

⁴⁵ Adam Cooper, *Recommendation for strengthening democratic governance in Liberia, Sierra Leone, Mali, and Benin: Options for the UNDP West Africa Regional Service Centre*, 2009, p. 5.

⁴⁶ Sesay et al., *op. cit.*

⁴⁷ Goran Hyden, "Civil society, social capital, and development: Dissection of a complex discourse", *Studies in Comparative International Development*, vol. 32, no. 1, 1997, p. 4.

⁴⁸ USAID Sierra Leone, [<http://www.usaid.gov/sierra-leone/>], 18 June 2015.

One of the most important roles attributed to civil society is that of a service provider which is seen as more reliable than fragile or failed states. This was the case in Liberia, where civil society gained attention by providing essential services to the population when the state was incapacitated by the conflict.⁴⁹ In such contexts and in the post-conflict period, "civil society groups are perceived to be part of the crucial machinery that implements development goals because they are able to ensure that aid money is implemented effectively."⁵⁰

The aspect outlined above draws attention to another important position of post-conflict Liberian and Sierra Leonean civil society, which is that of a partner in donor-driven projects that serve the purpose of development. Indeed, in concert with the expectation that civil society as the concrete embodiment of participation will serve certain purposes, dependency on external funding also serves as a reinforcement of the 'civil society as partner' approach. An estimate places Liberian civil society organisations (CSOs) dependent on donor funding at around 95 percent.⁵¹ Since donors are the main source of financing, it is reasonable to expect that they will wish to control how their money is spent. One further clue of the top-down approach delineated here is a formulation according to which one antidote for dependency would be for donors "to allow NGOs to use some of the funding they receive from donors to build an investment capacity" included in a 2002 International Peace Academy Report.⁵²

One author even suggests that a 'consensus without adversaries' regarding the solutions for peacebuilding has already been reached and that politically motivated groups should be evaded in favour of groups such as NGOs, human rights groups and leisure associations which transcend

⁴⁹ Kode, *op. cit.*

⁵⁰ Peter Uvin, "Fostering Citizens Collective Actions in Post-Conflict Societies" in Building Civil Society in Post-Conflict Environment: From the Micro to the Macro, Woodrow Wilson International Centre for Scholars, Occasional Paper Series, no.1, 2006, p. 6.

⁵¹ Thomas Doe Nah, *Issues and Challenges facing the Civil Society Sector in Liberia (working paper)*, CENTAL, p. 2, [<http://www.cental.org/CSO%20Issues%20and%20Challenge%20-%20Liberia.pdf>], 25 February 2015.

⁵² Augustine Toure, "The Role of Civil Society in National Reconciliation and Peacebuilding in Liberia", International Peace Academy, 2002, p. 14.

traditional identities and work towards the fulfilment of ‘felt needs’, i. e. needs that relate to development.⁵³

Apart from this type of approach, an observation that can be made is that so-called “western” donors expected CSOs to have certain structures, characteristics, purposes and modes of operation. One facet of this expectation has already been tackled by pointing out their expected democratic character (as they are an instrument for fostering participation) and good governance-related goals. On top of this, the donor community expected that these organisations would have a familiar structure, such as the one defined in the previously cited IPA study which subsumed the diversity of Liberian civil society under familiar categories such as human rights, pro-democracy, women’s groups and development NGOs.⁵⁴ As a further example – coming this time from a bilateral agent– a scheme proposing the sequencing of measures for good governance specifically mentions advocacy NGOs instead of civil society in general.⁵⁵

A further facet of civil society discourse relates to its expected mode of operation which involves ‘Western’ values such as rationality, professionalization and engagement in a competitive funding market. As an example, a CIVICUS assessment report for civil society in West Africa identified as one of its main challenges the fact that it has very poor expertise in submitting projects likely to receive funding.⁵⁶ In a similar vein, one of the criticisms brought against the IMF is that it carries a knowledge bias, i. e. it engages primarily CSOs that think in rationalist terms and speak its technocratic economic language.⁵⁷ The World Bank itself can also be accused of a similar bias towards ‘rational policies’.⁵⁸

⁵³ T. Debey Sayndee, “The Role of Civil Society in Post-Conflict Peacebuilding in Liberia: A Policy Approach”, in in Omeje, Kenneth (ed.), *War to peace transition: conflict intervention and peacebuilding in Liberia*, Lanham, Maryland: University Press of America, 2009, pp. 174-175.

⁵⁴ Toure, *op. cit.*, p. 2.

⁵⁵ Tobias Deibel, Ulf Terlinden, Promoting Good Governance in Post-Conflict Societies: Discussion Paper, Eschborn: Federal Ministry for Economic Cooperation and Development, 2005, pp. 39-41, [<http://www2.gtz.de/dokumente/bib/05-0032.pdf>], 5 May 2015.

⁵⁶ CIVICUS, *CIVICUS Civil Society Index – Rapid Assessment: West Africa Regional Report*, 2014, p. 3, [http://civicus.org/images/stories/CSI_RA_West%20Africa%20Regional%20report_Final.pdf], 7 January 2015.

⁵⁷ Ian Aart Scholte, “A More Inclusive Global Governance? The IMF and Civil Society in Africa”, *Global Governance*, vol. 18, no. 2, 2012, pp. 195-196.

⁵⁸ World Bank, *Post-Conflict...*, p. 26.

Apart from the international community, the two states involved are also important actors who engage CSOs. In their case, a few key trends can be isolated and described. Firstly, the two governments are especially preoccupied with registration requirements for CSOs, which suggests a desire to closely monitor their activities. In Sierra Leone, the registration process is complicated by the fact that numerous government agencies (at least four ministries) which differentiate between NGOs and CBOs (Community Based Organisations) are involved and the process has to be repeated annually.⁵⁹ In Liberia, there are very detailed requirements for registering as an NGO pertaining to staff, mission statement, a bank account, office space and the board of directors; at least two ministries are involved and the registration has to be renewed every three years.⁶⁰

Secondly, in terms of good governance and civil society, the state generally attempts to appropriate the language of donors. For instance, the government of Sierra Leone knew how to frame results for local elections taking place in the mid-2000s in the manner preferred by the international community.⁶¹ An additional case can be made by referencing a 1999 letter of intention of the government of Sierra Leone to the IMF⁶². In this letter, NGOs were mentioned six times (civil society only once), each time as partners of the state and not as potential sources of policy contestation, thus hinting that the state also adopts a top-down approach to civil society.

In conclusion, the way in which the discourse presented here has been constructed posed a serious challenge to the antagonistically constructed civil society of Liberia and Sierra Leone, which could no longer engage the 'establishment' as an enemy, but had to contend with a new hegemonic order elevating donors (and governments) as the main drivers of the projects in which it engaged. Predictably, this situation created a new type of antagonism, in which CSOs who could not adapt became the other of the

⁵⁹ AFRICA REGION EXTERNAL AFFAIRS UNIT, *THE CIVIL SOCIETY LANDSCAPE IN SIERRA LEONE: UNDERSTANDING CONTEXT, MOTIVES AND CHALLENGES*, WORLD BANK, 2007, pp. 19-20.

⁶⁰ Republic of Liberia, *National Policy on Non-Governmental Organizations in Liberia*, 2011.

⁶¹ International Crisis Group, *op. cit.*, p. 11.

⁶² Government of Sierra Leone, Letter of intention to the IMF, 1999, [<https://www.imf.org/external/country/sle/index.htm?pn=0>], 6 May 2015.

discursive field. The last section of this paper will attempt to see whether the civil society articulation detailed here is as solid as it seems, or whether its deconstruction attempts have managed to dislocate it.

Deconstructing the dominant discourse

A widely debated result of the discursive articulation detailed up to this point is the fact that CSOs have largely come to operate on a project by project basis. While this appears to be decisive criticism, it is an aspect which is broadly acknowledged even by practitioners, whose concept of participation is not well served by this technocratic mode of operation. Taking this observation into account, we note that the seeds for the dislocation of the hegemonic project have already been sown, and their content and effectiveness is placed under scrutiny here.

Since we have engaged extensively with the language and practice of the World Bank, it is logical for this central practitioner's deconstructive tendencies to be addressed as well. As a starting point, it is noteworthy that, in the Bank's discourse, CSOs that do not fit the mould outlined in the previous section are no longer excluded. While one of the main criticisms against donor agencies is that they privilege NGOs and other familiar organisations, the Bank's documents no longer show this bias. As an example, a study dedicated to civil society in Sierra Leone includes traditional (secret societies, lending schemes, labour associations), neo-traditional (with ascriptive identities) and formal organisations⁶³, with one of its key recommendations being "to ensure authentic community participation and input into good governance and development programmes."⁶⁴ A different report of the World Bank on the topic of civil society and peacebuilding is critical of the donor's tendency to reduce civil society to narrow categories such as NGOs and draws attention to the fact that comprehensive engagement of civil society should be undertaken, an engagement which should not be limited to formal, registered CSOs.⁶⁵ On the other hand, the definition of peacebuilding fleshed

⁶³ Africa Region External Affairs Unit, *The Civil...*

⁶⁴ *Ibidem*, p. 5.

⁶⁵ Africa Region External Affairs Unit, *Civil Society and Peacebuilding: Potential, Limitations and Critical Factors*, World Bank, 2006.

out in the same report still presupposes a democracy/good governance political framework and “socio-economic and political pre-conditions for sustainable development and peace.”⁶⁶

In essence, these two documents convey an ambiguous attitude towards civil society, whose previous articulation is only partially deconstructed; most categories of CSOs are no longer a subject of antagonistic exclusion, but part of a ‘politics without adversaries’ in which all types of organisations are expected to adapt to serve the purpose of development and good governance. The UK, the largest bilateral donor in Sierra Leone, reinforces this view through the profile page dedicated to this country by its Department for International Development, where it is stated that “DFID plays a leading role in shaping donor aid policy and strategies around transitioning Sierra Leone towards a developmental path of prosperity and growth.”⁶⁷

Broadly speaking, civil society remains “a political space, where governance and development (including peacebuilding) goals are contested.”⁶⁸ In other words, CSOs can contest policy-making within the field arrested by governance and development, but they cannot contest these two nodal points as optimal solutions to peacebuilding.

One way in which this chain of equivalence can be substantiated is by employing the tried and tested capacity building approach: nowadays, when lack of professionalization or democratic know-how is criticized, the implicit expectation is not that the targeted organisations will face exclusion, but that they will strive to remedy this shortcoming in order to engage with development agencies and good governance measures. As an example, the West Africa Civil Society Institute⁶⁹ centres its approach around capacity building and its Facebook page reports on creative efforts undertaken towards reaching this goal. Additionally, the World Bank itself has developed a whole broad-based framework for ‘capacity development’ in which civil society is identified as a potential ‘agent of change’.⁷⁰

⁶⁶ *Ibidem*, p. 7.

⁶⁷ DFID Sierra Leone [<https://www.gov.uk/government/world/organisations/dfid-sierra-leone>], 25 July 2015.

⁶⁸ Africa Region External Affairs Unit, *Civil Society...*, p. 3.

⁶⁹ West Africa Civil Society Institute, [www.wacsi.org], 29 July 2015.

⁷⁰ Samuel Otoo, Natalia Agapitova, Joy Behrens, *The Capacity Development Results Framework: A strategic and results-oriented approach to learning for capacity-development*, World Bank, 2009.

While this approach seems more inclusive and likely to generate local ownership, we can turn back to Ernesto Laclau to point out its drawbacks. As we have pointed out previously, the more a chain of equivalence expands, the stronger the suppression of its particularities becomes. If all diverse manifestations of civil society were reduced to one dimension (their role in promoting development and good governance), then the chain of equivalence that temporarily fixes the meaning of civil society would collapse into simple identity⁷¹ and be condemned to resume the empty signifier cycle. Given this conclusion, we contend that the deconstruction of civil society by practitioners in the development community is only partial at this point in time, but not as absent as critics assume.

As far as the academic community is concerned, an honest description of its attempts at the deconstruction of peacebuilding can reasonably start from developmentalism discourse as a broad model of change: "Universalizing from western experiences, developmentalism created an ahistorical model of change which created a 'Third World' that was but an historical construct and constructed 'the west' which had no basis in historical reality either."⁷² It is a temporary closure of this discursive field that is very often addressed in academic literature: the liberal/neo-liberal, western track of development with the notions of liberal democracy and civil society that it entails. The manner in which this closure is addressed is often an antagonistic one, based on pure deconstruction without proposing alternatives and therefore expressing itself through negativity (a good model would implicitly be a non-liberal one). Although the critiques referenced here do not strictly refer to civil society, a liberal assumption automatically prescribes a certain type of behaviour for civil society, which is why engaging these critiques will be useful.

In the late nineties and early 2000s, the dominant discourse on peacebuilding was consolidating itself and Liberia and Sierra Leone were about to enter the post-conflict period. Parallel with these trends, stark criticism started to emerge as a logical and necessary deconstructive trend. A 1998 report on structural adjustment in Africa criticized the World Bank

⁷¹ See Laclau, *The Rhetorical...*, p. 24.

⁷² Jan Nederveen Pieterse, *Development Theory: Deconstructions/Reconstructions (Second Edition)*, London: Sage Publications, 2010, p. 29.

and donors their assumption that a liberal-democratic political model with civil society engagement would be an enabler for the free market and structural adjustment.⁷³ The broader good governance model was criticized as having been an imposition of the West when there was a lack of political alternatives after the Cold War.⁷⁴ With specific reference to peacebuilding, David Moore made the following statement: "It is as if the World Bank political scientists' revolutionary fervour sees the terrain of 'post-conflict' situations as ripe for the implementation of their kind of state, economy and society."⁷⁵

According to this enumeration, deconstruction entered the stage early and, as we have seen, practitioners partially assumed it. What is interesting to note is that this type of deconstruction has still been preferred in recent years. Moore for instance restated his criticism in a 2007 revised version of his earlier article.⁷⁶ The idea of a 'liberal' peace based on Western values, democracy and neo-liberal economics is still strongly criticized.⁷⁷

Broader criticism of a Western model of civil society echoes the conceptualization inherent in 'liberal peace and development' critique. Western donors are seen as having brought about a model of civil society which favours narrow manifestations that are familiar to them such as NGOs, without taking into account that these expressions are mostly foreign

⁷³ Adebayo O. Olukoshi, *The Elusive Prince of Denmark: Structural Adjustment and the Crisis of Governance in Africa*, Uppsala: NordiskaAfrikainstitutet, 1998.

⁷⁴ Rita Abrahamsen, *Disciplining Democracy: Development Discourse and Good Governance in Africa*, London, New York: Zed Books Ltd., 2000, p. 3.

⁷⁵ David Moore, "Levelling the playing fields & embedding illusions: 'Post-conflict' Discourse & Neo-liberal 'Development' in War-torn Africa", *Review of African Political Economy*, vol. 27, no. 83, 2000, p. 14.

⁷⁶ *Ibidem*, in David Moore (ed.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville: University of KwaZulu-Natal Press, 2007, p. 393.

⁷⁷ See, for instance, Kirsten Howarth, "Connecting the dots: Liberal peace and post-conflict violence and crime", *Progress in Development Studies*, vol. 14, no. 3, 2014, pp. 261-273; Olawale Ismail, *The Dynamics of Post-Conflict Reconstruction and Peace Building in West Africa Between Change and Stability*, Uppsala: NordiskaAfrikainstitutet, 2008; Victor AO Adetula, "Measuring democracy and 'good governance' in Africa: A critique of assumptions and methods", in Kondlo, Kwandiwe, Ejiogu, Chinenyengozi (eds.) *Governance in the 21st Century: Africa in Focus*, Human Sciences Research Council, 2011, pp. 10-25.

to local cultures.⁷⁸ This critique however is problematic, seeing as donors have largely renewed their conceptualizations of civil society specifically to make them more inclusive, at least in their policy documents and reports, if not on the field.

Another problem with a large segment of critical academic positions is that, while the censure attached to the liberal conceptualization of peacebuilding as embedded in development and good governance is not wrong and is still useful, it does not manage to overcome the stage of deconstruction. More specifically, it makes no actual move to dislocate the hegemonic articulation because it stops itself at pointing out the growing number of loopholes in the dominant discourse without building on them. This way, civil society is trapped in a position where its conceptualizations diversify, yet the expectations related to it stagnate.

Some promising initiatives regarding how this impasse could be overcome have already entered the stage. One point of erosion for the dominant discourse and its subsequent re-articulation is the concept of development itself. Alternatives such as sustainable development or human development are not exactly new, but critics must bear in mind that development can have a diversity of meanings⁷⁹ that can take civil society on different tracks. Means for contesting development in itself are also suggested: for example, Briony Jones proposes Mouffe's agonistic model which postulates that conflictual, opposing views related to an existing consensus should be treated as legitimate⁸⁰; this way, alternatives to development can be acknowledged and engaged.⁸¹

⁷⁸ See, for instance, Scott G. Chaplowe; Ruth BabelaEngo-Tjéga, "Civil Society Organizations and Evaluation: Lessons from Africa", *Evaluation*, vol. 13, no. 2, 2007, pp. 257-274; Ebenezer Obadare, "Revalorizing the Political: Towards a New Intellectual Agenda for African Civil Society Discourse", *Journal of Civil Society*, vol. 7, no. 4, 2011, pp. 427-442; NkwachukwuOrji, "Civil society, democracy and good governance in Africa", *CEU Political Science Journal*, vol. 4, no. 1, 2009, pp. 76-101.

⁷⁹ See Pieterse, *op. cit.*

⁸⁰ Chantal Mouffe, "Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism", *Social Research*, vol. 66, no. 3, 1999, pp. 745-758.

⁸¹ Briony Jones, "Ensuring a Political Space for Conflict by applying Chantal Mouffe to Postwar Reconstruction and Development", *Progress in Development Studies*, vol. 14, no. 3, 2014, pp. 249-259.

When it comes to civil society itself, in addition to engaging with practitioner documents and evaluating whether a more inclusive approach of civil society has been reached, a more specific approach should be employed rather than simply stating that certain CSOs are excluded. For instance, diverging opinions of CSOs, governments and donors regarding the effectiveness of reconstruction models can be documented⁸²; such an analysis suggests potential areas where civil society input may be lacking. Another very instructive article by Hannah Neumann and Joel Gwyn Winkler⁸³ lists and analyses the forms of resistance of civil society against intervention and the way in which the international community responds, mainly by discrediting opposition. This way, the critical discourse would gain more practical evidence by showing concretely how donors fail in engaging civil society and not simply stating that they do so.

The weak point of such propositions is the fact that they remain largely tentative or fairly isolated and disparate, in the sense that they do not actually belong to broader trends in the literature. Therefore, the next step would be for alternatives to the dominant discourse to become articulated by integrating such approaches and building on them.

Conclusion

Throughout this article, we have fleshed out the dominant discursive articulation regarding civil society in post-conflict Liberia and Sierra Leone, concluding that it integrates into the development-good governance model. While both practitioners (in certain areas) and academics (more strongly) have made strides towards deconstruction, dislocation is still a goal to be achieved; this happens mostly because the discourse of renewed practice and academic critique fails to take the final step and articulate itself as a coherent antagonistic counter-part which could begin to suture the discursive field of peacebuilding in a novel manner, starting from different nodal points.

⁸² Sesay et al., *op. cit.*, p. 88.

⁸³ Hannah Neumann, Joel Gwyn Winckler, "When Critique is Framed as Resistance: How the International Intervention in Liberia Fails to Integrate Alternative Concepts and Constructive Criticism", *International Peacekeeping*, vol. 20, no. 5, 2013, pp. 1-18.

Bibliography

- Abrahamsen, Rita (2000), *Disciplining Democracy: Development Discourse and Good Governance in Africa*, London, New York: Zed Books Ltd.
- Adetula, Victor AO (2011), "Measuring democracy and 'good governance' in Africa: A critique of assumptions and methods", in Kondlo, Kwandiwe, Ejiogu, Chinenyengozi (eds.) *Governance in the 21st Century: Africa in Focus*, Human Sciences Research Council, pp. 10-25.
- Africa Region External Affairs Unit (2006), *Civil Society and Peacebuilding: Potential, Limitations and Critical Factors*, World Bank.
- AFRICA REGION EXTERNAL AFFAIRS UNIT (2007), *THE CIVIL SOCIETY LANDSCAPE IN SIERRA LEONE: UNDERSTANDING CONTEXT, MOTIVES AND CHALLENGES*, WORLD BANK.
- Alao, Abiodun, Mackinlay, John Olonisakin, Funmi (2000), *Peacekeepers, Politicians, and Warlords: The Liberian Peace Process*, United Nations University Press.
- Arnold, Guy (2008), *Historical Dictionary of Civil Wars in Africa*, Lanham, Toronto, Plymouth: The Scarecrow Press.
- Atuobi, Samuel (2010) "State-Civil Society Interface in Liberia's Post-Conflict Peacebuilding", *KAIPTC Occasional Paper No. 30*.
- Casaburi, Gabriel et al. (2000), "Multilateral Development Banks, Governments and Civil Society: Chiaroscuros in a Triangular Relationship", *Global Governance*, vol. 6, no. 4, 2000, pp. 493-517.
- Chaplowe, Scott G., Engo-Tjéga, Ruth Bamela (2007), "Civil Society Organizations and Evaluation: Lessons from Africa", *Evaluation*, vol. 13, no. 2, pp. 257-274.
- CIVICUS (2014), *CIVICUS Civil Society Index – Rapid Assessment: West Africa Regional Report*.
- Collier, Paul (2004), *Development and Conflict*.
- Collier, Paul et al. (2003), *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, A World Bank Policy Research Report, World Bank and Oxford University Press.
- Cooper, Adam (2009) *Recommendation for strengthening democratic governance in Liberia, Sierra Leone, Mali, and Benin: Options for the UNDP West Africa Regional Service Centre*.

- Crăciun, Oana-Raluca (2008) "The New Populism. An analysis of the Political Discourse of Front National and LijstPim Fortuyn" in Mișcoiu, Sergiu; Crăciun, Oana-Raluca; Colopelnic, Nicoleta, *Radicalism, Populism, Interventionism. Three Approaches Based on Discourse Theory*, Cluj-Napoca: EFES, 2008, 31-69.
- Deibel, Tobias, Terlinden, Ulf (2005), *Promoting Good Governance in Post-Conflict Societies: Discussion Paper*, Eschborn: Federal Ministry for Economic Cooperation and Development.
- Denov, Myriam (2010), *Child Soldiers Sierra Leone's Revolutionary United Front*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Doe Nah, Thomas, *Issues and Challenges facing the Civil Society Sector in Liberia (working paper)*, CENTAL.
- Fyle, C. Magbaily (2006), *Historical Dictionary of Sierra Leone*, Lanham, Toronto, Oxford: The Scarecrow Press.
- Gariba, Edward Banka (2011), "Post-conflict development in Liberia: Governance, security, capacity building and a developmental approach", *African Journal on Conflict Resolution*, vol. 11, no. 2, 105-132;
- Government of Sierra Leone (1999), *Letter of intention to the IMF*.
- Guannu, Joseph Saye (2009), "The Political History of Liberia and the Civil War", in Omeje, Kenneth (ed.), *War to peace transition: conflict intervention and peacebuilding in Liberia*, Lanham, Maryland: University Press of America, 19-39.
- Howarth, Kirsten (2014), "Connecting the dots: Liberal peace and post-conflict violence and crime", *Progress in Development Studies*, vol. 14, no. 3, 261-273.
- Hyden, Goran (1997), "Civil society, social capital, and development: Dissection of a complex discourse", *Studies in Comparative International Development*, vol. 32, no. 1, 3-30.
- International Crisis Group (2004), *Liberia and Sierra Leone: Rebuilding Failed States (Crisis Group Africa Report No. 87)*, Dakar/Brussels.
- Ismail, Olawale (2008) *The Dynamics of Post-Conflict Reconstruction and Peace Building in West Africa Between Change and Stability*, Uppsala: Nordiska Afrika institutet.

- Jones, Briony (2014), "Ensuring a Political Space for Conflict by Applying Chantal Mouffe to Postwar Reconstruction and Development", *Progress in Development Studies*, Vol. 14, No. 3, 249-259.
- Jørgensen, Marianne, Phillips, Louise (2002) *Discourse Analysis as Theory and Method*, London: SAGE Publications.
- Kanyako, Vandy (2011), "The Check Is Not in the Mail: How Local Civil-Society Organizations Cope with Funding Volatility in Postconflict Sierra Leone", *Africa Today*, vol. 58, no. 2, 3-16.
- Keih, Jr., George Klay (2008) *The First Liberian Civil War: The Crises of Underdevelopment*, New York: Peter Lang Publishing.
- Kode, David E. (2012) "Civil Society, Conflict Resolution and Post-conflict Reconstruction in Kosovo and Liberia", in Regina List, Wolfgang Dörner (eds.), *Civil Society, Conflict and Violence: Insights from the CIVICUS Civil Society Index Project*.
- Laclau, Ernesto (1996) "Deconstruction, Pragmatism, Hegemony", in Chantal Mouffe (ed.), *Deconstruction and Pragmatism: Simon Critchley, Jacques Derrida, Ernesto Laclau and Richard Rorty*, London, New York: Routledge, 49-70.
- Laclau, Ernesto (2007), *Emancipation (Second edition)*, London, New York: Verso.
- Laclau, Ernesto (2014) *The Rhetorical Foundations of Society*, London, New York: Verso.
- Laclau, Ernesto, Mouffe, Chantal (2001), *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics" (Second edition)*, London, New York: Verso.
- Laclau, Ernesto, Zac, Lilian (1994), "Minding the Gap: The Subject of Politics", in Laclau, Ernesto (ed.), *The Making of Political Identities*, London: Verso, 11-39.
- Moore, David (2000), "Levelling the playing fields & embedding illusions: 'Post-conflict' Discourse & Neo-liberal 'Development' in War-torn Africa", *Review of African Political Economy*, vol. 27, no. 83, 11-28.
- Moore, David (2007) "Levelling the playing fields & embedding illusions: 'Post-conflict' Discourse & Neo-liberal 'Development' in War-torn Africa", in David Moore (ed.), *The World Bank: Development, Poverty, Hegemony*, Scottsville: University of KwaZulu-Natal Press.

- Mouffe, Chantal (1996), "Deconstruction, Pragmatism and the Politics of Democracy" in Mouffe Chantal (ed.), *Deconstruction and Pragmatism: Simon Critchley, Jacques Derrida, Ernesto Laclau and Richard Rorty*, London, New York: Routledge, 1-12.
- Mouffe, Chantal (1999), "Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism", *Social Research*, vol. 66, no. 3, 745-758.
- Mouffe, Chantal (2000), *The Democratic Paradox*, London, New York: Verso.
- Neumann, Hannah, Winckler, Joel Gwyn (2013) "When Critique is Framed as Resistance: How the International Intervention in Liberia Fails to Integrate Alternative Concepts and Constructive Criticism", *International Peacekeeping*, vol. 20, no. 5, 1-18.
- Obadare, Ebenezer (2011) "Revalorizing the Political: Towards a New Intellectual Agenda for African Civil Society Discourse", *Journal of Civil Society*, vol. 7, no. 4, 427-442.
- Olukoshi, Adebayo O. (1998), *The Elusive Prince of Denmark: Structural Adjustment and the Crisis of Governance in Africa*, Uppsala: Nordiska Afrika institutet.
- Orji, Nkwachukwu (2009), "Civil society, democracy and good governance in Africa", *CEU Political Science Journal*, vol. 4, no. 1, 76-101.
- Otoo, Samuel, Agapitova, Natalia, Behrens, Joy (2009), *The Capacity Development Results Framework: A strategic and results-oriented approach to learning for capacity-development*, World Bank.
- Pham, J. Peter (2004), "Lazarus Rising: Civil Society and Sierra Leone's Return from the Grave", *The International Journal of Not-for-Profit Law*, vol. 7, no. 1.
- Pieterse, Jan Nederveen (2010), *Development Theory: Deconstructions/Reconstructions (Second Edition)*, London: Sage Publications.
- Republic of Liberia (2011), *National Policy on Non-Governmental Organizations in Liberia*.
- Sayndee, T. Debey (2009), "The Role of Civil Society in Post-Conflict Peacebuilding in Liberia: A Policy Approach", in Omeje, Kenneth (ed.), *War to peace transition: conflict intervention and peacebuilding in Liberia*, Lanham, Maryland: University Press of America, 171-192.
- Scholte, Ian Aart (2012), "A More Inclusive Global Governance? The IMF and Civil Society in Africa", *Global Governance*, vol. 18, no. 2, 185-206.

- Sesay, Amadu et al. (2009), *Post-War Regimes and State Reconstruction in Liberia and Sierra Leone*, Dakar: Council for the Development of Social Science Research in Africa.
- Torring, Jacob (2005), "Discourse Theory: Achievements, Arguments, and Challenges" in David Howarth, Jacob Torring (eds.), *Discourse Theory in European Politics. Identity, Policy and Governance*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 1-32.
- Toure, Augustine (2002), "The Role of Civil Society in National Reconciliation and Peacebuilding in Liberia", International Peace Academy.
- UNITED NATIONS DEPARTMENT OF ECONOMIC AND SOCIAL AFFAIRS AND UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (2007), *THE CHALLENGES OF RESTORING GOVERNANCE IN CRISIS AND POST-CONFLICT COUNTRIES*, New York: United Nations.
- Uvin, Peter (2006) "Fostering Citizens Collective Actions in Post-Conflict Societies" in *Building Civil Society in Post-Conflict Environment: From the Micro to the Macro*, Woodrow Wilson International Centre for Scholars, Occasional Paper Series, no.1, 2006, 6-10.
- WORLD BANK (1992), *GOVERNANCE AND DEVELOPMENT*, Washington, D.C.: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.
- WORLD BANK (1998) *POST-CONFLICT RECONSTRUCTION: THE ROLE OF THE WORLD BANK*, Washington, D.C.: The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank.

Websites:

- DFID Sierra Leone [<https://www.gov.uk/government/world/organisations/dfid-sierra-leone>], 25 July 2015.
- USAID Sierra Leone, [<http://www.usaid.gov/sierra-leone>], 18 June 2015.
- West Africa Civil Society Institute, [www.wacsi.org] 9 July 2015.
- USAID Liberia, [<http://www.usaid.gov/Liberia>], 25 July 2015.

**LA RECONSTRUCTION POST-CONFLIT EN AFRIQUE.
MALI-AU CARREFOUR DE LA DESTABILISATION POLITIQUE ET
L'IMPLEMENTATION DE LA PAIX**

**POST-CONFLICT RECONSTRUCTION IN AFRICA.
MALI- AT THE CROSSROADS OF POLITICAL DESTABILIZATION
AND PEACE IMPLEMENTATION**

Oana Vintilă*

Abstract:

In our world, increasingly globalized, Africa provided for several decades the impression of a continent that arouses indignation and compassion from other countries. Although it is a continent rich in natural resources and with diverse cultures, it still remains as a world of marginalization. The core of our work is a simple, but at the same time complex question: Can we talk about post-conflict reconstruction in a continent that is considered by the West as the figurative expression of the anarchy? In order to better reply to this question, we will analyze the conflict in Mali to see if it could be avoided or at least minimize its consequences.

Keywords: colonization, security, political destabilization, post-conflict reconstruction, peace implementation

A tous ceux dont l'existence se limite aux besoins primaires, à tous ceux qui sont abandonnés dans la surdité, la cécité, le mutisme et l'indifférence délibérés dans les conflits bestiaux gérés dans le silence coupable: résistez dignement !

Nane Tory Ottemey

* Oana Vintilă est doctorante à l'Université Babeş-Bolyai, École Doctorale La Paradigme Européenne en sciences politiques. Domaines d'intérêts de recherche actuelle : États africains et la reconstruction post-conflit.

Contact: oana_vintila2005@yahoo.com

Afrique- un pays à la recherche de soi-même

Prémises historiques

L'Afrique est l'expression vivante du fait que le monde reste toujours bipolaire, une bipolarité comprise en matière de riches et influents d'une part et pauvres d'autre part et que ces mêmes pauvres doivent relever le défi de la soumission et du sous-développement pour cesser d'être de simples pions sur la scène internationale. De même, en Afrique, au cours de cette dernière décennie, le couple sécurité et développement devient l'axe principal qui anime les réflexions de la communauté internationale en matière de reconstruction post-conflit. Les difficultés constatées en cette période sont marquées par les contextes économiques difficiles et politiques instables.

D'ailleurs, le déroulement des conflits africains tels que vécus par les populations africaines et observées par la communauté internationale, ne se résume pas seulement aux milliers de personnes mortes ou déplacées, mais aussi à des mutilations, des traumatismes, des perturbations intercommunautaires qui entraînent la haine et la division. Ces affrontements entament le fondement d'une société africaine déjà fragile, minée par la pauvreté, les déséquilibres socioculturel, politique et économique. Avec les conflits, on assiste à la destruction des maigres infrastructures existantes des services de santé, de l'éducation, de l'administration sans perdre de vue le dommage causé à l'économie exsangue. Pourtant, les ressources qui auraient servi aux activités du développement ont été dépensées dans les conflits, car le gouvernement dépense plus d'argent pour entretenir une guerre alors que les besoins primaires de leurs populations ne sont pas satisfaits.¹

Dire que l'Afrique est en retard c'est la jauger à l'aune des principaux indicateurs de développement employés pour caractériser le niveau de la vie de l'ensemble des pays du monde. C'est aussi considérer implicitement que l'ensemble de pays dits en développement doivent forcément évoluer vers un certain type de performances, économiques, sanitaires, éducatives, puisque ce sont les trois domaines qui permettent de définir *l'indicateur du développement humain* mis au point par le PNUD en 1990.² Si on considère

¹ Simplicie Feikoumo, *Les conflits armés en Afrique subsaharienne, un défi pour la communauté internationale*, Paris : Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, 2012, p. 14.

² Jérôme Accardo, Fabrice Murat, Gaël de Peretti, *L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN : UNE APPROCHE INDIVIDUELLE* [http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf], consulté à 10.05.2015.

toutes ces grilles d'interprétation dans l'analyse de l'Afrique, le retard du continent en termes de développement apparaît flagrant. Mais on peut contester ces instruments de mesure et cette notion de retard en opposant que le continent africain a d'autres modes de fonctionnement et d'autres critères que ceux de la civilisation technicienne occidentale, comme par exemple l'attention accordée aux liens sociaux et la solidarité.³ De même, on peut souligner la formidable capacité du continent à absorber les multiples chocs externes qu'il a subis (la traite, la colonisation, l'insertion forcée dans la mondialisation libérale), tout comme l'ampleur de ses mutations internes (naissances des Etats nouveaux, croissance démographique rapide) sans basculer dans le chaos généralise.

L'historien pourrait nous le conter. Les territoires découpés à la conférence de Berlin en 1884⁴, par les puissances du jour, pour se faire leurs possessions éternelles, s'appellent colonies. Ils rassemblent des ethnies, des nationalités hétérogènes, disparates. Leur raison d'être ensemble réside dans une initiative et un projet qui leur sont étrangers.⁵ L'avidité, la détermination à imposer sa vision du monde et de la réalité semblent caractéristiques de la colonisation. Comme bien dit Paul Valéry, les colons « n'ont point l'égalité des échanges pour objet et leur rôle ne consiste pas le moins du monde à d'autrui. Leur énergie, leurs talents, leurs lumières, leur dévouement sont appliqués à créer ou à exploiter l'inégalité. »⁶

La reconstruction post-conflit

Notre discours est structuré autour de l'idée de reconstruction post-conflit en Afrique, spécialement au Mali. Pour cela, il s'impose une courte explication de ce concept, mais a des autres termes qu'on va utiliser

³ Sylvie Brunel, *L'Afrique: un continent en reserve de developpement*, Paris : Editions Breal, 2004.

⁴ La conférence de Berlin, qui s'est tenue de novembre 1884 à février 1885, fut organisée par le chancelier Bismarck afin d'établir les règles qui devaient présider à la colonisation de l'Afrique. Britanniques, Français, Allemands, Belges, Portugais, Italiens se lancèrent dans l'intérieur de l'Afrique, qui fut partagé par les Européens en moins de quinze ans, au prix de quelques guerres contre les royaumes africains et d'incidents diplomatiques entre les États européens, dont le plus significatif fut l'incident franco-britannique de Fachoda en 1898.

⁵ Fabien Eboussi Boulaga, *Les conférences nationales en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, Paris, Éditions Karthala, 2009, p. 95.

⁶ Paul Valéry, *Regards sur le monde actuel*, Paris: Librairie Stock, Delamain et Boutelleau, 1931, p. 100.

aussi à travers de ce travail, comme conflictualité, état défaillant. D'abord, notion forgée dans les années 1990 par les acteurs multilatéraux impliqués dans les processus de peace building dans des pays en proie à des conflits armés, la « reconstruction post-conflit » peut-être définie a minima comme la capacité à pouvoir transformer en conflits politiques non violents des conflits militaires.⁷

Par contre, la définition que la Banque Mondiale donnait en 1998 dans un des ses études sur la reconstruction et développement, s'appesantit sur l'impératif de la reconstruction globale de tous les éléments de base du système étatique (rebuilding of the socio-economic framework of society and the reconstruction of the enabling conditions for a peacetime society, the framework of governance and rule of law).⁸

Ainsi, la reconstruction d'un environnement socio-économique fiable est l'une des conditions du succès de la reconstruction post-conflit. Ce n'est que dans un tel contexte que nous pouvons mettre en place les conditions nécessaires à l'instauration d'une paix durable. La reconstruction des institutions préalables à toute gouvernance est un point focal de la reconstruction post conflit.

Ensuite, en ce qui concerne le concept de conflictualité, son approche la plus commode consiste à dire que cela représente l'essence de la géopolitique. Autrement dit, quelles que soit la forme ou l'intensité du conflit, là où il y a conflit, il a matière à l'analyse géopolitique. Inversement, là où il y a réflexion géopolitique, il y a conflit car les représentations des peuples comme des gouvernants sont elles aussi sources de conflictualité. Donc, les conflits peuvent être latents, prendre des formes de tension diplomatique, de crise internationale, de crise régionale ou de crise locale. Ils peuvent aussi prendre la forme d'une confrontation armée générale ou ponctuelle. L'essentiel est que la conflictualité est un élément déterminant dans la discussion sur l'Afrique et les conflits présents ou passés d'ici, comment nous allons le voir dans la partie suivante.

⁷ Alfred Nhema, "Introduction. The Resolution of African Conflicts", in Alfred Nhema, Paul Tiyaambe Zeleda, *The resolution of African conflicts: the management of conflict resolution and post-conflict reconstruction*, Oxford: James Currey, 2008, pp. 1-8.

⁸ *Étude de la banque mondiale sur la reconstruction*, 1998, disponible en ligne sur [http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-12_fr.html], consulté à 10.05.2015.

Pays émergent d'un conflit dans des conditions différentes et uniques. Par conséquent, la priorité, le calendrier, la pertinence et l'exécution des tâches varient d'un cas à l'autre. Par reconstruction post-conflit, on attend un cadre des mesures qui puissent aider un pays à dépasser les effets de la conflictualité, de la guerre. En posant l'univers des options, le cadre doit identifier les lacunes dans le processus de reconstruction et de capacités. Il vise également à aider à la planification et les efforts de coordination. Le cadre n'est pas un plan politico-militaire; ni une liste des activités obligatoires pour tous les cas ou une stratégie pour le succès. Plutôt, il offre un point de départ pour envisager ce que doit être fait dans la plupart des cas. Il ne suggère pas comment cela devrait être fait, ou qui devrait le faire. Les réponses spécifiques à quoi, comment, et qui sera différente dans chaque cas. Dans certains cas, ils seront largement déterminés par un accord de paix, tandis que dans d'autres elles seront élaborées par de multiples acteurs le sol.

Dans certains cas, il comptera plus les aspects humaine significative, financière et des capacités institutionnelles dans la société en question de tirer sur, tandis que dans d'autres, il peut y avoir une capacité minimale. Par contre, dans certains cas, il y aura un grand intérêt international, tandis que dans d'autres peu ou pas. En raison de différentes histoires, de référence et les parties intéressées, chaque cas doit être adressé sur ses propres mérites.⁹ Dans tous les cas, cependant, il est important de créer un processus de planification stratégique qui établit les priorités et une répartition appropriée du travail entre les nombreux acteurs locaux et internationaux impliqués. En général, les acteurs autochtones devraient avoir la primaire responsabilité et doit jouer un rôle central tout au long du processus de reconstruction, car il est en effet leur propre avenir qui est dans la balance. Dans la mesure où les acteurs internationaux sont nécessaires pour combler les lacunes au cours de certaines étapes du processus, renforcement des capacités des acteurs et des institutions autochtones puis facilitant les main-offs à eux sont cruciales pour le succès à long terme.

⁹ "Post-Conflict Reconstruction. A joint project of the Center for Strategic and International Studies (CSIS) and the Association of the United States Army (AUSA)", Association of the U. S. Army and Center for Strategic and International Studies, 2002, p. 2.

Alors qu'il est généralement entendu que la reconstruction a souvent lieu à divers moments pendant et après conflit, le cadre met tâches entre la cessation des conflits violents et le retour à normalisation. Pour les fins de ce cadre, la normalisation est atteinte lorsque: 1) extraordinaire intervention de l'extérieur ne sont plus nécessaires; 2) les processus de gouvernance et de l'activité économique largement fonction sur une base autonome et auto-entretenu; et 3) les relations internes et externes sont menée conformément aux normes généralement admises de comportement.¹⁰

L'idée de la reconstruction post conflit en Afrique n'est ni nouvelle, ni révolutionnaire. On ne veut pas réinventer la roue par ce travail, mais seulement de faire une analyse des diverses solutions proposées, des mesures prises et dès leurs résultats, afin de voir quelle est la plus efficace. On va essayer de proposer quelques propres solutions, mais sans avoir l'ambition des considérer comme viables ou réalisable.

Ainsi, le processus de reconstruction des pays africains en post conflit part d'une initiative africaine dans le cadre de l'UA avec comme base le NEPAD, pour ensuite trouver un appui auprès de l'Union Européenne et des Nations unies. Dans sa vision et ses objectifs, le NEPAD reconnaît que « la paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, les droits de l'homme et une gestion économique saine sont des préalables aux développements durables. »¹¹

Alors, ce cadre politique établit un programme africain de reconstruction post-conflit ayant pour but, entre autres, d'approfondir les liens entre les différentes dimensions – paix, sécurité, humanitaire et développement – de la reconstruction post-conflit et la consolidation de la paix. Le cadre vise à encourager un état global de cohérence mutuelle entre les politiques et programmes, d'une part, de l'Union africaine/ NEPAD, des Communautés économiques régionales (CER), des États membres, de la société civile et des secteurs financiers et privés en Afrique et, d'autre part, des différentes institutions internationales, des organismes, des gouvernements, des ONG et des prestataires de services privés qui constituent les acteurs extérieurs du système de reconstruction post-conflit.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ *Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)*, octobre 2011, pp. 14-16, disponible en ligne sur [<http://www.institut-numerique.org/61-le-processus-de-reconstruction-par-lunion-africaine-le-programme-uanepad-522462d9ba63d>], consulté à 10.05.2015.

Les conflits armés qui ravagent le continent africain depuis plus d'un demi-siècle¹² mettent en évidence la défaillance du système sécuritaire qui existe sur ce continent et, soulèvent la question sur la capacité des dirigeants africains à prévenir, gérer et résoudre les conflits pour assurer un avenir meilleur à leurs peuples. Les conflits inter ou intra étatiques qui se sont déclarés très tôt (pour des raisons faut-il le rappeler, politiques, socioculturelles ou économiques), encouragés par les rivalités de la période de la guerre froide, finissent par marquer l'esprit des autorités gouvernementales qui, à travers leurs organisations, se lancent à la conquête des voies et moyens pour reconstruire les pays en post conflit.

Elaborée dans le cadre d'un processus de consultation, facilité par le Secrétariat du NEPAD, le « cadre politique de reconstruction post-conflit en Afrique »¹³, a pu identifier les aspects qui peuvent contribuer à sa mise en œuvre : la sécurité, la transition politique, la gouvernance et participation, le développement socio-économique, la justice, les droits de l'homme, la réconciliation, la coordination, la gestion et la mobilisation de ressources. Ce cadre politique a pour but d'encourager un état global de cohérence mutuelle entre les différents acteurs que sont l'UA/NEPAD et les organes subsidiaires, la société civile et la communauté internationale.

Mali-au carrefour de la déstabilisation politique et l'implémentation de la paix

Les causes profondes de la crise malienne peuvent s'analyser dans le temps, comme l'alignement catastrophique d'un héritage colonial néfaste, de choix politiques malheureux, d'erreurs dans la gestion de crises, d'occasions manquées, de surprises stratégiques, de l'effondrement des élites et des institutions maliennes dans un contexte de criminalisation croissante de l'espace saharo-sahélien.

Mais pour mieux comprendre cela, il faut regarder dans l'histoire du pays. Ainsi, l'histoire du Mali remonte à l'Empire du Ghana (IIIème siècle après J.C.) et s'enrichit avec l'Empire du Mali du XI au XVIIème siècle. Leur

¹² Serge Longou, *Economies parallèles et pérennisation des conflits armés en Afrique subsaharienne*, Paris : Institut de Stratégie Comparée, Commission Française, d'histoire Militaire, Institut d'histoire des conflits contemporains, 2005.

¹³ NEPAD, *cadre politique de reconstruction post conflit, programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité*, secrétariat du NEPAD, juin 2005, pp. 6-26.

morcellement donne naissance à une multitude de royaumes. La conquête française du Soudan commence vers 1850 et s'achève avec la chute de Samori en 1898. L'histoire du Mali se confond ensuite avec celle de la colonisation. La colonie change plusieurs fois de nom : Haut-Sénégal, puis Niger, et enfin Soudan ; ainsi que de capitales : Kayes, Ségou, Bamako. Au niveau d'histoire contemporaine, un an après son adhésion à la Communauté française, en 1958, le Soudan français se joint au Sénégal pour former la Fédération du Mali. En 1959, Modibo Keita est nommé Président de la Fédération du Mali (incluant le Soudan, le Sénégal, le Dahomey (Bénin) et la Haute Volta (Burkina Faso). Des différends mènent à une rupture en 1960 et le 22 septembre 1960, le Soudan français devient la République du Mali et proclame son indépendance. Modibo Keita qui la dirige, donne une orientation socialiste au pays. Il est renversé par un coup d'État en 1968, et remplacé par Moussa Traoré dont le régime militaire va durer 22 ans.

L'instabilité croissante - rébellion touareg, contestation sociale - qui règne au début des années 90 entraîne le renversement de Moussa Traoré en 1991 et le retour à la vie démocratique. Un comité de transition est alors présidé par Amadou Toumani Touré, dit ATT.

En juillet 1992, Alpha Oumar Konaré est élu Président de la république et réélu en mai 1997. Il laisse derrière lui une démocratie de multipartisme bien ancrée. Quand même, au tournant du siècle, le Mali demeure néanmoins confronté à des problèmes importants, comme la corruption et le redressement d'une économie carencée.

Pour revenir un peu plus dans le présent et le conflit actuel du Mali, après dix ans de pouvoir du Président Amadou Toumani Toure et à quelques semaines de la fin de son dernier mandat, une junte militaire a tenté un coup d'Etat le 22 mars 2012. Alors que la situation interne en 2011 avait été marquée par la préparation du référendum sur la réforme constitutionnelle et les élections présidentielles et législatives prévue à partir d'avril 2012, le Mali se retrouve en situation d'instabilité politique. L'objectif déclaré de la junte était de mettre fin à « l'incompétence » du régime dans la lutte contre la rébellion et les groupes islamistes armés qui sévissent dans le nord du pays. La situation sécuritaire dans la région est devenue en effet encore plus préoccupante en 2011 avec le retour d'anciens combattants de l'armée libyenne d'origine malienne, et la présence de groupes terroristes affiliés au mouvement Al-Qaeda au Maghreb Islamique. Une recrudescence

de l'insécurité a été notée en janvier 2012, avec des attaques armées contre les camps de l'armée malienne qui se sont soldées par de lourdes pertes en vies humaines, le déplacement des populations locales et des manifestations dans les grandes villes du pays contre les populations d'origine Touareg.

L'important est que, depuis le 6 avril 2012, le Mali est amputé des deux tiers de son territoire. Différents groupes et milices armés font régner la terreur sur les populations civiles, dans le Nord du Mali : certains d'entre eux aspirent à l'indépendance de cette région. D'autres combattants veulent imposer la charia à l'ensemble du pays, par des modes opératoires divers. Enfin, des milices tentent de faire reculer ces factions rebelles, en marge des actions de l'armée malienne et en harcelant les populations touarègue. Avant ce coup d'État, les soldats maliens ont eu à subir pendant quatre mois non seulement des revers militaires mais également des atrocités de la part d'islamistes n'hésitant pas à égorger les prisonniers. Ainsi, le 24 janvier 2012, lors de la seconde attaque du camp d'Aguelhok, une centaine de victimes seront dénombrées. À partir de ce moment, l'armée malienne se repliera en plus ou moins bon ordre face aux troupes rebelles. Une question se pose alors : comment une armée nationale a-t-elle pu se laisser submerger à ce point par des forces irrégulières, certes bien entraînées et équipées ? Les griefs des soldats maliens étaient à ce moment-là, d'une part, que les troupes manquaient d'armes et de munitions, et d'autre part, que l'armée malienne, comme la plupart des armées africaines, était dépourvue d'une aviation permettant un appui-sol efficace.¹⁴

Alors, au Nord, les batailles ne cessent pas pour autant. Elles s'opposent désormais le MLNA¹⁵, dont l'objectif était l'indépendance, et ses alliés islamistes qui visaient surtout à instaurer la charia. La lutte tourne en faveur des derniers nommés, mieux équipés et plus riches, et le MLNA est bientôt forcé de quitter les villes et places stratégiques de la région. Mais surtout, l'enjeu essentiel de la question saharo-sahélienne ne se joue pas à

¹⁴ Mouhamadou El Hady ; Pierre Amath Mbaye, "La crise malienne et ses leçons pour le Sénégal", in *IPODE. INNOVATIONS POLITIQUES ET DEMOCRATIQUES*, février 22, 2013, [http://thinktank-ipode.org/2013/02/22/la-crise-malienne-et-ses-lecons-pour-le-senegal/#_ftn1], consulté à 10.05.2015.

¹⁵ Le 16 octobre 2011, une coalition formée par ces soldats « revenants », le Mouvement National de l'Azawad et l'Alliance Touareg Niger-Mali voit le jour sous le nom de MLNA.

l'échelle locale. Il concerne l'économie mondiale et le redécoupage des zones d'influence entre les puissances internationales avec l'entrée en scène de nouveaux acteurs (américains, chinois, indiens) qui bousculent l'ancien paysage colonial.¹⁶ L'accès convoité aux richesses minières (pétrole, gaz, uranium, or, phosphates) dont regorgent le Niger, la Libye, l'Algérie, et le Mali d'après des prospections plus récentes, est au centre de la bataille invisible qui se déroule dans le désert.

On a vu que les causes de la guerre et de la violence en Afrique autant que leurs formes sont multiples dans l'histoire de ce continent. Elles s'expriment à travers notamment les récits et traditions orales sur les guerres entre peuples, les épopées et mythes du "héros conquérant" ou du "peuple de guerriers". On a ici la base idéologique d'une culture de la violence et de la guerre.¹⁷

En ce qui concerne la guerre au Mali, elle n'a pas encore révélé tous ses secrets. Les germes de la crise du pays étaient ancrés bien avant le coup d'État mené contre Amadou Toumani Touré.

Ni l'intervention militaire française, si controversée et critiquée, n'était si fructueuse comme prévu car après presque un an après son début la situation au Mali n'est pas stable.

Pour conclure, à quoi va aboutir le conflit au Mali, cela reste à voir. Au terme de près de huit mois de négociations, la médiation internationale à Alger conduite par le ministre des Affaires étrangères algériens, Ramtane Lamamra, a finalisé un texte pour un accord de paix au Mali qui a été transmis ce jeudi au gouvernement malien et à la coordination des mouvements armés du nord du pays. Un accord définitif devrait être trouvé ce week-end, selon la médiation algérienne qui veut clore ce chapitre ouvert en juillet dernier. Il est évident que la signature d'accord ne garantit pas la paix, mais c'est un pas, une étape de la reconstruction post-conflit au Mali.

¹⁶ Pascal de Gendt, *Les enjeux du conflit au Nord Mali*, Brussels : Service International de Recherche, d'Éducation et d'Action Sociale asbl, 2012, p. 5.

¹⁷ Pierre Kipre, « De la guerre et de la paix en Afrique », *Afrique Contemporaine*, No. 207, 2003, pp. 133-146.

Bibliographie

Livres et articles :

- Accardo, Jérôme, Murat, Fabrice, de Peretti, Gaël, *L'INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN : UNE APPROCHE INDIVIDUELLE*, [http://www.insee.fr/fr/insee-statistique-publique/connaitre/colloques/acn/pdf11/texte_accardo_de_peretti_murat.pdf], consulté à 10.05.2015.
- Boulaga, Fabien Eboussi, (2009) *Les conférences nationales en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, Paris : Editions Karthala.
- Brunel, Sylvie, (2004) *L'Afrique: un continent en réserve de développement*, Paris : Éditions Bréal.
- De Gendt, Pascal, (2012) *Les enjeux du conflit au Nord Mali*, Brussels : Service International de Recherche, d'Éducation et d'Action Sociale asbl.
- El Hady, Mouhamadou ; Mbaye, Pierre Amath (2013), "La crise malienne et ses leçons pour le Senegal", in *Ipode. Innovations Politiques Et Democratiques*, [http://thinktank-ipode.org/2013/02/22/la-crise-malienne-et-ses-lecons-pour-le-senegal/#_ftn1], consulte à 10.05.2015.
- Feikoumo, Simplicie (2012), *Les conflits armés en Afrique subsaharienne, un défi pour la communauté internationale*, Paris : Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris.
- Kipre, Pierre (2003), 'De la guerre et de la paix en Afrique', in *Afrique contemporaine*, no 207.
- Longou, Serge (2005), *Economies parallèles et pérennisation des conflits armés en Afrique subsaharienne*, Paris : Institut de Stratégie Comparée, Commission Française, d'histoire Militaire, Institut d'histoire des conflits contemporains.
- Nhema, Alfred (2008), « Introduction. The Resolution of African Conflicts », in Alfred Nhema, Paul Tiyambe Zeleda, *The Resolution of African Conflicts: the management of conflict resolution and post-conflict reconstruction*, Oxford: James Currey.
- Valery, Paul (1931), *Regards sur le monde actuel*, Paris, Librairie Stock, Delamain et Boutelleau.

Documents et études :

Étude de la banque mondiale sur la reconstruction (1998), disponible en ligne sur [http://www.irenees.net/bdf_fiche-documentation-12_fr.html], consulté à 10.05.2015.

NEPAD, cadre politique de reconstruction post conflit, programme pour la gouvernance, la paix et la sécurité, secrétariat du NEPAD (2005).

Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) (2011), disponible en ligne sur [<http://www.institut-numerique.org/61-le-processus-de-reconstruction-par-lunion-africaine-le-programme-uanepad-522462d9ba63d>], consulté à 10.05.2015.

"Post-conflict Reconstruction". A joint project of the Center for Strategic and International Studies (CSIS) and the Association of the United States Army (AUSA) (2002), Association of the U. S. Army and Center for Strategic and International Studies.

CINEMA ET SOFT POWER : L'INTERVENTIONNISME AFRICAIN FACE AUX INTERETS FRANÇAIS ET HOLLYWOODIENS

CINEMA AND SOFT POWER: AFRICAN INTERVENTIONISM VS. FRENCH AND HOLLYWOOD INTERESTS

Joseph Armando Soba*

Abstract

This article shows that cinema is a tool of paramount importance in the field of soft power, and examines the competition between the French film companies and Hollywood majors on the Francophone Africa film market. Thus, it analyses the way the French companies tighten their grip on the African French-speaking territories whereas these countries want to cut loose. Due to a conflict opposing a French firm and an African-owned consortium in the 1980s, a company backed by the American producers decides to take the control over film distribution in the Francophone region where Hollywood movies already dominate the screens.

Keywords: French film companies, African-owned film consortium, Hollywood, Francophone Africa

Le marché du cinéma commercial en Afrique noire francophone est longtemps resté sous la domination du duopole formé par la Compagnie Africaine Cinématographique et Commerciale (COMACICO) et la Société d'Exploitation Cinématographique Africaine (SECMA) qui projetaient

* Dr. Joseph Armando Soba is a specialist in American film studies. His work focuses on the distribution and reception of Hollywood movies in the African French-speaking countries as well as on labor relations in the American film industry. He is currently in charge of international cooperation at the Université de Lille, France.

Contact: joseph.armando-soba@univ-lille3.fr

paradoxalement une majorité de films américains sur les écrans de ce continent. En effet, les tentatives des multinationales hollywoodiennes pour pénétrer l'espace négro-africain francophone se sont avérées infructueuses jusqu'à la fin des années 1960. Les compagnies américaines ont alors « vu avec impuissance, cette partie de l'Afrique – la seule – échapper à leur main mise directe sinon par le truchement et aux conditions de SECMA-COMACICO »¹.

Pendant des décennies, les pays africains ont assisté à cette concurrence franco-américaine pour la diffusion des films de propagande ou de divertissement sans réagir. En 1974, dix états africains décident enfin de prendre en main leur destinée en matière de cinéma en créant le Consortium Interafricain de Distribution Cinématographique (CIDC).

La naissance du CIDC vient troubler les jeux et enjeux de politique d'influence de l'ancienne puissance coloniale qui entend conserver le contrôle de ces territoires. Elle contrarie, par la même occasion, les ambitions des compagnies américaines de pénétrer ce marché voire de l'arracher à leurs alliés français.

Ce faisant, les compagnies françaises et américaines ne se résignent pas face aux velléités d'autonomie des pays africains qui risquent de porter atteinte à leur emprise économique et culturelle sur cette partie du monde, surtout à une période où la confrontation entre les blocs soviétique et occidental est vivace.

S'appuyant sur les archives du CIDC ainsi que les analyses d'historiens et d'autres spécialistes du cinéma en Afrique, cet article s'intéresse aux réactions franco-américaines après la mise en place du CIDC. Il montre également comment cette entreprise se retrouve noyauté par une compagnie française à cause de la faiblesse des moyens financiers qui lui sont alloués, et par manque de réelle volonté politique des états africains. Enfin, l'interventionnisme africain, loin de libérer les écrans de l'espace négro-africain francophone des images massivement importées de l'Occident, notamment des États-Unis, va contribuer plutôt à renforcer la présence américaine.

¹ Ferid Boughedir, « Économie et thématique du cinéma africain », Thèse de Doctorat d'état, Université Paris 7, 1988, p. 96.

La panafricaine de cinéma : une ambition sans moyens

Avant d'analyser le contexte socio-économique et politique qui a conduit à l'émergence du CIDC, il est nécessaire de rappeler, pour le moins brièvement, une des raisons majeures pour laquelle les compagnies hollywoodiennes sont absentes des anciens territoires français du continent noir pendant des dizaines d'années. Du point de vue de l'administration américaine, tout comme pour les milieux économiques aux États-Unis, l'Afrique noire francophone est une région réservée à la France depuis la période coloniale jusqu'aux premières décennies postindépendances. Cette position, assez marquée sur le plan historique, est fort bien illustrée par une lettre datant de 1942 que le diplomate américain Robert Murphy, en poste à Alger, avait adressée au général Giraud : « Je suis en mesure de vous assurer que la restauration de la France dans toute son indépendance, dans toute sa grandeur et dans tous ses territoires qu'elle possédait avant guerre en Europe et outre-mer est un des buts des États-Unis »².

La situation internationale laisse donc le champ libre aux entreprises françaises pour exploiter sans partage toutes les activités liées au cinéma commercial. Ces dernières programment surtout des films américains et européens auxquels sont adjoints quelques films indiens. C'est pourquoi ce type de programmation maintenue pendant de longues décennies a fini par conditionner les goûts et habitus des publics négro-africains en matière de cinéma comme le souligne Ayi Francisco d'Almeida :

Les préférences des publics dépendent tout à la fois des facteurs culturels historiquement déterminés et de la programmation proposée aux publics ainsi que du stock de films mis en circulation (...) En effet, les variations des programmations selon des critères exclusivement de profit et de mode (par exemple le passage de la mode western à la mode Karaté) ont une influence sur la composition des publics, leurs préférences et leurs attentes (...) Or, les programmes ne comportent que très rarement des films africains qui se trouvent donc privés de leurs publics naturels alors que les films occidentaux occupent la totalité des écrans : « écrans colonisés », en effet³.

² Lettre citée par Marc Aicardy de Saint-Paul, *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*, Paris : Economica, 1984, p. 128.

³ Ayi Francisco d'Almeida, « Publics oubliés, publics absents », in *Cinéma noirs d'Afrique*, *CinémAction* n°26, 1983, pp. 145-146.

Le CIDC voit donc le jour dans ce paysage culturel et au lendemain de la nationalisation des activités cinématographiques en Haute-Volta (actuel Burkina Faso), au Mali et au Bénin. C'est ainsi que sa mission et son objet consistent à poursuivre la « décolonisation » des écrans afin de modifier la programmation et susciter la transformation des habitudes de consommation des publics. À cela s'ajoute la volonté de continuer à déstabiliser les deux entreprises françaises qui contrôlent le cinéma commercial.

De ce fait, au cours de la conférence des pays de l'Organisation Communautaire Africaine et Mauricienne (OCAM) qui s'est tenue à Lomé (capitale du Togo) en avril 1972, les chefs d'état évoquent la possibilité de créer une entreprise commune chargée de la production, de la distribution et de l'exploitation des films.

Les différentes nationalisations déclenchées en Afrique dans les années 1970, et surtout les représailles commerciales et politiques qui s'en sont suivies ont montré aux Africains les limites d'une action isolée quelle que soit sa noblesse. En effet, après chaque nationalisation les pays africains ont dû revenir sur une partie de leurs décisions pour trouver un compromis avec la SECMA et la COMACICO. De plus, compte tenu de la faiblesse du marché et du parc de salles de cinéma, un seul territoire africain ne peut pas rentabiliser le coût de location des films.

En quittant les pays africains en raison de la multiplication des nationalisations et de la concurrence des compagnies américaines, la SECMA et la COMACICO cèdent leurs réseaux à la Société de Participation Cinématographique Africaine (SOPACIA), une autre entreprise française qui adopte des pratiques identiques à celles du duopole.

Les dirigeants africains décident alors de créer une entreprise panafricaine pour supplanter le nouveau monopole français. Deux ans après le sommet de Lomé, les représentants des pays de l'OCAM réunis le 12 août 1974 à Bangui (capitale du Centrafrique) signent les conventions qui donnent naissance à deux organismes de cinéma : le Centre Interafricain de Production de Films (CIPROFILM) et le Consortium Interafricain de Distribution Cinématographique (CIDC). Dix états signataires des conventions sont à l'origine de la création du CIDC-CIPROFILM : le Bénin, la Haute-Volta, le Centrafrique, la Côte d'Ivoire, le Gabon, l'Ile Maurice, le Niger, le Rwanda, le Sénégal et le Togo.

Pour bien armer le CIDC face à la concurrence française, les membres fondateurs envisagent de lui accorder l'exclusivité sur l'importation et la distribution des films. De plus, il est prévu qu'une partie des recettes des films étrangers exploités sur ces territoires soit destinée à la production d'œuvres africaines avec l'appui du CIPROFILM.

Recourant à la coproduction interafricaine, CIPROFILM devra encourager les cinéastes du continent noir à réaliser des films de qualité mettant en scène leurs réalités socioculturelles⁴. Les quatorze pays francophones pensent qu'en unissant leur force autour d'un pôle d'achats unique ils peuvent acquérir les droits d'exploitation des films français et américains à des prix préférentiels, comme ce fut le cas naguère pour la SECMA, la COMACICO, la SOPACIA et l'UAC. Par sa position d'acheteur exclusif, le CIDC espère avoir le poids suffisant pour négocier de façon équitable avec les grands producteurs-distributeurs internationaux. À cet effet, la conférence des ministres africains en charge du cinéma recommande au directeur général du CIDC de préserver son indépendance et de diversifier ses sources d'approvisionnement⁵.

En janvier 1979, les pays membres du CIDC-CIPROFILM réunis à Ouagadougou (Burkina Faso) posent les bases juridiques, économiques et politiques indispensables à ces deux institutions en adoptant son budget et ses statuts. Le communiqué publié au terme de la conférence des ministres annonce la montée en puissance du CIDC et leur volonté de voir cette entreprise devenir opérationnelle afin de présenter ses premiers résultats aux pays fondateurs une année après son lancement⁶. On peut toutefois s'interroger sur l'adéquation entre les moyens financiers et humains attribués au CIDC et les missions qui lui sont assignées. Se pose alors la question des atouts qui permettraient de réaliser les espoirs fondés sur cette institution.

Chaque état signataire des conventions est appelé à participer à la constitution du capital du CIDC fixé à 300 millions de francs CFA. Pour le CIDC, la contribution est évaluée à 30 millions de francs CFA. Ainsi, la

⁴ Voir le préambule et l'article 5 de la convention portant création du CIPROFILM, in « Convention et définition des attributions, organigrammes », Bangui, 12 août 1974, pp. 1-2.

⁵ CIDC, « Actes de la conférence des ministres chargés du cinéma des pays membres du 9 au 12 juin 1980 », Ouagadougou, 12 juin 1980, p. 4.

⁶ « Communiqué final de la conférence des ministres du 22 au 25 janvier 1979 », Ouagadougou, 25 janvier 1979.

participation cumulée au capital du CIDC et de CIPROFILM s'élève à 80 millions de francs CFA par pays membre.

Le capital social du CIDC est divisé en 30 000 actions de 10 000 francs CFA. 22 500 actions, soit 75%, sont réservées aux états signataires de la convention. Elles sont réparties à parts égales ; 7500 actions sont destinées aux entreprises qui souhaitent entrer au capital du CIDC⁷.

Les statuts du CIDC prévoient que 25% de son capital social sont exclusivement mises à la disposition des entreprises privées africaines dans le but de protéger l'organisme interafricain contre toute tentative de noyautage ou de prise de contrôle par des entreprises concurrentes, notamment françaises.

Malheureusement, aucune entreprise africaine n'a souscrit d'actions CIDC-CIPROFILM. Seuls les états, eux-mêmes en situation financière difficile et dépendant des Clubs de Paris, de Londres, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, sont obligés de constituer tout le capital de ces deux organismes. Le péché originel des pays fondateurs du CIDC-CIPROFILM découle du fait que ces entreprises sont devenues des structures étatiques souffrant d'une bureaucratie sclérosante.

De plus, parmi les dix pays signataires de la convention créant ces entreprises, six se sont contentés de verser des avances sur leurs contributions initiales. Ainsi, pour un capital de 300 millions de francs CFA, le CIDC n'est parvenu à rassembler que 135 millions de francs CFA qui représentent les avances apportées par le Bénin, le Burkina Faso, le Gabon, le Niger, le Sénégal et le Togo. Trois ans après l'engagement des ministres africains en charge du cinéma d'apporter au CIDC les moyens de son déploiement, l'entreprise se trouve encore au stade de balbutiement.

Dans un entretien accordé à Pierre Haffner en octobre 1982, le directeur général du CIDC souligne le manque de volonté politique des états africains qui s'accompagne d'une défaillance financière notoire: « Il faut bien reconnaître que nous n'avions pas d'argent. Les états avaient créé ces structures sans un sou! (...) Il faut encore des fonds, donc voir des banques, avoir des garanties des états ou des banques nationales, et nous n'avions rien de tout cela! »⁸

⁷ Voir l'article 9 : « Répartition du capital social » extraits des statuts du CIDC et de CIPROFILM », document remanié, p. 4.

⁸ Pierre Haffner, « Le cinéma et l'imaginaire en Afrique noire : essai sur le cinéma négro-africain », Thèse de doctorat d'état, 1986, p. 458.

L'insuffisance des moyens financiers et l'absence de soutien réel des états africains vont conduire les dirigeants du CIDC à contracter des dettes auprès du fournisseur français. Cet emprunt mine, voire compromet l'avenir et la stratégie de l'entreprise.

L'interventionnisme africain à l'épreuve des intérêts français

En raison de la faiblesse de sa situation financière, le CIDC se résigne à prendre à crédit le stock de films acquis par l'Union Africaine du Cinéma (l'UAC), une filiale de l'Union Générale Cinématographique (UGC), lorsque la COMACICO et la SECMA ont quitté les territoires français d'Afrique noire. A ce propos, le directeur général du CIDC témoigne :

Nous avons repris le stock de l'Union Africaine de Cinéma, qu'elle même avait hérité des structures de la COMACICO et de la SECMA avant la SOPACIA; nous sommes arrivés à des arrangements (...) On a acheté une affaire que nous pouvions payer sur la génération d'argent par l'affaire elle-même, par ses films⁹.

L'avenir économique du CIDC est de facto hypothéqué par sa créance ; ses bénéfices sont gelés pour garantir le remboursement de sa dette de 350 millions de francs CFA. Malheureusement, une bonne partie des 587 copies rachetées à l'UAC sont vieilles et détériorées par une exploitation intense sur des appareils de projection généralement obsolètes.

Outre le fait de ne pas s'acquitter de l'intégralité de la souscription au capital, bon nombre de pays actionnaires du CIDC n'accordent pas l'exclusivité de la distribution des œuvres cinématographiques à cette entreprise comme le prévoit l'article 3 de la convention qu'ils ont signée. Parmi ces états, le Centrafrique, la Côte d'Ivoire et le Togo choisissent d'ouvrir largement leur marché à SOCOFILM et Afram Films Inc¹⁰., deux entreprises très proches des producteurs américains.

⁹ Pierre Haffner, *op. cit.*, p. 438.

¹⁰ Afro-American Films Inc. (Afram Films Inc) est un organisme créé par les grands producteurs hollywoodiens au début des années 1970 pour exporter leurs films de façon concertée en Afrique noire francophone.

La double démission des Africains face à leurs engagements ne permet pas de poser les bases solides pour prétendre contrôler le marché du cinéma et produire un nombre important de films mettant en scènes les réalités africaines grâce à l'investissement des bénéfices provenant d'une distribution saine et efficace des films étrangers.

Inoussa Ousseini, directeur général du CIDC, alerte la conférence des ministres africains en charge du cinéma sur la situation de l'entreprise panafricaine : « Le mal dont souffre le CIDC n'est pas uniquement financier. Il ne peut trouver sa solution que dans l'action politique (...) De nombreux marchés africains lui sont fermés alors qu'il lui est assigné la mission d'acheter pour 14 pays africains »¹¹.

Les problèmes financiers ont conduit le CIDC à s'associer à l'UAC afin de créer un pôle d'achats partagé alors que ses statuts interdisent un tel partenariat pour ne pas mettre en péril son autonomie – un de ses objectifs principaux. Les contraintes de cet arrangement obligent le CIDC à renoncer à installer en France son propre Bureau d'achats, et fonde avec son partenaire français une centrale d'achats commune dénommée CIDC-France qui sert à approvisionner les pays francophones.

Constitué d'un capital de 500 000 francs français, il est convenu que le CIDC détienne 95% des actions CIDC-France contre 5% pour l'UAC¹². Cependant, le CIDC-France est en réalité une société de droit français qui n'a aucun lien juridique avec le CIDC, censé être sa maison-mère. Le siège de cette entreprise est situé rue de Courcelles à Paris dans les locaux qui abritent l'UAC que l'on prétend en cessation d'activités au profit du Bureau d'achats crée en janvier 1981. De plus, non seulement le personnel de CIDC-France appartient à l'UAC, mais il est également dirigé par son PDG Donald Grunwald.

Paradoxalement, les 5% de l'UAC semblent peser plus lourds que les 95% détenus par les Africains puisque cette dernière a pris le contrôle de CIDC-France qui, selon les propos de Dominique Simon, gérante de l'entreprise, « n'est pas un bureau d'achats mais une société française de droit français indépendante du CIDC qui n'a d'instructions à recevoir d'aucune

¹¹ Inoussa Ousseini, « Note de présentation du rapport d'activité », Conférence des ministres chargés du cinéma, Ouagadougou, du 21 au 23 avril 1982, p. 7.

¹² Inoussa Ousseini, *op. cit.*, p. 11.

autorité du CIDC, fut-elle le président en exercice de la conférence des ministres »¹³. Étonnante réflexion d'un personnel employé par une filiale rattachée en théorie à la société-mère dont le siège est implanté à Ouagadougou. Le noyautage du CIDC par l'UAC est mis davantage en lumière lorsque l'on apprend que le personnel dirigeant de ses agences africaines est nommé par CIDC-France depuis Paris alors qu'il s'agit d'une prérogative de la direction générale de la société-mère qui se trouve à Ouagadougou.

C'est ainsi que l'on place à la tête de la Société Cinématographique du Cameroun (SOCICA) et de la Société Gabonaise de Cinéma (SOGACI), des deux principales agences du CIDC en Afrique, des gérants qui défendent en premier lieu les intérêts de l'UAC. Installées dans deux pays très attachés à la France, la SOCICA dirigée par Jean Tomasi et la SOGACI placée sous l'autorité de Giles Perrin, constituent des relais de distribution en Afrique centrale.

Le crédit accordé au CIDC par l'UAC contribue alors à aliéner sa liberté de manœuvre dans la gestion des filiales stratégiques pour la distribution des films. Dans le rapport d'une mission effectuée à Paris en juillet 1984, Yves B. Diagne, directeur général par intérim du CIDC et Ahmed Kone, président du conseil d'administration, soulignent avec amertume leur perte d'autorité sur certains membres du personnel :

Monsieur Perrin se trouvait en France quand la délégation est arrivée à Paris (...) La délégation n'a pas manqué de lui signifier sa désapprobation quant au fait qu'il a quitté Libreville contre l'avis de la direction générale qui lui avait recommandé d'attendre le retour de la mission de Paris; en outre, il n'a pas respecté les instructions données par la direction générale à toutes les agences et sociétés pour que désormais elles virent les recettes directement sur Ouagadougou au lieu de Paris¹⁴.

Les difficultés éprouvées par le CIDC sur le plan financier l'ont fait passer sous l'emprise de l'entreprise française. Sous prétexte de garantir le remboursement de sa créance, l'UAC a imposé ses hommes à la tête des filiales CIDC arguant que leur forte expérience dans la distribution des

¹³ CIDC, « Note Technique sur le CIDC-France », Ouagadougou, le 28 janvier 1985, p. 5.

¹⁴ Ahmed M. Kone et Yves B. Diagne, « Rapport de la mission effectuée à Paris du 2 au 9 juillet 1984 », Ouagadougou, septembre 1984, p. 12.

films en Afrique noire constitue le gage d'une gestion efficace. L'UAC prend également le contrôle du CIDC-France au sein de laquelle la direction générale du CIDC n'est pas représentée. Par ce stratagème, elle noyautte toutes les structures vitales de l'entreprise africaine : les achats, l'exportation et la distribution des films. Cette situation assimilable à une mise sous tutelle engendre une crise entre les deux partenaires qui aboutit à un approvisionnement chaotique des agences relais en Afrique et des exploitants sous contrat avec le CIDC. Ainsi, en février 1985, la conférence des ministres africains en charge des questions de cinéma demande à la direction générale du CIDC de proposer :

Un projet de restructuration des agences dont les responsables seront désormais nommés par le conseil d'administration du CIDC.

La conférence a décidé de transformer la SOCICA et la SOGACI, toutes filiales du CIDC, en agences CIDC-Cameroun et CIDC-Gabon, et a chargé la direction générale d'entreprendre les démarches nécessaires dans ce but.

S'agissant du CIDC-France, la conférence, après avoir relevé que la création de cette société est en contradiction flagrante avec la convention du CIDC, a décidé de dissoudre immédiatement cette société et à mandater maître Jacques Verges avocat au barreau de Paris pour la défense des intérêts du CIDC au niveau de CIDC-France¹⁵.

La dénonciation du caractère « impérial » et tentaculaire de l'UAC constitue le détonateur qui fait éclater un grave conflit entre les deux actionnaires. Devenus irréconciliables, le CIDC se détourne de l'UAC pour s'adresser à d'autres fournisseurs.

Le règne d'un intermédiaire des majors d'Hollywood

Le différend entre l'UAC et le CIDC favorise l'expansion en Afrique noire francophone d'une entreprise de distribution de films soutenue par les grands producteurs américains. En effet, le CIDC cherche désormais

¹⁵ CIDC, « Communiqué final de la conférence des ministres africains chargés du cinéma », Conférence de Ouagadougou, 13 et 14 février 1985, pp. 2-4.

à s'approvisionner auprès de SOCOFILM, une filiale nouvellement créée par la société suisse SOCOPRINT dont les activités sont pourtant centrées sur l'immobilier et les machines-outils. Encouragée par les majors d'Hollywood, SOCOPRINT se dote d'une filiale spécialisée dans la distribution des films en Afrique. Depuis 1979, SOCOFILM distribue en Centrafrique, en Côte d'Ivoire et au Togo des films fournis par Afram Films Inc., un organisme émanant de l'association des producteurs américains¹⁶.

Les dissensions entre Africains et Français desservent leurs intérêts respectifs et profitent « à un troisième larron, la société suisse SOCOFILM, qui envahit le marché vacant en y introduisant les films des compagnies américaines (...) La crise du CIDC leur donne l'occasion espérée de faire leur entrée en force sur l'ex-chasse gardée française d'Afrique noire francophone »¹⁷.

Pendant que le CIDC et l'UAC s'affrontent pour le contrôle de la centrale d'achats de Paris et de certaines filiales essentielles pour un maillage stratégique des territoires francophones, SOCOFILM accentue son ancrage en acquérant des droits d'exploitation pour l'ensemble des anciennes colonies françaises¹⁸. L'expansion de cette entreprise proche des intérêts américains a atteint son paroxysme en Afrique noire francophone lorsque SOCOFILM signe un premier contrat d'approvisionnement avec CIDC en 1983. Avant cette date, SOCOFILM n'avait pas de véritable réseau de distribution et louait isolément ses films à quelques pays africains.

L'accord qui lie ce dernier au CIDC lui ouvre les structures et les circuits des anciennes colonies françaises qui englobent le Burkina Faso, siège du CIDC et grand partisan d'une entreprise africaine forte. Le partenariat CIDC-SOCOFILM se construit par palier ; le premier contrat signé « en 1983 prévoyait la location de 312 à 364 films par an pour les trois pays (Bénin, Niger et Burkina Faso) pour un forfait annuel de 120 millions de francs CFA, une durée d'immobilisation de 24 semaines »¹⁹.

¹⁶ Les grandes compagnies américaines se sont regroupées au sein de la Motion Picture Export Association (MPEA), une organisation commune créée en 1945 pour exporter leurs films et conquérir les marchés étrangers.

¹⁷ Férid Boughedir, *Le cinéma africain de A à Z*, Paris, éditions OCIC, 1987, p. 20.

¹⁸ Pierre Roitfeld, « L'Afrique noire francophone : le marché cinématographique » Rapport Unifrance Film, 1980, p. 78.

¹⁹ CIDC, « Observations du Comité de direction sur le contrat SOCOFILM », Ouagadougou, le 14 août 1984, pp. 1-2.

Ce contrat dérisoire en apparence revêt une grande valeur symbolique parce qu'il intègre, dès le départ le siège du CIDC, point névralgique à partir duquel les films sont ventilés dans les agences locales. Après trois mois d'essai, le contrat d'approvisionnement d'un an est jugé concluant. Le directeur général du CIDC et le président du conseil d'administration se rendent à Genève en juillet 1984 pour négocier un accord plus large avec SOCOFILM qui va concerner tous les pays francophones situés au sud du Sahara²⁰. En signant cet accord, l'intermédiaire des grands producteurs américains s'engage à fournir à l'entreprise africaine « un minimum de 312 films et un maximum de 364 films par an. Le CIDC recevra chaque semaine de 6 à 7 films et devra renvoyer les circuits normaux au bout de 30 semaines d'exploitation et les circuits accélérés au bout de 7 semaines d'exploitation »²¹.

Étant donné que le CIDC ne pouvait plus s'approvisionner à Paris, son deuxième contrat avec SOCOFILM renforce sa dépendance vis à vis de du représentant des majors américaines. Compte tenu de l'énorme capacité de production des multinationales américaines, il est clair que SOCOFILM privilégie dans ses stocks les films hollywoodiens fournis par Afram Films Inc. Par conséquent, le CIDC devient le relais africain des majors d'Hollywood, situation non seulement paradoxale et ironique, mais également très éloignée de son objet initial.

Conclusion

Finalement, la création du CIDC n'a pas permis de libérer les écrans africains comme l'avait envisagé les membres fondateurs de la panafricaine du cinéma. Le CIDC-CIPROFILM, dont les objectifs visent à mettre en place des instruments pour « décoloniser » les écrans africains dominés par les films américains et européens, est devenu une sorte d'intermédiaire servant indirectement les intérêts hollywoodiens. La faiblesse des moyens alloués au CIDC et l'absence de véritable volonté politique de la part des états africains enfantent un interventionnisme mou et peu ambitieux.

²⁰ Ahmed M. Kone et Yves B. Diagne, « Rapport de mission effectué à Genève en juillet 1984 », CIDC, Ouagadougou, septembre 1984, pp. 6-8.

²¹ « Contrat de fourniture de films entre le CIDC représenté par son directeur général Intérimaire Yves B. Diagne et SOCOFILM représenté par son directeur général Albert Coen », Genève, le 10 juillet 1984, pp. 1- 4.

Handicapé dès le départ par une situation financière fragile, une stratégie illisible et inadaptée aux enjeux de politique d'influence, le CIDC a dû se résoudre à accepter les arrangements défavorables proposés par des entreprises française et américaine. Ainsi, le CIDC a non seulement enfreint les règles établies pour lui permettre de garantir son autonomie, mais il a également perdu ses marges de manœuvre face à la concurrence. Au lieu de contribuer à produire des films de qualité reflétant les réalités socioculturelles du continent noir, la panafricaine du cinéma a favorisé le transfert de la domination du marché cinématographique africain des entreprises françaises aux majors américaines.

Si l'entreprise fondée par les états de l'OCAM n'est pas parvenue à créer une véritable dynamique pour une production cinématographique africaine, les initiatives des producteurs privés qui se développent dans plusieurs pays et surtout au Nigéria commencent à concurrencer les films importés d'Europe ou des États-Unis. En effet, les cinéastes nigériens réalisent des milliers de films en format vidéo par autofinancement ou avec le soutien des hommes et femmes d'affaires africains.

Avec 1500 à 1800 films tournés chaque année, le Nigeria détient le record du monde de la production en vidéo (...) Le public, lui, répond toujours massivement « présent », en Afrique et aussi parmi les diasporas noires. Le succès populaire de Nollywood, avec un N pour Nigeria, est considéré comme un titre de gloire (...) Son expansion non seulement au Nigeria, mais dans toute l'Afrique noire se poursuit inexorablement pour une raison simple : ces films sont plébiscités par le public. C'est donc qu'ils ont quelques atouts²².

Si l'exemple de Nollywood continue à faire tâche d'huile comme c'est déjà le cas dans certains pays africains, notamment au Ghana et en Ouganda, cette situation pourrait contribuer à accroître la diversité de l'offre cinématographique sur le continent noir et permettre aux publics de voir davantage de films qui portent à l'écran leurs propres réalités.

²² Pierre Barrot, « Nollywood : Comment le Nigeria produit dix-mille-films en quinze ans », Ina global, août 2010, p. 1 ; 4.

Bibliographie

- Aicardy de Saint-Paul, Marc (1984), *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*, Paris : Economica.
- Ajibade, Babson, and Williams, Ben (2012), « Producing Cheaply, Selling Quickly: the Un-Hollywood Production Paradigm of Nollywood Video Films », *International Journal of Humanities and Social Science*, vol. 2, n° 5, 203-209.
- Bachy, Victor (1981), « La distribution cinématographique en Afrique noire », *Filmechange* n° 15, 31-44.
- Barrot, Pierre (2010), « Nollywood : Comment le Nigeria produit dix-mille-films en quinze ans », *Ina global*, 1-7.
- Boughedir, Ferid (1987), *Le cinéma africain de A à Z*, Paris, éditions OCIC.
- Boughedir, Ferid (1988), « Économie et thématique du cinéma africain », Thèse de doctorat d'état, Université Paris 7.
- d'Almeida Ayi, Francisco (1983), « Publics oubliés, publics absents », in *Cinemas noirs d'Afrique*, *CinéAction* n°26, 142-148.
- Diawara, Manthia (1992), *African Cinema. Politics and Culture*, Bloomington: Indiana University Press.
- Forest, Claude (2012), « Le cinéma en Afrique : l'impossible industrie. » *Mise au Point*, n° 4.
- Gardies, André (1989), *Cinéma d'Afrique noire francophone*, Paris : L'Harmattan.
- Haffner, Pierre (1986), « Le cinéma et l'imaginaire en Afrique noire : essai sur le cinéma négro-africain », Thèse de doctorat d'état.
- Hennebelle, Guy (1972), *Les cinémas africains en 1972*, Dakar, Société africaine d'éditions.
- Labouba Manouchka, Kelly (2012), « Videastes vs. Cineastes: Sub-Saharan African Cinema and its "Schizophrenic Industry" », *Spectator*, vol. 32, n° 2, 8-19.
- Lee, Kevin (2008), « "The Little State Department": Hollywood and the MPAA's Influence on US Trade Relations », *Northwestern Journal of International Law & Business*, vol. 28, n° 2.
- Ndilath, Patrick (2015), *Des vidéoclubs pour l'Afrique ? « Salles » de cinéma populaires et lieux de sociabilité au Tchad*, Paris : L'Harmattan.

-
- Roitfeld, Pierre (1980), « L'Afrique noire francophone : le marché cinématographique », Rapport UniFrance films.
- Sama, Emmanuel (1993), « Le cinéma africain étranger sur son propre territoire », *Ecrans d'Afrique*, n°4, 2^{ème} trimestre.
- Vieyra Soumanou, Paulin (1975), *Le cinéma africain des origines à 1973*, Paris : Présence Africaine.

**LA LITTERATURE FACE A L'HISTOIRE:
LE POURQUOI FICTIONNEL**

**LITERATURE FACING HISTORY:
WHY FICTIONAL**

Simona Jişa*

Abstract

Long before the events of 2015, the literature has focused on reasons that have determined some people to join extremist movements and to carry out attacks. In this paper we propose to come to reading a few novels: Alaa al-Aswany, L'immeuble yacoubian, Yasmina Khadra, L'attentat, Karine Tuil, L'invention de nos vies, that will show how identities are found in crisis and draws the attention upon the relationship between the individual, the religious problem and politics.

Keywords: novel, Islam, terrorism, attack, engaged literature

Bien avant les événements de janvier 2015 en France, la littérature s'est intéressée, avec ses propres moyens, aux mobiles qui ont déterminé certaines personnes d'adhérer aux mouvements extrémistes et de commettre des attentats. Il est clair que le journal télévisé et la presse ont beaucoup plus d'impact sur le public qu'une fiction, sur laquelle plane toujours le doute du possible et de l'impossible, de la virtualité, de l'irréalité. Vu la

* Simona Jişa has a PhD in Letters, Reader at the Faculty of Letters, Babeş-Bolyai University in Cluj-Napoca, Romania. She lectures Modern and Contemporary French Literature; Master Coordinator of Francophone Literature (« Littérature et civilisation – dialogue dans l'espace culturel francophone ») of the same faculty in which she lectures South Literature courses. She is member of CERFA (Centre d'Étude du Roman français actuel) and Centre d'Études Africaines part of Babeş-Bolyai University.

Contact: simonajisa@yahoo.fr

prolifération de pareils conflits ces derniers temps, notre article nous permettra de réfléchir si la littérature devrait revenir à sa forme engagée (terme à comprendre dans son sens transhistorique), récupérer une interprétation que d'aucuns nommeraient morale, tout en étant tout simplement humaniste. La réponse à cette interrogation sera nuancée par l'analyse de quelques romans signés par des écrivains provenant de pays différents, comme, par exemple, l'Égyptien, Alaa al-Aswany, *L'immeuble yacoubian*¹ (2002), l'Algérien Yasmina Khadra, *L'attentat*² (2005), la Française Karine Tuil, *L'invention de nos vies*³ (2013), qui, entre autres, montrent des identités en crise et attirent l'attention sur les rapports entre l'individu, le problème religieux et celui politique. Nous nous focalisons surtout sur les causes (le contexte, les mobiles) qui ont déterminé une personne à adhérer à des groupes terroristes.

Yasmina Khadra est le pseudonyme de l'écrivain algérien Mohammed Moulessehoul, né en 1955, militaire comme formation, auteur aussi de romans policiers. Le livre qui nous intéresse, *L'attentat*, est paru en 2005, il a gagné plusieurs prix, ayant un grand succès auprès des lecteurs et il a été porté à l'écran en 2012⁴. Le livre raconte l'histoire d'un médecin arabe, Amine Jaafari, travaillant à Tel-Aviv (donc en territoire juif), marié à Sahem dont il apprend qu'elle est l'auteure d'une attaque kamikaze dans un café, soldée avec beaucoup de morts parmi lesquels des enfants aussi. Inquiété par la police israélienne qui ne réussit pas à trouver les coupables, Amine est obligé de faire sa propre enquête pour s'expliquer à lui-même comment sa femme, qu'il aimait et qui l'aimait, est devenue une kamikaze qui tue des enfants. Le sujet est dur, au moins pour un lecteur européen, mais, dans cette partie du monde, les attentats ont souvent lieu, et c'est d'habitude la presse et la télévision qui les présentent. L'écrivain algérien veut ainsi déterminer ses lecteurs à réfléchir sur ce problème politique avec les moyens qu'offre la lecture d'un livre, car l'espace et le temps généreux de la lecture permettent de nuancer les choses, de les analyser en détail.

¹ Toutes les citations de ce livre renvoient à Alaa al-Aswany, *L'immeuble yacoubian* (2002), traduit de l'arabe par Gilles Gauthier, Paris : Actes Sud, 2006.

² Toutes les citations de ce livre renvoient à Yasmina Khadra, *L'attentat*, Paris : Julliard, 2005.

³ Toutes les citations de ce livre renvoient à Karine Tuil, *L'invention de nos vies*, Paris : Bernard Grasset, 2013.

⁴ Le topos du Proche et du Moyen Orient a intéressé l'écrivain algérien aussi dans des romans tels: *Les Hirondelles de Kaboul* (2002) ou *Les Sirènes de Bagdad* (2006).

Le roman devient une quête de la vérité réalisée par le docteur Jaafari. Son premier pas est d'aller à Bethléem où sa femme a de la famille et où il apprend qu'elle est allée avant le jour fatal pour recevoir la bénédiction pour son futur acte de la part d'une figure religieuse très connue dans la région, un grand orateur qui soutient la cause des musulmans d'Israël, le Cheikh Marwan. Mais approcher cette personne est très difficile, et Amine est même battu à cause de son entêtement à rencontrer un possible responsable moral pour les crimes de sa femme. La rupture entre Amine et ses autres « frères musulmans » se produit au moment où les autres voient dans sa femme une héroïne, un exemple à suivre, une femme courageuse qui a commis cet acte dans un esprit de sacrifice à suivre comme modèle. Le chirurgien qui a lutté toute sa vie pour sauver les autres, pour vaincre la mort, ne peut pas comprendre les raisons politiques qui acceptent de sacrifier des vies humaines au nom d'une cause territoriale et politique. Pour lui la vie humaine est une valeur suprême.

La lettre envoyé par sa femme avant l'attentat, reste assez mystérieuse, mais la suite du roman est en pleine concordance avec ses idées: « À quoi sert le bonheur quand il n'est pas partagé, Amine, mon amour? Mes joies s'éteignaient chaque fois que les tiennes ne suivaient pas. Tu voulais des enfants. Je voulais les mériter. Aucun enfant n'est tout à fait à l'abri s'il n'a pas de patrie... Ne m'en veux pas. » (p. 76) Cette lettre détruit d'abord complètement l'idée que l'amour sauve de tout, qu'il est suffisant à tout, qu'il est capable de résoudre tout problème. Elle introduit aussi la nécessité de mériter un enfant et montre les complexes d'infériorité de cette femme qui ne se permet pas d'être mère parce qu'elle considère qu'elle n'est pas méritoire. Le troisième aspect est lié à l'exigence d'avoir une patrie, reflétant le statut du musulman en territoire juif prédominant, se nourrissant du désir de récupérer une terre offerte à quelqu'un d'autre avec lequel il se place dans une position antagonique, renforcée par la différence religieuse.

Le chauffeur de taxi à Bethléem écoute une cassette ou l'imam Marwan, dans un discours troué de lieux communs, mais astucieusement utilisés, incite à la révolte: « En vérité, mes frères, la richesse d'un homme n'est pas ce qu'il possède, mais ce qu'il laisse derrière lui. Et que possédons-nous, mes frères? Qu'allons-nous laisser derrière nous?... Une patrie?... Laquelle?... Une histoire?... Laquelle? Des monuments? Où sont-ils? [...] Tous les jours, nous sommes traînés dans la boue, sinon devant les tribunaux. Tous les jours, des tanks nous roulent sur les pieds, renversent nos charrettes, défoncent

nos maisons et tirent sans sommation sur nos gamins. Tous les jours, le monde entier assiste à notre malheur... » (p. 126), discours qui met en évidence les points névralgiques d'une communauté qui ne se sent pas respectée et acceptée. Les moyens persuasifs ne sont pas d'une complexité particulière, la situation est décontextualisée, mais c'est le type de discours qui attire des adeptes et prépare le psychique humain à tolérer les crimes commis au nom de la restauration d'une légitimité considérée comme collectivité. Et il se peut bien que l'orateur prenne les conséquences pour causes.

Amine a du mal à rencontrer Marwan parce que l'entourage du cheikh craint qu'il ne soit un espion de la police israélienne qui lui aurait demandé de collaborer pour arrêter le réseau islamique dont faisait partie sa femme. En plus, le docteur n'est pas agréé parce qu'il n'adhère pas à l'admiration totale envers sa femme dont la photo est collée sur les murs, pour que son nom et son acte deviennent un modèle de vie pour les autres musulmans. La discussion avec l'imam de la Grande Mosquée de Bethléem est pleine d'agressivité verbale des deux côtés, les deux personnes ne s'expliquent pas, elles communiquent seulement l'une à l'autre le mépris pour la vie que mène l'autre. L'imam montre son orgueil et sa confiance inébranlable dans sa cause: « rien ne vous autorise à prendre cet air outré ou à vous situer au-dessus des mortels; ni votre réussite sociale ni la bravoure de votre épouse [...]. Pour moi, vous n'êtes qu'un pauvre malheureux, un misérable orphelin sans foi et sans salut qui erre tel un somnambule en pleine lumière. [...] Car le bâtard, le vrai, n'est pas celui qui ne connaît pas son père, mais celui qui ne se connaît pas de repères. » (p. 158).

Le cheikh Marwan tente de le séduire avec une rhétorique laudative pour sa femme, mais vite les deux se retrouvent sur des positions opposées en ce qui concerne leur manière de se rapporter à l'être humain. Le cheikh apostrophe le docteur: « Non, mais sur quelle planète vis-tu, *monsieur*? Nous sommes dans un monde qui s'entre-déchire tous les jours que Dieu fait. On passe nos soirées à ramasser nos morts et nos matinées à les enterrer. Notre patrie est violée à tort et à travers, nos enfants ne se souviennent plus de ce qu'école veut dire, nos filles ne rêvent plus depuis que leurs princes charmants leur préfèrent l'*Intifada*⁵, nos villes croulent sous les engins chenillés

⁵ Cela veut dire soulèvement, révolte contre un régime oppresseur ou un ennemi étranger; elle désigne également le mouvement d'opposition populaire contre l'armée israélienne présente dans les territoires occupés et dans certaines zones dévolues à l'Autorité palestinienne.

et nos saints patrons ne savent plus où donner de la tête; et toi, simplement parce que tu es bien au chaud dans ta cage dorée, tu refuses de voir notre enfer. [...] Mais de grâce, ne viens pas demander après ceux qui, écœurés par ton impassibilité et ton égoïsme, n'hésitent pas à donner leur vie pour t'éveiller toi-même... Ta femme est morte pour ta rédemption, monsieur Jaafari. » (pp. 168-169). Ce serait donc une conduite typiquement sacrificielle qui caractérise ces terroristes. La réplique d'Amine oppose la nécessité de la vengeance à un idéal plus noble parce qu'humaniste: « nous vivons bien sur la même planète, *mon frère*, sauf que nous ne logeons pas à la même enseigne. Tu as choisi de tuer, j'ai choisi de sauver. Ce qui est l'ennemi pour toi, pour moi est un patient. Je ne suis ni égoïste ni indifférent et j'ai autant d'amour-propre que n'importe qui. Je veux seulement vivre ma part d'existence sans être obligé de puiser dans celle des autres. Je ne crois pas aux prophéties qui privilégient le supplice au détriment du bon sens. » (p. 169).

À Janin, où les ruines de la ville reflètent la destruction spirituelle de l'individu, Amine est emprisonné, torturé par un chef inconnu des islamistes, afin que ses souffrances et humiliations (on simule plusieurs fois son exécution), lui apprennent comment on vit chaque jour dans ce territoire et pourquoi on arrive à préférer la mort à la vie: « Tous les garçons que tu as vus [...] détestent la guerre comme c'est pas possible. Parce que tous les jours, l'un d'eux est emporté à la fleur de l'âge par un tir ennemi. Eux aussi voudraient jouir d'un statut honorable, être chirurgiens, stars de la chanson, acteurs de cinéma, rouler dans de belles bagnoles et croquer la lune tous les soirs. Le problème, on leur refuse ce rêve [...] On cherche à les cantonner dans des ghettos jusqu'à ce qu'ils s'y confondent tout à fait. C'est pour cela qu'ils préfèrent mourir. Quand les rêves sont éconduits, la mort devient l'ultime salut. » (pp. 230-231) Ces jeunes personnes ne trouvent pas une autre solution que la mort, et elles veulent mourir en martyrs, ils veulent que leur mort ait le plus d'impact sur ceux qui restent.

Commettre un acte de terrorisme résulte d'un choix personnel, mais sur l'impact d'une psychologie et d'une mentalité de groupe; l'écrivain algérien le conçoit également comme un acte égoïste, vu les conséquences qu'il a sur la vie des proches. Ainsi, en dernier exemple est à mentionner Wissam, petit-fils du patriarche Omr, grand-père d'Amine, qui s'est jeté avec la voiture pleine d'explosifs sur un poste de contrôle israélien, suite à quoi la maison de la famille est démolie par la police israélienne comme mesure de répression.

Une loi du Talion semble être revenue sur ces terres, et elle conduit tout le monde à la mort.

Dans le roman *L'immeuble yacoubian*, paru en 2002, l'Égyptien d'Alaa al-Aswany décrit la vie de quelques personnes, provenant de diverses classes sociales qui habitent un immeuble autrefois grandiose au centre-ville du Caire. Ses habitants (allant des pauvres aux nouveaux riches) sont surpris dans leur rapport avec la société mercantile et corrompue, et qui assiste à la montée de la pression islamiste. Ce microcosme représente la société égyptienne actuelle.

Une partie de l'intrigue décrit quelques années de la vie de Taha Chazli, le fils du gardien de l'immeuble, qui, conduit par l'idée de justice et de mérite, rêve d'être policier, et à qui on refuse ce droit justement à cause de son statut social inférieur. Il réussit brillamment ses examens écrits, mais il est refusé à l'examen oral, à cause du métier de son père. Étudiant à l'Université du Caire, il se dirige vers un islam intégriste sous l'influence du cheikh Chaker, et, suite à une manifestation des étudiants adhérents, il est arrêté par la police, torturé et abusé. Traumatisé par cette expérience, il prend la voie d'un islamisme actif et veut s'entraîner dans des camps pour participer à des attentats. Ce camp secret d'entraînement représente une sorte de contre-société utopique, où on reconnaît ses mérites, où ses camarades le respectent et où il est marié avec une « sœur » dont il tombe amoureux. Mais Taha reste obsédé par son désir de vengeance personnelle et meurt en essayant de tuer son tortionnaire qu'il reconnaît lors de sa première mission qui devait se terminer par un attentat.

Adressé à un groupe social pauvre, le discours du cheikh Chaker a le plus d'impact: « Dieu nous a prescrit le djihad⁶ dans le but d'exalter sa parole. Le djihad est non seulement l'une des obligations islamiques, comme la prière et le jeûne, c'est aussi la plus importante de toutes. Mais les dirigeants corrompus, courant après l'argent et les plaisirs, qui ont gouverné le monde musulman dans les temps de décadence, ont délibérément décidé, avec l'aide de leurs théologiens hypocrites, d'écarter le djihad des obligations de

⁶ Le djihad est le combat sacré sur le chemin de Dieu. Le djihad *el Akbar* est le combat sacré que l'homme mène en lui-même contre l'ignorance de Dieu, contre la tentation de la mécréance. L'autre djihad est celui que le musulman mène à l'extérieur contre les ennemis de l'islam. Selon les interprétations, ce dernier peut avoir une nature offensive ou défensive.

l'islam car ils ont compris que l'attachement des gens au djihad allait se retourner contre eux à la fin et leur faire perdre leurs trônes. » (pp. 131-132). Par rapport au livre de Yasmina Khadra, il ne s'agit pas ici d'une « guerre » entre deux peuples et deux religions, mais d'une guerre interne, entre des musulmans. C'est la décision qu'ont prise ces groupes pour protester contre les injustices et renverser un gouvernement corrompu. Ils ne croient plus dans la force de la démocratie à faire respecter les droits de l'individu et à assurer l'égalité.

Dans ce roman, la société est divisée en riches et pauvres, et les attaques s'adressent à ceux qui se sont laissés corrompre pour de l'argent; la seule solution entrevue par les opposants et le retour à l'islamisme: « Eh bien, nous leur disons tout haut: nous ne voulons pas que notre nation soit socialiste ni démocratique. Nous la voulons islamique, islamique, islamique. Nous mènerons le djihad, nous nous prodiguerons nous-mêmes et tout ce qui nous est cher jusqu'à ce que l'Égypte redevienne islamique. L'islam et la démocratie sont deux contraires qui ne se rejoignent jamais. [...] La démocratie signifie que les gens se gouvernent eux-mêmes et pour eux-mêmes, et l'islam ne reconnaît que le gouvernement de Dieu. Ils veulent soumettre la loi de Dieu à l'Assemblée du peuple pour que messieurs les députés décident si la loi est applicable ou pas. [...] La charia⁷ du Dieu de Vérité, qu'il soit glorifié et exalté, ne se discute pas et ne s'examine pas. » (p. 133) Il est étonnant que des termes chargés de confiance (tel la « démocratie ») ne sont pas compris de manière positive, suggérant la désillusion des gens qui ont cru dans cet idéal, mais, à présent, pour cette partie du monde au moins, le sens et la mise en pratique des principes démocratiques ont été dévoyés. À la place d'une forme laïque, on désire un pays qui se conduit selon des préceptes religieux.

Une scission nette existe entre l'Ouest (européen et américain) et l'Est. Avec une autorité qui se veut paternelle (donc compréhensive, affective, protectrice, mais aussi punitive), le discours du cheikh Chaker incite les jeunes à la révolte: « Mes chers enfants, la mission de la jeunesse islamique aujourd'hui est de retrouver la notion de djihad et de la faire revenir dans l'esprit des musulmans et dans leurs cœurs. C'est précisément ce que craignent l'Amérique et Israël et, avec eux, ces traîtres qui nous gouvernent. Ils

⁷ C'est la loi islamique, celle qui codifie à la fois les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociétales.

tremblent de peur devant le grand réveil de l'islam qui, jour après jour, s'affirme avec plus d'ardeur dans notre pays. Un petit nombre de moudjahidin⁸ du Hezbollah ou du Hamas ont été capables de vaincre l'Amérique toute-puissante et l'irrésistible Israël » (p. 134). On voit clairement qu'une autre forme pour convaincre est la désinformation ou l'interprétation tendancieuse des faits, toutes les deux des modalités efficaces pour manipuler une foule.

Un autre exemple de manipulation des informations de la part des leaders islamistes, apparaît dans le cas du jeune Taher, responsable d'une manifestation contre l'armée américaine qui attaque les « frères musulmans » d'Irak. On fait de nouveau appel à des situations qui impressionnent le public: « Mes frères, nous sommes venus aujourd'hui pour mettre fin au massacre des musulmans en Irak. Notre Nation islamique n'est pas morte comme le voudraient ses ennemis. Jeunesse de l'islam, tandis que nous parlons maintenant, les missiles des infidèles pilonnent l'Irak frère. Ils se glorifient d'avoir complètement réduit Bagdad en poussière et de l'avoir transformé en champ de ruines. Ils disent qu'ils ont fait revenir Bagdad à l'âge de pierre, après avoir complètement détruit ses centrales électriques et ses usines de purification des eaux. Maintenant, mes frères, à chaque instant, des milliers d'irakiens tombent en martyrs, la peau arrachée par les bombes américaines. » (p. 196-197) On peut remarquer aussi un penchant vers la présentation dramatique des événements, une insouciance quant à la véracité des faits, et de nouveau comme dans l'autre roman, une tendance à prendre les conséquences pour les causes.

Taha Chazli s'entraînera dans un camp secret afin d'apprendre à organiser des attentats. Sa formation combine l'entraînement militaire avec l'étude du Coran: « le réveil avant l'aube, la prière, la lecture du Coran, le petit-déjeuner et, ensuite, trois heures ininterrompues d'exercices physiques violents (gymnastique et arts martiaux). Ensuite les frères se réunissaient pour suivre des cours de *fiqh*⁹, d'étude et de commentaire du Coran et de *hadith*¹⁰, donnés par le cheikh Bilal ou par d'autres oulémas. Quant à l'après-midi, elle était consacrée à l'entraînement militaire. Les frères montaient

⁸ Un combattant de la foi qui s'engage dans le djihad.

⁹ Un avis juridique pris par les juristes de l'islam sur les limites à ne pas dépasser par les musulmans.

¹⁰ Un *hadith* est un propos du Prophète rapporté par la tradition.

dans un grand autobus (sur lequel était écrit le nom de la société égyptienne de ciment Torah) et ils allaient au cœur de la montagne où ils s'entraînaient au tir ainsi qu'à la fabrication et à la manipulation des bombes. » (p. 286)

Comme conclusion à l'analyse de ce livre nous présentons l'avis d'Alla al-Aswany sur le rapport entre la littérature et le terrorisme: « Ils [les Frères musulmans] ne lisent pas de littérature. Si vous lisez la littérature, vous ne pouvez pas devenir Frère musulman; et si vous êtes Frère musulman, la littérature ne vous intéresse pas. Ce sont des groupes qui ont une structure fasciste. Dès l'âge de 14 ou 15 ans, ils ont une liste de livres qu'ils doivent lire, laquelle est mise au point par les leaders. Le problème, c'est qu'ils pensent que l'Islam, c'est eux. Que ceux qui sont contre les Frères sont contre l'Islam. »¹¹. L'auteur met en évidence deux types de littérature et l'importance du libre choix, car la littérature peut être un instrument de manipulation ou de libération (si elle est capable de faire parvenir la vérité auprès des lecteurs).

Dans *L'invention de nos vies*, Karine Tuil raconte la vie de Samir Tahar, tunisien d'origine modeste, musulman, qui s'empare de la biographie de son ami juif Samuel Baron et fait une carrière exceptionnelle en tant qu'avocat à New York, soutenu aussi par d'autres juifs riches qui acceptent plus facilement de soutenir un des leurs. Il est charismatique et, en quelques années, il incarne le succès sur tous les plans: professionnel, familial, financier, sentimental. Le choix de se faire passer pour un juif est expliqué par le protagoniste aussi suite à ce qui est arrivé le 11 septembre: « Le jour même, alors que j'étais totalement traumatisé par la violence de l'attaque – j'avais plusieurs amis intimes qui travaillaient dans les tours, chez Cantor Fitzgerald –, je marchais dans les rues de New York, tétanisé, j'avais envie de hurler, mais j'étais incapable de parler, et pourtant j'ai quand même voulu appeler ma mère pour la rassurer, [...] j'étais ému en entendant ma mère et je ne m'en suis pas rendu compte, mais je lui ai spontanément parlé en arabe... ça a duré quelques secondes comme ça avant que je ne comprenne, quand j'ai vu des regards pleins de haine se braquer sur moi, que j'étais devenu un ennemi, un paria. Ce matin-là, un type m'a même insulté en hurlant que je ferais mieux de rentrer dans mon pays et que les Américains

¹¹ "Alaa El-Aswany, l'écrivain menacé", interview prise par Didier Jacob le 21 février 2014, publié dans *le Nouvel Obs*, [<http://bibliobs.nouvelobs.com/romans/20140220.OBS7102/alaa-el-aswany-l-ecrivain-menace.html>], 8 mai 2015.

se vengeraient et nous détruiraient tous jusqu'au dernier! [...] Après, j'ai vécu une période très dure, on m'arrêtait régulièrement; dans les aéroports, surtout, on me demandait si j'étais musulman, si j'étais arabe [...] Dans tous les milieux que je fréquentais, j'entendais des choses terribles: que les musulmans étaient inassimilables. Que tôt ou tard ils devenaient des islamistes dangereux. Qu'ils ne pouvaient vivre que sous des dictatures car ils avaient besoin d'être dominés. Qu'ils étaient doubles. Qu'il fallait les renvoyer, s'en débarrasser. Ne leur jamais faire confiance. J'ai entendu des propos d'une violence inouïe! [...] j'étais écœuré de ce qui s'était passé, je ne me sentais aucune communauté de destin avec les salauds qui avaient fait ça. Leur islam n'était pas le mien [...] Et j'ai aussi entendu des choses terribles de l'autre côté. Il m'est arrivé, par exemple, de me retrouver dans un endroit où il y avait un petit groupe d'Arabes musulmans qui ne savaient pas que je les comprenais et devant moi, expliquaient le plus naturellement du monde que les attentats du 11 Septembre avaient été fomentés par les services secrets israéliens et américains dans le seul but de justifier une attaque américaine, que les juifs avaient été prévenus avant, qu'il n'y avait pas de victimes juives dans les tours, j'assistais au retour de la théorie du complot! – cet antisémitisme primaire. » (pp. 86-87)

Son ami juif, Pierre Lévy, à qui il avoue finalement sa vraie identité, met en rapport les complexes des victimes au rang des deux religions: « Tu veux entendre une vérité brutale? Le genre de choses qu'on ne dit pas publiquement pour préserver la paix civile? La vérité, c'est que les Arabes se sentent humiliés et les juifs, persécutés. La vérité, c'est que les Arabes réagissent encore comme si on cherchait à les dominer, à les coloniser, et les juifs, comme s'ils risquaient toujours d'être exterminés. Chaque groupe doit composer avec ça... et parfois, ça mène à une concurrence victimaire: qui a le plus souffert? Qui souffre le plus? Qui a le plus de morts? Qui est le bourreau? La victime? » (pp. 130-131)¹².

¹² Pierre Lévy prend sa défense aussi lorsque Samir est arrêté et sa femme est sur le point de divorcer en apprenant la vraie appartenance religieuse de son mari: « En France, un étudiant noir, d'origine maghrébine, un étudiant avec un nom à consonance juive ou étrangère, peut être interrogé à l'oral et si, à l'issue de cet examen, il est recalé, il pensera souvent qu'il l'a été en raison de ses origines. La suspicion de l'inégalité – ce poison. Et le pire, c'est qu'ils ont parfois raison! » (p. 195).

Samir a un demi-frère, François, que sa mère lui demande d'aider, surtout lorsque celui-ci devient frustré et violent. Samir est aussi une victime du chantage lorsque François le menace de dévoiler sa vraie identité. Ainsi Samir lui propose de lui verser une somme mensuelle d'argent dans un compte sans savoir que son frère deviendra un djihadiste. François est arrêté en Afghanistan, où il s'entraînait en vue de commettre des attaques, et enfermé à Guantanamo. Samir est soupçonné lui aussi d'être membre de l'Al-Qaïda (« Cet argent servait à financer les déplacements de ton frère, ses formations paramilitaires et à diffuser ses appels au meurtre. » (p. 168)), et arrêté pour complicité dans une entreprise terroriste contre les intérêts américains. Sa vraie identité est vite dévoilée, et il perd tout (prestige, boulot, femme, enfants, amis, amour), sauf sa vie.

Tout comme le docteur Amine Jaafari imaginé par Yasmina Khadra, Samir ne peut pas comprendre comment son demi-frère est devenu un intégriste: « Quels événements se sont produits pour que ce type un peu simple, obsédé par les filles et par les objets de consommation courante, ce type qui disait "adorer New York" [...], que s'est-il produit dans sa vie pour qu'il choisisse de devenir ce combattant armé, haïssant l'Amérique, prêt à mourir au nom d'Allah? » (pp. 203-204) Et les interrogatoires des deux personnages se ressemblent, à l'exception que Samir y reste quelques semaines¹³.

Les causes qui ont fait adhérer François aux mouvements islamistes ne sont pas si visibles que dans *L'immeuble yacoubian*. On pourrait les lier à son enfance : enfant bâtard, né d'une relation impossible d'un homme riche et marié pour lequel sa mère travaillait comme ménagère, et qui décide de s'éloigner de la mère et de l'enfant pour ne pas se compromettre socialement. François se sentira toujours un enfant indésirable, rejeté par la société. Il grandit sans repère paternel, dans des conditions misérables, mais les mêmes que celles qui ont déterminé son frère à dépasser sa condition et à devenir l'une des personnes les plus enviées en Amérique. François est le contraire de son frère, il rate tout dans sa vie: ses études, ses emplois, sa mère découvre

¹³ Les interrogatoires en pleine nuit et dans des salles surchauffées où l'on me laisse crever de soif pour que j'avoue un crime que je n'ai pas commis, que j'adhère à des pensées qui ne sont pas les miennes? Ou alors, au contraire, l'isolement dans une cellule glacée et humide ou l'on m'a jeté après m'avoir entièrement déshabillé. Ou encore, debout dans une cellule grillagée tellement petite que je ne peux pas m'asseoir! Est-ce que tu as déjà essayé de tenir dans cette position plus de douze heures sans pouvoir même fléchir tes genoux? » (p. 225), demande-t-il à son ami Samuel Baron, venu le visiter dans la prison.

des armes dans sa chambre. Apparemment, il a canalisé sa violence personnelle sur la voie d'une violence politique et religieuse que le contexte du début du XXI^e siècle lui a offerte.

Samir est puni, d'une certaine manière, par une instance supérieure, par le destin qui se venge de lui à cause de ses mystifications. La leçon que lui donne le destin s'apparente à la logique des tragédies grecques: le *hybris*, le péché de l'orgueil est celui qui déplaît le plus à la divinité qui exerce sa justice par le biais de la justice humaine. Mais ce roman fait penser les lecteurs à un autre type de fatalité, car Samir peut être accusé de vol d'identité, de faux, mais dans les limites de la légalité, tandis que le fait pour lequel il est arrêté n'a pas été commis en connaissance de cause. Tout comme lui, son frère s'est servi d'une autre personne dans son propre intérêt; Samir est une sorte de bouc émissaire pour la société américaine, qui jusqu'à la preuve contraire est chargé de tous les péchés (crimes). La joie (de vivre) qu'il ressent à la sortie de la prison est une véritable catharsis de ses peines.

Conclusion

Il est clair pour un Européen ou Américain que cette partie du monde – ou partie de cette partie du monde – pense différemment les choses, qu'on ne croit pas aux mêmes valeurs, que la religion est devenue un refuge et un mode de vie et de survie pour ces gens, et qu'on ne donne pas à la vie et à la mort la même signification. Il se peut aussi que ces conflits engendrent d'autres conflits parce que les gens n'ont accès qu'à des morceaux de vérité, ou parce qu'on leur offre une interprétation avec un parti pris évident, très subjective. Il faut reconnaître qu'une partie des arguments des musulmans sont justes et reflètent une réalité bien identifiable avec le visage d'une guerre de type guérilla, de tous les jours, cachée. On peut compatir avec les souffrances de ceux qui sont en permanence menacés par les balles. Il y a toujours des victimes collatérales de ces guerres qui deviennent vite civiles. Une loi du Talion s'instaure rapidement, justifiée par la vengeance. Et elle n'est pas productive, mais répressive.

Dans *L'Attentat* et *L'invention de nos vies* c'est un membre de la famille qui cause des ennuis et à cause des choix duquel l'époux, respectivement le frère sont enquêtés, car ils sont soupçonnés de complicité. Le lecteur condamne l'autre (l'épouse, le frère) et compatit avec le protagoniste (Amine, Samir). Dans

L'Immeuble yacoubian, la situation est différente, car le lecteur compatit justement avec celui qui commettra des attentats; le lecteur est conduit par l'écrivain à comprendre et à accepter (au moins en partie) les choix du protagoniste Taher. Dans ce dernier cas on est, en tant que lecteur, dans une situation de type Raskolnikov (du roman *Crime et châtiment* de Dostoïevski), Julien Sorel (*Le rouge et le noir* de Stendhal) ou Meursault (*L'étranger* d'Albert Camus), où le lecteur arrive à absoudre le personnage de ses crimes en entendant les mécanismes de sa logique, en lui trouvant des circonstances atténuantes, et ce n'est que l'auteur, comme instance morale suprême (décisionnelle) qui « punit » son personnage (prison ou peine de mort).

Ce genre de romans n'intéresse pas trop la critique littéraire ou la poétique: ils n'ont pas de sens *cachés* à révéler, ils ne parient pas sur des jeux formels, car leur message se veut des plus clairs. Dans la discussion des théoriciens de l'art sur la mimesis, leur représentation de la réalité ne s'éloigne pas trop de celle-ci. Ces auteurs investissent plus dans la vraisemblance que dans l'invention. Ce sont des exemples de littérature engagée, terme à comprendre dans son sens transhistorique. Ils ne sont pas écrits pour le simple plaisir de l'écriture, ni ne s'encadrent dans la catégorie de l'art gratuit. Ils ont une portée moralisatrice qui mise sur une valence éducatrice, et leurs livres sont doués d'une force de contestation (sociale, politique). Tout comme les politiciens, ces écrivains « engagés » se servent des mots pour éveiller des consciences. Ils croient tous, en vrais humanistes que la valeur la plus importante de notre époque est l'homme.

La littérature sert à dire des choses qu'on n'ose pas dire toujours à haute voix. Cela s'explique aussi par le fait que, derrière l'étiquette de « roman », on gagne une liberté supplémentaire à dire l'indicible, car il y a une supposition de fiction, de choses inventées, donc d'irréalité qui protège, épargne. Mais, évidemment, à bon entendeur, salut.

Bibliographie

“Alaa El-Aswany, l'écrivain menacé”, interview prise par Didier Jacob le 21 février 2014, publié dans *le Nouvel Obs*
[<http://bibliobs.nouvelobs.com/romans/20140220.OBS7102/alaa-el-aswany-l-ecrivain-menace.html>], 8 mai 2015.

al-Aswany, Alaa (2007), *L'immeuble yacoubian*, traduit de l'arabe (Égypte)
par Gilles Gauthier, Paris : Babel.

Khadra, Yasmina (2005), *L'attentat*, Paris: Juliard.

Tuil, Karine (2013), *L'invention de nos vies*, Paris : Grasset.

POPULAR MUSIC AS VEHICLE FOR CULTURAL CHANGE INTERVENTION: TAKUN J'S CULTURAL DIPLOMACY IN POST-CONFLICT LIBERIA

Benjamin A. Morgan*

Abstract

Hiring local artists to collaborate on efforts intending to change values and alter behavior is an approach used by aid organizations in international development. Soft-power campaigns targeting local attitudes are often seen by the development institution as positive collaborations between foreign humanitarians and local artists. "Song for Hawa," a 2013 collaboration between Liberian artist/rapper Takun J, and the international NGO PCI Media Impact, is a cultural diplomacy campaign intending to engage Liberians about the difficult topic of child rape. This paper discusses concerns with this instrumental approach to culture in development, and difficulties with the impact evaluation of using art to affect social change.

Keywords: cultural diplomacy, international development, instrumentalization, Liberia, impact evaluation

"Song for Hawa," a 2013 song written and performed by Liberian colloquial-English rapper Takun J (Jonathan Koffa) with support from the international NGO PCI Media Impact, is a pop/rap song, a video, a story, and a message, self-described as *entertainment-education*.¹ It is an instrumental use of culture intended to influence behaviors and attitudes towards the practice

* Ben Morgan is a recent graduate of Babeş-Bolyai University's MA in Cultural Diplomacy and the Global Economy program. He holds a BA in Philosophy and German Studies from the University of Pennsylvania. He recently spent three years living in Monrovia, Liberia, working with musicians to build industry sector capacity. His research interest is the relationship between culture and development.

Contact: morgan@culturaldiplomacy.org

¹ Koffa, Jonathan (2013), "Song for Hawa," Liberia, PCI Media Impact, [<http://mediaimpact.org/song-for-hawa/>], accessed 29 November 2013.

of child rape. This paper will look at reasons why this case is a good application of the emerging term *cultural diplomacy*. It also examines the difficulties in measuring and proving any immediate impact as well as possible negative consequences for Liberian artists from such instrumentalization-of-art in service of development goals. These worries must be dealt with when trying to determine: is this sort of cultural diplomacy a good idea in humanitarian development?

Defining Cultural Diplomacy

The word *cultural* refers here not only to the intervention itself being an art product (delivered in varying formats as an audio recording, a video, and a live performance). The attempt to educate and influence behavior is itself *cultural* in approach. It communicates via an exchange of ideas, values, and traditions through storytelling and narrative example. It is more sophisticated than an imperative or instructional approach. It hopes to encourage dialogue on a subject difficult subject.

Diplomacy usually is associated with international relations. The second meaning, however, is that *diplomacy* is “skill in dealing with people without offending or upsetting them.”² Non-state actors such as trans-national organizations, corporations, communities, institutions, and even individuals can be said to engage in diplomacy (as well as propaganda, informational diplomacy,³ etc.): “Cultural diplomacy is not restricted to nation states.”⁴

Since the topic of child rape can be difficult and uncomfortable for Liberians to speak openly about, “Song for Hawa” is an example of raising the topic diplomatically, rather than confrontationally or in an overtly pedagogic manner.⁵ It is a clever approach to a painful topic, and it appeals to a moral view on the topic that the agents believe is a universal view.

² Cambridge Dictionaries Online, s.v. “diplomacy”

[<http://dictionary.cambridge.org/dictionary/british/diplomacy>], accessed 29 July 2015.

³ “Informational diplomacy uses the techniques of public relations (and sometimes psychological warfare) while cultural diplomacy is rooted in education and example.” Feigienbaum, Harvey (2001), “Globalization and Cultural Diplomacy,” *Center for Arts and Culture*, Washington D.C., pp. 30-31).

⁴ Nicolas J. Cull, *The National Theatre of Scotland’s Black Watch: Theatre as Cultural Diplomacy*, USC Center on Public Diplomacy and the British Council, 2008, p. 12.

⁵ Due to space, the actual text of the song will not be examined here. Lyrics are available where the video is posted at [<http://mediaimpact.org/song-for-hawa/>].

Cultural diplomacy is occurring between Takun J and PCI Media Impact (the agents) and the Liberian populace (the target audience). This encounter could also be viewed symbolically as one between the international community and the Liberian population. To avoid framing the encounter between an international institutional moral code and traditional local ethical standards, it is important to refer specifically to the particular agents and the target audience, rather than symbolic representations.⁶

“Song for Hawa” is designed to pull the target audience towards the agents’ cultural agenda. It believes emotional reaction will “inspire behaviors much more powerfully than direct appeals for change.”⁷ It is hoped that the audience will be moved to examine their own values after hearing Takun J tell the story of the rape of a young girl. It is a work of musical literature that listeners will interpret differently. The term *cultural diplomacy* is appropriate and useful in identifying this sort of hybrid between art, pedagogy, and the attempt to appeal to moral views in order to adjust the attitudes and values of its target audience.

Endemic rape in Liberia

Exact figures vary in different reports about rape in Liberia, but the numbers are staggering. A 2012 story in Time Magazine estimated that during the period of civil war 1989-2003 between 60% and 90% of the female population suffered rape.⁸ Nearly all are under eighteen, and many incidents go unreported – often kept quiet as a shameful family matter. 1,475 rapes were reported in 2011 before the campaign began. 90% of victims were under eighteen, half of those were under twelve, and 10% of them

⁶ The sexual assault of children is highly unethical and is unlikely to be defended through an argument involving moral relativism or the importance of preserving local tradition. Cultural diplomacy usually appeals to shared morals, but sometimes it involves one ethical world view or ideology trying to influence or supplant another. Sometimes the ethics are not as clear as in this case. Malevolent cultural diplomacy is possible, as is benevolent propaganda. The term is about the process and technique, rather than whether the ethics are shared.

⁷ PCI Media Impact, “Entertainment-Education.” *PCI Media Impact Website*, [<http://mediaimpact.org/entertainment-education/>], accessed 30 November 2013.

⁸ Almudenta Toral, “History of Violence: Struggling with the Legacy of Rape in Liberia,” *Time Magazine Online*, 30 April, 2012 [<http://world.time.com/2012/04/30/history-of-violence-struggling-with-the-legacy-of-rape-in-liberia/>], accessed 29 November, 2013.

were under four years old. PCI Media Impact's website claims equally ominous figures: "92% of women and girls have experienced rape, 62% of these are under the age of 12, and many are infants."⁹

Agents of cultural diplomacy: PCI Media Impact and Takun J

There are two main agents¹⁰ involved in this campaign.¹¹ An international NGO with its main offices in New York City, "PCI Media Impact is a pioneer and world leader in Entertainment-Education and communications for social change."¹² Their methodology is self-defined:

*Entertainment-Education is the process of purposely designing and implementing a media message to both entertain and educate. This is done to increase audience members' knowledge about an issue, create favorable attitudes, and influence behavior and cultural norms.*¹³

Rather than directly promoting their cultural change agenda as a mandate or instructions, they package it as a story inside an entertaining vehicle, whereby the message is more likely to provoke sympathy, reflection and discussion.

Takun J is the self-proclaimed king of *hipco*, a form of hip-hop/rap music performed in the colloquial dialect of Liberian English. He currently enjoys a considerable following in Liberia, with around ten thousand fans attending a two-day festival he headlined in 2013.¹⁴ In 2007 his song "Policeman Coming" resulted in two arrests and a beating by the Liberian

⁹ PCI Media Impact (2012), "Media Impact celebrates international day of the girl." *PCI Media Impact Website*. December 11, 2012, [<http://mediaimpact.org/news/media-impact-celebrates-international-day-of-the-girl/>], accessed 30 November, 2013.

¹⁰ THINK, a home for victims of sexual abuse, provided the setting for Takun J's meeting with rape survivors which inspired him to write "Song for Hawa." THINK do not play a major role in the campaign, but are important to recognize as the origin of Takun J's creative inspiration. They are not an actor in the cultural diplomacy campaign.

¹¹ Though their name is absent from campaign materials, UNICEF was also involved. The campaign is also part of their End Violence Against Children initiative. Requests made to PCI Media Impact for evaluation data were referred to UNICEF.

¹² PCI Media Impact (2012), "Media Impact celebrates international day of the girl."

¹³ PCI Media Impact, "Entertainment-Education"

¹⁴ Ashoka Mukpo, "'Hipco' Is the Soundtrack of Monrovia's Post-War Youth," *Vice*, March 31, 2014, [http://www.vice.com/en_uk/read/hipco-liberia], accessed 29 July 2015.

national police.¹⁵ On the evening of June 17, 2013, Takun J was allegedly assaulted by Edwin M. Snowe, a member of the Liberian House of Representatives, following a near-collision in Monrovia traffic.¹⁶ Takun J draws attention to his problems with the government by releasing songs. His recent single "Justice" refers to the incident with Snowe, and several other songs reference government corruption, in particular the song "They Lie."

Takun J seems unafraid to criticize authority figures, even at risk to his freedom and physical well-being. In a country where corruption and dishonesty are major concerns, this image gives him an authenticity that very few public figures enjoy. The voice of Takun J distinguishes this particular vehicle of expectant cultural change from other less-remarkable examples of cultural and informational diplomacy. A cultural figure who is in possession of such significant embodied cultural capital is a valuable asset when trying to spread any message. In the context of a population struggling with deep mistrust of government,¹⁷ the potency of this value seems indisputable. The relatively high quality of the song and video production can become apparent when viewed alongside other examples of cultural change campaigns in Liberia.¹⁸

Agenda and Evaluation

The agenda of the "Song for Hawa" campaign as stated on the PCI Media Impact website is to "address and try to reduce the high rates of sexual violence in the country."¹⁹ The project is designed to influence both

¹⁵ Jonathan Koffa, "Takun J bio," *ReverbNation*, date unknown, [<https://www.reverbnation.com/takunj>], accessed 29 July 2015.

¹⁶ Mae Azango, "He Almost Got Me Killed' - Rep. Snowe Accused of Assaulting Hipco Star Takun J," *Front Page Africa*, June 19, 2013, [<http://allafrica.com/stories/201306191070.html>], accessed 29 July 2015.

¹⁷ See Ashoka Mukpo, "Surviving Ebola: Public Perceptions of Governance and the Outbreak Response in Liberia", *International Alert*, 2015 [http://www.international-alert.org/sites/default/files/Liberia_SurvivingEbola_EN_2015.pdf], 28 July 2015.

¹⁸ In Liberia these campaign messages can often be seen on billboards with imperatives such as "Stop Rape," "Report Corruption," and "Wash Your Hands." Over the last few years there are also several examples of artists being hired by humanitarian development organizations to produce songs. Ebola awareness songs are a recent example.

¹⁹ PCI Media Impact, "Song for Hawa Music Video" *PCI Media Impact Website*, [<http://mediaimpact.org/song-for-hawa/>], accessed 30 July 2015.

attitudes and behavior. Attitudes must be measured with surveys, whereas behavior can be examined through other indicators. Requests for evaluation data from PCI Media Impact and UNICEF unfortunately yielded no results. The 2014 Ebola epidemic led to a suspension of the End Violence Against Children campaign.

Indicators about Liberian attitudes towards child rape could be created (e.g. attitudes towards discussion on the topic, victim shaming, etc.). Such an evaluation of people's values and attitudes is more in line with what Belfiore and Bennett refer to as a "humanities-based approach" to program evaluation, an approach not currently in favor with the evidence-based indicators favored in development.²⁰ This sort of survey-based research is expensive, difficult to conduct, and must be started before the campaign begins. Attitudes are also always subject to change by countless other environmental variables. For now, we can only examine existing rape statistics.

Outcomes

Takun J's manager Nora Rahimian was enthusiastic with preliminary qualitative anecdotal data: "people are talking about rape more, even when Takun J does non-related interviews. Or the guys around him will say things like 'it not right' when violence against women comes up."²¹ The Government of Liberia was quick to notice "Song for Hawa" and the Ministry of Gender and Development named him the country's Anti-Rape Ambassador in 2013. This is both affirming and surprising, given Takun J's multiple songs referencing government corruption.

I was later informed that rape victims began coming to Takun J directly to report rape to him. The campaign resonates with most development workers I have spoken with as particularly well-executed. These anecdotal reports are encouraging. However, as much as most people I have spoken with seem to feel the song performs its function extremely well, this is quite different than being able to demonstrate a shift in societal values.

²⁰ Eleonora Belfiore; Oliver Bennett, "Beyond the 'Toolkit Approach': Arts Impact Evaluation Research and the Realities of Cultural Policy-Making," *Journal for Cultural Research* 14, no. 2, 2010, pp. 121–42.

²¹ Nora Rahimian, email interview, 24 October, 2013.

When looking at the rape reporting statistics, the hope is that reports would go up, indicating more willingness of victims and their families to come forward. Even if actual incidents decreased, the reports should increase, based on an assumption that most rapes go unreported or are handled within the community. Obtaining data from Liberia without a budget or being physically there is extremely difficult. Press reports were the only source for any rape reporting statistics. I was confused to note the following:

YEAR	REPORTED RAPES	CHANGE + / -
2011	1,475	
2013	1,002	-32%
2014	554	-45%

Figure 1 – Annual rape reporting statistics in Liberia.²²

Rape reporting dropped substantially during and after the campaign. Clearly, this data set is problematic and contradicts the assumption that the campaign should have resulted in more reports. I was unable to locate figures for 2012, and 2014 was greatly affected by the ebola outbreak. Though the argument could have been made that the campaign was so hugely successful that actual incidents of rape dropped in addition to the reporting figures, but that would be a questionable assumption. The drop in 2014 is much easier to explain: rapes declined due to a fear of contracting ebola, which is spread through human contact. The ebola outbreak affected both the data itself as well as the ability to conduct research.

Barring any better data to cite, the impression of the song's efficacy is limited to the song's ability to emotionally move the listener (an aesthetic judgment), and impressions formed by listening to peers in Liberia (subjective

²² Sources: Toralop. *cit.*, Press TV (2014), "65% of 2013 Rape Victims in Liberia Were Children," *PressTV.com*, [http://www.presstv.com/detail/2014/01/29/348236/kids-65-of-2013-rape-victims-in-liberia] accessed 30 July 2015. Cholo Brooks, "Gender Ministry Reports 554 Rape Cases in 2014," *GNN Liberia*, 2015, [http://www.gnnliberia.com/articles/2015/01/23/liberia-gender-ministry-reports-554-rape-cases-2014], accessed 30 July 2015.

peer group). In both cases, considering the campaign successful is a subjective, non-scientific estimation, not a rigorous evaluation of whether the song has impacted attitude and behavior. Without any numbers or survey research, however, the judgment that it is a successful campaign has already been made by many. This is based on “the powerful, yet often unacknowledged, role of *values* and deeply-held *beliefs* in the ‘transformative power of the arts’ in policy development and implementation”²³ that cause us to expect/assume that an emotionally moving song has the ability to change opinions. It also can be asked: are aesthetic judgments perhaps good enough for evaluating matters of art and culture? When looking at the drop in rape statistics, it is also a question of framing: rape reports went down because of the campaign, vs. rape reports went down because of ebola.

Until (costly) studies about the attitudes and behavior can do more to scientifically demonstrate an impact on values (and this could still prove elusive), praise of this campaign is limited to the aesthetic appreciation of a well-executed song by a credible voice that emotionally moves the listener, and believing that the anecdotal stories from peers are indicative of a cultural trend. It is premature to speak of the campaign having any real significant effect in the same way that a health study proves its impact on community health outcomes, yet people do constantly make this judgment: “Song for Hawa” has made a difference. We can *feel* that it did a good job, but we cannot claim scientifically that “Song for Hawa” has made any change in attitudes and behavior about child rape in Liberia without further study.

Is it worth questioning that we always expect rigorous and expensive research to confirm aesthetic judgments as in this case? Perhaps expert local opinion might be nearly as effective (and much cheaper) an evaluation technique. The problems with the rape reporting data clearly demonstrate the challenges involved when trying to tie cultural campaigns into empirical outcomes. The evaluation process should not be ignored, of course, but it must be acknowledged that current methods are problematic for measuring the impact of art and culture on attitudes and beliefs.

²³ Belfiore; Bennet, *op. cit.*, p. 122.

Instrumental Concern

Some scholars argue that over-emphasis on instrumental use of art in development causes harm.²⁴ Hiring or collaborating with an artist to communicate a message and influence public opinion is nothing new. "What is new, however, is the transposition of this paradigm into the postcolonial context of development and the emergence of transnational funding for the arts in conditions of highly unequal relations of power."²⁵ Not only is the agency of the artist compromised in unbalanced power dynamic, but funding of art projects becomes reduced to its ability to contribute to project objectives and frameworks.²⁶ A successful outcome reinforces this dependency. An unsuccessful one means less future work.

In Liberia, musicians have very few opportunities for income. Performance fees are normally the only revenue stream. Politicians and companies routinely hire popular artists to perform at events in service of their publicity. While instrumental projects from humanitarian organizations offer a welcome chance for artists to earn an income and work in service of the community, the drawbacks to becoming overly reliant on instrumental systems must be recognized and avoided. Artists need to have opportunities to develop art-for-art's-sake. Non-instrumental opportunities for artists are essential for local artistic identity. While instrumental use of music for development goals is of course not inherently bad and the intentions are always noble, the risk of negative impact exists. Opportunities for instrumental use ought to be a part of a spectrum of income opportunities available to artists. Otherwise, artists are reduced to publicists and spokespeople in service of other voices, rather than authors and performers in command of their own local identity and agency.

²⁴ Instrumental use refers to only valuing artistic culture as means to fulfill other objectives, normally project goals or economic growth. An excellent example is P. Sacco, G. Ferilli, and G. T. Blessi, "Understanding Culture-Led Local Development: A Critique of Alternative Theoretical Explanations," *Urban Studies* 51, no. 13 (October 1, 2014), pp. 2806–21.

²⁵ Polly Stupples, "Creative Contributions: The Role of the Arts and the Cultural Sector in Development", in *Progress in Development Studies* 14, no. 2, 2014, p.123.

²⁶ Singapore is interesting to look at as an example where arts and culture received plenty of funding, but it was heavily focused on a participation in global culture and economic hegemony and local cultural identity suffered. See Lily Kong, "Cultural Policy in Singapore: Negotiating Economic and Socio-Cultural Agendas," *Geoforum* 31, no. 4, 2000, pp. 409–24.

Conclusion

“Song for Hawa” is best called an example of (non-state)cultural diplomacy, rather than informational diplomacy, propaganda, or advertising. It is not possible to scientifically prove that “Song for Hawa” has changed attitude or behavior. When attempting an evaluation of the impact of the campaign based on existing rape statistics, problems arise that demonstrate the difficulty of measuring the influence of art on behavior. Researching its effect on attitudes is costly and also problematic. Since many development practitioners and Liberians already consider “Song for Hawa” a success based on aesthetic judgment and anecdotal evidence, it is worth valuing these methods of evaluation as useful and relevant in lieu of evidence-based evaluation methods that are costly and logistically challenging. A scientific proof of the impact of an artwork is likely to be elusive. The case is a clear example of how behavior statistics can fail to confirm success due to other variables (in this case the ebola outbreak of 2014), and points to the problems with using quantitative tools to measure the effects of art.

An instrumental use of an artist’s voice in service of behavioral change goals pursued by foreign development organizations raises concerns about the negative effects on the agency of local artists and encouraging dependency on further instrumentalization work. The benefits of these campaigns must be viewed in the context of other opportunities for local artists. Dependency and over-reliance on instrumental funding sources in poor economies must be avoided, lest the artists lose too much of their own voice. Non-instrumental opportunities for artists must also exist to maintain a sustainable artistic community and cultural industry.

This paper has noted some of the structural concerns with cultural diplomacy campaigns in development that aid organizations ought to consider. For the local artists, the choice should ideally be based on whether they share the values of the campaign, and feel that it will be a collaborative effort based on a shared vision. If artists feel that they must participate in campaigns they do not agree with in order to earn a living, then the concerns about over-emphasis on instrumentalization have not been addressed.

Bibliography

- Azango, Mae (2013), "He Almost Got Me Killed' - Rep. Snowe Accused of Assaulting Hipco Star Takun J," *Front Page Africa*, June 19, 2013, [<http://allafrica.com/stories/201306191070.html>], accessed 29 July 2015.
- Belfiore, Eleonora and Bennett, Oliver (2010), "Beyond the 'Toolkit Approach': Arts Impact Evaluation Research and the Realities of Cultural Policy-Making," *Journal for Cultural Research* 14, no. 2: 121–42. DOI: 10.1080/14797580903481280.
- Brooks, Cholo (2015), "Gender Ministry Reports 554 Rape Cases in 2014," *GNN Liberia*, [<http://www.gnnliberia.com/articles/2015/01/23/liberia-gender-ministry-reports-554-rape-cases-2014>], accessed 30 July 2015.
- Cambridge Dictionaries Online, s.v. "diplomacy" [<http://dictionary.cambridge.org/dictionary/british/diplomacy>] accessed 29 July 2015.
- Cull, Nicolas J (2008), *The National Theatre of Scotland's Black Watch: Theatre as Cultural Diplomacy*, USC Center on Public Diplomacy and the British Council.
- Feigienbaum, Harvey (2001), "Globalization and Cultural Diplomacy," *Center for Arts and Culture*, Washington D.C., 30-31.
- Koffa, Jonathan "Takun J bio," *ReverbNation*, date unknown, [<https://www.reverbnation.com/takunj>], accessed 29 July 2015.
- Koffa, Jonathan (2013), "Song for Hawa," Liberia, *PCI Media Impact Website*, [<http://mediaimpact.org/song-for-hawa/>], accessed 29 November 2013.
- Kong, Lily (2000), "Cultural Policy in Singapore: Negotiating Economic and Socio-Cultural Agendas," *Geoforum* 31, no. 4: 409–24.
- Mukpo, Ashoka (2014), "'Hipco' Is the Soundtrack of Monrovia's Post-War Youth," *Vice*, 31 March 2014, [http://www.vice.com/en_uk/read/hipco-liberia], accessed 29 July 2015.
- Mukpo, Ashoka (2015), "Surviving Ebola: Public Perceptions of Governance and the Outbreak Response in Liberia" International Alert, [http://www.international-alert.org/sites/default/files/Liberia_SurvivingEbola_EN_2015.pdf], 28 July 2015.

- PCI Media Impact, "Entertainment-Education." *PCI Media Impact Website*, [<http://mediaimpact.org/entertainment-education/>], accessed 30 November 2013.
- PCI Media Impact (2012), "Media Impact celebrates international day of the girl." *PCI Media Impact Website*. 11 December 2012, [<http://mediaimpact.org/news/media-impact-celebrates-international-day-of-the-girl/>], accessed 30 November, 2013.
- Press TV (2014), "65% of 2013 Rape Victims in Liberia Were Children," *PressTV.com*, 29 January 2014, [<http://www.presstv.com/detail/2014/01/29/348236/kids-65-of-2013-rape-victims-in-liberia>] accessed 30 July 2015.
- Rahimian, Nora (2013), email interview, 24 October 2013.
- Sacco, Pierluigi; Ferilli, Guido and Blessi, Giorgio Tavano (2014), "Understanding Culture-Led Local Development: A Critique of Alternative Theoretical Explanations," *Urban Studies* 51, no. 13: 2806–21, DOI: 10.1177/0042098013512876
- Stupples, Polly (2014) "Creative Contributions: The Role of the Arts and the Cultural Sector in Development" in *Progress in Development Studies* 14, no. 2.
- Toral, Almudenta (2012), "History of Violence: Struggling with the Legacy of Rape in Liberia," *Time Magazine Online*, 30 April 2012 [<http://world.time.com/2012/04/30/history-of-violence-struggling-with-the-legacy-of-rape-in-liberia/>] Accessed 29 November, 2013.

**Souleymane Bachir Diagne, *Comment philosopher en islam ?*
Traduction roumaine par Ciprian Mihali et Andreea Rațiu,
Cum să filosofăm în islam ?, Idea Design & Print, Cluj, 2015.**

Claudiu Gaiu*

« L'encre des savants est plus précieuse que le sang des martyres », selon un hadith du Prophète, commenté par le penseur sénégalais Souleymane Diagne. Ce dire de Mahomet guide les arrêts faits par l'auteur tout au long de cette histoire subjective de la philosophie en terre musulmane. « Philosopher en islam », donc, et non « philosophie islamique », car l'acte philosophique n'est pas nécessairement lié à une croyance, puis les autorités civiles et religieuses lui demandent souvent des comptes. L'initiative de cette traduction et publication dans la collection *Pluritopic* est entièrement justifiée devant les nouvelles vagues d'islamophobie occidentale qui décrivent les fractures de la globalisation.

La collection *Pluritopic*, dirigé par Ovidiu Țichindelean, est dédiée aux traditions de pensée non-européenne. Elle a débouté il y a un an avec un bouquin de Sylvia Marcos sur les cosmovisions « décoloniales » des femmes engagées dans la résistance zapatiste¹ et se propose de continuer avec quelques anthropologues et théoriciens géopolitiques sud-américains, Arthuro Escobar, Walter Mignolo, ou Anibal Quijano. Avec la présente traduction, ces *topoi pluriels* arrivent sur le continent noir et dans le monde islamique. Cette double destination est due à l'univers de la recherche de Souleymane Bachir Diagne. Son parcours intellectuel commence par la logique et philosophie formelle. Ainsi, nous pouvons mentionner un ouvrage sur George Boole². Ses investigations sur ce domaine aride de la pensée

* Claudiu Gaiu est responsable des collections spéciales à la Bibliothèque Centrale Universitaire, Cluj-Napoca.

Contact: claudiu.gaiu@gmail.com

¹ Sylvia Marcos, *Femeile indigene și cosmoviziunea decolonială*, trad. Ovidiu Țichindelean, Cluj: Idea Design&Print, 2014.

² Souleymane Bachir Diagne, *Boole. 1815-1864. L'oiseau de la nuit en plein jour. Un savant, une époque*, Paris : Belin, 1989.

nous montre un historien de la philosophie qui sait faire ressortir les conditions qui ont permis de concevoir l'ancienne discipline de l'*Organon* aristotélicien comme une algèbre. Il est d'ailleurs le traducteur en français des *Lois de la pensée* de Boole³. En roumain, son œuvre est pour l'instant représentée par deux autres centres d'intérêt. Premièrement, la philosophie et littérature africaine, illustrées par *L'Encre des savants. Réflexions sur la philosophie en Afrique*⁴, recueil des écrits qui contient un consistant essai sur Placide Tempels et les débats autour de sa *Philosophie bantu* (1945), continués par des méditations sur le rapport entre l'oralité et l'écriture dans les littératures africaines. Pour les politistes, peut-être le plus important c'est son texte sur les interprétations et les transformations de l'idée socialiste sur le continent africain. Dans ce livre, l'auteur se penche sur un chapitre souvent oublié de l'histoire de la *traslatio studiorum* : les fouilles archéologiques de Tombouctou nous montrent l'épanouissement de la philosophie, puis des sciences islamiques et de la logique dans l'Afrique précoloniale à Tombouctou, Djenné ou Coki. Ces idées sont développées plus amplement dans son écrit, *Toward an intellectual history of West Africa*, chapitre dans un beau ouvrage collectif, – par son contenu et par son réalisation éditoriale – *The Meaning of Timbuktu*, édité par Souleymane Bachir Diagne et Shamil Jeppie⁵. Avec l'analyse des quelques grands écrivains africains qui ont participé à cette odyssée de la pensée, tel Ahmad Baba Al Timbukti (1556-1627), nous ouvrons une autre question qui anime la pensée du professeur Diagne : comment philosopher en islam ? La présente traduction repose cette interrogation dans un nouveau cadre culturel.

La culture roumaine moderne d'entre les guerres a approché la philosophie islamique par l'intermédiaire de l'ésotérisme, dans une tradition guénoniste évidente dans les œuvres de Mircea Eliade et Michel Vâlsan et à peine voilée sous le régime communiste, dans des essais signés par Vasile Lovinescu, Anton Dumitriu ou Alexandru Paleologu. Ces lectures des écritures philosophiques et théosophiques islamiques sont mises en accord soit avec des recherches sur les traditions locales de la chrétienté orientale,

³ George Boole, *Les lois de la pensée*, trad. Souleymane Bachir Diagne, Paris : Vrin, 1992.

⁴ Souleymane Bachir Diagne, *Cerneala savanților. Reflecții despre filozofie în Africa.*, trad. Alexandru Matei, Cluj: Idea Design&Print, 2015.

⁵ Shamil Jeppie, Souleymane Bachir Diagne (eds.), *The Meaning of Timbuktu*, Cordesia/HSRC Press, Cape Town, Dakar, 2008.

soit avec une *philosophia perennis*, une tradition spirituelle immémoriale. Après 1990, ces préoccupations ont pris un nouveau souffle avec les séminaires célèbres et mystérieux donnés à Bucarest par André Scrima. Dans ce milieu, Henry Corbin a été une référence incontournable. Même si son *Histoire de la philosophie islamique*⁶ n'a vu sa version roumaine qu'en 2005, son œuvre était lu, cité, mentionnée. Puis, vers la fin des années 1990 il y a eu une émulation autour des médiévistes, qui ont redécouvert ce que l'Occident médiéval nommait improprement « la philosophie arabe »⁷. Le livre de Souleymane Bachir Diagne vient donc de couvrir une place vide. Déjà par son titre et sa préface il s'inscrit dans une autre voie que celle connue par le spiritualisme de l'Europe orientale et centrale. Corbin et nos ésotéristes mettent l'accent sur la spécificité de la pensée islamique, sur ses différences, sur son orientalisme irréductible à la tradition occidentale. Diagne, sans perdre de vue la différence culturelle et religieuse des auteurs étudiés, met l'accent sur le contact, le transfert, le dialogue entre ceux qui pratiquent la liberté de pensée en terre d'islam et les philosophes occidentaux anciens grecques ou modernes allemands et français.

Les dialogues mis en scène par le philosophe africain reproduisent des polémiques entre des auteurs anciens ou tracent des liens entre des espaces géographiques et entre des siècles éloignés. Ainsi, par exemple évoquant une joute liée à l'invention du vocabulaire philosophique arabe, opposant le grammairien musulman Sirafi à l'intellectuel chrétien hellénisant Matta⁸, Souleymane Bachir Diagne met en lumière la portée philosophique de ce débat entre un universalisme philosophique, celui du logos grec qui faisait son entrée dans le monde arabe par le truchement du syriaque, et un particularisme linguistique et culturel qui défendait le génie propre de l'arabe et

⁶ Henry Corbin, *Histoire de la philosophie islamique*, Gallimard, 1964. *Istoria filosofiei islamice*, trad. Marius Lazăr, București: Editura Herald, 2005.

⁷ Nous pouvons mentionner, *Alfarabi, Despre intelect și inteligibil*, trad. Andrei Bereschi, Cluj-Napoca: Dacia, 2002.

⁸ Méconnue à cause de l'eurocentrisme, cette polémique est une des plus grades confrontation de l'histoire de la philosophie. Cf. David Samuel Margoliouth, *The discussion between Abu Bishr Matta and Abu Sa' id al-Sirafi on the Merits of Logic and Grammar*, JRAS, 1905, pp. 97-129 et T. Abderrahmane, *Discussion entre Abū Sa' id al-Sirāfi, le grammairien, et Mattā b. Yūnus, le philosophe*, *Arabica* 25, 1978, pp. 310-23; Kees Versteegh, *The Arabic Linguistic Tradition*, London, New York: Routledge, 1997, pp. 52-64.

tentait à le protéger de toute hybridation par des idiomes impures. L'auteur nous montre la modernité de la critique de Sirafi, redécouverte plus tard par Nietzsche et Benveniste qui ont étudié ce que les catégories de la philosophie doivent aux catégories linguistiques. D'autre part, dans la vérité éternelle supposée par Matta derrière les langues, souligne l'auteur sénégalais, se cachent les vérités de la l'algèbre logique qui articulent nos langages, vérités étudiées par Leibniz et Boole. C'est la voie sur laquelle ce sont engagés les traducteurs arabes d'Aristote qui ont dû transposer une logique péripatéticienne calquée sur une langue indo-européenne, le grec, où le verbe être avait une charge ontologique considérable, dans une structure sémitique, où « être » devenait une simple copule, un terme de liaison.

Ces dialogues prennent un tour dramatiques dans les contacts avec l'Europe et les combats avec les savants traditionalistes menés par les intellectuels modernisateurs du monde islamiques. Loin encore du ton véhément des révolutionnaires du XX^e siècle, on voit Al-Afghani, véritable globe-trotter de son temps, qui se déplace aisément entre Kaboul et Paris, Téhéran et Saint-Petersbourg, prendre langue avec le très racialisé Ernst Renan, qui n'avait d'autre explication pour la décadence des pays islamiques que la faiblesse de la race arabe. Il devient le père du réformisme expliquant la soumission des peuples musulmans par l'ignorance et la nécessité de leur éveil par la science et l'éducation. Son œuvre est continuée par l'égyptien Mohamed Abdou, qui dans son *Exposé de la religion musulmane* présente le message de sa confession sous les couleurs d'un kantianisme islamique, sermonnant ses croyants à sortir de leur minorité politique et intellectuelle. Souleymane Bachir Diagne nomme cette attitude *fondamentalisme progressiste*, ouvert à l'innovation opposé au *fondamentalisme réactif*, qui tient le temps et le changement en horreur. Fondamentalisme, car il revient sur les fondamentaux, ce qui est essentiel pour l'islam. Dans la même ligne s'inscrivent Ameer Ali et Ali Abderazzi, le premier en lisant dans les réglementations coraniques l'intention d'imposer l'égalité juridique des sexes, le second débarrassant la pensée politique musulmane du poids de son passé. Nous pouvons lire dans le choix de ces auteurs modernes l'option réformiste du livre de Diagne qui passe sous silence les figures révolutionnaires qui ont su marier le marxisme et le Coran : l'iranien Ali Shariati, le pakistanais Faiz Ahmad Faiz ou l'indonésien Tan Malaka.

Le présent essai est un guide des philosophes de l'islam à partir des sources hellénistiques et coraniques jusqu'à la mort d'Averroès (1198). Il mentionne sans insister, l'imâmologie iranienne et cette tradition mystique qui n'a pas ressenti la disparition du Commentateur aristotélicien comme une coupure. C'est une tradition ouverte par Sohrawardi (1155-1199) et qui connaît un renouveau au XVI^e siècle grâce à la renaissance safavide. Ce sont des grands moments de l'histoire de la pensée connus grâce aux travaux de Henry Corbin et Christian Jambert. Mais pour Souleymane Bachir Diagne le nœud philosophique n'est véritablement renoué qu'au XIX^e siècle par Djamal Al-Afghani, Mohammed Abdou, Ameer Ali et Muhammad Iqbal qui reprennent contact avec la philosophie occidentale dans une tentative de réforme politique et religieuse des sociétés musulmanes. Alors pourquoi cette parenthèse historique? Même s'il n'adhère pas complètement à la thèse d'une disparition de la philosophie en islam après la mort d'Averroès, suite à une interdiction religieuse, le livre de l'auteur sénégalais nous offre seulement les bases de l'acte philosophique : les instruments conceptuels de la liberté de pensée. La critique des philosophes entreprise par Gazali, considérée souvent comme responsable pour le bannissement de la philosophie est une autre clé de lecture de l'essai de Diagne, une relecture du mystique persan étant esquissé au début (1^{er} chapitre), au milieu (4^e chapitre) et à la fin du livre, dans la *Conclusion*. Ainsi, Algazel, sous son nom latinisé, est le personnage central du roman philosophique écrit par le professeur Bachir Diagne. C'est lui qui accomplit l'esprit de l'acharisme, du nom de al-Ash'ari – le chef de file d'une réaction théologique et sceptique contre le mutazilisme, une doctrine qui a poussé le rationalisme jusqu'à l'intolérance, instituant une véritable Inquisition rationaliste. Dans le portrait qui lui consacre, Hamid Al-Ghazali (1058-1111) est présenté comme un auteur pratiquant une critique philosophique de la philosophie. Cette dualité est mise en lumière par ses deux traités : le traité *Les intentions des philosophes* – dont la clarté et le caractère systématique de la présentation de la discipline ont fait de lui un manuel utilisé dans le monde musulman et quatre siècles plus tard, dans le monde latin, grâce à une traduction vénitienne, *Logica et Philosophia Algazelis Arabis* (1506) – et *l'Incohérence des philosophes*, la critique des différentes écoles de pensée. L'historien insiste sur le caractère rationnel des réfutations ghazaliennes et compare ses doutes sur les capacités humaines de connaissance à la *dubitatio* cartésienne, geste fondateur de la philosophie moderne. Sauf

que si Descartes découvre derrière le doute le sujet, Gazali choisit la voie du silence et de la prière. Ajoutons au commentaire de Diagne que par cette option, le penseur islamique est plus proche des philosophes contemporains qui ont développé une philosophie asubjective, comme Jan Patočka ou, tardivement, Martin Heidegger. Mais le chercheur sénégalais insiste sur les éléments rationalistes classiques de sa philosophie. L'importance de Gazali vient du fait qu'il incarne cette scission entre l'enthousiasme de la raison et la mise en garde contre ses excès. Dans son interprétation la censure de la philosophie est le silence imposé aux querelles sectaires et tente à tenir unie la communauté. Son message ultime est dirigé contre les fanatismes de toute sorte. Il est antiphilosophique dans le sens de la transmission d'une sagesse simple et universellement humaine, comme celle qu'avait incarné dans les années 1930, Tierno Bokar, le sage de Bangiagra, au Mali, maître soufi de la tolérance religieuse et de l'amour pour l'humanité. C'est le message adopté par Souleymane Bachir Diagne comme définition de la philosophie :

« Tierno, tu parles toujours de l'amour de Dieu qui embrasse tout. Mais Dieu aime-t-il aussi l'infidèle ? » « Oui » est encore la réponse du maître, contre, dit-il, toutes les distinctions qui obsèdent ceux qu'il appelle « les attachés à la lettre », trahissant ainsi Celui au nom de qui ils prétendent parler et qui, Lui, est générosité envers les enfants d'Adam, sans « différencier leurs états »/ Et son « oui » est bien ce qu'enseigne la philosophie : la sagesse de l'amour.⁹

⁹ Souleymane Bachir Diagne, *Comment philosopher en islam*, Dakar : Jimsaan, 2014, p. 143.

**Senem Aslan, *Nation building in Turkey and Morocco.
Governing Kurdish and Berber Descent,*
Cambridge University Press, 2014.**

Lakatos Artur*

Le jeune étudiant turc, Senem Aslan, a été intellectuellement formé aux USA, ce qui est déterminant pour ses suites professionnelles. Elle a gagné son Ph D grâce au programme d'étude du Moyen et du Proche Orient à l'Université de Washington et elle est actuellement assistante de professeur au Bates College à Maine. Sa connaissance naturelle concernant l'Islam est complétée par une connaissance de théories de Sciences Politiques d'Amérique, et de méthodologies utilisées, en général, en historiographie occidentale.

Cette synthèse intellectuelle ou politique ars a donné naissance à un volume compréhensif, réalisé à travers la méthodologie de la recherche comparative, qui a probablement généré une série de débats, et même de controverses dans l'Ouest, mais également dans la sphère intellectuelle Arabe et Turquie.

Ce livre fait face à la comparaison de deux Etats modernes provenant de la sphère culturelle de l'Islam : le Maroc et la Turquie, ayant tous les deux des minorités ethniques, au Maroc les Berbères, en Turquie les Kurdes représentent le plus grand nombre. Au Maroc, les Berbères représentent presque 40% de la population, tandis que les Kurdes représentent la minorité la plus importante en Turquie.

Le livre est relativement bien documenté, notamment en termes d'interviews faits par l'auteur et l'analyse de la presse Turque et Marocaine. La bibliographie consiste à montrer des titres publiés dans la Littérature Occidentale, mais fait référence au travail signé également par les auteurs Turcs et Arabes. La partie se référant à la Turquie s'appuie également sur des archives Turques.

* Lakatos Artur has a PhD in History from Babeş-Bolyai University in Cluj-Napoca.
Contact: lakatos_artur_lorand@yahoo.com

Le livre est basé sur une comparaison, ou autrement dit une présentation parallèle des relations du Maroc et de la Turquie avec la plus grande minorité présente dans leur état. La structure est relativement simple, sans l'introduction ni la conclusion, le contenu principal est divisé en trois parties. Le premier chapitre, portant le titre "La gouvernance des zones de dissidence" (*Governing areas of "dissidence"*), contient une description générale des relations entre état et minorité dans le cas du Maroc et de la Turquie, une description de la recherche de méthodologie et de la cristallisation des idées principales de la synthèse. Le second chapitre fait face à la situation des Kurdes après la Première guerre de Turquie, en allant de la période d'Atatürk jusqu'à nos jours. Cette partie est très bien documentée, et, en général, elle présente bien les politiques officielles de l'état Turc envers les régions habitées par les Kurdes, la métamorphose de ces politiques durant les décennies et leur réception par les différents groupes et organisations Kurdes. Les différences générales – l'écart concernant les attitudes entre les parties occidentalisées, représentées par Istanbul et d'autres villes, et les zones plus traditionnelles ou rurales de l'Anatolie du Sud-est, où la majorité des Kurdes vivent – sont brièvement présentées, puisqu'elles sont en fait plus souvent déduites du texte ; d'un autre côté, le chapitre compense les études de cas, qui sont très complexes et couvre une large partie de la vie, de l'éducation jusqu'à la santé. Les titres des sous-chapitres – l'Etat contre les élites locales : renforcement de l'Etat et la résistance Kurde, La Turquie oubliée : les politiques d'assimilation dans la jeune république et la politique d'occidentalisation dans les zones Kurdes (*State versus the local elites: state-building and Kurdish resistance*, *Forgotten Turkishness: assimilation policies in the early republic* et *Policies of Westernization in the Kurdish areas*) – parlent en général pour eux-mêmes, même si nous devons mentionner que l'attitude de l'auteur est souvent très critique.

Le troisième chapitre parle de la construction de l'identité au Maroc post-colonial, en présentant le chemin qui a été pris par cet Etat fortement centralisé, mais également relativement développé, pour le soucis de la construction de la nation et des relations entre les autorités du Maroc et la communauté Berbère. La description et l'analyse de ce processus sont assez bien écrites, même si un certain niveau de culture générale concernant l'histoire politique du Maroc est requis : par exemple, un lecteur non-spécialiste peut avoir des difficultés à comprendre le rôle du Parti Istiqlal. Pour l'auteur, la

relation entre l'Etat Turc et ses habitants Kurdes n'est pas tragique, mais elle est encore problématique, ce qui se voit notamment à travers la violence ; tandis qu'au Maroc, l'intégration des berbères dans l'Etat nationaliste est un succès, et pourrait être un modèle pour les autres.

Elle perçoit la principale différence entre la Turquie et le Maroc. Cette différence est qu'en Turquie, les politiques étaient concentrées sur le fait de construire une république forte, démocratique, mais centralisée, dans laquelle les différences de cultures ethniques et régionales seraient minimisées, voir même abolies ; tandis qu'au Maroc, la monarchie a trouvé un allié dans l'élite tribale Berbère afin de consolider leur pouvoir et de construire un Etat moderne avec le respect du traditionalisme et des différences régionales. Bien sûr, le modèle Marocain ne s'est pas fait sans violence, il y a eu une série de petites émeutes Berbères dans l'Etat post-colonial et indépendant, mais en général les populations Arabes et Berbères de cet Etat vivent sur un modèle de cohabitation.

Selon nous, la force principale de ce livre repose sur son approche complexe du dynamisme et de la complexité des relations des minorités dans les Etats, dans le reflet de ces deux études de cas. Le livre a reçu, jusqu'à ce jour, des critiques positives dans les journaux du monde Anglo-saxon. Nous sommes sûrs qu'il sera également capable de générer des débats dans l'Académie Turque.

CALL FOR PAPERS

Since 1996, the academic journal *Studia Europaea*, issued by the Faculty of European Studies, has been representing an open arena for promoting research endeavours. The journal is refereed by international specialists and officially acknowledged by the Romanian National University Research Council (CNCSIS). *Studia Europaea* is covered by several prestigious databases, such as ProQuest CSA Worldwide Political Science Abstracts, ProQuest CSA Sociological Abstracts or Central and Eastern European Online Library (CEEOL). Each article is reviewed by two independent academics in a “double-blind” system. Senior as well as junior academics from Europe and from the United States have found in *Studia Europaea* a way of expressing their preoccupations by publishing academic articles that have focused on the European experience and perspectives in various fields of social science.

By launching the Call for Papers, *Studia Europaea* is prepared to receive articles that will be grouped in six sections:

- **“History, International Relations, and Political Science”** - welcomes articles that stress the European perspective of world politics and the analysis of the European political developments.
- **“European Economy and European Information Society”** - invites articles that include analyses and comments concerning the most relevant aspects of the European economy and information technology.
- **“European Community and Business Law”** - brings together articles that refer to the European states and the European Communities and their judicial and institutional organisation, as well as facets of business regulation.
- **“European Culture, Philosophy, and Anthropology”** - will concentrate on the cross-cultural European experience, with an emphasis on relations with other cultural areas, such as Asia or the Americas.
- **“Forum”** - open for the BA and MA students in the fields mentioned above.
- **“Book Review”** - welcomes critical reviews of the latest books related to the fields listed above.

Guidelines for authors

(see <http://www.euro.ubbcluj.ro/studia/guide.htm>)

Papers should be written in English, French, German, Italian or Spanish and should count ten to fifteen pages. A five to eight row abstract, five key-words (both written in English), as well as a ten row bio note about the author(s), including the contact details (at least, the e-mail address) should accompany the paper. For the articles written in languages other than English, the authors should also provide the title of the article in English.

Authors should comply with the following editing requirements:

1. Page setup:

- Paper Size: A4 (metric) paper (29.7 cm X 21 cm)
- Paper Orientation: Portrait
- Margins: Top & Bottom: 4.8 cm, Left & Right: 4 cm
- Header & Footer: 4.5 cm, different on first page and different on odd and even pages

2. Fonts: use Palatino Linotype and follow the sizes specified below:

- 9 pt for Footnotes,
- 10 pt Header & Footer and Table captions
- 11 pt for the Main text
- 11 pt (*italic*) for Abstract
- **12 pt (bold) for Author(s) name and section titles**
- **14 pt (bold), SMALL CAPS, for the Title of the paper**

3. Authors are required to use **footnotes**, as following:

For books: Author(s): First name Last name, *Title*, Place of publication: Publisher, Year, Page.

e.g.: Sergiu Mișcoiu, *Le Front National et ses repercussions sur l'échiquier politique français*, Cluj-Napoca: EFES, 2005, p. 7.

For studies within a volume: Author(s): First name Last name, "The title of the study", in Editor(s): first name last name (ed.), *The title of the volume*, Place of publication: Publisher, Year, Page.

e.g.: Laura Herta Gongola, "Modelul societății informaționale.O abordare sociologică", in Horea Todoran (ed.), *Societatea informațională europeană*, Cluj-Napoca: EFES, 2005, p 57.

For studies in periodicals: Author(s): First name Last name, "The title of the study" in *Title of the periodical*, Number, Volume (optional), Year, Pages.

e.g.: Laura Herta Gongola, "An Interpretation of Romanian-Yugoslav Relations according to Frederick H. Hartmann's Cardinal Principles" in *Studia Europaea* no. 2-3, 2005, pp. 107-120.

For electronic materials: Author(s): First name Last name, *The title of the study* Year (if applicable) [complete web address], Date consulted.

e.g.: E. D. Hirsch, Joseph F. Katt, James Trefil, *The New Dictionary of Cultural Literacy*, 2002 [<http://www.bartleby.com/59/17/postindustri.html>], 20 January 2005.

4. Authors are required to use **bibliography**, numbered and in alphabetical order, as following:

Bibliography

< For books: Author(s): Last name, First name, (Year), *Title*, Place of publication: Publisher.

e.g.: Mișcoiu, Sergiu (2005), *Le Front National et ses repercussions sur l'échiquier politique français*, Cluj-Napoca: EFES.

Johnson, Pierre; Kranzenstein, Rashela (1995), *From the First Empire to the Second*, Boston: Rufus Publ.

< For studies within a volume: Author(s): Last name, First name, (Year), "The title of the study", in Editor(s): last name, first name (ed.), *The title of the volume*, Place of publication: Publisher, Pages.

Herta Gongola, Laura (2005), "Modelul societății informaționale.O abordare sociologică", in Todoran, Horea (ed.), *Societatea informațională europeană*, Cluj-Napoca: EFES, 36-57

Martin, François; Morley, Frank (1983), "Spaces of Belonging" in Horowitz, Stanley; Kocsis, Ibolya (eds.), *Identity, Belonging, and Social Behaviour*, London: Identitas, 78-114.

< For studies in periodicals: Author(s): Last name, First name (Year), "The title of the study" in *Title of the periodical*, Number, Volume (optional), Pages.

Herta Gongola, Laura (2005), "An Interpretation of Romanian-Yugoslav Relations according to Frederick H. Hartmann's Cardinal Principles" in *Studia Europaea* no. 2-3, 107-120

Mișcoiu, Sergiu; Tătărâm, Marina (2004), "Sur les avancées timides et les promesses risquées de la révision constitutionnelle roumaine" in *Politeia*, no. 5, 35-45

< For electronic materials: Author(s): Last name, First name (Year) (if applicable), *The title of the study* [complete web address], Date consulted.

Hirsch, E. D.; Katt, Joseph F.; Trefil, James (2002), *The New Dictionary of Cultural Literacy* [<http://www.bartleby.com/59/17/postindustri.html>], 20 January 2005

Marketing Glossary Dictionary

[<http://www.marketingpower.com/mg-dictionary-view2464.php>], 19 January 2005

Submitted papers should be sent either by regular mail (accompanied by a CD) to:

Studia Europaea
Faculty of European Studies,
1, Em de Martonne St.,
Cluj-Napoca,
Romania

or by e-mail to the Executive Editor-in-Chief:

Dr. Sergiu Mișcoiu, miscoiu@yahoo.com

The Editorial Staff is looking forward to receiving your papers for times per year: **before the 1st of February, before the 1st of May, before the 1st of July and before the 1st of October.** *Studia Europaea* is thankful for the interest you show in this *Call for Papers* and hopes for a future collaboration.